



## CHAPTER C-32.2

## CHAPITRE C-32.2

### Credit Unions Act

### Loi sur les caisses populaires

*Assented to December 11, 1992*

*Sanctionnée le 11 décembre 1992*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

#### **PART I**

#### **INTERPRETATION AND APPLICATION**

Definitions. . . . .	1
articles — statuts	
Atlantic Central — Atlantic Central	
body corporate — corps constitué	
bond of association — lien d'association	
charter by-law — règlement administratif homologué	
Commission — Commission	
Corporation — Société	
Court — Cour	
credit union — caisse populaire	
delegate — déléataire	
equity — avoir des membres	
investigator — enquêteur	
Minister — Ministre	
ordinary resolution — résolution ordinaire	
patronage refund — ristourne	
prescribed — prescrit	
regulated activity — activité réglementée	
special resolution — résolution spéciale	
stabilization board — office de stabilisation	
Superintendent — surintendant	
Tribunal — Tribunal	
Purpose of a credit union generally. . . . .	2, 3
Inconsistent provisions. . . . .	4
Prohibition. . . . .	5

#### **PART II**

#### **INCORPORATION OF CREDIT UNIONS**

Application for incorporation. . . . .	6
Articles of incorporation. . . . .	7
By-laws. . . . .	8
Approval or denial of application. . . . .	9

#### **PARTIE I**

#### **INTERPRÉTATION ET APPLICATION**

Définitions. . . . .	1
activité réglementée — regulated activity	
<i>Atlantic Central</i> — Atlantic Central	
avoir des membres — equity	
caisse populaire — credit union	
Commission — Commission	
corps constitué — body corporate	
Cour — Court	
déléataire — delegate	
enquêteur — investigator	
lien d'association — bond of association	
Ministre — Minister	
office de stabilisation — stabilization board	
prescrit — prescribed	
règlement administratif homologué — charter by-law	
résolution ordinaire — ordinary resolution	
résolution spéciale — special resolution	
ristourne — patronage refund	
Société — Corporation	
statuts — articles	
surintendant — Superintendent	
Tribunal — Tribunal	
Objets des caisses populaires. . . . .	2, 3
Incompatibilité. . . . .	4
Prohibition. . . . .	5

#### **PARTIE II**

#### **CONSTITUTION EN CORPORATION DES CAISSES POPULAIRES**

Demande de constitution en corporation. . . . .	6
Statuts constitutifs. . . . .	7
Règlements administratifs. . . . .	8
Approbation ou rejet de la demande. . . . .	9

Certificate of incorporation. . . . .	10	Certificat de constitution en corporation. . . . .	10
Effect of certificate of incorporation. . . . .	11	Effet du certificat de constitution en corporation. . . . .	11
Names. . . . .	12	Dénominations. . . . .	12
Reservation of name. . . . .	13	Réservation de la dénomination. . . . .	13
Prohibited names. . . . .	14	Dénominations prohibées. . . . .	14
Pre-incorporation contracts. . . . .	15	Contrats antérieurs à la constitution en corporation. . . . .	15
<b>PART III</b>		<b>PARTIE III</b>	
<b>CAPACITY AND POWERS</b>		<b>CAPACITÉ ET POUVOIRS</b>	
Capacity and powers of a credit union. . . . .	16	Capacité et pouvoirs d'une caisse populaire. . . . .	16
Carrying on business outside New Brunswick. . . . .	17	Activités à l'extérieur du Nouveau-Brunswick. . . . .	17
Powers of a credit union. . . . .	18	Pouvoirs d'une caisse populaire. . . . .	18
Insurance for security purposes. . . . .	19	Assurance pour fins de garantie. . . . .	19
Prohibition. . . . .	20	Prohibition. . . . .	20
Restrictions. . . . .	21	Restrictions. . . . .	21
No constructive notice. . . . .	22	Absence de présomption d'avis. . . . .	22
Reliance by persons dealing with credit union. . . . .	23	Allégations interdites. . . . .	23
<b>PART IV</b>		<b>PARTIE IV</b>	
<b>REGISTERED OFFICE AND RECORDS</b>		<b>BUREAU ENREGISTRÉ ET LIVRES</b>	
Registered office. . . . .	24	Bureau enregistré. . . . .	24
Approval of Superintendent and Atlantic Central. . . . .	25	Approbation du surintendant et d' <i>Atlantic Central</i> . . . . .	25
Records. . . . .	26	Livres. . . . .	26
Examination of records. . . . .	27	Examen des livres. . . . .	27
Form of records. . . . .	28	Forme des livres. . . . .	28
Corporate seal. . . . .	29	Sceau. . . . .	29
<b>PART V</b>		<b>PARTIE V</b>	
<b>CAPITALIZATION AND OPERATING STANDARDS</b>		<b>STRUCTURE DU CAPITAL ET NORMES D'EXPLOITATION</b>	
Membership shares. . . . .	30	Parts sociales d'adhésion. . . . .	30
Transitional provision in relation to shares. . . . .	31	Disposition transitoire relative aux parts sociales. . . . .	31
Shares other than membership shares. . . . .	32	Parts sociales autres que les parts sociales d'adhésion. . . . .	32
Share certificates not required. . . . .	33	Certificat de parts sociales non requis. . . . .	33
Consideration. . . . .	34	Contrepartie. . . . .	34
Redemption or repayment. . . . .	35	Rachat ou remboursement. . . . .	35
Patronage refunds. . . . .	36	Ristournes. . . . .	36
Dividends on shares. . . . .	37	Dividendes sur des parts sociales. . . . .	37
		Utilisation des ristournes et des dividendes à l'achat des parts sociales de surplus. . . . .	38
Use of patronage refund or dividend for purchase of surplus shares. . . . .	38	Restriction au paiement. . . . .	39
Restriction on payment. . . . .	39	Exception à l'article 39. . . . .	40
Exception to section 39. . . . .	40	Restriction relative aux dividendes. . . . .	40.1
Restriction on accumulation of dividends. . . . .	40.1	Limite de responsabilité des membres. . . . .	41
Limit of liability of member. . . . .	41	Recours. . . . .	42
Remedy preserved. . . . .	42	Soldes non réclamés. . . . .	43
Unclaimed balances. . . . .	43	Droit des membres de retirer leurs dépôts. . . . .	44
Member's right to withdraw deposits. . . . .	44	Fonds en fiducie. . . . .	45
Trust funds. . . . .	45	Paiement partiel au décès. . . . .	46
Partial payment on death. . . . .	46	Désignation du bénéficiaire. . . . .	47
Nomination of beneficiary. . . . .	47	intérêt — interest	
interest — intérêt		Prêts. . . . .	48
Loans. . . . .	48	Rapport relatif aux dépôts dépassant un montant prescrit. . . . .	49
Report of deposits in excess of prescribed amount. . . . .	49	Privilège sur les dépôts et les parts sociales. . . . .	50
Lien on deposits and shares. . . . .	50	Découverts. . . . .	51
Overdrafts. . . . .	51	Liquidités. . . . .	52
Liquid assets. . . . .	52	Placements. . . . .	53
Investments. . . . .	53	Provision pour créances douteuses. . . . .	54
Allowance for doubtful accounts. . . . .	54	Avoir des membres. . . . .	55
Equity. . . . .	55	Emprunts. . . . .	56
Borrowing. . . . .	56	Appariement entre placements et dépôts. . . . .	57
Matching. . . . .	57	Assurance requise. . . . .	58
Insurance required. . . . .	58	Évaluation de l'actif. . . . .	59
Valuation of assets. . . . .	59	<b>PARTIE VI</b>	
<b>PART VI</b>		<b>ADHÉSION</b>	
<b>MEMBERSHIP</b>		Membres. . . . .	60
Membership. . . . .	60	Lien d'association. . . . .	61
Bond of association. . . . .	61	Révocation de l'adhésion. . . . .	62
Termination of membership. . . . .	62		

Withdrawal from membership. . . . .	63	Retrait de l'adhésion. . . . .	63
Remedy preserved. . . . .	64	Recours. . . . .	64
By-laws. . . . .	65	Règlements administratifs. . . . .	65
Members bound by articles and by-laws. . . . .	66	Caractère obligatoire des statuts et des règlements administratifs. . . . .	66
Place of meetings. . . . .	67	Lieu des assemblées. . . . .	67
Calling meetings. . . . .	68	Convocation des assemblées. . . . .	68
Record date. . . . .	69	Date de référence. . . . .	69
Notice of meetings. . . . .	70	Avis de l'assemblée. . . . .	70
Waiver of notice. . . . .	71	Renonciation à l'avis. . . . .	71
Proposal by member. . . . .	72	Proposition par un membre. . . . .	72
Quorum. . . . .	73	Quorum. . . . .	73
Voting. . . . .	74	Vote. . . . .	74
Representation of bodies corporate or associations. . . . .	75	Représentation des corps constitués ou associations. . . . .	75
Voting by proxy. . . . .	76	Vote par procuration. . . . .	76
Joint membership. . . . .	77	Membres conjoints. . . . .	77
Executors and administrators. . . . .	78	Exécuteurs testamentaires et administrateurs successoraux. . . . .	78
Mail ballot. . . . .	79	Vote par la poste. . . . .	79
Method of voting. . . . .	80	Vote à main levée ou au scrutin secret. . . . .	80
Participation in meetings by telephone. . . . .	80.1	Participation à une assemblée par téléphone. . . . .	80.1
Requisition by members to call meeting. . . . .	81	Convocation à la requête des membres. . . . .	81
Meeting called by Superintendent. . . . .	82	Convocation par le surintendant. . . . .	82
<b>PART VII</b>		<b>PARTIE VII</b>	
<b>DIRECTORS AND OFFICERS</b>		<b>ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS</b>	
Directors. . . . .	83	Administrateurs. . . . .	83
Qualifications of directors. . . . .	84	Qualités requises pour être administrateur. . . . .	84
Director training program. . . . .	84.1	Programme de formation des administrateurs. . . . .	84.1
Terms of office of directors. . . . .	85	Durée du mandat des administrateurs. . . . .	85
Ceasing to hold office. . . . .	86	Fin du mandat. . . . .	86
Removal of directors. . . . .	87	Révocation des administrateurs. . . . .	87
Director entitled to notice. . . . .	88	Droit de l'administrateur à l'avis. . . . .	88
Vacancy. . . . .	89	Postes vacants. . . . .	89
Notice of change of directors. . . . .	90	Avis de changement d'administrateurs. . . . .	90
Meetings of directors. . . . .	91	Réunion des administrateurs. . . . .	91
Participation by telephone. . . . .	92	Participation par téléphone. . . . .	92
Committees and delegation of powers. . . . .	93	Comités et délégation de pouvoirs. . . . .	93
Audit committee. . . . .	94	Comité de vérification. . . . .	94
Validity of acts of directors and officers. . . . .	95	Validité des actes des administrateurs et des dirigeants. . . . .	95
Resolution in lieu of meeting. . . . .	96	Résolution tenant lieu de réunion. . . . .	96
Liability of directors. . . . .	97	Responsabilité des administrateurs. . . . .	97
Duty of directors to report. . . . .	98	Devoir des administrateurs d'envoyer un avis écrit. . . . .	98
Material contracts. . . . .	99	Contrats importants. . . . .	99
officer — dirigeant		dirigeant — officer	
material contract — contrat important		contrat important — material contract	
Disclosure by directors and officers. . . . .	100	Divulgarion par les administrateurs et les dirigeants. . . . .	100
Designation of officers. . . . .	101	Désignation des dirigeants. . . . .	101
Remuneration and expenses of directors. . . . .	102	Rémunération et dépenses des administrateurs. . . . .	102
		Devoirs de soin et de diligence des administrateurs et des	
		dirigeants. . . . .	103
Duty of care of directors and officers. . . . .	103	Dissidence. . . . .	104
Dissent. . . . .	104	Indemnisation. . . . .	105
Indemnification. . . . .	105	<b>PARTIE VIII</b>	
<b>PART VIII</b>		<b>RAPPORTS ET DIVULGATIONS FINANCIÈRES</b>	
<b>RETURNS AND FINANCIAL DISCLOSURE</b>		Exercice financier. . . . .	106
Fiscal year. . . . .	106	Rapports annuels. . . . .	107
Annual returns. . . . .	107	États financiers annuels. . . . .	108
Annual financial statements. . . . .	108	Condition préalable à la délivrance des états financiers. . . . .	109
Condition precedent to issue of financial statements. . . . .	109	Demande des documents. . . . .	110
Request for documents. . . . .	110	Autres renseignements soumis à l'office de stabilisation. . . . .	111
Submission of information to stabilization board. . . . .	111	Divulgarion par les administrateurs et dirigeants. . . . .	112
Disclosure by directors and officers. . . . .	112	Nomination et qualités requises des vérificateurs. . . . .	113
Appointment and qualifications of auditors. . . . .	113	Révocation du vérificateur. . . . .	114
Removal of auditor. . . . .	114	Fin du mandat. . . . .	115
Ceasing to hold office. . . . .	115	Poste vacant. . . . .	116
Vacancy. . . . .	116	Vérificateur nommé par le surintendant. . . . .	117
Auditor appointed by Superintendent. . . . .	117		

Right and duty to attend meetings. . . . .	118
Statement of auditor. . . . .	119
Examinations by auditor. . . . .	120
Right to demand information. . . . .	121
Auditor's report. . . . .	122
Errors in financial statements. . . . .	123
Duty of auditor. . . . .	124
Additional requirements in relation to auditor. . . . .	125
Access to working papers. . . . .	126
Qualified privilege. . . . .	127

**PART IX****FUNDAMENTAL CHANGES**

Amendment of articles. . . . .	128
Articles sent to Superintendent. . . . .	129
Certificate of amendment. . . . .	130
Effect of certificate of amendment. . . . .	131
Restated articles. . . . .	132
Amalgamation. . . . .	133
Amalgamation agreement. . . . .	134
Approval of amalgamation agreement. . . . .	135
Articles of amalgamation. . . . .	136
Compulsory amalgamation. . . . .	137
Certificate and effect of amalgamation. . . . .	138
Declarations and payments. . . . .	138.1

Extraordinary sale, lease or exchange. . . . .	139
Approval of Superintendent. . . . .	140(1), (2), (3)
Repealed. . . . .	140(4)
Reorganization. . . . .	141
reorganization — réorganisation	

**PART X****DISSOLUTION, LIQUIDATION AND REVIVAL**

Voluntary dissolution. . . . .	142
Voluntary liquidation and dissolution. . . . .	143
Articles of dissolution and certificate. . . . .	144
Dissolution by Superintendent. . . . .	145
Application to Court to liquidate or dissolve. . . . .	146
Custody of records. . . . .	147
Effect of dissolution. . . . .	148
member — membre	
Unclaimed property. . . . .	149
Revival of credit union. . . . .	150
Certificate of revival and effect. . . . .	151
Return of property on revival. . . . .	152
Effect of <i>Bankruptcy Act</i> . . . . .	153

**PART X.1****FEDERAL CONTINUANCE**

Definition of "federal continuance". . . . .	153.1
federal continuance — prorogation fédérale	
Statement of intent to apply for federal continuance. . . . .	153.2
Authorization of an application for federal continuance. . . . .	153.3
Certificate of discontinuance. . . . .	153.4

**PART XI**

Repealed. . . . .	154
-------------------	-----

**Division A****General**

Repealed. . . . .	154.1
Repealed. . . . .	154.2
Repealed. . . . .	154.3
Repealed. . . . .	154.4

**Division B****The Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée**

Repealed. . . . .	155
-------------------	-----

Droit et obligation d'assister aux assemblées. . . . .	118
Déclaration du vérificateur. . . . .	119
Examens par le vérificateur. . . . .	120
Droit à l'information. . . . .	121
Rapports du vérificateur. . . . .	122
Erreurs dans les états financiers. . . . .	123
Obligation du vérificateur. . . . .	124
Rapports complémentaires du vérificateur. . . . .	125
Accès aux documents de travail. . . . .	126
Immunité relative. . . . .	127

**PARTIE IX****MODIFICATIONS DE STRUCTURE**

Modification des statuts. . . . .	128
Statuts envoyés au surintendant. . . . .	129
Certificat de modification. . . . .	130
Effet du certificat de modification. . . . .	131
Mise à jour des statuts. . . . .	132
Fusion. . . . .	133
Convention de fusion. . . . .	134
Approbation de la convention de fusion. . . . .	135
Statuts de fusion. . . . .	136
Fusion obligatoire. . . . .	137
Certificat et effet de la fusion. . . . .	138
Versements avant la fusion. . . . .	138.1
Vente, bail ou échange hors du cours normal des activités de la caisse populaire. . . . .	139
Approbation du surintendant. . . . .	140(1), (2), (3)
Abrogé. . . . .	140(4)
Réorganisation. . . . .	141
réorganisation — reorganization	

**PARTIE X****DISSOLUTION, LIQUIDATION ET RECONSTITUTION**

Dissolution volontaire. . . . .	142
Liquidation et dissolution volontaire. . . . .	143
Statuts de dissolution et certificat. . . . .	144
Dissolution par le surintendant. . . . .	145
Demande de liquidation ou de dissolution à la Cour. . . . .	146
Garde des documents. . . . .	147
Effet de la dissolution. . . . .	148
membre — member	
Biens non réclamés. . . . .	149
Reconstitution de la caisse populaire. . . . .	150
Certificat de reconstitution et effet. . . . .	151
Restitution des biens à la reconstitution. . . . .	152
Effet de la <i>Loi sur la faillite</i> . . . . .	153

**PARTIE X.1****PROROGATION FÉDÉRALE**

Définition de « prorogation fédérale ». . . . .	153.1
prorogation fédérale — federal continuance	
Déclaration d'intention de présenter une demande de prorogation fédérale. . . . .	153.2
Autorisation de la demande de prorogation fédérale. . . . .	153.3
Certificat de changement de régime. . . . .	153.4

**PARTIE XI**

Abrogé. . . . .	154
-----------------	-----

**Section A****Dispositions générales**

Abrogé. . . . .	154.1
Abrogé. . . . .	154.2
Abrogé. . . . .	154.3
Abrogé. . . . .	154.4

**Section B****La Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée**

Abrogé. . . . .	155
-----------------	-----

Repealed. . . . .	156	Abrogé. . . . .	156
Repealed. . . . .	157	Abrogé. . . . .	157
Repealed. . . . .	158	Abrogé. . . . .	158
Repealed. . . . .	159	Abrogé. . . . .	159
Repealed. . . . .	160	Abrogé. . . . .	160
Repealed. . . . .	161	Abrogé. . . . .	161
Repealed. . . . .	162	Abrogé. . . . .	162
Repealed. . . . .	163	Abrogé. . . . .	163
Repealed. . . . .	164	Abrogé. . . . .	164
Repealed. . . . .	165	Abrogé. . . . .	165
Repealed. . . . .	166	Abrogé. . . . .	166
Repealed. . . . .	167	Abrogé. . . . .	167
Repealed. . . . .	168	Abrogé. . . . .	168
Repealed. . . . .	169	Abrogé. . . . .	169
Repealed. . . . .	170	Abrogé. . . . .	170
Repealed. . . . .	171	Abrogé. . . . .	171
Repealed. . . . .	172	Abrogé. . . . .	172
Repealed. . . . .	173	Abrogé. . . . .	173
Repealed. . . . .	174	Abrogé. . . . .	174
Repealed. . . . .	175	Abrogé. . . . .	175
Repealed. . . . .	176	Abrogé. . . . .	176
Repealed. . . . .	177	Abrogé. . . . .	177
Repealed. . . . .	178	Abrogé. . . . .	178
Repealed. . . . .	179	Abrogé. . . . .	179
Repealed. . . . .	180	Abrogé. . . . .	180
Repealed. . . . .	181	Abrogé. . . . .	181
Repealed. . . . .	182	Abrogé. . . . .	182
Repealed. . . . .	183	Abrogé. . . . .	183
Repealed. . . . .	184	Abrogé. . . . .	184
Repealed. . . . .	185	Abrogé. . . . .	185
Repealed. . . . .	186	Abrogé. . . . .	186
Repealed. . . . .	187	Abrogé. . . . .	187
Repealed. . . . .	188	Abrogé. . . . .	188
Repealed. . . . .	189	Abrogé. . . . .	189
Repealed. . . . .	190	Abrogé. . . . .	190
Repealed. . . . .	191	Abrogé. . . . .	191
Repealed. . . . .	192	Abrogé. . . . .	192
<b>Division C</b>		<b>Section C</b>	
<b>Atlantic Central</b>		<b>Atlantic Central</b>	
Repealed. . . . .	192.1	Abrogé. . . . .	192.1
Repealed. . . . .	192.2	Abrogé. . . . .	192.2
<b>PART XI.1</b>		<b>PARTIE XI.1</b>	
<b>ATLANTIC CENTRAL</b>		<b>ATLANTIC CENTRAL</b>	
Carrying on business as a federation. . . . .	192.21	Exercice d'activités à titre de fédération. . . . .	192.21
Membership in Atlantic Central is compulsory. . . . .	192.22	Adhésion obligatoire à <i>Atlantic Central</i> . . . . .	192.22
Limit of liability of member credit unions. . . . .	192.23	Responsabilité restreinte des caisses populaires membres. . . . .	192.23
		Caractère obligatoire des statuts et des règlements	
Member credit unions bound by articles and by-laws. . . . .	192.24	administratifs. . . . .	192.24
Purposes. . . . .	192.25	Objets. . . . .	192.25
Powers. . . . .	192.26	Pouvoirs. . . . .	192.26
Limitation on powers. . . . .	192.27	Restrictions relatives aux pouvoirs. . . . .	192.27
Information to be provided to stabilization board. . . . .	192.28	Renseignements à fournir à l'office de stabilisation. . . . .	192.28
Levies. . . . .	192.29	Contributions. . . . .	192.29
Shares. . . . .	192.291	Parts sociales. . . . .	192.291
Information to be provided. . . . .	192.292	Renseignements à fournir. . . . .	192.292
<b>PART XII</b>		<b>PARTIE XII</b>	
<b>STABILIZATION BOARD</b>		<b>OFFICE DE STABILISATION</b>	
Application. . . . .	193	Application. . . . .	193
Continuance. . . . .	194	Prorogation. . . . .	194
Operation. . . . .	194.1	Activité de l'office de stabilisation. . . . .	194.1
Membership. . . . .	195	Adhésion. . . . .	195
Purposes. . . . .	196	Objets. . . . .	196
Capacity. . . . .	197	Capacité. . . . .	197
Powers. . . . .	198	Pouvoirs. . . . .	198

Additional powers in relation to the Corporation. . . . .	199
Restrictions on investments. . . . .	200
Stabilization fund. . . . .	201
Annual levies. . . . .	202
Excluded amounts. . . . .	202.1
Repealed. . . . .	202.2
Order fixing minimum amount to be maintained in stabilization fund. . . . .	202.3
Minimum amount of stabilization fund. . . . .	202.4
Revocation of plans and orders. . . . .	202.5
Directors. . . . .	203
Qualifications of directors. . . . .	204
Officers. . . . .	205
Quorum. . . . .	206
Repealed. . . . .	207
Remuneration and expenses of directors. . . . .	207.1
By-laws. . . . .	208
Fiscal year. . . . .	209
Records. . . . .	210
Audit and annual report. . . . .	211
Report to Superintendent by auditor. . . . .	212
Application of other provisions in relation to the auditor. . . . .	213

**PART XIII****NEW BRUNSWICK CREDIT UNION DEPOSIT INSURANCE CORPORATION**

Application. . . . .	214
Establishment of the Corporation. . . . .	215
Agent of Crown. . . . .	215.1
Purposes of the Corporation. . . . .	216
Powers of the Corporation. . . . .	217
Information to be provided to the Corporation. . . . .	217.1
Assessment and analysis by independent expert. . . . .	217.2
By-laws. . . . .	218
Repealed. . . . .	219
Deposit insurance. . . . .	220
Interest of Superintendent. . . . .	221
Prohibition on advertising. . . . .	222
Deposit insurance fund. . . . .	223
Levies to be determined by the Corporation. . . . .	224
Levies to be collected by the stabilization board. . . . .	225
Repealed. . . . .	226
Repealed. . . . .	227
Deposit insurance fund to be maintained as single account. . . . .	227.1
Government loans and guarantees. . . . .	228
Directors. . . . .	229
Qualifications of directors. . . . .	229.1
Officers. . . . .	230
Quorum. . . . .	231
Voting. . . . .	232
Remuneration and expenses of directors. . . . .	233
Fiscal year. . . . .	234
Annual report to the Commission. . . . .	235

**PART XIV****REMEDIES, OFFENCES AND PENALTIES**

Definitions of “action” and “complainant”. . . . .	236
action — action	
complainant — plaignant	
Derivative action. . . . .	237
Powers of Court. . . . .	238
Application to Court by complainant. . . . .	239
Application made or action brought or intervened in. . . . .	240
Application to Tribunal to rectify records. . . . .	241
Repealed. . . . .	242
Repealed. . . . .	242.1

Pouvoirs additionnels relatifs à la Société. . . . .	199
Restrictions relatives aux placements. . . . .	200
Fonds de stabilisation. . . . .	201
Contributions annuelles. . . . .	202
Sommes exclues. . . . .	202.1
Abrogé. . . . .	202.2

Ordre relatif au solde minimal d’un fonds de stabilisation. . . . .	202.3
Solde minimal d’un fonds de stabilisation. . . . .	202.4
Révocation de plans et d’ordres. . . . .	202.5
Administrateurs. . . . .	203
Qualités requises pour être administrateur. . . . .	204
Dirigeants. . . . .	205
Quorum. . . . .	206
Abrogé. . . . .	207
Rémunération et dépenses des administrateurs. . . . .	207.1
Règlements administratifs. . . . .	208
Exercice financier. . . . .	209
Livres. . . . .	210
Vérification et rapport annuel. . . . .	211
Rapport au surintendant par le vérificateur. . . . .	212
Application d’autres dispositions relatives au vérificateur. . . . .	213

**PARTIE XIII****SOCIÉTÉ D’ASSURANCE-DÉPÔTS DES CAISSES POPULAIRES DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

Application. . . . .	214
Établissement de la Société. . . . .	215
Mandataire de la Couronne. . . . .	215.1
Objets de la Société. . . . .	216
Pouvoirs de la Société. . . . .	217
Obligation de communiquer des renseignements à la Société. . . . .	217.1
Évaluation et analyse par un expert indépendant. . . . .	217.2
Règlements administratifs. . . . .	218
Abrogé. . . . .	219
Assurance-dépôts. . . . .	220
Intérêt du surintendant. . . . .	221
Prohibition relative à la publicité. . . . .	222
Fonds d’assurance-dépôts. . . . .	223
Contributions à déterminer par la Société. . . . .	224
Contributions à percevoir par l’office de stabilisation. . . . .	225
Abrogé. . . . .	226
Abrogé. . . . .	227
Compte unique relatif au fonds d’assurance-dépôts. . . . .	227.1
Prêts et garanties du gouvernement. . . . .	228
Administrateurs. . . . .	229
Qualités requises pour être administrateur. . . . .	229.1
Dirigeants. . . . .	230
Quorum. . . . .	231
Vote. . . . .	232
Rémunération et dépenses des administrateurs. . . . .	233
Exercice financier. . . . .	234
Rapport annuel à la Commission. . . . .	235

**PARTIE XIV****RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES**

Définitions de « action » et « plaignant ». . . . .	236
action — action	
plaignant — complainant	
Action indirecte. . . . .	237
Pouvoirs de la Cour. . . . .	238
Demande à la Cour par le plaignant. . . . .	239
Demande, action ou intervention. . . . .	240
Demande de rectification au Tribunal. . . . .	241
Abrogé. . . . .	242
Abrogé. . . . .	242.1

Powers of Tribunal. . . . .	243	Pouvoirs du Tribunal. . . . .	243
Application for compliance or restraining order. . . . .	244	Demande d'ordonnance de conformité ou d'empêchement. . . . .	244
Application for directions. . . . .	245	Demande d'instructions. . . . .	245
Appeal to Court. . . . .	246	Appel. . . . .	246
Questions of law or fact. . . . .	247	Question de droit ou de fait. . . . .	247
No stay of decision or order. . . . .	247.1	Non-suspension des effets d'une décision ou d'un ordre. . . . .	247.1
Repealed. . . . .	248	Abrogé. . . . .	248
Offences generally. . . . .	249	Infractions – dispositions générales. . . . .	249
Misleading or untrue statements. . . . .	249.1	Déclarations trompeuses ou erronées. . . . .	249.1
False or misleading advertisement. . . . .	249.11	Publicité fautive ou trompeuse. . . . .	249.11
Interim preservation of property. . . . .	249.2	Conservation provisoire de biens. . . . .	249.2
Orders in the public interest. . . . .	249.21	Ordonnances rendues dans l'intérêt public. . . . .	249.21
Administrative penalty. . . . .	249.3	Pénalité administrative. . . . .	249.3
Directors and officers. . . . .	249.4	Administrateurs et dirigeants. . . . .	249.4
Resolution of administrative proceedings. . . . .	249.5	Règlement d'une instance administrative. . . . .	249.5
Limitation period. . . . .	249.6	Délai de prescription. . . . .	249.6
Prosecutions generally. . . . .	250	Poursuites en général. . . . .	250
Suit at instance of Superintendent or stabilization board. . . . .	251	Action à la demande du surintendant ou de l'office de stabilisation. . . . .	251
<b>PART XV</b>		<b>PARTIE XV</b>	
<b>COMPLIANCE AND SUPERVISION</b>		<b>CONFORMITÉ ET SUPERVISION</b>	
Inspections, examinations and inquiries by stabilization board. . . . .	252	Inspections, examens et enquêtes par l'office de stabilisation. . . . .	252
Inspections and examinations of credit unions under supervision of stabilization board. . . . .	252.1	Inspections et examens d'une caisse populaire mise sous la surveillance d'un office de stabilisation. . . . .	252.1
Purposes of inspections and examinations. . . . .	253	Objets des inspections et des examens. . . . .	253
Powers in relation to inspections, examinations and inquiries. . . . .	254	Pouvoirs concernant les infractions, les examens et les enquêtes. . . . .	254
Report in relation to inspection or examination under section 252.1. . . . .	254.1	Rapport relatif à l'inspection ou à l'examen prévu à l'article 252.1. . . . .	254.1
Report in relation to inspection or examination. . . . .	255	Rapport concernant l'inspection ou l'examen. . . . .	255
Response. . . . .	256	Réponse. . . . .	256
Role of Superintendent in relation to inspections, examinations and inquiries. . . . .	257	Rôle du surintendant concernant les inspections, examens et enquêtes. . . . .	257
Powers in relation to inspections. . . . .	258	Pouvoirs concernant les inspections. . . . .	258
Report by Superintendent. . . . .	259	Rapport par le surintendant. . . . .	259
Report may be presented to members. . . . .	260	Rapport présenté aux membres. . . . .	260
Response. . . . .	261	Réponse. . . . .	261
Costs. . . . .	262	Frais. . . . .	262
Report by Superintendent. . . . .	263	Rapport du surintendant. . . . .	263
Response. . . . .	264	Réponse. . . . .	264
Compliance orders in relation to credit unions. . . . .	265	Ordres de conformité envers les caisses populaires. . . . .	265
Compliance orders in relation to the stabilization board. . . . .	266	Ordres de conformité se rapportant à l'office de stabilisation. . . . .	266
Interim orders by stabilization board in relation to credit unions. . . . .	266.1	Ordre provisoire de l'office de stabilisation visant une caisse populaire . . . . .	266.1
Interim orders by Superintendent in relation to credit unions. . . . .	266.2	Ordre provisoire du surintendant visant une caisse populaire. . . . .	266.2
Interim orders by Superintendent in relation to the stabilization board. . . . .	266.3	Ordres provisoires du surintendant se rapportant à l'office de stabilisation. . . . .	266.3
Repealed. . . . .	266.4	Abrogé. . . . .	266.4
Supervision of a credit union. . . . .	267	Surveillance d'une caisse populaire. . . . .	267
Failure of stabilization board to act. . . . .	268	Défaut d'agir de l'office de stabilisation. . . . .	268
Supervision of the stabilization board. . . . .	269	Surveillance de l'office de stabilisation. . . . .	269
Supervision of stabilization board provided with financial assistance. . . . .	269.1	Mise sous surveillance à la suite de la fourniture d'aide financière. . . . .	269.1
Definition of "supervisor". . . . .	270	Définition de « superviseur ». . . . .	270
supervisor — superviseur		superviseur — supervisor	
Term of supervision. . . . .	271	Durée de la surveillance. . . . .	271
Term of supervision under section 269.1. . . . .	271.1	Durée de la surveillance. . . . .	271.1
Report of supervisor. . . . .	272	Rapport du superviseur. . . . .	272
Powers of supervisor. . . . .	273	Pouvoirs du superviseur. . . . .	273
Duty of supervisor on liquidation. . . . .	274	Devoir du superviseur à la liquidation. . . . .	274
Application for directions. . . . .	275	Demande d'instructions à la Cour. . . . .	275
Accounting to Superintendent. . . . .	276	Reddition de comptes au surintendant. . . . .	276
Discharge. . . . .	277	Décharge. . . . .	277

**PART XV.1****INVESTIGATIONS**

Provision of information to the Superintendent. . . . .	.277.1
Investigation order. . . . .	.277.2
Powers of investigator. . . . .	.277.3
Power to compel evidence. . . . .	.277.4
Investigators authorized as peace officers. . . . .	.277.5
Seized property. . . . .	.277.6
Report of investigation. . . . .	.277.7
Prohibition against disclosure. . . . .	.277.8
Non-compellability. . . . .	.277.9

**PART XVI****GENERAL**

Notice. . . . .	.278
Notice to and service on a credit union. . . . .	.279
Waiver of notice. . . . .	.280
Certificate of Superintendent. . . . .	.281
Certificate of credit union. . . . .	.282
Copies. . . . .	.283
Verification and authentication. . . . .	.284
Filing of articles and statements. . . . .	.285
statement — déclaration	
Alteration. . . . .	.286
Corrections. . . . .	.287
Examination of records. . . . .	.288
Form of records of Superintendent. . . . .	.289
Forms . . . . .	.289.1
Commission responsible for administration of Act. . . . .	.290(1)
Appointment and role of Superintendent. . . . .	.290(2), (3)
Review of Act. . . . .	.290.1
Assessments. . . . .	.291
Conflict with the <i>Right to Information and Protection of</i> <i>Privacy Act</i> . . . . .	.291.1
Regulations. . . . .	.292

**PART XVII****TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,  
REPEAL AND COMMENCEMENT**

Continuance of credit unions. . . . .	.293
Repealed. . . . .	.294
Repealed. . . . .	.295
Repealed. . . . .	.296
Repealed. . . . .	.297
Repealed. . . . .	.298
Effect of continuance. . . . .	.299
Repealed. . . . .	.300
Repealed. . . . .	.301
Repealed. . . . .	.302
Repealed. . . . .	.303
Repealed. . . . .	.304
Repealed. . . . .	.305
Repealed. . . . .	.306
Repealed. . . . .	.307
Repealed. . . . .	.308
Repealed. . . . .	.309
Repealed. . . . .	.310
Repealed. . . . .	.311
Repealed. . . . .	.312

**PARTIE XV.1****ENQUÊTES**

Communication de renseignements au surintendant. . . . .	.277.1
Ordonnance d'enquête. . . . .	.277.2
Pouvoirs de l'enquêteur. . . . .	.277.3
Pouvoir de contraindre à témoigner. . . . .	.277.4
Habilitation des enquêteurs à titre d'agents de la paix. . . . .	.277.5
Biens saisis. . . . .	.277.6
Rapport d'enquête. . . . .	.277.7
Interdiction de communication. . . . .	.277.8
Non-contrainnabilité. . . . .	.277.9

**PARTIE XVI****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Avis. . . . .	.278
Avis et signification à une caisse populaire. . . . .	.279
Renonciation à l'avis. . . . .	.280
Certificat du surintendant. . . . .	.281
Certificat de la caisse populaire. . . . .	.282
Copies. . . . .	.283
Vérification et authentification. . . . .	.284
Dépôts des statuts et des déclarations. . . . .	.285
déclaration — statement	
Modification. . . . .	.286
Rectifications. . . . .	.287
Examens des documents. . . . .	.288
Forme des livres du surintendant. . . . .	.289
Formules et documents. . . . .	.289.1
Commission responsable de l'application de la Loi. . . . .	.290(1)
Nomination et rôle du surintendant. . . . .	.290(2), (3)
Examen de la Loi. . . . .	.290.1
Cotisations. . . . .	.291
Incompatibilité avec la <i>Loi sur le droit à l'information et la</i> <i>protection de la vie privée</i> . . . . .	.291.1
Règlements. . . . .	.292

**PARTIE XVII****DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS  
CORRÉLATIVES, ABROGATION ET ENTRÉE EN  
VIGUEUR**

Prorogation des caisses populaires. . . . .	.293
Abrogé. . . . .	.294
Abrogé. . . . .	.295
Abrogé. . . . .	.296
Abrogé. . . . .	.297
Abrogé. . . . .	.298
Abrogé. . . . .	.299
Effet de la prorogation. . . . .	.300
Abrogé. . . . .	.301
Abrogé. . . . .	.302
Abrogé. . . . .	.303
Abrogé. . . . .	.304
Abrogé. . . . .	.305
Abrogé. . . . .	.306
Abrogé. . . . .	.307
Abrogé. . . . .	.308
Abrogé. . . . .	.309
Abrogé. . . . .	.310
Abrogé. . . . .	.311
Abrogé. . . . .	.312



Repealed. . . . .313  
Repealed. . . . .314  
Repealed. . . . .315  
**SCHEDULE A**

Abrogé. . . . .313  
Abrogé. . . . .314  
Abrogé. . . . .315  
**ANNEXE A**



Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## PART I

### INTERPRETATION AND APPLICATION

#### Definitions

##### 1 In this Act

“articles” means the original or restated articles of incorporation, articles of continuance, articles of amendment, articles of amalgamation, articles of reorganization, articles of dissolution, articles of revival and any amendments to them, and includes an Act under which a body corporate has been incorporated and any amendments to the Act, letters patent, supplementary letters patent, a certificate of incorporation, a memorandum of association and any other document evidencing corporate existence; (*statuts*)

“Atlantic Central” means Atlantic Central continued under the *Credit Union Act* (Nova Scotia); (*Atlantic Central*)

“body corporate” includes a credit union or other body corporate wherever or however incorporated; (*corps constitué*)

“bond of association” means a characteristic common to all members of a credit union which leads them to join together in a credit union; (*lien d’association*)

“charter by-law” means a by-law of Atlantic Central that requires the approval of the Superintendent of Credit Unions of Nova Scotia appointed under the *Credit Union Act* (Nova Scotia); (*règlement administratif homologué*)

“Commission” means the Financial and Consumer Services Commission continued under the *Financial and Consumer Services Commission Act*; (*Commission*)

“Corporation” means the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation established under section 215; (*Société*)

“Court” means The Court of Queen’s Bench of New Brunswick; (*Cour*)

“credit union” means a body corporate incorporated or continued as a credit union under this Act and includes a *caisse populaire*; (*caisse populaire*)

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

## PARTIE I

### INTERPRÉTATION ET APPLICATION

#### Définitions

##### 1 Dans la présente loi

« activité réglementée » s’entend de toute activité dont l’exercice est régi par la présente loi ou les règlements; (*regulated activity*)

« Atlantic Central » désigne *Atlantic Central* prorogée en vertu du *Credit Union Act* (Nouvelle-Écosse); (*Atlantic Central*)

« avoir des membres » désigne, relativement à une caisse populaire,

a) la valeur de la contrepartie payée pour les parts sociales d’adhésion et toutes autres parts sociales émises par la caisse populaire qui ne sont pas rachetables dans l’année qui suit leur émission,

b) la valeur comptable des parts sociales de surplus émises par la caisse populaire, et

c) les bénéfices non répartis de la caisse populaire,

à moins que celle-ci n’ait un déficit accumulé, auquel cas le déficit accumulé doit être déduit des montants déterminés en vertu des alinéas a) et b); (*equity*)

« caisse populaire » désigne un corps constitué qui est constitué en corporation ou qui est prorogé à titre de caisse populaire en vertu de la présente loi et s’entend également d’une *credit union*; (*credit union*)

« Commission » désigne la Commission des services financiers et des services aux consommateurs prorogée en vertu de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*; (*Commission*)

« corps constitué » s’entend d’une caisse populaire ou d’un autre corps constitué, indépendamment de son lieu ou mode de constitution; (*body corporate*)

« Cour » désigne la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick; (*Court*)

“delegate” means a person appointed or elected, in accordance with the charter by-laws of Atlantic Central, to represent a credit union that is member of Atlantic Central at Atlantic Central’s meetings; (*délégataire*)

“equity” means, in relation to a credit union,

(a) the value of the consideration paid for membership shares and any other shares issued by the credit union that are not redeemable within one year,

(b) the book value of any surplus shares issued by the credit union, and

(c) the retained earnings of the credit union,

unless the credit union has an accumulated deficit, in which case it means the amounts determined under paragraphs (a) and (b) minus the accumulated deficit; (*avoir des membres*)

“federation” Repealed: 2016, c.10, s.1

“*Fédération des caisses populaires acadiennes*” Repealed: 2016, c.10, s.1

“investigator” means a person appointed as an investigator under section 277.2; (*enquêteur*)

“Minister” means the Minister of Finance and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf; (*Ministre*)

“ordinary resolution” means a resolution passed by a majority of the votes cast by the persons who voted in respect of that resolution; (*résolution ordinaire*)

“patronage refund” means an amount that under this Act is allocated among and credited or paid by a credit union to its members, based on the business that has been done with it by each of those members; (*ristourne*)

“prescribed” means prescribed by the regulations or, if the context requires, by the rules made by the Commission under the *Financial and Consumer Services Commission Act*; (*prescrit*)

“regulated activity” means any activity governed by this Act or the regulations; (*activité réglementée*)

“representative” Repealed: 2016, c.10, s.1

« délégataire » désigne une personne nommée ou élue en conformité avec les règlements administratifs homologués d’*Atlantic Central* pour représenter une caisse populaire membre d’*Atlantic Central* aux assemblées d’*Atlantic Central*; (*delegate*)

« enquêteur » désigne la personne nommée à ce titre en vertu de l’article 277.2; (*investigator*)

« fédération » Abrogé : 2016, ch. 10, art. 1

« Fédération des caisses populaires acadiennes » Abrogé : 2016, ch. 10, art. 1

« lien d’association » désigne un caractère commun à tous les membres d’une caisse populaire qui les conduit à s’associer; (*bond of association*)

« Ministre » s’entend du ministre des Finances et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter; (*Minister*)

« office de stabilisation » désigne *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited* prorogée en vertu du paragraphe 194(2); (*stabilization board*)

« prescrit » désigne prescrit par règlement ou, si le contexte l’exige, par une règle établie en vertu de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*; (*prescribed*)

« règlement administratif homologué » désigne un règlement administratif d’*Atlantic Central* qui nécessite l’agrément du surintendant des caisses populaires de la Nouvelle-Écosse nommé en vertu du *Credit Union Act* (Nouvelle-Écosse); (*charter by-law*)

« représentant » Abrogé : 2016, ch. 10, art. 1

« résolution ordinaire » désigne une résolution adoptée par la majorité des voix exprimées à son sujet; (*ordinary resolution*)

« résolution spéciale » désigne une résolution adoptée par une majorité de deux tiers au moins des voix exprimées à son sujet ou signée de toutes les personnes habilitées à voter à son sujet; (*special resolution*)

« ristourne » désigne la somme qui, en application de la présente loi, est attribuée et portée au crédit ou versée à ses membres par une caisse populaire en fonction du volume d’affaires que chacun d’eux a réalisé avec elle; (*patronage refund*)

“special resolution” means a resolution passed by a majority of not less than two-thirds of the votes cast by the persons who voted in respect of that resolution or signed by all the persons entitled to vote on that resolution; (*résolution spéciale*)

“stabilization board” means Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited continued under subsection 194(2); (*office de stabilisation*)

“Superintendent” means the Superintendent of Credit Unions appointed under the *Financial and Consumer Services Commission Act* and includes any person designated by the Commission or the Superintendent to act on the Superintendent’s behalf; (*surintendant*)

“Tribunal” means the Tribunal established under the *Financial and Consumer Services Commission Act*. (*Tribunal*)

2006, c.16, s.49; 2010, c.36, s.1; 2012, c.39, s.57; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.1; 2016, c.36, s.4; 2016, c.37, s.41

### **Purpose of a credit union generally**

**2** The purpose of a credit union is to provide, in accordance with section 3, a comprehensive range of financial services that meet the needs of its members.

### **Purpose of a credit union generally**

**3** Subject to this Act, a credit union shall operate on a co-operative basis and in accordance with generally accepted co-operative principles.

### **Inconsistent provisions**

**4** Where a provision of Part XI.1, XII or XIII is inconsistent with any other provision of this Act, the provision of that Part prevails.

2016, c.10, s.2

### **Prohibition**

**5** No person not incorporated or continued as a credit union under this Act shall carry on the business of a credit union in New Brunswick.

« Société » désigne la Société d’assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick établie en vertu de l’article 215; (*Corporation*)

« statuts » désigne les statuts constitutifs initiaux ou mis à jour, les statuts de prorogation, de modification, de fusion, de réorganisation, de dissolution, de reconstitution et leurs modifications, et s’entend également d’une loi en vertu de laquelle un corps constitué a été constitué en corporation et de ses modifications, des lettres patentes, des lettres patentes supplémentaires, d’un certificat de constitution, d’un texte constitutif et d’autres documents attestant l’existence de la corporation; (*articles*)

« surintendant » s’entend du surintendant des caisses populaires nommé en vertu de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs* et s’entend également de toute personne qu’il désigne ou que désigne la Commission pour le représenter; (*Superintendent*)

« Tribunal » désigne le Tribunal constitué en vertu de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*. (*Tribunal*)

2006, ch. 16, art. 49; 2010, ch. 36, art. 1; 2012, ch. 39, art. 57; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 1; 2016, ch. 36, art. 4; 2016, ch. 37, art. 41

### **Objets des caisses populaires**

**2** Les caisses populaires ont pour objets de fournir conformément à l’article 3, une gamme complète de services financiers qui répondent aux besoins de leurs membres.

### **Objets des caisses populaires**

**3** Sous réserve de la présente loi, les caisses populaires fonctionnent sur une base coopérative et en conformité avec les principes coopératifs généralement reconnus.

### **Incompatibilité**

**4** En cas d’incompatibilité, les dispositions de la partie XI.1, XII ou XIII l’emportent sur toute autre disposition de la présente loi.

2016, ch. 10, art. 2

### **Prohibition**

**5** Ne peut exercer les activités d’une caisse populaire au Nouveau-Brunswick, toute personne qui n’est pas

constituée en corporation ni prorogée à titre de caisse populaire en application de la présente loi.

## PART II

### INCORPORATION OF CREDIT UNIONS

#### Application for incorporation

- 6(1) Any ten or more individuals no one of whom
- (a) is less than nineteen years of age,
  - (b) is of unsound mind and has been so found by a court of competent jurisdiction, or
  - (c) has the status of a bankrupt,

may apply for incorporation as a credit union in accordance with subsection (2).

6(2) An application shall be made to the Superintendent and shall contain, in relation to the proposed credit union,

- (a) the proposed articles of incorporation,
- (b) the proposed by-laws,
- (c) a notice of registered office in the form provided by the Superintendent; and
- (d) such other information as the Superintendent may require.

2016, c.10, s.3

#### Articles of incorporation

7(1) Articles of incorporation shall be in the form provided by the Superintendent and shall set out, in relation to the proposed credit union,

- (a) the name of the credit union,
- (b) the place in New Brunswick where the registered office is to be situated,
- (c) the name, residence address and principal occupation of each first director,
- (d) a statement of the proposed bond of association of the credit union, if any,

## PARTIE II

### CONSTITUTION EN CORPORATION DES CAISSES POPULAIRES

#### Demande de constitution en corporation

- 6(1) Tout groupe de dix particuliers ou plus qui
- a) ont au moins dix-neuf ans,
  - b) ne sont pas faibles d'esprit et n'ont pas été reconnus comme tels par un tribunal compétent, ou
  - c) n'ont pas le statut de failli,

peut demander la constitution en corporation d'une caisse populaire conformément au paragraphe (2).

6(2) La demande de constitution qui doit être présentée au surintendant doit comprendre, relativement à la caisse populaire projetée,

- a) les statuts constitutifs projetés,
- b) les règlements administratifs projetés,
- c) un avis de bureau enregistré établi au moyen de la formule que fournit le surintendant, et
- d) tout autre renseignement que le surintendant peut exiger.

2016, ch. 10, art. 3

#### Statuts constitutifs

7(1) Les statuts constitutifs sont établis au moyen de la formule que fournit le surintendant et indiquent, relativement à la caisse populaire projetée,

- a) sa dénomination,
- b) le lieu au Nouveau-Brunswick où se trouvera son bureau enregistré,
- c) le nom, l'adresse résidentielle et la principale occupation de chaque premier administrateur,
- d) une déclaration du lien d'association projeté de la caisse populaire, le cas échéant,

(e) the classes and any maximum number of shares that the credit union is authorized to issue other than membership shares, if any, and if there will be two or more classes of shares, the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to each class of shares,

(f) if the right to transfer shares of the credit union is to be restricted, a statement that the right to transfer shares is restricted and the nature of the restrictions, and

(g) any restrictions on the business that the credit union may carry on,

and shall provide for any other matters which by this Act are required to be dealt with in the articles.

7(2) The articles may set out any provisions permitted by this Act to be set out in the by-laws of the credit union.

2016, c.10, s.4

### By-laws

8(1) The by-laws of a credit union shall provide for such of the following matters as are applicable but are not set out in the articles:

(a) the qualifications for, conditions of and method of applying for and terminating membership in a credit union;

(b) the location of meetings of members, the procedure and quorum at such meetings, the rights in relation to voting and the making, repealing or amending of by-laws, the right of members to vote by ballot, mail, telephone or other communication facilities, and the manner, form and effect of voting;

(c) the election, term of office, removal of and filling of vacancies among directors, committee members and officers, their powers, duties and remuneration, and the procedure and quorum at meetings of the board of directors;

(c.1) the division of the territory where the credit union carries on its business into districts for the purpose of holding district meetings during annual or

e) les catégories et le nombre maximal de parts sociales que la caisse populaire est autorisée à émettre autres que les parts sociales d'adhésion, le cas échéant, et s'il y aura deux ou plusieurs catégories de parts sociales, les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux parts sociales de chaque catégorie,

f) une déclaration indiquant que le droit de transférer ces parts sociales est restreint et la nature des restrictions, si le droit de transfert des parts sociales de la caisse populaire doit être restreint, et

g) toutes restrictions aux activités que la caisse populaire peut exercer,

et doivent prévoir toutes les autres questions qu'en application de la présente loi, les statuts doivent traiter.

7(2) Les statuts peuvent énoncer toutes dispositions dont l'insertion dans les règlements administratifs de la caisse populaire est autorisée par la présente loi.

2016, ch. 10, art. 4

### Règlements administratifs

8(1) Les règlements administratifs d'une caisse populaire doivent prévoir celles des questions suivantes qui sont applicables mais qui ne sont pas énoncées dans les statuts :

a) les qualités requises, les conditions et la façon de faire la demande d'adhésion et de révoquer l'adhésion d'un membre;

b) l'emplacement des assemblées des membres, la procédure et le quorum aux assemblées, les droits de voter, d'établir, d'abroger ou de modifier des règlements administratifs, le droit des membres de voter par voie de scrutin, par la poste, par téléphone ou par d'autres moyens de communication, ainsi que la manière de voter, la forme et l'effet du vote;

c) l'élection, la durée du mandat, la révocation des administrateurs, des membres de comité et des dirigeants, la façon de combler leurs postes, leurs pouvoirs, leurs fonctions, leur rémunération ainsi que la procédure et le quorum aux réunions du conseil d'administration;

c.1) la division en districts du territoire dans lequel la caisse populaire exerce ses activités pour la tenue des assemblées de districts au cours de ses assemblées

other meetings of members and the business that may be conducted and the procedures to be followed at district meetings; and

(d) any other matters which by this Act are required to be dealt with in the by-laws.

**8(2)** The by-laws of a credit union may provide for any matters in addition to those referred to in paragraphs 1(a) to (d) if the by-laws are not inconsistent with this Act or the regulations.

2010, c.36, s.2

### **Approval or denial of application**

**9(1)** Where an application for incorporation is made under section 6, the Superintendent shall

- (a) review the application, and
- (b) send the application to the Lieutenant-Governor in Council, together with a recommendation as to whether, in the opinion of the Superintendent, the application should be approved or denied.

**9(2)** The recommendation sent to the Lieutenant-Governor in Council under subsection (1) shall contain a statement in relation to the proposed credit union as to whether

- (a) the proposed articles of incorporation and by-laws are in compliance with this Act and the regulations,
- (b) the proposed credit union will be organized and operated in accordance with sections 2 and 3,
- (c) the proposed bond of association, if any, is not objectionable,
- (d) the applicants are qualified to establish, and the proposed directors are qualified to establish and operate, the proposed credit union,
- (e) the proposed credit union has indicated whether, in the opinion of Atlantic Central and the stabilization board, the proposed credit union will be established and operated in a manner so that the investments and deposits of the members of the credit union will be safeguarded, and

annuelles ou autres assemblées des membres ainsi que les activités qui peuvent être exercées et la procédure à suivre aux assemblées de districts;

d) toutes les autres questions qu'en application de la présente loi, les règlements administratifs doivent traiter.

**8(2)** Les règlements administratifs d'une caisse populaire peuvent prévoir toutes questions en plus de celles visées aux alinéas 1a) à d), s'ils ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou les règlements.

2010, ch. 36, art. 2

### **Approbation ou rejet de la demande**

**9(1)** Sur présentation de la demande faite en application de l'article 6, le surintendant doit

- a) examiner la demande, et
- b) envoyer la demande au lieutenant-gouverneur en conseil accompagnée de sa recommandation s'il faudrait à son avis approuver ou rejeter la demande.

**9(2)** La recommandation envoyée au lieutenant-gouverneur en conseil en application du paragraphe (1) doit comporter une déclaration relative à la caisse populaire projetée pour savoir si

- a) les statuts constitutifs et les règlements administratifs projetés sont conformes à la présente loi et aux règlements,
- b) la caisse populaire projetée sera organisée et exploitée conformément aux articles 2 et 3,
- c) le lien d'association projeté, le cas échéant, n'est pas opposable,
- d) les requérants ont les qualités requises pour fonder la caisse populaire projetée et les administrateurs proposés ont les qualités requises pour la fonder et l'exploiter,
- e) la caisse populaire projetée a indiqué si, de l'avis d'*Atlantic Central* et de l'office de stabilisation, elle sera fondée et exploitée de façon telle que les placements et les dépôts de ses membres seront protégés, et

(f) in the opinion of the Superintendent, the incorporation is advisable in all other respects.

9(3) The Lieutenant-Governor in Council shall approve or deny the application and shall notify the Superintendent of the decision.

9(4) The Superintendent shall

(a) notify the applicants of the decision of the Lieutenant-Governor in Council, and

(b) if the Lieutenant-Governor in Council approves the application, file the articles of incorporation and by-laws.

2016, c.10, s.5

### **Certificate of incorporation**

10(1) The Superintendent shall, after filing the articles of incorporation and by-laws under paragraph 9(4)(b), issue a certificate of incorporation in accordance with section 285.

10(2) The Superintendent shall give notice of the issuing of a certificate of incorporation in *The Royal Gazette*.

### **Effect of certificate of incorporation**

11(1) A credit union comes into existence on the date shown in the certificate of incorporation.

11(2) A certificate of incorporation is conclusive proof for the purposes of this Act and for all other purposes

(a) that the provisions of this Act in relation to incorporation and all requirements precedent and incidental to incorporation have been complied with, and

(b) that the credit union has been incorporated under this Act as of the date shown in the certificate of incorporation.

### **Names**

12(1) The words “Credit Union” or “Caisse Populaire” or both shall be part of the name of every credit union.

f) de l’avis du surintendant, la constitution en corporation est souhaitable à tous les autres points de vue.

9(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil doit approuver ou rejeter la demande et aviser le surintendant de sa décision.

9(4) Le surintendant doit

a) aviser les requérants de la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, et

b) déposer les statuts constitutifs et les règlements administratifs, si le lieutenant-gouverneur approuve la demande.

2016, ch. 10, art. 5

### **Certificat de constitution en corporation**

10(1) Le surintendant doit, après le dépôt des statuts constitutifs et des règlements administratifs en application de l’alinéa 9(4)b), délivrer un certificat de constitution en corporation conformément à l’article 285.

10(2) Le surintendant doit donner avis de la délivrance d’un certificat de constitution en corporation dans la *Gazette royale*.

### **Effet du certificat de constitution en corporation**

11(1) La caisse populaire existe à compter de la date figurant au certificat de constitution en corporation.

11(2) Aux fins de la présente loi et à toutes autres fins, un certificat de constitution en corporation est la preuve décisive

a) que les dispositions de la présente loi relatives à la constitution en corporation, ainsi que toutes les conditions suspensives et accessoires à la constitution en corporation ont été observées, et

b) que la caisse populaire a été constituée en corporation en vertu de la présente loi à la date figurant au certificat de constitution en corporation.

### **Dénominations**

12(1) Les expressions « Caisse Populaire » ou « Credit Union » ou les deux doivent faire partie de la dénomination de toute caisse populaire.



**12(2)** Subject to section 14, a credit union may set out its name in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form or in a combined English and French form and it may use and may be legally designated by any such form.

**12(3)** A credit union shall set out its name in legible characters in all contracts, invoices, negotiable instruments, orders for goods and services, advertising and other representations to the public.

**12(4)** Subject to section 14, a credit union may carry on business under or identify itself by a name other than its full legal name

(a) if it has registered a business name under the *Partnerships and Business Names Registration Act*, and

(b) if the words “Credit Union” or “Caisse Populaire” are included in that name.

**12(5)** No person other than a credit union shall use the words “Credit Union” or “Caisse Populaire” or any derivative or abbreviation of those words as part of its name, or shall hold itself out as, or use part of its name or any other word or abbreviation suggesting, indicating or implying that it is, or is carrying on business as, a credit union.

**12(6)** Subsection (5) does not apply in relation to Atlantic Central or the stabilization board, to the Corporation or to any person, association or organization that is exempted from that subsection by the Superintendent.

**12(6.1)** Subsection (5) does not apply to a federal credit union incorporated or continued under the *Bank Act* (Canada).

**12(7)** If the Superintendent grants an exemption under subsection (6), the Superintendent may impose any terms and conditions he or she considers appropriate on the exemption.

**12(2)** Sous réserve de l’article 14, une caisse populaire peut, dans ses statuts, adopter une dénomination française, anglaise ou les deux ou une combinaison des deux; elle peut être légalement désignée sous l’une ou l’autre des dénominations adoptées et l’utiliser.

**12(3)** La caisse populaire doit indiquer lisiblement sa dénomination sur tous les contrats, factures, effets de commerce, commandes de marchandises et de services, annonces publicitaires et autres représentations auprès du public.

**12(4)** Sous réserve de l’article 14, une caisse populaire peut exercer des activités ou s’identifier sous une appellation commerciale autre que sa dénomination légale complète

a) si elle a enregistré une appellation commerciale sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des sociétés au nom collectif et des appellations commerciales*, et

b) si les expressions « Caisse Populaire » ou « Credit Union » font partie de cette appellation commerciale.

**12(5)** Il est interdit à une personne autre qu’une caisse populaire d’utiliser les expressions « Caisse Populaire » ou « Credit Union » ou une dérivation ou une abréviation de celles-ci dans sa dénomination et de s’identifier comme une caisse populaire ou d’utiliser une partie de sa dénomination ou tout autre terme, expression ou abréviation qui suggère, indique ou laisse entendre qu’elle est une caisse populaire ou qu’elle exerce les activités de celle-ci.

**12(6)** Le paragraphe (5) ne s’applique pas à *Atlantic Central* ni à l’office de stabilisation, ni à la Société, ni à une personne, association ou organisation qui est dispensée de l’application de ce paragraphe par le surintendant.

**12(6.1)** Le paragraphe (5) ne s’applique pas à une coopérative de crédit fédérale constituée ou prorogée sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada).

**12(7)** Le surintendant qui accorde une dispense en vertu du paragraphe (6) peut l’assortir des modalités et des conditions qu’il estime indiquées.

**12(8)** The Superintendent may cancel an exemption granted under subsection (6).

2010, c.36, s.3; 2015, c.45, s.1; 2016, c.10, s.6

### Reservation of name

**13** The Superintendent may, on the request in writing of any person and on payment of the prescribed fee, reserve for a period of ninety days a name for the use and benefit of the persons desiring to form a credit union if the name is not in violation of section 14.

### Prohibited names

**14(1)** A credit union shall not have or carry on business under a name

(a) that is identical to the name of an existing or a dissolved credit union except in such circumstances as may be prescribed,

(b) that, subject to subsection (2), is, in the opinion of the Superintendent, similar to the name of any other business, association or body corporate,

(c) that, in the opinion of the Superintendent, suggests or implies a connection with the Crown or any member of the Royal Family, the Government of Canada, the government of any province or territory of Canada or any department, branch, bureau, service, agency or activity of that government, without the consent in writing of the appropriate authority,

(d) that includes the word “Loan”, “Trust”, “Mutual”, “Insurance” or “Securities”, or

(e) of which the Superintendent, for any valid reason, disapproves.

**14(2)** A credit union shall not have a name that is similar to the name of any other business, association or body corporate if the use of that name by the credit union would, in the opinion of the Superintendent, be likely to confuse or mislead, unless the business, association or body corporate consents in writing to its name being given in whole or in part to the credit union and, if required by the Superintendent, the business, association or body corporate undertakes to dissolve or to change its

**12(8)** Le surintendant peut annuler la dispense accordée en vertu du paragraphe (6).

2010, ch. 36, art. 3; 2015, ch. 45, art. 1; 2016, ch. 10, art. 6

### Réservation de la dénomination

**13** Le surintendant peut, à la demande écrite d'une personne et sur paiement du droit prescrit, réserver pendant quatre-vingt-dix jours une dénomination à l'usage et au bénéfice des personnes voulant former une caisse populaire si cette dénomination n'enfreint pas l'article 14.

### Dénominations prohibées

**14(1)** Une caisse populaire ne peut avoir une dénomination ni exercer des activités sous une dénomination

a) qui est identique à la dénomination d'une caisse populaire existante ou dissoute sauf dans des circonstances qui peuvent être prescrites,

b) qui est, sous réserve du paragraphe (2), et de l'avis du surintendant, semblable à la dénomination d'un commerce, d'une association ou d'un autre corps constitué,

c) qui, de l'avis du surintendant, suggère ou laisse entendre un lien avec la Couronne, un membre de la famille royale, le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada ou un ministère, une direction, un bureau, un service, un organisme ou une activité gouvernemental, sans le consentement écrit de l'autorité compétente,

d) qui inclut les termes « prêt », « fiducie », « mutuel », « assurance » ou « valeurs mobilières », ou

e) qui est désapprouvée par le surintendant pour tout motif valable.

**14(2)** Il est interdit à une caisse populaire d'avoir une dénomination semblable à celle d'un autre commerce, association ou corps constitué, si l'usage de cette dénomination par la caisse populaire serait, de l'avis du surintendant, susceptible d'engendrer la confusion ou d'induire en erreur, à moins que le commerce, l'association ou le corps constitué ne consente par écrit à ce que sa dénomination soit attribuée en tout ou en partie à la caisse populaire et, si le surintendant l'exige, que le commerce, l'association ou le corps constitué ne s'en-

name within six months after the incorporation of the credit union.

**14(3)** Where a credit union is granted a name subject to an undertaking given under subsection (2) and the undertaking is not carried out within the specified time, the Superintendent may direct the credit union to which the name is granted to change its name to a name that complies with this Act and, if the credit union fails to comply with the directive within sixty days after the service of the directive, the Superintendent may revoke the name of the credit union and assign to it a name or number and, until changed in accordance with section 128, the name of the credit union is the name or number so assigned.

**14(4)** Where a credit union

- (a) comes into existence or is continued with a name, or
- (b) upon an application to change its name, is granted a name,

that violates this section, the Superintendent may direct the credit union to change its name.

**14(5)** Where a credit union is directed under subsection (4) to change its name and fails within sixty days after the service of the directive to change its name to a name that complies with this Act, the Superintendent may revoke the name of the credit union and assign to it a name or number and, until changed in accordance with section 128, the name or number of the credit union is the name or number so assigned.

**14(6)** Where a credit union has had its name revoked and a name or number assigned to it under subsection (3) or (5), the Superintendent shall issue a certificate of amendment showing the new name of the credit union and shall give notice of the change of name in *The Royal Gazette*.

#### **Pre-incorporation contracts**

**15(1)** Except as provided in this section, a person who enters into a contract in the name of or purportedly on behalf of a credit union before it comes into existence is

gaged à se dissoudre ou à changer sa dénomination dans les six mois après la constitution en corporation de la caisse populaire.

**14(3)** Lorsqu'une caisse populaire reçoit une dénomination sous réserve d'un engagement pris en application du paragraphe (2) et que l'engagement n'est pas exécuté dans le délai imparti, le surintendant peut ordonner à la caisse populaire à laquelle la dénomination a été accordée de la changer de telle façon qu'elle soit conforme à la présente loi et, si la caisse populaire ne s'y conforme pas dans les soixante jours de la signification de l'ordre, le surintendant peut révoquer la dénomination de la caisse populaire et lui attribuer une dénomination ou un numéro et, tant que le changement n'a pas été fait conformément à l'article 128, la dénomination ou le numéro ainsi attribué est la dénomination de la caisse populaire.

**14(4)** Lorsqu'une caisse populaire

- a) est créée ou prorogée sous une dénomination, ou
- b) à la suite d'une demande de changement de dénomination, reçoit une dénomination

qui enfreint le présent article, le surintendant peut ordonner à la caisse populaire de changer sa dénomination.

**14(5)** Lorsqu'une caisse populaire a omis de se conformer à l'ordre prévu au paragraphe (4) de changer sa dénomination conformément à la présente loi dans les soixante jours de la signification de l'ordre, le surintendant peut révoquer la dénomination de la caisse populaire et lui attribuer une dénomination ou un numéro et, tant que le changement n'a pas été fait conformément à l'article 128, la dénomination ou le numéro ainsi attribué est la dénomination de la caisse populaire.

**14(6)** Lorsqu'une dénomination d'une caisse populaire a été révoquée et qu'une dénomination ou un numéro lui a été attribué en application du paragraphe (3) ou (5), le surintendant doit délivrer un certificat de modification indiquant la nouvelle dénomination de la caisse populaire et donner avis du changement de dénomination dans la *Gazette royale*.

#### **Contrats antérieurs à la constitution en corporation**

**15(1)** Sauf disposition contraire du présent article, la personne qui conclut un contrat au nom ou censément pour le compte d'une caisse populaire avant sa constitu-

personally bound by the contract and is entitled to the benefits of it.

**15(2)** A credit union may, within a reasonable time after it comes into existence, by any action or conduct signifying its intention to be bound by it, adopt an oral or written contract made before it came into existence in its name or on its behalf, and on such adoption

(a) the credit union is bound by the contract and is entitled to the benefits of it as if the credit union had been in existence at the date of the contract and had been a party to it, and

(b) a person who purported to act in the name of or on behalf of the credit union ceases, except as provided in subsection (3), to be bound by or entitled to the benefits of the contract.

**15(3)** Except as provided in subsection (4), whether or not an oral or written contract made before the coming into existence of a credit union is adopted by the credit union, a party to the contract may apply, within a reasonable time after the date of incorporation of the credit union, to the Court for an order fixing obligations under the contract as joint or joint and several or apportioning liability between or among the credit union and a person who purported to act in the name of or on behalf of the credit union and on the application the Court may make any order it thinks fit.

**15(4)** If expressly so provided in the oral or written contract, a person who purported to act in the name of or on behalf of the credit union before it came into existence is not bound by the contract or entitled to the benefits of it.

### PART III

#### CAPACITY AND POWERS

##### Capacity and powers of a credit union

**16** A credit union has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

##### Carrying on business outside New Brunswick

**17** Subject to this Act, a credit union may, with the approval of the Superintendent, carry on its business, conduct its affairs and exercise its powers in any jurisdiction

tion en corporation, est personnellement liée par le contrat et est habilitée à en tirer les bénéfices.

**15(2)** Une caisse populaire peut, dans un délai raisonnable après sa constitution en corporation, au moyen de toute action ou mesure manifestant ses intentions d'être liée par un contrat, ratifier un contrat verbal ou écrit conclu antérieurement à sa constitution, en son nom ou pour son compte et une telle ratification

a) lie la caisse populaire qui est habilitée à en tirer les bénéfices comme si elle avait existé à la date du contrat et y avait été partie, et

b) sous réserve du paragraphe (3), libère la personne qui était censée agir au nom ou pour le compte de la caisse populaire et l'empêche d'en tirer les bénéfices.

**15(3)** Sous réserve du paragraphe (4), peu importe qu'un contrat verbal ou écrit conclu avant l'existence de la caisse populaire soit ou non ratifié par celle-ci, une partie au contrat peut, dans un délai raisonnable après la date de constitution en corporation de la caisse populaire, demander à la Cour de déclarer par ordonnance la caisse populaire et la personne qui était censée agir au nom ou pour le compte de la caisse populaire, conjointement, solidairement ou proportionnellement responsables des obligations résultant du contrat, et la Cour peut, à la réception de la demande, rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente.

**15(4)** S'il est expressément prévu au contrat oral ou écrit, la personne qui était censée agir au nom ou pour le compte de la caisse populaire avant sa constitution n'est pas liée par le contrat, ni habilitée à en tirer les bénéfices.

### PARTIE III

#### CAPACITÉ ET POUVOIRS

##### Capacité et pouvoirs d'une caisse populaire

**16** Une caisse populaire a la capacité et, sous réserve de la présente loi, les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique.

##### Activités à l'extérieur du Nouveau-Brunswick

**17** Sous réserve de la présente loi, une caisse populaire peut, avec l'approbation du surintendant, exercer ses activités, diriger ses affaires internes et exercer ses pouvoirs dans toute autorité législative à l'extérieur du

outside New Brunswick to the extent that the laws of that jurisdiction permit.

### **Powers of a credit union**

**18(1)** Subject to this Act, a credit union may carry on any business appertaining to the business of credit unions and may, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) receive deposits from and operate chequing services for its members, and
- (b) make loans to its members.

**18(2)** A credit union shall not provide any service referred to in paragraph (1)(a) or (b) to another credit union.

**18(3)** No credit union shall carry on any business other than that appertaining to the business of credit unions and, without limiting the generality of the foregoing, no credit union shall

- (a) engage in the provision of real estate brokerage services,
- (b) except as authorized under the *Pre-Arranged Funeral Services Act*, execute the office of executor, administrator, guardian of a minor's estate or committee of a mentally incompetent person or provide services of a fiduciary nature commonly provided by a trust company,
- (c) issue securities on behalf of another person or otherwise carry on the business of a securities dealer, or
- (d) carry on the business of an insurance company or otherwise act as an insurer, agent, broker or adjuster as defined in the *Insurance Act*.

**18(4)** Notwithstanding subsections (1) and (3) but subject to the regulations, a credit union may, in accordance with the regulations, enter into an arrangement with a financial institution or any other body corporate of a prescribed type for the provision of any service or services offered by that financial institution or other body corporate.

Nouveau-Brunswick dans les limites permises par les lois de cette autorité législative.

### **Pouvoirs d'une caisse populaire**

**18(1)** Sous réserve de la présente loi, une caisse populaire peut exercer des activités qui font partie des activités des caisses populaires et peut, sans restreindre la généralité de ce qui précède,

- a) recevoir des dépôts de ses membres et effectuer pour eux des services de comptes de chèque, et
- b) prêter à ses membres.

**18(2)** Une caisse populaire ne peut pas fournir les services visés à l'alinéa (1)a) ou b) à une autre caisse populaire.

**18(3)** Nulle caisse populaire ne peut exercer des activités autres que celles qui font partie des activités d'une caisse populaire et nulle caisse populaire ne peut, sans restreindre la généralité de ce qui précède,

- a) fournir des services de courtage immobilier,
- b) sous réserve de la *Loi sur les arrangements préalables de services de pompes funèbres*, exercer les fonctions d'exécuteur testamentaire, d'administrateur successoral, de tuteur aux biens d'un mineur ou de curateur d'un incapable mental, ni fournir des services de nature fiduciaire ordinairement fournis par une compagnie de fiducie,
- c) émettre des valeurs mobilières au nom d'une autre personne, ni exercer autrement les activités du courtier de valeurs mobilières, ou
- d) exercer les activités d'une compagnie d'assurance, ni agir autrement à titre d'assureur, d'agent, de courtier ou d'expert tels que définis dans la *Loi sur les assurances*.

**18(4)** Nonobstant les paragraphes (1) et (3) mais sous réserve des règlements, une caisse populaire peut, conformément aux règlements, conclure un arrangement avec un établissement financier ou tout autre corps constitué d'un genre prescrit pour fournir le ou les services qu'offre cet établissement financier ou cet autre corps constitué.

**Insurance for security purposes**

**19(1)** A credit union shall not require, directly or indirectly, that a borrower place insurance for the security of a credit union with a particular insurance agency or company.

**19(2)** Nothing in subsection (1) precludes a credit union

(a) from requiring insurance to be placed by a member for the security of a credit union, or

(b) from entering into such group plans of insurance as may be prescribed with an insurance agency or company for the security of a credit union or for the benefit of its members.

**Prohibition**

**20** Except as provided by or under this Act, no credit union shall, directly or indirectly, through a subsidiary or otherwise, deal in goods, wares and merchandise or engage in any trade or other business.

**Restrictions**

**21(1)** Subject to this Act, it is not necessary for a by-law to be passed in order to confer any particular power on a credit union or its directors.

**21(2)** A credit union shall not carry on any business or exercise any power if it is restricted by its articles or this Act from carrying on that business or exercising that power and shall not exercise any of its powers in a manner contrary to its articles or this Act.

**21(3)** No act of a credit union, including any transfer of property to or by a credit union, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its articles or this Act.

**No constructive notice**

**22** No person is affected by or shall be deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning a credit union by reason only that the document has been filed with the Superintendent or is available for inspection at an office of the credit union.

**Assurance pour fins de garantie**

**19(1)** Une caisse populaire ne peut pas exiger, directement ou indirectement, qu'un emprunteur souscrive une assurance aux fins de garantie en faveur de la caisse populaire avec une agence ou une compagnie d'assurance particulière.

**19(2)** Rien au paragraphe (1) n'empêche une caisse populaire

a) d'exiger qu'un membre souscrive une assurance aux fins de garantie en faveur d'une caisse populaire, ou

b) de se joindre à des régimes d'assurance-groupe qui peuvent être prescrits auprès d'une agence ou compagnie d'assurance particulière aux fins de garantie en faveur d'une caisse populaire ou pour le bénéfice de ses membres.

**Prohibition**

**20** Sauf dispositions prévues par la présente loi ou sous son régime, nulle caisse populaire ne peut, directement ou indirectement, par l'entremise d'une filiale ou autrement, être dans le commerce d'effets, d'objets et de marchandises, ni se livrer à quelque commerce ou autre activité.

**Restrictions**

**21(1)** Sous réserve de la présente loi, l'adoption d'un règlement administratif n'est pas nécessaire pour conférer un pouvoir particulier à la caisse populaire ou à ses administrateurs.

**21(2)** Nulle caisse populaire ne peut exercer une activité ou un pouvoir dont l'exercice est limité par ses statuts ou la présente loi, ni exercer l'un de ses pouvoirs contrairement à ses statuts ou à la présente loi.

**21(3)** Nul acte d'une caisse populaire, y compris un transfert de biens à une caisse populaire ou par une caisse populaire, n'est nul pour le seul motif qu'il est contraire à ses statuts ou à la présente loi.

**Absence de présomption d'avis**

**22** Nul n'est lésé, ni censé avoir reçu avis ou avoir eu connaissance du contenu d'un document concernant une caisse populaire pour le seul motif que le document a été déposé auprès du surintendant ou qu'il est possible de le consulter dans un bureau de la caisse populaire.

**Reliance by persons dealing with credit union**

**23** A credit union or a guarantor of an obligation of the credit union may not assert against a person dealing with the credit union or with any person who has acquired rights from the credit union that

- (a) this Act or the regulations or the articles or by-laws of the credit union have not been complied with,
- (b) the persons named as directors in the most recent notice sent to the Superintendent under this Act are not the directors of the credit union,
- (c) the place named in the most recent notice sent to the Superintendent under this Act is not the registered office of the credit union,
- (d) a person held out by the credit union as a director, an officer or agent of the credit union has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers or perform the duties that are customary in the business of the credit union or usual for that director, officer or agent,
- (e) a document issued by any director, officer or agent of the credit union with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine, or
- (f) any financial assistance to members or directors or any sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of the credit union was not authorized,

except where the person has or, by virtue of that person's position with or relationship to the credit union ought to have, knowledge of that fact.

**PART IV****REGISTERED OFFICE AND RECORDS****Registered office**

**24(1)** A credit union shall at all times have a registered office in the place within New Brunswick specified in its articles.

**24(2)** A notice of registered office in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent together with any articles that designate or

**Allégations interdites**

**23** Une caisse populaire ou un garant d'une obligation de la caisse populaire ne peut soutenir à l'encontre d'une personne faisant affaires avec la caisse populaire ou ayant acquis d'elle des droits,

- a) que la présente loi, les règlements, les statuts ou règlements administratifs de la caisse populaire n'ont pas été observés,
- b) que les personnes nommées administrateurs dans le plus récent avis envoyé au surintendant en application de la présente loi ne sont pas les administrateurs de la caisse populaire,
- c) que le bureau enregistré de la caisse populaire ne se trouve pas au lieu indiqué dans le plus récent avis envoyé au surintendant en application de la présente loi,
- d) que la personne présentée par la caisse populaire comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a aucune autorité pour exercer les pouvoirs et exécuter les fonctions découlant régulièrement soit des activités de la caisse populaire, soit du poste d'administrateur, de dirigeant ou de mandataire,
- e) qu'un document délivré effectivement ou régulièrement par l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'est ni valide ni authentique, ou
- f) que toute aide financière aux membres ou aux administrateurs ou toute vente, tout bail ou tout échange de la totalité ou quasi-totalité des biens de la caisse populaire n'a pas été autorisé,

sauf si la personne connaît ce fait, ou en raison de son poste au sein de la caisse populaire ou de ses relations avec celle-ci, devrait connaître ce fait.

**PARTIE IV****BUREAU ENREGISTRÉ ET LIVRES****Bureau enregistré**

**24(1)** La caisse populaire doit maintenir en permanence un bureau enregistré au Nouveau-Brunswick, au lieu indiqué dans ses statuts.

**24(2)** Un avis de bureau enregistré établi au moyen de la formule que fournit le surintendant est envoyé à ce dernier en même temps que les statuts désignant ou

change the place of the registered office of the credit union.

**24(3)** The directors of a credit union may change the address of the registered office within the place specified in the articles.

**24(4)** Within fifteen days after any change of address of a credit union's registered office, the credit union shall file a notice with the Superintendent in the form provided by the Superintendent.

2016, c.10, s.7

### Approval of Superintendent and Atlantic Central

**25** No credit union shall, without the approval of the Superintendent and Atlantic Central,

(a) establish or relocate a branch office of the credit union or renovate or expand the premises of a branch office of the credit union, or

(b) renovate or expand the premises of the registered office of the credit union.

2008, c.26, s.1; 2016, c.10, s.8

### Records

**26(1)** A credit union shall prepare and maintain, at its registered office or, subject to subsection (2), at any other place in New Brunswick designated by the directors, records containing

(a) copies of the articles and the by-laws and all amendments to them,

(b) the duly executed minutes of meetings and resolutions of members,

(c) a register of directors, officers and committee members setting out the names, residence addresses and principal occupations, if any, of all persons who are or have been directors, officers or committee members of the credit union with the several dates on which each became or ceased to be a director, officer or committee member,

(d) a members register setting out the names and the latest known addresses of its members and the number and issue price of the membership shares held by each member, and

changeant le lieu du bureau enregistré de la caisse populaire.

**24(3)** Les administrateurs de la caisse populaire peuvent changer l'adresse du bureau enregistré dans les limites du lieu indiqué aux statuts.

**24(4)** Dans les quinze jours de tout changement d'adresse de son bureau enregistré, la caisse populaire dépose avis de ce changement auprès du surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

2016, ch. 10, art. 7

### Approbation du surintendant et d'Atlantic Central

**25** Une caisse populaire ne peut, sans l'approbation du surintendant et d'Atlantic Central :

a) ni établir ou déménager une succursale, ni en rénover ou agrandir les locaux;

b) ni rénover ou agrandir les locaux de son bureau enregistré.

2008, ch. 26, art. 1; 2016, ch. 10, art. 8

### Livres

**26(1)** La caisse populaire doit préparer et tenir à son bureau enregistré ou, sous réserve du paragraphe (2), en tout autre lieu au Nouveau-Brunswick désigné par les administrateurs, des livres comportant

a) les copies des statuts et des règlements administratifs et toutes leurs modifications,

b) les procès-verbaux dûment signés des assemblées et des résolutions des membres,

c) un registre des administrateurs, des dirigeants et des membres de comité indiquant les noms, adresses résidentielles et principales occupations, le cas échéant, de toutes les personnes qui sont ou ont été administrateurs, dirigeants ou membres de comité de la caisse populaire, ainsi que les différentes dates auxquelles ils sont devenus administrateurs, dirigeants ou membres de comité ou ont cessé de l'être,

d) un registre des membres indiquant les noms et les dernières adresses connues de ses membres et le nombre et le prix d'émission des parts sociales d'adhésion détenues par chaque membre, et



(e) the accounting records and the duly executed minutes of meetings and resolutions of the directors and any committee appointed by the directors.

**26(2)** Where a credit union, to the satisfaction of the Superintendent,

(a) shows the necessity of keeping any of the records referred to in subsection (1) at a place other than the registered office of the credit union, and

(b) gives assurance that those records will at all reasonable times be open for inspection at the registered office of the credit union or some other place in New Brunswick approved by the Superintendent, by any person who is entitled to examine the records and who applies to the credit union for an inspection,

the Superintendent may, on such terms and conditions as the Superintendent considers appropriate, authorize the credit union to keep the records at a place other than the registered office.

**26(3)** The Superintendent may, on such terms and conditions as the Superintendent considers appropriate, vary or revoke an authorization made under subsection (2).

#### **Examination of records**

**27(1)** The members of a credit union, their agents and legal representatives may examine the records referred to in paragraphs 26(1)(a), (b) and (c) during the normal business hours of the credit union and may take extracts from them without charge.

**27(2)** Where an affidavit referred to in subsection (3) is sent to the credit union, the members of a credit union, their agents and legal representatives may examine the members register referred to in paragraph 26(1)(d) during the normal business hours of the credit union and may, on payment of a reasonable fee, receive from the credit union a copy of the members register.

**27(3)** The affidavit required under subsection (2) shall

(a) state the name and address of the applicant,

(b) be made by a director or officer of the body corporate if the applicant is a body corporate, and

e) les livres comptables et les procès-verbaux dûment signés des réunions et des résolutions des administrateurs et des comités nommés par les administrateurs.

**26(2)** Lorsqu'une caisse populaire, à la satisfaction du surintendant,

a) démontre la nécessité de garder les livres visés au paragraphe (1) en un lieu autre que le bureau enregistré de la caisse populaire, et

b) assure que ces livres seront, à tout moment raisonnable, disponibles pour consultation à son bureau enregistré ou à tout autre lieu au Nouveau-Brunswick approuvé par le surintendant, par toute personne qui est habilitée à les examiner et qui fait une demande à la caisse populaire à cet effet,

le surintendant peut, selon les modalités et conditions qu'il estime pertinentes, permettre à la caisse populaire de les garder en un lieu autre que le bureau enregistré.

**26(3)** Le surintendant peut, selon les modalités et conditions qu'il estime pertinentes, modifier ou révoquer une autorisation faite en application du paragraphe (2).

#### **Examen des livres**

**27(1)** Les membres d'une caisse populaire, leurs mandataires et leurs représentants légaux, peuvent examiner les livres visés aux alinéas 26(1)a), b) et c) pendant les heures normales d'ouverture de la caisse populaire et en faire des extraits sans frais.

**27(2)** Lorsque l'affidavit visé au paragraphe (3) est envoyé à la caisse populaire, les membres d'une caisse populaire, leurs mandataires et leurs représentants légaux peuvent examiner le registre des membres visé à l'alinéa 26(1)d) pendant les heures normales d'ouverture de la caisse populaire et peuvent, sur paiement d'un droit raisonnable, recevoir de celle-ci une copie du registre des membres.

**27(3)** L'affidavit requis en vertu du paragraphe (2) doit

a) énoncer les nom et adresse du requérant,

b) être fait par l'un des administrateurs ou dirigeants du corps constitué, si le requérant est un corps constitué, et

(c) state that the register will not be used by any person except for purposes relating to the affairs of the credit union.

**27(4)** No person shall use a register for purposes not related to the affairs of the credit union.

**27(5)** A credit union shall make the members register available at any meeting of members for examination by the members.

**27(6)** The directors of a credit union or the duly authorized representative of the board of directors may examine the records of the credit union at all reasonable times without charge.

**27(7)** The Superintendent or any duly authorized representative of the Superintendent may examine the records of a credit union at all reasonable times without charge.

2016, c.36, s.4

#### **Form of records**

**28(1)** All registers and other records required by this Act to be prepared and maintained may be in a bound or loose-leaf form or in a photographic film form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**28(2)** A credit union and its agents shall take reasonable precautions to

- (a) prevent loss or destruction of,
- (b) prevent falsification of entries in, and
- (c) facilitate detection and correction of inaccuracies in,

the registers and other records required by this Act to be prepared and maintained.

c) indiquer que le registre ne sera utilisé que pour des fins liées aux affaires internes de la caisse populaire.

**27(4)** Il est interdit à quiconque d'utiliser un registre à des fins étrangères aux affaires internes de la caisse populaire.

**27(5)** Afin de permettre aux membres d'examiner le registre des membres, la caisse populaire doit le rendre disponible à toute assemblée des membres.

**27(6)** Les administrateurs d'une caisse populaire ou le représentant dûment autorisé du conseil d'administration peuvent examiner sans frais les livres de la caisse populaire à tout moment raisonnable.

**27(7)** Le surintendant ou tout représentant dûment autorisé du surintendant peut examiner sans frais les livres d'une caisse populaire à tout moment raisonnable.

2016, ch. 36, art. 4

#### **Forme des livres**

**28(1)** Tous les registres et autres livres dont la présente loi requiert la préparation et la tenue, peuvent être reliés ou conservés, soit sous forme de feuilles mobiles ou de films, soit à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire informatique, susceptible de donner dans un délai raisonnable les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.

**28(2)** La caisse populaire et ses mandataires doivent, à l'égard des registres et d'autres livres dont la préparation et la tenue sont requises par la présente loi, prendre des mesures raisonnables pour

- a) en empêcher la perte ou la destruction,
- b) empêcher la falsification des écritures, et
- c) faciliter la découverte et la rectification des erreurs.

**Corporate seal**

**29(1)** The directors of a credit union may adopt a seal for the credit union, which seal shall contain the full name of the credit union in legible characters.

**29(2)** An instrument or agreement executed on behalf of a credit union by a director, an officer or an agent of the credit union is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.

**PART V****CAPITALIZATION AND  
OPERATING STANDARDS****Membership shares**

**30(1)** Membership shares in a credit union shall have an issue price fixed by the articles, which price shall not be less than five dollars each.

**30(2)** A credit union is not limited as to the number of membership shares it may issue.

**30(3)** A member of a credit union shall purchase and hold only one fully paid membership share unless the by-laws of the credit union permit or require members to purchase and hold more than one such membership share.

**Transitional provision in relation to shares**

**31(1)** A share in a credit union held by a member of the credit union immediately before the commencement of this subsection shall be deemed to be a membership share for the purposes of this Act.

**31(2)** Any amount in excess of five dollars or, if a greater amount is fixed under subsection 30(1), any amount in excess of that greater amount, held by a member of a credit union in a share deposit account immediately before the commencement of this subsection may, on the request of the member, be transferred to an account other than a share deposit account.

**Shares other than membership shares**

**32(1)** In addition to membership shares, the articles of a credit union may provide for the issuance of surplus shares for the purposes of section 38 and, with the approval of the Superintendent, any other class or classes of shares.

**Sceau**

**29(1)** Les administrateurs d'une caisse populaire peuvent adopter un sceau pour la caisse populaire; ce sceau doit comporter la dénomination complète de la caisse populaire en caractères lisibles.

**29(2)** L'absence du sceau de la caisse populaire sur tout document ou accord passé en son nom par l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires ne le rend pas nul.

**PARTIE V****STRUCTURE DU CAPITAL  
ET NORMES D'EXPLOITATION****Parts sociales d'adhésion**

**30(1)** Les statuts fixent le prix d'émission des parts sociales d'adhésion de la caisse populaire, qui ne peut être inférieur à cinq dollars chacune.

**30(2)** La caisse populaire peut émettre un nombre illimité de parts sociales d'adhésion.

**30(3)** Chaque membre d'une caisse populaire doit acheter et détenir seulement une part sociale d'adhésion entièrement libérée, à moins que les règlements administratifs de la caisse populaire n'autorisent ou n'obligent les membres à en acheter et à en détenir plus d'une.

**Disposition transitoire relative aux parts sociales**

**31(1)** Une part sociale dans une caisse populaire détenue par un membre de la caisse populaire immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une part sociale d'adhésion aux fins de la présente loi.

**31(2)** Tout montant dépassant cinq dollars ou, si un montant supérieur est fixé aux termes du paragraphe 30(1), tout montant qui le dépasse, détenu par un membre d'une caisse populaire dans un compte-dépôt de parts sociales immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe peut, à la demande du membre, être transféré à un compte autre que le compte-dépôt de parts sociales.

**Parts sociales autres que les parts sociales d'adhésion**

**32(1)** En plus des parts sociales d'adhésion, les statuts d'une caisse populaire peuvent prévoir l'émission des parts sociales de surplus aux fins de l'article 38 et, avec l'approbation du surintendant, l'émission d'une ou plusieurs autres catégories de parts sociales.

**32(2)** If the articles provide for the issuance of any class or classes of shares in addition to membership shares, there shall be set out in the articles

- (a) the maximum number of shares in each class other than surplus shares that the credit union is entitled to issue,
- (b) the total consideration to be paid for each class of shares other than surplus shares, and
- (c) the rights, privileges, restrictions and conditions, including dividends, attaching to the shares of each class.

**32(3)** The Superintendent shall not approve the issuance of any class or classes of shares other than membership shares or surplus shares if, in the opinion of the Superintendent, the issuance of such shares would

- (a) not be consistent with the purpose of a credit union generally,
- (b) not be in the financial interests of the credit union, or
- (c) increase the risk that the credit union would require financial assistance from the stabilization board or the risk of a claim against the Corporation.

**32(4)** Membership shares shall rank behind all other classes of shares issued by the credit union and holders of membership shares shall not, upon the winding-up or liquidation of a credit union, be entitled to redeem, in whole or in part, any membership shares until the amounts outstanding on all other classes of shares have been paid in full.

2016, c.10, s.9

### Share certificates not required

**33** A credit union is not required to issue share certificates for membership or surplus shares.

### Consideration

**34(1)** A share shall not be issued until the consideration for the share is fully paid in money or in property or past services that is the fair equivalent of the money that the credit union would have received if the share had been issued for money.

**32(2)** Si les statuts prévoient l'émission d'une ou plusieurs catégories de parts sociales en plus des parts sociales d'adhésion, ils doivent indiquer

- a) le nombre maximal de parts sociales dans chaque catégorie autres que les parts sociales de surplus que la caisse populaire est habilitée à émettre,
- b) la contrepartie totale à payer pour chaque catégorie de parts sociales autres que les parts sociales de surplus, et
- c) les droits, privilèges, restrictions et conditions, y compris les dividendes, rattachés aux parts sociales de chaque catégorie.

**32(3)** Le surintendant ne peut pas approuver l'émission d'une ou plusieurs catégories de parts sociales autres que des parts sociales d'adhésion ou de surplus si, à son avis, l'émission de telles parts sociales

- a) serait incompatible avec les objets d'une caisse populaire en général,
- b) ne serait pas dans l'intérêt financier de la caisse populaire, ou
- c) accroîtrait le risque d'une demande d'aide financière par la caisse populaire à l'office de stabilisation ou le risque d'une réclamation à la Société.

**32(4)** Les parts sociales d'adhésion prennent rang derrière toutes les autres catégories de parts sociales émises par la caisse populaire et les détenteurs de parts sociales d'adhésion ne sont pas, au moment de la liquidation de la caisse populaire, habilités à faire racheter totalement ou partiellement toute part sociale d'adhésion avant que les montants dus à toutes les autres catégories de parts sociales aient été entièrement payés.

2016, ch. 10, art. 9

### Certificat de parts sociales non requis

**33** La caisse populaire n'est pas tenue de délivrer un certificat de parts sociales d'adhésion ou de surplus.

### Contrepartie

**34(1)** Les parts sociales ne peuvent être émises avant d'avoir été entièrement libérées en argent, en biens ou en services passés dont la juste valeur n'est pas inférieure à l'argent que la caisse populaire aurait reçu si les parts sociales avaient été émises pour de l'argent.

**34(2)** A credit union shall not issue a share if the proposed consideration for such share consists in whole or in part of a promissory note or a promise to pay.

### Redemption or repayment

**35(1)** A credit union shall not make any payment to purchase or redeem shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

- (a) the credit union is, or would after the payment, be unable to pay its liabilities as they become due, or
- (b) the realizable value of the credit union's assets is, or would after the payment, be less than the aggregate of
  - (i) its liabilities, and
  - (ii) the amount that would at that time be required to pay the shareholders that have a right to be paid, on a redemption or in a liquidation, rateably with or before the shareholders of the shares to be purchased or redeemed.

**35(2)** Subject to subsection (1), no shares issued by a credit union may be redeemed or paid out at a price or an amount exceeding the issue price.

### Patronage refunds

**36** Subject to section 39 and with the approval of the members at the annual meeting of the credit union, a credit union may declare and pay to its members patronage refunds, which shall be calculated and paid in accordance with the by-laws of the credit union.

### Dividends on shares

**37** Subject to section 39 and with the approval of the members at the annual meeting of the credit union, a credit union may, in accordance with its by-laws, declare and pay dividends on any shares issued by the credit union.

### Use of patronage refund or dividend for purchase of surplus shares

**38** A credit union may in its by-laws provide that the whole of any patronage refund or dividend on shares to be paid or credited to a member, or such part of the pa-

**34(2)** La caisse populaire ne peut pas émettre des parts sociales si leur contrepartie consiste entièrement ou partiellement en un billet à ordre ou une promesse de paiement.

### Rachat ou remboursement

**35(1)** La caisse populaire ne peut pas effectuer un paiement en vue d'acheter ou de racheter des parts sociales qu'elle a émises, s'il existe des motifs raisonnables de croire

- a) qu'elle ne peut, ou ne pourrait après le paiement, acquitter son passif à échéance, ou
- b) que la valeur de réalisation de son actif est, ou serait après le paiement, inférieure au total
  - (i) de son passif, et
  - (ii) du montant qui serait à ce moment nécessaire pour payer les détenteurs de parts sociales qui ont le droit d'être payés lors d'un rachat ou d'une liquidation, proportionnellement aux détenteurs des parts sociales à acheter ou à racheter ou avant ces détenteurs.

**35(2)** Sous réserve du paragraphe (1), les parts sociales émises par une caisse populaire ne peuvent pas être rachetées ou payées à un prix ou à un montant supérieur au prix d'émission.

### Ristournes

**36** Sous réserve de l'article 39, et avec l'approbation des membres à l'assemblée annuelle, une caisse populaire peut déclarer et payer à ses membres des ristournes qui sont calculées et payées conformément aux règlements administratifs de la caisse populaire.

### Dividendes sur des parts sociales

**37** Sous réserve de l'article 39 et avec l'approbation des membres à l'assemblée annuelle, une caisse populaire peut, conformément à ses règlements administratifs, déclarer et payer des dividendes sur des parts sociales qu'elle a émises.

### Utilisation des ristournes et des dividendes à l'achat des parts sociales de surplus

**38** La caisse populaire peut prévoir dans ses règlements administratifs que la totalité des ristournes ou des dividendes sur des parts sociales à payer ou à porter au

tronage refund or dividends on shares as may be specified in the by-laws of the credit union, shall be applied to purchase on behalf of the member, surplus shares of the credit union, up to such number as may be specified in the by-laws.

### Restriction on payment

**39** A credit union shall not declare or pay a patronage refund or a dividend on shares if there are reasonable grounds for believing that

- (a) the credit union is, or would after the payment be, unable to pay its liabilities as they become due,
- (b) the realizable value of the credit union's assets is, or would after the payment be, less than the aggregate of its liabilities and its equity other than retained earnings, or
- (c) the equity of the credit union is, or would after the payment be, less than that required under section 55 and the regulations.

2008, c.26, s.2

### Exception to section 39

**40(1)** Repealed: 2008, c.26, s.3

**40(1.1)** If, but for paragraph 39(c), a credit union would be able to make a payment of a dividend on shares held by the stabilization board, the stabilization board may authorize the payment on such terms and conditions as the stabilization board considers appropriate.

**40(1.2)** Liabilities of a credit union in relation to payments authorized under subsection (1), as that subsection existed immediately before its repeal, are not affected by the repeal.

**40(1.3)** Nothing in section 39 affects the payment of a dividend on a share other than a membership or surplus share if the dividend is required to be paid in accordance with the terms of a share certificate and the share was issued before the commencement of this subsection.

**40(2)** Repealed: 2008, c.26, s.3

crédit d'un membre, ou telle fraction des ristournes ou des dividendes sur des parts sociales que ses règlements administratifs peuvent préciser, doit être affectée à l'achat des parts sociales de surplus de la caisse populaire pour le compte du membre jusqu'à concurrence d'un nombre que les règlements administratifs peuvent préciser.

### Restriction au paiement

**39** Une caisse populaire ne peut pas déclarer ou payer une ristourne ou un dividende sur des parts sociales, s'il existe des motifs raisonnables de croire

- a) qu'elle ne peut, ou ne pourrait après le paiement, acquitter son passif à échéance,
- b) que la valeur de réalisation de son actif est, ou serait après le paiement, inférieure au total de son passif et de son avoir des membres autre que ses bénéficiaires non répartis, ou
- c) que l'avoir des membres de la caisse populaire est, ou serait après le paiement, inférieur au montant requis aux termes de l'article 55 et des règlements.

2008, ch. 26, art. 2

### Exception à l'article 39

**40(1)** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 3

**40(1.1)** Si une caisse populaire, n'était l'alinéa 39c), pouvait payer des dividendes sur les parts sociales détenues par l'office de stabilisation, l'office a la faculté d'en autoriser le paiement selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées.

**40(1.2)** Les obligations auxquelles une caisse populaire est assujettie relativement aux paiements qu'autorise le paragraphe (1), tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation, ne sont pas éteintes du fait de son abrogation.

**40(1.3)** L'article 39 n'a pas pour effet d'empêcher le paiement de dividendes sur des parts sociales qui ne sont pas des parts sociales d'adhésion ou de surplus, si les dividendes doivent être payés conformément aux modalités énoncées dans un certificat de parts sociales et que les parts sociales ont été émises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

**40(2)** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 3

**40(3)** A payment authorized under subsection (1.1) shall be disclosed in the notes to the financial statements of the credit union and the stabilization board.

2008, c.26, s.3; 2016, c.10, s.10

#### **Restriction on accumulation of dividends**

**40.1(1)** A credit union shall not authorize or record in its books of account an accumulation of dividends on shares of the credit union, if the equity of the credit union would, if the dividends were declared, be less than that required under section 55 and the regulations.

**40.1(2)** Subsection (1) does not apply in relation to shares of a credit union that are held by the stabilization board.

**40.1(3)** Nothing in subsection (1) affects the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to shares issued before the commencement of this subsection.

**40.1(4)** If, on the commencement of this section, the articles of a credit union provide that dividends may accumulate on any of the shares issued by the credit union,

(a) the articles shall be deemed to include provisions that reflect the terms of subsections (1), (2) and (3), and

(b) the credit union shall, within 12 months after the commencement of this section, send articles of amendment in prescribed form reflecting the terms of subsections (1), (2) and (3) to the Superintendent for filing.

2008, c.26, s.4; 2016, c.10, s.11

#### **Limit of liability of member**

**41** Subject to this Act, a member is not responsible for any act, default or liability of the credit union or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing relating to or connected with the credit union.

#### **Remedy preserved**

**42** Nothing in this Act curtails, abridges or defeats any remedy for the recovery

**40(3)** Un paiement autorisé en vertu du paragraphe (1.1) doit être divulgué dans les notes figurant aux états financiers de la caisse populaire et de l'office de stabilisation.

2008, ch. 26, art. 3; 2016, ch. 10, art. 10

#### **Restriction relative aux dividendes**

**40.1(1)** Une caisse populaire ne peut permettre l'accumulation de dividendes sur ses parts sociales ni en permettre l'inscription dans ses livres comptables, si la déclaration de ces dividendes devait faire en sorte que l'avoir de ses membres serait inférieur au minimum qu'exigent l'article 55 et les règlements.

**40.1(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique aucunement aux parts sociales d'une caisse populaire que détient l'office de stabilisation.

**40.1(3)** Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte aux droits, aux privilèges, aux restrictions et aux conditions rattachés aux parts sociales émises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

**40.1(4)** Si, à l'entrée en vigueur du présent article, les statuts d'une caisse populaire prévoient que peuvent s'accumuler des dividendes sur des parts sociales qu'elle émet :

a) les statuts sont réputés comprendre des dispositions qui reflètent les modalités énoncées aux paragraphes (1), (2) et (3);

b) dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent article, elle fait parvenir au surintendant pour dépôt des statuts de modification établis en la forme prescrite qui reflètent les modalités énoncées aux paragraphes (1), (2) et (3).

2008, ch. 26, art. 4; 2016, ch. 10, art. 11

#### **Limite de responsabilité des membres**

**41** Sous réserve de la présente loi, un membre n'est pas responsable des actes, des manquements ou des obligations de la caisse populaire, ni des engagements, des réclamations, des paiements, des pertes, des préjudices, des transactions, des affaires ou des choses se rapportant ou reliés à la caisse populaire.

#### **Recours**

**42** La présente loi n'a pas pour effet de restreindre, de diminuer ou d'empêcher tout recours en recouvrement

(a) from the borrower of money loaned by a credit union in violation of this Act or the regulations, and

(b) from the member of a credit union of any amount withdrawn in excess of the amount contained in a member's deposit account.

#### Unclaimed balances

**43** If a deposit account contains less than a prescribed amount and no business has been transacted in connection with the account over a prescribed period, the credit union may deal with the account in accordance with the regulations.

#### Member's right to withdraw deposits

**44(1)** Subject to subsection (2), a member may withdraw any amount contained in the member's deposit account together with any accrued interest at any time during the normal business hours of the credit union.

**44(2)** A credit union may require up to ninety days notice in writing of a member's intention to withdraw any amount contained in the member's deposit account.

**44(3)** Subsections (1) and (2) do not apply in relation to deposits placed with a credit union for a stated term or any amount contained in a deposit account on which a bill of exchange payable on demand may be drawn.

#### Trust funds

**45(1)** Except where the credit union is the trustee, a credit union is not bound to see to the execution of any trust, whether express, implied or constructive, to which any share or deposit is subject, and where an account is subject to a trust of which the credit union has notice, the cheque, bill of exchange, withdrawal slip, or receipt of the person

(a) in whose name the account stands, or

(b) who is according to the document creating the trust entitled to deal with the trust,

is, notwithstanding any such trust, sufficient authorization to and a valid and binding discharge of the credit union and the credit union is not bound to see to the ap-

a) à l'encontre d'un emprunteur pour l'argent qu'une caisse populaire lui a prêté en contravention de la présente loi ou des règlements, et

b) à l'encontre d'un membre d'une caisse populaire pour tout montant retiré qui excède le montant contenu dans son compte de dépôts.

#### Soldes non réclamés

**43** Lorsqu'un compte de dépôts contient moins qu'un montant prescrit et qu'aucune opération n'a été effectuée relativement à ce compte pendant une période prescrite, la caisse populaire peut disposer de ce compte conformément aux règlements.

#### Droit des membres de retirer leurs dépôts

**44(1)** Sous réserve du paragraphe (2), un membre peut retirer tout montant contenu dans son compte de dépôts en même temps que tout intérêt accumulé à tout moment pendant les heures normales d'ouverture de la caisse populaire.

**44(2)** Une caisse populaire peut exiger un préavis écrit de quatre-vingt-dix jours au plus de l'intention d'un membre de retirer tout montant contenu dans son compte de dépôts.

**44(3)** Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas relativement aux dépôts à terme confiés à une caisse populaire ou à tout montant contenu dans un compte de dépôts sur lequel une lettre de change payable à vue peut être tirée.

#### Fonds en fiducie

**45(1)** À moins d'être elle-même le fiduciaire, une caisse populaire n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'une fiducie, qu'elle soit expresse, implicite ou établie par décision judiciaire, à laquelle sont assujettis des parts sociales ou dépôts, et lorsqu'un compte fait l'objet d'une fiducie à la connaissance de la caisse populaire, le chèque, la lettre de change, le bordereau de retrait ou le reçu de la personne

a) au nom de laquelle le compte est ouvert, ou

b) qui est habilitée à s'occuper de la fiducie conformément au document la créant,

constitue, nonobstant une telle fiducie, une autorisation suffisante et une quittance bonne et valable de la caisse populaire et celle-ci n'est pas tenue de veiller à l'imputa-



plication of any money paid in relation to any such cheque, bill of exchange, withdrawal slip or receipt.

**45(2)** Unless the instrument of trust permits, an amount contained in a deposit account held by a trustee in trust for a named beneficiary or otherwise may not be charged to secure a loan or obligation.

### Partial payment on death

**46** Where a member of a credit union dies and there is no executor of a will of the deceased member or administrator of the estate of the deceased member, the credit union may, on the receipt of an affidavit or such other proof of death and proof of claim as may be required by the credit union, pay a prescribed amount out of a deposit account of the deceased member to the person who appears to be entitled to the amount of the deceased member's interest and payment made under this section releases the credit union from any further liability in relation to the money so paid.

### Nomination of beneficiary

**47(1)** In this section

“interest” means the shares and deposits of a member of a credit union and includes any insurance money payable in respect of those shares and deposits. (*intérêt*)

**47(2)** A member of a credit union may, by document, signed by the member, witnessed, and filed with the credit union, nominate a person to whom the member's interest in the credit union is to pass and vest upon the member's death.

**47(3)** The interest of the member referred to in subsection (2) shall, on the death of that member, pass and vest in the person so nominated as fully as though passed and vested during the lifetime of the member.

**47(4)** A member of a credit union may vary or revoke a nomination made by the member under subsection (2) by a document, signed by the member, witnessed, and filed with the credit union.

### Loans

**48(1)** Subject to such terms, conditions, restrictions or limitations as may be established by the stabilization board and as may be prescribed, a credit union shall es-

tion de l'argent payé relativement à ce chèque, à cette lettre de change, à ce bordereau de retrait ou à ce reçu.

**45(2)** À moins que l'acte de fiducie ne le permette, l'argent contenu dans un compte de dépôts et détenu en fiducie par un fiduciaire pour un bénéficiaire désigné ou à tout autre titre ne peut être grevé en garantie d'un prêt ou d'une obligation.

### Paiement partiel au décès

**46** Lorsqu'un membre de la caisse populaire décède sans exécuteur testamentaire ni administrateur successoral, la caisse populaire peut, sur réception d'un affidavit ou de toute autre preuve du décès ou de la réclamation qu'elle peut exiger, payer un montant prescrit prélevé sur le compte de dépôts du membre défunt à la personne qui semble avoir droit au montant de l'intérêt du membre défunt et un paiement fait en application du présent article libère la caisse populaire de toute autre responsabilité relative au montant ainsi payé.

### Désignation du bénéficiaire

**47(1)** Dans le présent article

« intérêt » désigne les parts sociales et les dépôts d'un membre d'une caisse populaire et s'entend également de tout montant d'assurance payable relativement à ces parts sociales et dépôts. (*interest*)

**47(2)** Un membre d'une caisse populaire peut, au moyen d'un document revêtu de sa signature, attesté par témoin et déposé auprès de la caisse populaire, désigner une personne à laquelle sera transmis et dévolu l'intérêt qu'il a dans la caisse populaire à son décès.

**47(3)** L'intérêt du membre visé au paragraphe (2) est, à son décès, transmis et dévolu à la personne désignée aussi complètement qu'il l'aurait été s'il lui avait été transmis et dévolu du vivant de ce membre.

**47(4)** Un membre d'une caisse populaire peut modifier ou révoquer toute désignation qu'il a faite en vertu du paragraphe (2) au moyen d'un document revêtu de sa signature, attesté par témoin, et déposé auprès de la caisse populaire.

### Prêts

**48(1)** Sous réserve des modalités, conditions, restrictions ou limites qui peuvent être établies par l'office de stabilisation et qui peuvent être prescrites, la caisse po-

establish, in accordance with the regulations, loan policies in relation to the lending activities of the credit union and shall submit the loan policies to the stabilization board for its approval.

**48(2)** No loan policy of a credit union is effective until it is approved by the stabilization board.

**48(3)** No credit union shall make loans except in accordance with the regulations and the loan policies established in accordance with subsection (1) and approved by the stabilization board.

2016, c.10, s.12

### **Report of deposits in excess of prescribed amount**

**49** The Superintendent may require a credit union to report to the Superintendent the existence of a deposit in excess of a prescribed amount made by a member of the credit union.

### **Lien on deposits and shares**

**50(1)** Notwithstanding any other provision of this Act, a credit union has a lien on the deposits and shares of a member or other person to whose credit the deposits and shares stand in the records of the credit union, and any interest on them, for any indebtedness due or accruing due to it by the member or other person or for any obligation in relation to the indebtedness and the deposits and shares may not be withdrawn or redeemed unless the credit union consents.

**50(2)** A credit union may apply the deposits and shares on which it has a lien, and any interest on them, to any obligation in relation to the indebtedness without notice to any person.

**50(3)** For the purposes of subsection (2), an indebtedness shall be deemed to be in default where

- (a) an amount of the principal or interest is not paid on the date on which it becomes due and payable, or
- (b) there has been a failure to observe or perform any obligation with respect to the indebtedness.

populaire doit établir, conformément aux règlements, des politiques de crédit portant sur ses activités y afférentes et elle doit soumettre ces politiques de crédit à l'approbation de l'office de stabilisation.

**48(2)** Une politique de crédit d'une caisse populaire ne prend effet qu'après avoir été approuvée par l'office de stabilisation.

**48(3)** Nulle caisse populaire ne peut faire des prêts, sauf si elle se conforme aux règlements et aux politiques de crédit établies conformément au paragraphe (1) et approuvées par l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 12

### **Rapport relatif aux dépôts dépassant un montant prescrit**

**49** Le surintendant peut exiger qu'une caisse populaire lui fasse un rapport sur l'existence de tout dépôt effectué par l'un de ses membres qui dépasse un montant prescrit.

### **Privilège sur les dépôts et les parts sociales**

**50(1)** Par dérogation à toute disposition contraire de la présente loi, la caisse populaire est titulaire d'un privilège sur les dépôts et parts sociales d'un membre ou d'une autre personne inscrits à son crédit dans les livres de la caisse populaire, ainsi que sur les intérêts qui en proviennent, pour toute dette échue ou à échoir du membre ou de la personne envers la caisse populaire ou pour toute obligation relative à cette dette, et les dépôts et parts sociales ne peuvent être retirés ou rachetés qu'avec le consentement de la caisse populaire.

**50(2)** La caisse populaire peut affecter les dépôts et parts sociales sur lesquels elle est titulaire d'un privilège, et les intérêts en provenant, à toute obligation relative à la dette sans avoir à donner avis à qui que ce soit.

**50(3)** Aux fins du paragraphe (2), une dette est réputée être en souffrance

- a) lorsqu'un montant du capital ou de l'intérêt n'est pas payé à la date à laquelle il devient dû et payable, ou
- b) lorsqu'il y a eu défaut d'observer ou d'exécuter toute obligation relative à la dette.

**Overdrafts**

**51** Except in accordance with the regulations, no officer or employee of a credit union shall permit the withdrawal of funds from a deposit account of a member if the funds in the account are not sufficient to cover the withdrawal.

**Liquid assets**

**52(1)** A credit union shall maintain liquid assets in accordance with the regulations.

**52(2)** A credit union may make investments for the purpose of meeting the requirements in relation to liquid assets only in accordance with the regulations.

**Investments**

**53** A credit union may make investments in addition to those referred to in subsection 52(2) only in accordance with the regulations.

**Allowance for doubtful accounts**

**54** A credit union shall maintain an allowance for doubtful accounts in accordance with the regulations.

**Equity**

**55** A credit union shall, in addition to the allowance referred to in section 54, maintain a level of equity in accordance with the regulations.

**Borrowing**

**56** A credit union shall not borrow money in excess of an amount determined in accordance with the regulations.

**Matching**

**57** A credit union shall match the term and return of its investments and loans with the term and return of its members' deposits in the credit union in accordance with the regulations.

**Insurance required**

**58** Subject to this Act and the regulations, a credit union shall maintain such types and minimum levels of insurance and bonding coverage as may be required from time to time by the stabilization board.

2016, c.10, s.13

**Découverts**

**51** À moins de se conformer aux règlements, nul dirigeant ou employé d'une caisse populaire ne peut autoriser un retrait de fonds du compte de dépôts d'un membre, si le compte n'a pas les provisions suffisantes pour couvrir le retrait.

**Liquidités**

**52(1)** La caisse populaire doit maintenir des liquidités conformément aux règlements.

**52(2)** Tous les placements que la caisse populaire effectue pour satisfaire aux exigences relatives aux liquidités doivent se faire conformément aux règlements.

**Placements**

**53** La caisse populaire ne peut faire des placements en plus de ceux visés au paragraphe 52(2) qu'en se conformant aux règlements.

**Provision pour créances douteuses**

**54** La caisse populaire doit maintenir une provision pour créances douteuses conformément aux règlements.

**Avoir des membres**

**55** La caisse populaire doit, en plus de la provision visée à l'article 54, maintenir un niveau de l'avoir des membres conformément aux règlements.

**Emprunts**

**56** La caisse populaire ne peut pas emprunter de l'argent au delà d'un montant déterminé conformément aux règlements.

**Appariement entre placements et dépôts**

**57** La caisse populaire doit faire apparier la durée et le rendement de ses placements et prêts à la durée et au rendement des dépôts des membres dans la caisse populaire conformément aux règlements.

**Assurance requise**

**58** Sous réserve de la présente loi et des règlements, la caisse populaire doit maintenir les types et les niveaux minimaux d'assurance et de cautionnement que l'office de stabilisation peut exiger à l'occasion.

2016, ch. 10, art. 13

**Valuation of assets**

**59(1)** When, in the opinion of the stabilization board, the stated value of the assets of a credit union is greater than their realizable value, the stabilization board may require the credit union to take such steps as the stabilization board considers necessary to ensure that the financial position of the credit union is accurately reflected in the records of the credit union.

**59(2)** When, in the opinion of the stabilization board, the realizable value of the assets of a credit union is less than the aggregate of its liabilities and its equity other than retained earnings, the stabilization board may

- (a) prohibit the credit union from taking deposits or making payments to the members of the credit union,
- (b) limit the payments referred to in paragraph (a) for such period as the stabilization board considers necessary to protect the interests of the members of the credit union, and
- (c) take such other action as the stabilization board considers necessary to protect the interests of the members of the credit union.

**59(3)** Where, in the opinion of the Superintendent, the stabilization board should take action under subsection (1) or (2) but has not done so, the Superintendent

- (a) may direct the stabilization board to take such action, or
- (b) may take any action under subsection (1) or (2) as the Superintendent considers appropriate.

2016, c.10, s.14

**PART VI  
MEMBERSHIP**

**Membership**

**60(1)** The membership of a credit union consists of its incorporators and those persons whose applications for membership are accepted by the credit union.

**60(2)** Repealed: 2008, c.26, s.5

**60(3)** A person under nineteen years of age may be accepted as a member of a credit union and shares may be held and money may be received by the credit union in that person's name or in the name of a trustee for that

**Évaluation de l'actif**

**59(1)** Lorsqu'il estime que la valeur déclarée de l'actif de la caisse populaire est plus élevée que sa valeur de réalisation, l'office de stabilisation peut exiger que la caisse populaire prenne des mesures qu'il estime nécessaires pour s'assurer que la situation financière de la caisse populaire se reflète exactement dans ses livres.

**59(2)** Lorsqu'il estime que la valeur de réalisation de l'actif de la caisse populaire est inférieure au total de son passif et de son avoir des membres autre que ses bénéfices non répartis, l'office de stabilisation peut

- a) interdire à la caisse populaire de recevoir des dépôts ou d'effectuer des paiements à ses membres,
- b) limiter les paiements visés à l'alinéa a) pendant toute période qu'il estime nécessaire pour protéger l'intérêt des membres de la caisse populaire, et
- c) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire pour protéger l'intérêt des membres de la caisse populaire.

**59(3)** Lorsque le surintendant estime que l'office de stabilisation devrait prendre certaine mesure en application du paragraphe (1) ou (2) mais que l'office de stabilisation ne l'a pas pris, le surintendant peut

- a) ordonner à l'office de stabilisation de prendre telle mesure, ou
- b) prendre toute mesure en application du paragraphe (1) ou (2) que le surintendant estime pertinente.

2016, ch. 10, art. 14

**PARTIE VI  
ADHÉSION**

**Membres**

**60(1)** Les membres d'une caisse populaire sont ses fondateurs et les personnes dont les demandes d'adhésion sont acceptées par la caisse populaire.

**60(2)** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 5

**60(3)** Un particulier âgé de moins de dix-neuf ans peut être accepté comme membre d'une caisse populaire et celle-ci peut détenir des parts sociales et recevoir des sommes d'argent en son nom ou au nom de son fidu-

person if the trustee is a member or is eligible to be a member of the credit union.

**60(4)** No credit union may be a member of another credit union.

2008, c.26, s.5

### **Bond of association**

**61(1)** The articles of a credit union may provide that membership in the credit union shall be limited to groups having a bond of association.

**61(2)** Notwithstanding subsection (1), a member of the credit union who leaves a group having a bond of association may retain membership in the credit union and all the rights and privileges of a member if the by-laws of the credit union so provide.

### **Termination of membership**

**62(1)** Unless the by-laws otherwise provide, the directors may terminate the membership of a member of a credit union by a resolution passed by a majority of not less than three-quarters of the directors at a meeting called to consider the resolution.

**62(2)** A member whose membership is proposed to be terminated under subsection (1) is entitled to at least seven days notice of the meeting at which the resolution is to be considered, together with a statement of the grounds on which the membership is proposed to be terminated.

**62(3)** A member whose membership is proposed to be terminated under subsection (1) is entitled to appear and be heard in person or by counsel at any meeting at which the resolution is to be considered.

**62(4)** Within seven days after a resolution is passed in accordance with subsection (1), the credit union shall, by registered mail, notify the person whose membership is so terminated.

**62(5)** A person whose membership is terminated under subsection (1) may appeal the termination at the next meeting of the members of the credit union by sending a notice of appeal to the credit union within fourteen days after the notice was mailed under subsection (4).

ciaire, si celui-ci est membre de la caisse populaire ou peut le devenir.

**60(4)** Nulle caisse populaire ne peut être membre d'une autre caisse populaire.

2008, ch. 26, art. 5

### **Lien d'association**

**61(1)** Les statuts d'une caisse populaire peuvent prévoir que l'adhésion à la caisse populaire est limitée aux groupes qui ont un lien d'association.

**61(2)** Nonobstant le paragraphe (1), un membre de la caisse populaire qui met fin au lien d'association peut en rester membre muni de tous les droits et privilèges y rattachés si les règlements administratifs de la caisse populaire prévoient une telle disposition.

### **Révocation de l'adhésion**

**62(1)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs d'une caisse populaire peuvent révoquer l'adhésion d'un membre au moyen d'une résolution adoptée par une majorité de trois quarts au moins des administrateurs au cours d'une réunion convoquée à cette fin.

**62(2)** Le membre visé par la résolution prévue au paragraphe (1) a droit à un préavis d'au moins sept jours de la réunion où cette résolution sera examinée ainsi qu'à un exposé des motifs sur lesquels est fondée la proposition de révoquer son adhésion.

**62(3)** Le membre visé par la résolution prévue au paragraphe (1) a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat à toute réunion où cette résolution sera examinée.

**62(4)** Dans les sept jours après l'adoption de la résolution conformément au paragraphe (1), la caisse populaire doit, par courrier recommandé, en notifier la personne dont l'adhésion a été ainsi révoquée.

**62(5)** La personne dont l'adhésion a été révoquée en vertu du paragraphe (1) peut en appeler à la prochaine assemblée des membres en envoyant un avis d'appel à la caisse populaire dans les quatorze jours de la date où l'avis lui a été envoyé par la poste aux termes du paragraphe (4).

**62(6)** At a meeting of members to which an appeal under subsection (5) is brought, the members shall, by a majority vote, confirm or set aside the resolution of the directors terminating the membership of a member.

**62(7)** The members of a credit union may terminate the membership of a member by special resolution.

**62(8)** A person who appeals a termination of membership in accordance with subsection (5) shall, notwithstanding the resolution terminating membership, continue to be a member of the credit union until the termination is confirmed by a meeting of members under subsection (6).

**62(9)** A person whose membership is terminated under this section shall not again be admitted to membership in the credit union except by a special resolution of the members at a general meeting.

#### **Withdrawal from membership**

**63(1)** A member may withdraw from a credit union on such terms and conditions as this Act and the regulations and the articles or the by-laws of the credit union may provide.

**63(2)** No provisions in relation to the termination of or withdrawal from membership in a credit union shall affect the provisions of any contract between a terminated or withdrawing member and the credit union and, without limiting the generality of the foregoing, no provision shall affect the term for which any person has agreed to place deposits with the credit union.

#### **Remedy preserved**

**64** The termination of or withdrawal from membership in a credit union does not release a person from any liability to the credit union.

#### **By-laws**

**65(1)** Subject to this Act and the articles of a credit union, the members of a credit union may at any annual meeting or general meeting called for that purpose by special resolution of the members, enact, amend, or repeal by-laws in relation to those matters authorized or required by this Act to be dealt with by by-law.

**62(6)** L'assemblée des membres saisie de l'appel au termes du paragraphe (5), confirme ou annule à la majorité des voix la résolution des administrateurs qui a révoqué l'adhésion d'un membre.

**62(7)** Les membres d'une caisse populaire peuvent révoquer l'adhésion d'un membre par résolution spéciale.

**62(8)** Nonobstant la résolution révoquant son adhésion, la personne qui en appelle conformément au paragraphe (5) continue d'être membre de la caisse populaire jusqu'à ce que la révocation soit confirmée par une assemblée des membres aux termes du paragraphe (6).

**62(9)** La personne dont l'adhésion est révoquée aux termes du présent article ne peut être réadmise comme membre de la caisse populaire que par résolution spéciale des membres lors d'une assemblée générale.

#### **Retrait de l'adhésion**

**63(1)** Un membre peut se retirer d'une caisse populaire selon les modalités et conditions que la présente loi, les règlements et les status ou règlements administratifs de la caisse populaire peuvent prévoir.

**63(2)** Les dispositions relatives à la révocation ou au retrait des membres ne portent pas atteinte aux clauses d'un contrat conclu entre la caisse populaire et un membre révoqué ou un membre qui s'en retire et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, ne modifient pas la durée pour laquelle une personne a convenu de faire des dépôts à la caisse populaire.

#### **Recours**

**64** Ni son retrait d'une caisse populaire, ni la révocation de son adhésion à une caisse populaire ne libère une personne des responsabilités qu'elle a envers celle-ci.

#### **Règlements administratifs**

**65(1)** Sous réserve de la présente loi et des statuts d'une caisse populaire, les membres d'une caisse populaire peuvent, lors d'une assemblée annuelle ou d'une assemblée générale convoquée à cette fin par résolution spéciale, adopter, modifier ou abroger des règlements administratifs relativement aux questions dont le traitement par règlements administratifs est autorisé ou exigé par la présente loi.

**65(2)** Notwithstanding subsection (1), no by-law and no amendment or repeal of a by-law is effective until it is approved by the Superintendent.

**65(3)** A proposed by-law or a proposed amendment or repeal of a by-law may be sent to the Superintendent for approval before its adoption by the members of the credit union.

**65(4)** Where a by-law or an amendment or repeal of a by-law is approved by the Superintendent before its adoption by the members of a credit union,

(a) the by-law or the amendment or repeal of the by-law must be adopted by the members of the credit union within thirty days after receipt of the approval of the Superintendent, and

(b) a certified copy of the adopted by-law or the amendment or repeal of the by-law must be filed with the Superintendent within thirty days after its adoption by the members of the credit union or such later time as may be authorized by the Superintendent.

**65(5)** If a credit union fails to comply with subsection (4), the by-law, amendment or repeal is void.

### **Members bound by articles and by-laws**

**66** The articles and by-laws of a credit union bind the credit union and its members.

### **Place of meetings**

**67** Meetings of the members of a credit union shall be held at the place within New Brunswick provided in the by-laws or, in the absence of such provision, at the place within New Brunswick that the directors determine.

### **Calling meetings**

**68(1)** The directors of a credit union

(a) shall call an annual meeting of members to be held within four months after the end of the fiscal year of the credit union

**65(2)** Nonobstant le paragraphe (1), un règlement administratif, une modification ou abrogation d'un règlement administratif n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le surintendant.

**65(3)** Un règlement administratif projeté ou une modification ou abrogation projetée d'un règlement administratif peut être envoyé au surintendant pour approbation avant son adoption par les membres de la caisse populaire.

**65(4)** Lorsqu'un règlement administratif ou qu'une modification ou abrogation d'un règlement administratif est approuvé par le surintendant avant son adoption par les membres de la caisse populaire,

a) le règlement administratif ou la modification ou l'abrogation du règlement administratif doit être adopté par les membres de la caisse populaire dans les trente jours après la réception de l'approbation du surintendant, et

b) une copie certifiée conforme du règlement administratif ou de la modification ou l'abrogation du règlement administratif adopté doit être déposée auprès du surintendant dans les trente jours après son adoption par les membres de la caisse populaire ou à une date ultérieure que le surintendant peut autoriser.

**65(5)** Est nul le règlement administratif, la modification ou l'abrogation, si la caisse populaire omet de se conformer au paragraphe (4).

### **Caractère obligatoire des statuts et des règlements administratifs**

**66** Les statuts et les règlements administratifs de la caisse populaire lient celle-ci et ses membres.

### **Lieu des assemblées**

**67** Les assemblées des membres d'une caisse populaire doivent se tenir au lieu que prévoient les règlements administratifs à l'intérieur du Nouveau-Brunswick ou, faute d'une telle disposition, au lieu que les administrateurs choisissent à l'intérieur du Nouveau-Brunswick.

### **Convocation des assemblées**

**68(1)** Les administrateurs d'une caisse populaire

a) doivent convoquer une assemblée annuelle des membres qui doit avoir lieu dans les quatre mois après la fin de l'exercice financier de la caisse populaire

- (i) to consider the annual report of the directors, the financial statements of the credit union and the auditor's report,
  - (ii) to appoint the auditor,
  - (iii) to elect directors, and
  - (iv) to deal with such other matters as may properly come before the meeting, and
- (b) may at any time call a special meeting of members.

**68(2)** At the request of the directors, the Superintendent may extend the time in which the first or a subsequent annual meeting of the credit union shall be held.

#### Record date

**69** The record date for determining the members entitled to receive notice of a meeting of members and entitled to vote at that meeting shall be at the close of business on the thirtieth day preceding the day on which the notice is given.

#### Notice of meetings

**70(1)** Notice of the time and place of a meeting of members shall be given in accordance with the provisions of the by-laws or, in the absence of such provisions, shall be given not less than fourteen days and not more than thirty days before the meeting

- (a) to each member entitled to vote at the meeting, and
- (b) to the auditor of the credit union.

**70(2)** If a meeting of members is adjourned by one or more adjournments for more than seven days, notice of the adjourned meeting shall be given as for an original meeting.

**70(3)** All business transacted

- (a) at a special meeting of members, or
- (b) at an annual meeting of members, except consideration of the annual report of the directors, the financial statements of the credit union and the auditor's report, election of directors, appointment of the

- (i) pour examiner le rapport annuel des administrateurs, les états financiers de la caisse populaire et le rapport du vérificateur,
  - (ii) pour nommer le vérificateur,
  - (iii) pour élire les administrateurs, et
  - (iv) pour traiter les autres questions qui peuvent être régulièrement soulevées à l'assemblée, et
- b) peuvent convoquer à tout moment une assemblée extraordinaire des membres.

**68(2)** À la demande des administrateurs, le surintendant peut prolonger le délai durant lequel la première ou une subséquente assemblée annuelle de la caisse populaire doit être tenue.

#### Date de référence

**69** La date de référence pour déterminer les membres habilités à recevoir avis d'une assemblée des membres et habilités à y voter est fixée à la fermeture des bureaux du trentième jour qui précède le jour où l'avis est donné.

#### Avis de l'assemblée

**70(1)** Avis des date, heure et lieu d'une assemblée des membres est donné conformément aux dispositions des règlements administratifs ou, faute de telles dispositions, entre le quatorzième et le trentième jour avant l'assemblée,

- a) à chaque membre habilité à y voter, et
- b) au vérificateur de la caisse populaire.

**70(2)** Lorsqu'une assemblée des membres est ajournée une ou plusieurs fois pour un total dépassant sept jours, avis de la reprise doit être donné de la même façon que l'avis de l'assemblée initiale.

**70(3)** Sont réputées être des activités spéciales, toutes les activités traitées

- a) à une assemblée extraordinaire des membres, ou
- b) à une assemblée annuelle des membres, à l'exception de l'examen du rapport annuel des administrateurs, des états financiers de la caisse populaire et du rapport du vérificateur, de l'élection des administra-



auditor and any other business authorized by the by-laws to be transacted at an annual meeting,

teurs, de la nomination du vérificateur et de toutes autres activités dont les règlements administratifs autorisent la transaction à une assemblée annuelle.

shall be deemed to be special business.

**70(4)** Notice of a meeting of members at which special business is to be transacted shall state

**70(4)** L'avis d'une assemblée des membres où des activités spéciales seront traitées doit énoncer

(a) the nature of that business in sufficient detail to permit the member receiving the notice to form a reasoned judgment on it, and

a) leur nature, avec suffisamment de détails pour permettre aux membres qui reçoivent l'avis de se former un jugement éclairé sur celles-ci, et

(b) the text of any special resolution to be submitted to the meeting or, if the full text is too lengthy for convenient inclusion in the notice, a summary of the text.

b) le texte de toute résolution spéciale à soumettre à l'assemblée ou son résumé, si le texte intégral est trop long pour être convenablement inclus dans l'avis.

### Waiver of notice

**71** A member or any other person entitled to attend a meeting of members may in any manner waive notice of the meeting, and attendance of the member or other person at the meeting is a waiver of notice of the meeting, except where that person attends for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the ground that the meeting was not lawfully called.

### Renonciation à l'avis

**71** Un membre ou toute autre personne habilitée à assister à une assemblée des membres peut toujours, de quelque façon que ce soit, renoncer à l'avis de convocation, et sa présence à l'assemblée équivaut à une telle renonciation, sauf lorsqu'il y assiste expressément pour s'opposer aux délibérations pour le motif que l'assemblée n'a pas été légalement convoquée.

### Proposal by member

**72(1)** A member entitled to vote at a meeting of members may

### Proposition par un membre

**72(1)** Un membre habilité à voter à une assemblée des membres peut

(a) submit to the credit union notice of any matter that the member proposes to raise at the meeting, hereinafter referred to as a "proposal", and

a) soumettre à la caisse populaire un avis sur toute question qu'il se propose de soulever à l'assemblée, ci-après désignée « proposition », et

(b) discuss at the meeting any matter in respect of which the member would have been entitled to submit a proposal.

b) discuter au cours de cette assemblée, toute question qui aurait pu faire l'objet d'une proposition de sa part.

**72(2)** A credit union shall set out any proposal in the notice of the meeting at which the proposal is to be presented.

**72(2)** La caisse populaire doit inclure toute proposition dans l'avis de convocation de l'assemblée où la proposition sera présentée.

**72(3)** If so requested by a member submitting a proposal, the credit union shall include in the notice of meeting or attach to it a statement by the member of not more than two hundred words in support of the proposal, and the name and address of the member.

**72(3)** À la demande du membre qui soumet une proposition, la caisse populaire doit inclure dans l'avis de convocation ou y joindre un exposé de deux cents mots au plus, préparé par le membre à l'appui de la proposition, ainsi que les nom et adresse de ce membre.

**72(4)** A proposal may include nominations for the election of directors if the election of those nominated as directors would conform with the provisions of this Act,

**72(4)** Une proposition peut inclure des mises en candidature pour l'élection des administrateurs si leur élection serait conforme aux dispositions de la présente loi, des

the articles and by-laws of the credit union, but this subsection does not prevent nominations being made at any meeting of members.

**72(5)** A credit union is not required to comply with subsections (2) and (3)

(a) if the proposal is not submitted to the credit union at least thirty days before the anniversary date of the previous annual meeting of members,

(b) if it appears that the proposal is submitted by the member primarily for the purpose of enforcing a personal claim or redressing a personal grievance against the credit union or its directors, officers or members or for a purpose that is not related in any significant way to the business or affairs of the credit union,

(c) if the credit union, at the member's request, included a proposal in a notice of meeting of members held within two years preceding the receipt of such request and the member failed to present the proposal at that meeting,

(d) if substantially the same proposal was submitted to the members in a notice of a meeting of members held within two years preceding the receipt of the member's request, and the proposal was defeated, or

(e) if the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

**72(6)** No credit union or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of circulating a proposal or statement in compliance with this section.

**72(7)** If a credit union refuses to include a proposal in a notice of meeting, the credit union shall, within ten days after receiving the proposal, notify the member submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the notice of meeting and send to the member a statement of the reasons for the refusal.

**72(8)** On the application of a member claiming to be aggrieved by a refusal under subsection (7), the Tribunal may restrain the holding of the meeting to which the proposal is sought to be presented and make any other or further order it considers appropriate.

statuts et des règlements administratifs de la caisse populaire; toutefois, le présent paragraphe n'empêche pas les mises en candidature au cours de toute assemblée des membres.

**72(5)** La caisse populaire n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3)

a) si la proposition ne lui a pas été soumise au moins trente jours avant la date anniversaire de la dernière assemblée annuelle des membres,

b) s'il appert que la proposition a pour objet principal soit de faire valoir une réclamation personnelle contre la caisse populaire ou ses administrateurs, dirigeants ou membres, ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel, soit de servir à des fins non reliées d'une façon importante aux activités ou affaires internes de la caisse populaire,

c) si, à la requête du membre, la caisse populaire a fait figurer la proposition dans un avis de convocation d'une assemblée des membres tenue dans les deux ans précédant la réception de cette requête, et le membre a omis d'y présenter la proposition,

d) si une proposition à peu près identique figurant à l'avis de convocation d'une assemblée des membres tenue dans les deux ans précédant la réception de la requête du membre y a été rejetée, ou

e) si les droits conférés par le présent article sont utilisés de façon abusive à des fins publicitaires.

**72(6)** La caisse populaire ou ses mandataires n'engagent pas leur responsabilité pour avoir seulement diffusé une proposition ou un exposé en conformité avec le présent article.

**72(7)** La caisse populaire qui refuse d'inclure une proposition dans l'avis de convocation doit, dans les dix jours de la réception de cette proposition, signifier au membre qui a soumis la proposition son intention de ne pas l'inclure dans l'avis de convocation et lui envoyer un exposé des motifs de son refus.

**72(8)** Sur réception de la demande d'un membre qui prétend être lésé en raison du refus visé au paragraphe (7), le Tribunal peut empêcher la tenue de l'assemblée où la proposition devrait être présentée et rendre toute autre ordonnance qu'il estime pertinente.

**72(9)** The credit union or a person claiming to be aggrieved by a proposal may apply to the Tribunal for an order permitting the credit union to omit the proposal from the notice of meeting, and the Tribunal, if it is satisfied that subsection (5) applies, may make any order it considers appropriate.

**72(10)** An applicant under subsection (8) or (9) shall give the Superintendent notice of the application and the Superintendent is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

2013, c.31, s.13

### **Quorum**

**73(1)** Unless the by-laws otherwise provide, a number of members equal to the number of directors plus five, constitutes a quorum.

**73(2)** If a quorum is present at the opening of a meeting of members, the members present may, unless the by-laws otherwise provide, proceed with the business of the meeting, notwithstanding that a quorum is not present throughout the meeting.

**73(3)** If a quorum is not present at the opening of a meeting of members, the members present may adjourn the meeting to a fixed time and place but may not transact any other business.

### **Voting**

**74(1)** Subject to section 69, a member of a credit union who is nineteen years of age or over, may vote at a meeting of members.

**74(2)** Subject to subsection (1) and subsection 85(2.1), a member of a credit union has only one vote on any question that may be voted on at a meeting of members.

2010, c.36, s.4

### **Representation of bodies corporate or associations**

**75(1)** If a body corporate or association is a member of a credit union, the credit union shall recognize an individual authorized by a resolution of the directors or governing body of the body corporate or association to represent it at meetings of members of the credit union.

**75(2)** An individual authorized under subsection (1) may exercise on behalf of the body corporate or associa-

**72(9)** La caisse populaire ou toute personne qui prétend être lésée par une proposition peut demander au Tribunal de rendre une ordonnance autorisant la caisse populaire à ne pas inclure la proposition dans l'avis de convocation, et le Tribunal peut, s'il est convaincu que le paragraphe (5) s'applique, rendre toute ordonnance qu'il juge appropriée.

**72(10)** Le requérant prévu au paragraphe (8) ou (9) doit donner avis de la demande au surintendant et celui-ci a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

2013, ch. 31, art. 13

### **Quorum**

**73(1)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, un nombre de membres égal à celui des administrateurs plus cinq constitue le quorum.

**73(2)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit que le quorum soit atteint à l'ouverture de l'assemblée pour que les membres présents puissent délibérer, nonobstant l'absence de quorum au cours de l'assemblée.

**73(3)** Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de l'assemblée, les membres présents ne peuvent délibérer sur d'autres sujets que sur son ajournement à une date et en un lieu précis.

### **Vote**

**74(1)** Sous réserve de l'article 69, les membres de la caisse populaire qui sont âgés de dix-neuf ans ou plus peuvent voter à une assemblée des membres.

**74(2)** Sous réserve du paragraphe (1) et du paragraphe 85(2.1), chaque membre de la caisse populaire n'a qu'une voix pour toute question pouvant faire l'objet d'un vote à une assemblée des membres.

2010, ch. 36, art. 4

### **Représentation des corps constitués ou associations**

**75(1)** Si un corps constitué ou une association est membre d'une caisse populaire, celle-ci doit permettre à un particulier autorisé par résolution des administrateurs ou de la direction d'un corps constitué ou d'une association de le représenter aux assemblées des membres de la caisse populaire.

**75(2)** Le particulier autorisé en application du paragraphe (1) peut exercer, pour le compte du corps constitué

tion the individual represents, all the powers the body corporate or association could exercise if it were an individual member.

### **Voting by proxy**

**76** No member, other than a member that is a body corporate or association, shall vote by proxy at any meeting of members of a credit union.

### **Joint membership**

**77** A credit union may in its by-laws provide that two or more individuals may jointly hold a membership in a credit union but that membership is entitled to only one vote.

### **Executors and administrators**

**78** An executor or administrator holding a membership in a credit union in the capacity of executor or administrator shall represent that membership at meetings of the credit union and may vote as a member.

### **Mail ballot**

**79** A credit union may in its by-laws establish procedures to permit members to vote by mail ballot.

### **Method of voting**

**80(1)** Unless the by-laws otherwise provide, voting at a meeting of members of a credit union shall be by show of hands except where a ballot is demanded by a member entitled to vote at the meeting.

**80(2)** A member may demand a ballot either before or after a vote by show of hands and the result of the ballot shall be the decision of the members.

### **Participation in meetings by telephone**

**80.1** A credit union may in its by-laws provide that any member of a credit union may, in the presence of a facilitator for the meeting, vote or otherwise participate in a meeting of the credit union by means of telephone or other communication facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other, and any member participating in a meeting by those means shall

ou de l'association qu'il représente, tous les pouvoirs que le corps constitué ou l'association pourrait exercer s'il était un particulier membre.

### **Vote par procuration**

**76** Seuls les corps constitués ou les associations qui sont membres ont le droit de voter par procuration lors d'une assemblée des membres de la caisse populaire.

### **Membres conjoints**

**77** La caisse populaire peut, dans ses règlements administratifs, prévoir que deux ou plusieurs particuliers peuvent être titulaires conjoints d'une adhésion à la caisse populaire; toutefois cette adhésion ne donne droit qu'à un seul vote.

### **Exécuteurs testamentaires et administrateurs successoraux**

**78** Un exécuteur testamentaire ou un administrateur successoral qui détient une adhésion dans une caisse populaire en qualité d'exécuteur testamentaire ou d'administrateur successoral représente cette adhésion aux assemblées de la caisse populaire et peut voter à titre de membre.

### **Vote par la poste**

**79** La caisse populaire peut, par règlement administratif, établir des procédures afin de permettre aux membres de voter par la poste.

### **Vote à main levée ou au scrutin secret**

**80(1)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote à une assemblée des membres de la caisse populaire se fait à main levée, à moins qu'un membre avec droit de vote n'exige un vote au scrutin secret.

**80(2)** Un membre peut exiger un vote au scrutin secret avant ou après tout vote à main levée et le résultat du scrutin secret constitue la décision des membres.

### **Participation à une assemblée par téléphone**

**80.1** Il est loisible à la caisse populaire de prévoir dans ses règlements administratifs qu'un de ses membres peut, en présence du facilitateur de l'assemblée, voter ou participer autrement à une assemblée de la caisse populaire par téléphone ou autre moyen de communication qui permet aux participants de communiquer oralement entre eux, auquel cas le membre qui y participe par ces

be deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

2010, c.36, s.5

### **Requisition by members to call meeting**

**81(1)** Twenty-five members who have the right to vote at a meeting sought to be held or such other number of members or percentage of members as the by-laws may provide, may, by written requisition, require the directors to call a special meeting of members for the purposes stated in the requisition.

**81(2)** The requisition referred to in subsection (1), which may consist of several documents of like form each signed by one or more members, shall state the business to be transacted at the meeting and shall be sent to the registered office of the credit union.

**81(3)** On receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of members to transact the business stated in the requisition, unless the business of the meeting as stated in the requisition includes a matter described in paragraphs 72(5)(b) to (e).

**81(4)** If the directors do not within thirty days after receiving the requisition referred to in subsection (1) call a meeting, any member who signed the requisition may apply to the Tribunal for an order calling a meeting and directing the manner of conducting the meeting.

**81(5)** A meeting called, held and conducted in accordance with this section is for all purposes a meeting of members of the credit union duly called, held and conducted.

**81(6)** Unless the members otherwise resolve at a meeting called under subsection (4), the credit union shall reimburse the members for the expenses reasonably incurred by them in requisitioning, calling and holding the meeting.

**81(7)** An applicant under subsection (4) shall give the Superintendent notice of the application and the Superintendent is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

2013, c.31, s.13

moyens est réputé avoir assisté à l'assemblée aux fins d'application de la présente loi.

2010, ch. 36, art. 5

### **Convocation à la requête des membres**

**81(1)** Vingt-cinq membres qui ont droit de vote à une assemblée qu'ils désirent faire tenir ou tout autre pourcentage ou nombre de membres que les règlements administratifs peuvent prévoir, peuvent exiger des administrateurs, au moyen d'une requête écrite, la convocation d'une assemblée extraordinaire aux fins mentionnées dans la requête.

**81(2)** La requête visée au paragraphe (1), qui peut consister en plusieurs documents de forme semblable signés chacun par un ou plusieurs membres, doit énoncer l'ordre du jour de l'assemblée et être envoyée au bureau enregistré de la caisse populaire.

**81(3)** Sur réception de la requête visée au paragraphe (1), les administrateurs doivent convoquer une assemblée des membres pour traiter les activités y mentionnées, à moins que l'ordre du jour de l'assemblée, indiqué dans la requête, n'inclue une question décrite aux alinéas 72(5)b) à e).

**81(4)** Si, dans les trente jours après la réception de la requête visée au paragraphe (1), les administrateurs ne convoquent pas une assemblée, tout membre signataire de la requête peut demander au Tribunal de convoquer une assemblée et d'indiquer la manière de diriger l'assemblée.

**81(5)** L'assemblée convoquée, tenue et dirigée conformément au présent article est, à toutes fins, une assemblée des membres de la caisse populaire dûment convoquée, tenue et dirigée.

**81(6)** Sauf adoption d'une résolution à l'effet contraire par les membres à une assemblée convoquée en application du paragraphe (4), la caisse populaire doit leur rembourser les dépenses raisonnables qu'ils ont engagées pour demander, convoquer et tenir l'assemblée.

**81(7)** Le requérant prévu au paragraphe (4) doit donner avis de la demande au surintendant et celui-ci a le droit de comparaître et de se faire entendre en personne ou par avocat.

2013, ch. 31, art. 13

**Meeting called by Superintendent**

**82(1)** If for any reason it is impracticable to call a meeting of members of a credit union in the manner in which meetings of members may be called or to conduct the meeting in the manner required by this Act and the by-laws or for any other reason the Superintendent thinks fit, the Superintendent may order a meeting to be called, held and conducted in such manner as the Superintendent directs.

**82(2)** Without restricting the generality of subsection (1), the Superintendent may order that the quorum required by this Act or the by-laws be varied or dispensed with at a meeting called, held and conducted in accordance with this section.

**82(3)** A meeting called, held and conducted in accordance with this section is for all purposes a meeting of members of the credit union duly called, held and conducted.

**PART VII****DIRECTORS AND OFFICERS****Directors**

**83(1)** A credit union shall in its by-laws establish a fixed number of directors, which number shall not be fewer than seven.

**83(2)** The directors of a credit union shall

- (a) exercise the powers of the credit union directly or indirectly through the employees and agents of the credit union, and
- (b) direct the management of the business and affairs of the credit union.

**Qualifications of directors**

**84** The following persons are disqualified from being a director of a credit union:

- (a) anyone who is less than nineteen years of age;
- (b) anyone who is not an individual;
- (c) anyone who is not a member of the credit union;
- (d) a person who has the status of a bankrupt;

**Convocation par le surintendant**

**82(1)** Le surintendant peut, s'il estime impracticable de convoquer régulièrement une assemblée des membres de la caisse populaire ou de la diriger de la manière prescrite par la présente loi et les règlements administratifs, ou s'il le juge pertinent pour toute autre raison, ordonner qu'une assemblée soit convoquée, tenue et dirigée de la manière qu'il fixe.

**82(2)** Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), le surintendant peut, à l'occasion d'une assemblée convoquée, tenue et dirigée conformément au présent article, ordonner la modification ou la dispense du quorum exigé par la présente loi ou les règlements administratifs.

**82(3)** L'assemblée convoquée, tenue et dirigée conformément au présent article est, à toutes fins, une assemblée des membres de la caisse populaire dûment convoquée, tenue et dirigée.

**PARTIE VII****ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS****Administrateurs**

**83(1)** La caisse populaire doit établir par règlements administratifs un nombre fixe d'administrateurs, lequel ne doit pas être inférieur à sept.

**83(2)** Les administrateurs d'une caisse populaire sont tenus

- a) d'exercer les pouvoirs de la caisse populaire directement, ou indirectement par l'intermédiaire des employés et mandataires de la caisse populaire, et
- b) de diriger la gestion des activités et affaires internes de la caisse populaire.

**Qualités requises pour être administrateur**

**84** Ne peut être administrateur d'une caisse populaire :

- a) quiconque âgé de moins de dix-neuf ans;
- b) quiconque n'est pas un particulier;
- c) quiconque n'est pas membre de la caisse populaire;
- d) quiconque a le statut de failli;

- (e) an employee of the credit union, Atlantic Central or the stabilization board;
- (f) an auditor of the credit union or a member of a firm of accountants of which the auditor is a member;
- (g) a solicitor of the credit union;
- (h) a person employed in the Civil Service whose official duties are concerned with the affairs of credit unions;
- (i) without the written approval of the other directors, a person who has a loan with the credit union that is more than three months in arrears;
- (j) a person who has a loan with the credit union that is more than six months in arrears; or
- (k) any person who does not meet such requirements as may be set out in the by-laws of the credit union.

2016, c.10, s.15

#### Director training program

**84.1(1)** Atlantic Central may approve director training programs and enter into agreements and other arrangements with persons to provide the programs.

**84.1(2)** If required to do so by Atlantic Central, the following persons shall, within the period specified by Atlantic Central, complete a director training program approved under subsection (1):

- (a) every person elected or appointed for the first time as a director of any of its member credit unions; or
- (b) every director of any of its member credit unions who has not previously completed a director training program approved by Atlantic Central.

2010, c.36, s.6; 2016, c.10, s.16

#### Terms of office of directors

**85(1)** A director named in the articles of a credit union holds office from the issue of the certificate of incorporation until the first meeting of members.

- e) un employé d'une caisse populaire, d'*Atlantic Central* ou de l'office de stabilisation;
- f) un vérificateur ou un membre d'un cabinet d'experts-comptables de cette caisse populaire;
- g) un procureur de cette caisse populaire;
- h) une personne employée dans la Fonction publique dont les fonctions officielles se rapportent aux affaires internes des caisses populaires;
- i) un emprunteur de la caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de trois mois sans l'approbation écrite des autres administrateurs;
- j) un emprunteur de la caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de six mois; ou
- k) toute personne qui ne satisfait pas aux exigences mentionnées dans les règlements administratifs de la caisse populaire.

2016, ch. 10, art. 15

#### Programme de formation des administrateurs

**84.1(1)** *Atlantic Central* peut approuver des programmes de formation pour les administrateurs et conclure des ententes et autres arrangements avec des personnes pour les offrir.

**84.1(2)** Si *Atlantic Central* l'exige, les personnes ci-dessous suivent le programme de formation des administrateurs approuvé en vertu du paragraphe (1) dans le délai qu'elle leur impartit :

- a) chaque personne élue ou nommée pour la première fois à titre d'administrateur de l'une de ses caisses populaires membres;
- b) chaque administrateur de l'une de ses caisses populaires membres qui n'a pas auparavant suivi un programme de formation qu'approuve *Atlantic Central*.

2010, ch. 36, art. 6; 2016, ch. 10, art. 16

#### Durée du mandat des administrateurs

**85(1)** Le mandat d'un administrateur dont le nom figure aux statuts d'une caisse populaire commence à la délivrance du certificat de constitution en corporation et se termine à la première assemblée des membres.

**85(2)** At the first meeting of the members of a credit union and at each succeeding annual meeting of the members at which an election of directors is required, the members of the credit union shall, subject to subsection (2.1), elect directors by ordinary resolution.

**85(2.1)** The by-laws of a credit union may provide for the election of directors for a district at district meetings held during annual or other meetings of the members at which directors are to be elected.

**85(2.2)** A director shall hold office for a term, not to exceed three years, that is established in the by-laws of the credit union.

**85(3)** Subject to the by-laws of the credit union and subsection (6.3), a director is eligible for re-election but is not in any case eligible to serve as a director for more than nine consecutive years.

**85(3.1)** A person who has served as a director for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (6) or the combined effect of subsections (6.1) and (6.3) or (6.2) and (6.3), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be elected for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

**85(4)** It is not necessary that all directors elected at a meeting of members hold office for the same term.

**85(5)** A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of members following that director's election.

**85(6)** Notwithstanding anything in this section to the contrary, if directors are not elected at a meeting of the members the incumbent directors continue in office until their successors are elected.

**85(6.1)** If a credit union is the result of an amalgamation of two or more credit unions under subsection 133(1), time served as a director of one of the amalgamating credit unions that existed before the amalgamation, whether served before or after the commencement of this subsection, shall count for the purposes of subsection

**85(2)** À la première assemblée des membres d'une caisse populaire et à chaque assemblée annuelle suivante au cours de laquelle est prévue l'élection des administrateurs, les membres de la caisse populaire élisent, sous réserve du paragraphe (2.1), les administrateurs par résolution ordinaire.

**85(2.1)** Les règlements administratifs d'une caisse populaire peuvent prévoir l'élection des administrateurs pour un district aux assemblées de districts tenues aux assemblées annuelles ou aux autres assemblées des membres au cours desquelles les administrateurs seront élus.

**85(2.2)** L'administrateur est nommé pour un mandat maximal de trois ans fixé dans les règlements administratifs de la caisse populaire.

**85(3)** Sous réserve des règlements administratifs de la caisse populaire et du paragraphe (6.3), un administrateur peut être réélu mais il ne peut en aucun cas servir à titre d'administrateur plus de neuf années consécutives.

**85(3.1)** Ne peut être élue administrateur pour un autre mandat la personne qui a exercé la fonction d'administrateur pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l'application du paragraphe (6) ou de l'effet combiné des paragraphes (6.1) et (6.3) ou (6.2) et (6.3), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si une année au moins s'est écoulée depuis la fin de son mandat.

**85(4)** Il n'est pas nécessaire que les mandats de tous les administrateurs élus au cours d'une assemblée des membres aient la même durée.

**85(5)** Le mandat d'un administrateur élu pour une durée non expressément déterminée prend fin à la clôture de la première assemblée annuelle des membres qui suit son élection.

**85(6)** Nonobstant toute disposition contraire du présent article, le mandat des administrateurs en fonction est, à défaut d'élections de nouveaux administrateurs par une assemblée des membres, prorogé jusqu'à l'élection de leurs remplaçants.

**85(6.1)** Si la caisse populaire découle d'une fusion d'au moins deux caisses populaires en vertu du paragraphe 133(1), la période de service à titre d'administrateur de l'une des caisses populaires fusionnantes existante avant la fusion, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, est prise en considération



tion (3) as time served as a director of the amalgamated credit union.

**85(6.2)** If a credit union acquires or has acquired all or substantially all of the property of another credit union under section 139, time served as a director of the second-mentioned credit union, whether served before or after the commencement of this subsection, shall count for the purposes of subsection (3) as time served as a director of the credit union that made the acquisition.

**85(6.3)** If a director of a credit union is serving a term of office on the commencement of this subsection, but the nine-year period referred to in subsection (3) is considered to have expired on or before the commencement of this subsection as a result of the application of subsection (6.1) or (6.2), the director may complete that term of office as if the nine-year period had not expired.

**85(7)** Repealed: 2010, c.36, s.7  
2008, c.26, s.6; 2010, c.36, s.7

#### **Ceasing to hold office**

**86(1)** A director of a credit union ceases to hold office when the director

- (a) dies or resigns,
- (b) is removed from office in accordance with section 87, or
- (c) becomes disqualified under section 84.

**86(2)** A resignation of a director becomes effective at the time a written resignation is received by the credit union, or at the time specified in the resignation, whichever is later.

#### **Removal of directors**

**87(1)** The members of a credit union may by ordinary resolution at a special meeting remove any director from office.

**87(2)** A vacancy created by the removal of a director from office may be filled at the meeting of the members at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 89.

aux fins d'application du paragraphe (3) comme période de service à titre d'administrateur de la caisse populaire issue de la fusion.

**85(6.2)** Si la caisse populaire acquiert ou a acquis la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre caisse populaire en vertu de l'article 139, la période de service à titre d'administrateur de cette seconde caisse populaire, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, est prise en considération aux fins d'application du paragraphe (3) comme période de service à titre d'administrateur de la caisse populaire acquiesse.

**85(6.3)** Si l'administrateur d'une caisse populaire occupe son poste à ce titre au moment de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et que la période de neuf ans visée au paragraphe (3) est réputée être expirée au plus tard à l'entrée en vigueur du présent paragraphe par suite de l'application du paragraphe (6.1) ou (6.2), il peut terminer son mandat comme si la période de neuf ans n'était pas expirée.

**85(7)** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 7  
2008, ch. 26, art. 6; 2010, ch. 36, art. 7

#### **Fin du mandat**

**86(1)** L'administrateur d'une caisse populaire cesse d'être en fonction lorsqu'il

- a) décède ou démissionne,
- b) est révoqué conformément à l'article 87, ou
- c) est frappé d'incapacité aux termes de l'article 84.

**86(2)** La démission d'un administrateur prend effet à la date où une démission écrite est reçue par la caisse populaire ou à une date postérieure qui y est indiquée.

#### **Révocation des administrateurs**

**87(1)** Les membres d'une caisse populaire peuvent révoquer les administrateurs par résolution ordinaire au cours d'une assemblée extraordinaire.

**87(2)** Toute vacance causée par la révocation d'un administrateur peut être comblée à l'assemblée des membres qui a prononcé la révocation ou, à défaut, en application de l'article 89.

**Director entitled to notice**

**88** A director of a credit union who resigns or who is being removed from office is entitled to receive notice of and to attend and be heard at a meeting of members at which the director's resignation or removal is being considered.

**Vacancy**

**89(1)** Subject to subsection (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the required number of directors or from the members' failure to elect the required number of directors.

**89(2)** If the members fail to elect the required number of directors at a meeting, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so elected constitutes a quorum.

**89(3)** If there is a failure to elect the required number of directors at a meeting of members, the directors then in office shall immediately call a meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any member.

**89(4)** The articles or by-laws may provide that a vacancy among the directors shall be filled only by a vote of the members.

**89(5)** If a vacancy among the directors is filled in accordance with subsection (1), the appointment shall be ratified at the next meeting of members.

2010, c.36, s.8

**Notice of change of directors**

**90(1)** Within fifteen days after a change of directors occurs, a credit union shall send to the Superintendent a notice in the form provided by the Superintendent setting out the change and the Superintendent shall file the notice.

**90(2)** Any interested person or the Superintendent may apply to the Tribunal for an order requiring a credit union to comply with subsection (1), and on the application the Tribunal may so order and make any further order it considers appropriate.

**Droit de l'administrateur à l'avis**

**88** L'administrateur d'une caisse populaire qui démissionne ou qui est révoqué a le droit de recevoir avis de l'assemblée des membres réunie pour examiner sa démission ou sa révocation, ainsi que le droit d'y assister et de s'y faire entendre.

**Postes vacants**

**89(1)** Sous réserve du paragraphe (4), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues en leur sein, à l'exception de celles résultant d'une augmentation du nombre requis d'administrateurs ou de l'omission des membres d'élire le nombre requis d'administrateurs.

**89(2)** Si une assemblée des membres omet d'élire le nombre requis d'administrateurs, ceux qui y sont élus peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum.

**89(3)** S'il y a omission d'élire le nombre requis d'administrateurs à une assemblée des membres, les administrateurs en fonction doivent convoquer sans délai une assemblée pour combler les vacances et, s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonction à ce moment, tout membre peut convoquer l'assemblée.

**89(4)** Les statuts ou les règlements administratifs peuvent prévoir que le vote des membres constitue le seul moyen pour combler une vacance parmi les administrateurs.

**89(5)** La nomination pour combler une vacance parmi les administrateurs conformément au paragraphe (1) doit être ratifiée à la prochaine assemblée des membres.

2010, ch. 36, art. 8

**Avis de changement d'administrateurs**

**90(1)** Dans les quinze jours après un changement d'administrateurs, la caisse populaire envoie au surintendant, au moyen de la formule qu'il lui fournit, un avis indiquant le changement et celui-ci le dépose.

**90(2)** Tout intéressé ou le surintendant peut demander au Tribunal de rendre une ordonnance obligeant une caisse populaire à se conformer au paragraphe (1) et, saisi de la demande, le Tribunal peut rendre une telle ordonnance et toute autre ordonnance qu'il juge appropriée.

**90(3)** A director named in the articles or in a notice sent by the credit union to the Superintendent under subsection (1) is presumed for the purposes of this Act to be a director of the credit union.

2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.17

### Meetings of directors

**91(1)** Unless the articles or by-laws otherwise provide, the directors of a credit union may meet at such place and on such notice as the directors may determine.

**91(2)** Unless the articles or by-laws otherwise provide, a majority of the directors constitutes a quorum at any meeting of directors and, notwithstanding any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of the directors.

**91(3)** Unless the by-laws otherwise provide, a notice of a meeting of directors need not specify any matter that is to be dealt with at the meeting except

- (a) any question or matter requiring the approval of the members,
- (b) the filling of a vacancy among the directors,
- (c) the issuance or redemption of any shares of the credit union other than membership shares, or
- (d) the approval of any financial statements referred to in subsection 108(1).

**91(4)** A director may in any manner waive a notice of a meeting of directors and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the meeting, except where a director attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting was not lawfully called.

**91(5)** Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting.

**90(3)** L'administrateur nommé dans les statuts ou dans un avis envoyé par la caisse populaire au surintendant aux termes du paragraphe (1), est présumé être un administrateur de la caisse populaire aux fins de la présente loi.

2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 17

### Réunion des administrateurs

**91(1)** Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, les administrateurs d'une caisse populaire peuvent se réunir en un lieu et à la suite d'un avis qu'ils peuvent déterminer.

**91(2)** Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, la majorité des administrateurs à une réunion constitue le quorum et, nonobstant toute vacance en leur sein, les administrateurs constituant le quorum peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs.

**91(3)** Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il n'est pas nécessaire que l'avis d'une réunion d'administrateurs fasse état des questions qui y seront délibérées, à l'exception

- a) des questions ou matières nécessitant l'approbation des membres,
- b) d'une vacance parmi les administrateurs à combler,
- c) de l'émission ou du rachat des parts sociales de la caisse populaire autres que des parts sociales d'adhésion, ou
- d) de l'approbation des états financiers visés au paragraphe 108(1).

**91(4)** Un administrateur peut de toute manière renoncer à l'avis d'une réunion d'administrateurs et sa présence à la réunion équivaut à une telle renonciation, sauf lorsqu'il y assiste expressément pour s'opposer aux délibérations pour le motif que la réunion n'a pas été légalement convoquée.

**91(5)** Il n'est pas nécessaire de donner avis de l'ajournement d'une réunion si les date, heure et lieu de la reprise sont annoncés à la réunion initiale.

**Participation by telephone**

**92** Subject to the by-laws, a director may, if all the directors of the credit union consent, participate in a meeting of directors or of a committee appointed by the directors by means of telephone or other communications facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other, and a director or committee member participating in the meeting by such means shall be deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

**Committees and delegation of powers**

**93(1)** The directors of a credit union may appoint committees and may delegate to those committees any of the powers of the directors.

**93(2)** The members of a committee appointed by the directors shall be members of the credit union and the chairperson of the committee shall be a director of the credit union.

**93(3)** A committee appointed by the directors shall keep minutes of its proceedings and shall submit to the directors at each meeting of directors the minutes of the committee's proceedings during the period since the last meeting of the directors.

**93(4)** Notwithstanding subsection (1), no committee appointed by the directors has authority to

- (a) submit to the members any question or matter requiring approval of the members,
- (b) fill a vacancy among the directors,
- (c) issue or redeem shares, except in the manner and on the terms authorized by the directors, or
- (d) approve any financial statements referred to in subsection 108(1).

**Audit committee**

**94** The directors of a credit union shall establish, in accordance with the regulations, an audit committee that performs such duties and has such powers as may be provided for in the regulations.

2008, c.26, s.7

**Participation par téléphone**

**92** Sous réserve des règlements administratifs, un administrateur peut, si tous les administrateurs de la caisse populaire y consentent, participer à une réunion d'administrateurs ou d'un comité nommé par les administrateurs en utilisant le téléphone ou d'autres moyens de communication permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, auquel cas, l'administrateur ou le membre du comité est réputé avoir assisté à cette réunion aux fins de la présente loi.

**Comités et délégation de pouvoirs**

**93(1)** Les administrateurs d'une caisse populaire peuvent nommer des comités et leur déléguer n'importe lequel de leurs pouvoirs.

**93(2)** Les membres d'un comité nommé par les administrateurs doivent être membres de la caisse populaire et le président du comité doit être un administrateur de la caisse populaire.

**93(3)** Un comité nommé par les administrateurs doit garder les procès-verbaux de ses délibérations et doit soumettre aux administrateurs à chacune de leurs réunions les procès-verbaux des délibérations du comité durant l'intervalle écoulé depuis la dernière réunion des administrateurs.

**93(4)** Nonobstant le paragraphe (1), aucun comité nommé par les administrateurs n'a le pouvoir

- a) de soumettre aux membres une question ou une matière nécessitant leur approbation,
- b) de combler une vacance parmi les administrateurs,
- c) d'émettre ou de racheter des parts sociales, sauf de la manière et aux conditions autorisées par les administrateurs, ou
- d) d'approuver les états financiers visés au paragraphe 108(1).

**Comité de vérification**

**94** Les administrateurs d'une caisse populaire établissent conformément aux règlements un comité de vérification, lequel exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements.

2008, ch. 26, art. 7

**Validity of acts of directors and officers**

**95** An act of a director or an officer is valid notwithstanding an irregularity in the election or appointment of, or a defect in the qualifications of, the director or officer.

**Resolution in lieu of meeting**

**96(1)** A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or of a committee appointed by the directors

- (a) satisfies all requirements of this Act relating to meetings of directors or committees appointed by the directors,
- (b) is as valid as if it had been passed at a meeting of directors or a committee appointed by the directors, and
- (c) is effective from the date specified in the resolution, which shall not be before the date on which the first director signed the resolution.

**96(2)** A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors or of a committee appointed by the directors.

**Liability of directors**

**97(1)** Directors of a credit union who vote for or consent to a resolution authorizing a payment contrary to section 35 or 39 or the payment of an indemnity contrary to section 105 are jointly and severally liable to restore to the credit union any amount so paid and not otherwise recovered by the credit union.

**97(2)** Where a loan is made by a credit union to any member in violation of this Act or the regulations, the person receiving the loan and all directors, officers and members of committees of the credit union who, with knowledge of the violation, made or approved the loan are jointly and severally liable to the credit union for the unpaid balance of the loan, with interest.

**97(3)** A director, an officer or a member of a committee who satisfies a judgment rendered under this section

**Validité des actes des administrateurs et des dirigeants**

**95** Les actes des administrateurs ou des dirigeants sont valides nonobstant une irrégularité dans leur élection ou nomination, ou un manquement aux qualités requises pour être administrateur ou dirigeant.

**Résolution tenant lieu de réunion**

**96(1)** Une résolution écrite, signée de tous les administrateurs habilités à voter à son sujet au cours d'une réunion d'administrateurs ou d'un comité nommé par les administrateurs

- a) satisfait à toutes les exigences de la présente loi concernant les réunions d'administrateurs ou de comités nommés par les administrateurs,
- b) a la même valeur que si elle avait été adoptée à une réunion d'administrateurs ou de comité nommé par les administrateurs, et
- c) prend effet à partir de la date indiquée dans la résolution, cette date ne pouvant être antérieure à la date où le premier administrateur a signé la résolution.

**96(2)** Une copie de toute résolution visée au paragraphe (1) doit être conservée avec les procès-verbaux des délibérations des administrateurs ou d'un comité nommé par les administrateurs.

**Responsabilité des administrateurs**

**97(1)** Les administrateurs d'une caisse populaire qui, par vote ou acquiescement, approuvent une résolution autorisant un paiement contrairement à l'article 35 ou 39 ou le paiement d'une indemnité contrairement à l'article 105, sont solidairement responsables de la restitution à la caisse populaire du montant ainsi payé mais non encore recouvré par la caisse populaire.

**97(2)** Lorsque la caisse populaire effectue un prêt à l'un de ses membres en contravention de la présente loi ou des règlements, la personne recevant le prêt ainsi que tous les administrateurs, dirigeants et membres des comités de la caisse populaire qui, ayant connaissance de la contravention, ont effectué ou approuvé le prêt sont solidairement responsables envers la caisse populaire du solde du prêt non remboursé plus les intérêts.

**97(3)** L'administrateur, le dirigeant ou le membre d'un comité qui satisfait au jugement rendu en application du présent article a le droit de réclamer à toutes les autres

is entitled to contribution from all other persons who by virtue of this Act are also liable.

**97(4)** A director, an officer or a member of a committee who is liable under subsection (1) or (2) may apply to the Court for an order compelling a member or other recipient to pay any money or deliver any property to the director, officer or member of a committee that was improperly paid or distributed to the member or other recipient.

**97(5)** An action to enforce a liability imposed by subsection (1) or (2) may not be commenced after two years after the date of the resolution authorizing the thing complained of.

#### **Duty of directors to report**

**98** A director of a credit union who becomes aware that

(a) the credit union is unable to make any lawful payment it is required to make, except with the result that

(i) the credit union would after the payment be unable to pay its liabilities as they become due, or

(ii) the realizable value of the credit union's assets would after the payment be less than the aggregate of its liabilities and its equity other than retained earnings, or

(b) the credit union is financially unsound or, in the opinion of the director, is conducting its affairs in a manner that would increase the risk that the credit union would require financial assistance from the stabilization board or the risk of a claim against the Corporation,

shall, within seven days after becoming aware, give written notice to the Superintendent and the stabilization board.

2016, c.10, s.18

#### **Material contracts**

**99(1)** In this section and section 100

“officer” includes a committee member, a general manager and an agent of a credit union. (*dirigeant*)

personnes qui sont également responsables en vertu de la présente loi, leur part contributive.

**97(4)** L'administrateur, le dirigeant ou le membre d'un comité qui est responsable aux termes du paragraphe (1) ou (2) peut demander à la Cour une ordonnance obligeant un membre ou un autre bénéficiaire à lui remettre les sommes ou les biens que le membre ou l'autre bénéficiaire a irrégulièrement reçus.

**97(5)** L'action en responsabilité qu'impose le paragraphe (1) ou (2) se prescrit par deux ans à compter de la date de la résolution autorisant l'acte incriminé.

#### **Devoir des administrateurs d'envoyer un avis écrit**

**98** L'administrateur d'une caisse populaire qui apprend

a) que la caisse populaire ne peut pas effectuer un paiement légal qu'elle est requise de faire sans que ce paiement ait pour résultat

(i) d'empêcher la caisse populaire, après le paiement, d'acquitter son passif à échéance, ou

(ii) de rendre, après le paiement, la valeur de réalisation de l'actif de la caisse populaire inférieure au total de son passif et de son avoir des membres autre que ses bénéfices non répartis, ou

b) que la situation financière de la caisse populaire n'est pas saine ou que, de l'avis de l'administrateur, celle-ci dirige ses affaires internes d'une façon qui accroîtrait le risque d'une demande d'aide financière à l'office de stabilisation ou le risque d'une réclamation à la Société,

doit envoyer un avis écrit au surintendant et à l'office de stabilisation dans les sept jours du moment où il en a pris connaissance.

2016, ch. 10, art. 18

#### **Contrats importants**

**99(1)** Dans le présent article et l'article 100

« dirigeant » s'entend d'un membre d'un comité, d'un directeur général ou d'un mandataire d'une caisse populaire. (*officer*)

**99(2)** In this section and section 100, without limiting those matters which may be considered to be material in nature,

“material contract” includes a contract of any prescribed type made by a credit union and any other contract under which the credit union

- (a) employs a person as a full-time employee,
- (b) retains the services of a person otherwise than as an employee, or
- (c) disposes of or acquires property whether by sale, purchase, lease or otherwise, for consideration that exceeds five thousand dollars in value. (*contrat important*)

**99(3)** A director or an officer shall be deemed to have a material interest in any material contract in which any of the following persons is a party or in which any of them have a material interest:

- (a) the spouse of the director or officer;
- (b) the parent, child, grandparent, grandchild, brother or sister of the director or officer or of the spouse of the director or officer; or
- (c) the spouse of any person mentioned in paragraph (b).

**99(4)** A director or an officer shall be deemed to have a material interest in any material contract involving another person where the director or officer is

- (a) a creditor of that person for a debt in an amount that exceeds five thousand dollars,
- (b) a guarantor of the debts of that person in an amount that exceeds five thousand dollars,
- (c) the owner or beneficial owner of not less than twenty per cent of the issued shares of any class of shares of that person,
- (d) a partner of that person,
- (e) a member along with that person in any association, or

**99(2)** Dans le présent article et l'article 100, sans préjudice des questions qui peuvent être considérées comme importantes par leur nature,

« contrat important » s'entend d'un contrat d'un genre prescrit passé par la caisse populaire et de tout autre contrat aux termes duquel celle-ci

- a) emploie une personne comme employé à temps plein,
- b) retient les services d'une personne autrement qu'à titre d'employé, ou
- c) dispose de biens ou en acquiert, que ce soit par vente, achat, bail ou autrement, pour une contrepartie d'une valeur supérieure à cinq mille dollars. (*material contract*)

**99(3)** Un administrateur ou un dirigeant est réputé avoir un intérêt important dans un contrat important auquel une des personnes suivantes est partie ou dans lequel l'une d'elles a un intérêt important :

- a) le conjoint de l'administrateur ou du dirigeant;
- b) l'un des parents, l'enfant, l'un des grands-parents, l'un des petits-enfants, le frère, la soeur de l'administrateur ou du dirigeant ou du conjoint de l'administrateur ou du dirigeant; ou
- c) le conjoint de l'une des personnes mentionnées à l'alinéa b).

**99(4)** Un administrateur ou un dirigeant est réputé avoir un intérêt important dans un contrat important impliquant une autre personne lorsque cet administrateur ou ce dirigeant

- a) est créancier de cette personne pour un montant supérieur à cinq mille dollars,
- b) s'est porté caution des dettes de cette personne pour un montant supérieur à cinq mille dollars,
- c) est le propriétaire ou le propriétaire à titre de bénéficiaire d'au moins vingt pour cent des actions émises de toute catégorie d'actions de cette personne,
- d) est un associé de cette personne,
- e) est membre d'une association avec cette personne, ou

(f) a director or an officer of that person.

#### Disclosure by directors and officers

**100(1)** A director or an officer of a credit union who

(a) is a party to a material contract or proposed material contract with the credit union, or

(b) is a director or an officer of or has a material interest in any person who is a party to a material contract or proposed material contract with the credit union,

shall disclose in writing to the credit union or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his or her interest.

**100(2)** The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

(a) at the meeting at which a proposed contract is first considered,

(b) if the director was not then interested in a proposed contract, at the first meeting after the director becomes so interested,

(c) if the director becomes interested after a contract is made, at the first meeting after the director becomes so interested, or

(d) if a person who is interested in a contract later becomes a director, at the first meeting after the person becomes a director.

**100(3)** The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

(a) immediately after the officer becomes aware that the contract or proposed contract is to be considered or has been considered at a meeting of directors,

(b) if the officer becomes interested after a contract is made, immediately after the officer becomes so interested, or

(c) if a person who is interested in a contract later becomes an officer, immediately after the person becomes an officer.

f) est administrateur ou dirigeant de cette personne.

#### Divulgence par les administrateurs et les dirigeants

**100(1)** Un administrateur ou un dirigeant d'une caisse populaire qui

a) est partie à un contrat important ou à un contrat important projeté avec la caisse populaire, ou

b) est administrateur ou dirigeant d'une personne, ou possède un intérêt important dans celle-ci lorsqu'elle est partie à un contrat important ou un contrat important projeté avec la caisse populaire,

doit divulguer par écrit à la caisse populaire ou demander que soient consignées aux procès-verbaux des réunions d'administrateurs, la nature et l'étendue de son intérêt.

**100(2)** La divulgation requise au paragraphe (1) doit se faire, dans le cas d'un administrateur,

a) à la réunion au cours de laquelle le contrat projeté est étudié pour la première fois,

b) à la première réunion qui suit le moment où l'administrateur qui n'avait aucun intérêt dans le contrat projeté en acquiert un,

c) à la première réunion qui suit le moment où l'administrateur acquiert un intérêt dans un contrat déjà conclu, ou

d) à la première réunion qui suit le moment où une personne ayant un intérêt dans un contrat devient administrateur.

**100(3)** La divulgation requise au paragraphe (1) doit se faire, dans le cas d'un dirigeant qui n'est pas administrateur,

a) immédiatement après que le dirigeant apprend que le contrat ou le contrat projeté a été ou sera examiné à une réunion d'administrateurs,

b) immédiatement après l'acquisition d'un intérêt dans un contrat par le dirigeant, s'il l'acquiert après la conclusion du contrat, ou

c) immédiatement après que la personne qui a un intérêt dans le contrat devient plus tard dirigeant, si elle le devient après l'acquisition de l'intérêt.



**100(4)** If a material contract or proposed material contract is one that, in the ordinary course of the credit union's business, would not require approval by the directors or members, a director or an officer shall disclose in writing to the credit union or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his or her interest immediately after the director or officer becomes aware of the contract or proposed contract.

**100(5)** A director referred to in subsection (1) shall not be counted in the quorum, shall not be present and shall not vote at a meeting on a resolution to approve the contract unless the contract is

- (a) an arrangement by way of security for money lent to or obligations undertaken by him or her for the benefit of the credit union, or
- (b) one for indemnity or insurance under section 105.

**100(6)** For the purposes of this section, a general notice to the directors by a director or an officer, declaring that he or she is a director or an officer of or has a material interest in a person and is to be regarded as interested in any contract made with that person, is a sufficient declaration of interest in relation to any contract so made.

**100(7)** A director or an officer referred to in subsection (1) is liable to account for any profit made on the contract, unless

- (a) he or she disclosed his or her interest in accordance with subsections (2), (3) and (4),
- (b) after such disclosure the contract was approved by the directors or the members, and
- (c) he or she establishes that the contract was reasonable and fair to the credit union at the time it was approved.

**100(8)** Where a director or an officer of a credit union fails to comply with this section, the Court may, on the application of the credit union or a member of the credit union, set aside the contract on such terms as it thinks fit.

**100(4)** Dans le cadre normal des activités de la caisse populaire, si un contrat important ou un contrat important projeté n'exige l'approbation ni des administrateurs, ni des membres, l'administrateur ou le dirigeant doit divulguer par écrit à la caisse populaire ou demander que soient consignées aux procès-verbaux des réunions d'administrateurs, la nature et l'étendue de son intérêt immédiatement après qu'il a connaissance du contrat ou du contrat projeté.

**100(5)** L'administrateur visé au paragraphe (1) ne fait pas partie du quorum et il ne doit pas assister, ni voter une résolution à aucune réunion pour approuver un contrat, sauf s'il s'agit d'un contrat

- a) garantissant un prêt ou des obligations qu'il a souscrit au profit de la caisse populaire, ou
- b) portant sur l'indemnité ou l'assurance aux termes de l'article 105.

**100(6)** Aux fins du présent article, l'avis général que donne l'administrateur ou le dirigeant d'une caisse populaire aux administrateurs, selon lequel il est administrateur ou dirigeant d'une personne ou y possède un intérêt important et qu'il sera considéré comme ayant un intérêt dans tout contrat conclu avec cette personne, constitue une déclaration suffisante de son intérêt dans tout contrat ainsi conclu.

**100(7)** Il incombe à l'administrateur ou au dirigeant visé au paragraphe (1) de rendre compte de tout bénéfice tiré du contrat à moins

- a) qu'il n'ait divulgué son intérêt conformément aux paragraphes (2), (3) et (4),
- b) qu'après cette divulgation, le contrat n'ait été approuvé par les administrateurs ou les membres, et
- c) qu'il ne démontre que le contrat était raisonnable et juste pour la caisse populaire au moment de l'approbation du contrat.

**100(8)** Lorsqu'un administrateur ou dirigeant omet de se conformer au présent article, la Cour peut, à la demande de la caisse populaire ou de l'un de ses membres, résilier le contrat aux conditions qu'elle estime pertinentes.

**100(9)** Notwithstanding anything in this section, a director or an officer is not liable to account to the credit union or its members for any profit made on the contract

- (a) if the contract is confirmed or approved by the members at a general meeting duly called for that purpose, and
- (b) if the nature and extent of the person's interest are declared and disclosed in reasonable detail in the notice calling the meeting.

**100(10)** A material contract that exceeds a prescribed amount or is of a prescribed type is not effective unless it is approved by the stabilization board.

2016, c.10, s.19

### Designation of officers

**101** Subject to the articles and by-laws of the credit union,

- (a) the directors may designate the officers of the credit union, elect or appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the business and affairs of the credit union except powers to
  - (i) submit to the members any question or matter requiring the approval of the members,
  - (ii) fill a vacancy among the directors,
  - (iii) issue or redeem shares, except in the manner and on the terms authorized by the directors, or
  - (iv) approve any financial statements referred to in subsection 108(1),
- (b) a director may become an officer of the credit union and may become a member of a committee, and
- (c) two or more offices of the credit union may be held by the same person.

**100(9)** Nonobstant toute disposition du présent article, un administrateur ou un dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à la caisse populaire ou à ses membres de tout bénéfice qu'il tire d'un contrat

- a) si le contrat est ratifié ou approuvé par les membres au cours d'une assemblée générale dûment convoquée à cette fin, et
- b) si la nature et l'étendue de l'intérêt de l'administrateur sont déclarées et divulguées d'une manière raisonnablement détaillée dans l'avis de convocation.

**100(10)** Un contrat important dépassant un montant prescrit ou un contrat d'un genre prescrit est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 19

### Désignation des dirigeants

**101** Sous réserve des statuts et des règlements administratifs de la caisse populaire,

- a) les administrateurs peuvent désigner les dirigeants de la caisse populaire, élire ou nommer dirigeants des personnes pleinement capables, préciser leurs fonctions et leur déléguer le pouvoir de gérer les activités et affaires internes de la caisse populaire, à l'exception du pouvoir
  - (i) de soumettre aux membres des questions ou matières nécessitant leur approbation,
  - (ii) de combler une vacance parmi les administrateurs,
  - (iii) d'émettre ou de racheter des parts sociales, sauf de la manière et aux conditions autorisées par les administrateurs, ou
  - (iv) d'approuver les états financiers visés au paragraphe 108(1),
- b) un administrateur peut devenir dirigeant de la caisse populaire et membre d'un comité, et
- c) la même personne peut cumuler deux ou plusieurs postes de la caisse populaire.

### Remuneration and expenses of directors

**102** Subject to the by-laws, the directors of a credit union shall be paid such remuneration and shall be reimbursed for such reasonable expenses incurred in the performance of their duties as may be approved by the members of the credit union at the annual meeting of the credit union.

### Duty of care of directors and officers

**103(1)** Every director and officer of a credit union, in exercising the powers and discharging the duties of a director or an officer, shall

- (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the credit union, and
- (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

**103(2)** Every director and officer of a credit union shall comply with this Act, the regulations, the articles and the by-laws of the credit union.

**103(3)** No provision in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or an officer from the duty to act in accordance with this Act and the regulations or relieves the director or officer from liability for a breach of them.

**103(4)** This section is in addition to and not a derogation from any other enactment or rule of law relating to the duty or liability of directors or officers of a credit union.

### Dissent

**104(1)** A director who is present at a meeting of directors shall be deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting, unless the director

- (a) requests that his or her dissent be or the dissent is entered in the minutes of the meeting,
- (b) sends a written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned, or

### Rémunération et dépenses des administrateurs

**102** Sous réserve des règlements administratifs, les administrateurs d'une caisse populaire sont rémunérés et remboursés des dépenses raisonnables engagées dans l'exécution de leurs fonctions tel qu'approuvé par les membres de la caisse populaire lors de l'assemblée annuelle.

### Devoirs de soin et de diligence des administrateurs et des dirigeants

**103(1)** Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs et dirigeants doivent agir

- a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la caisse populaire, et
- b) avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnablement prudente.

**103(2)** Les administrateurs et dirigeants doivent se conformer à la présente loi, aux règlements et aux statuts et règlements administratifs de la caisse populaire.

**103(3)** Nulle clause d'un contrat, des statuts, des règlements administratifs ou d'une résolution ne libère les administrateurs ou dirigeants ni du devoir d'agir conformément à la présente loi et aux règlements, ni des responsabilités résultant de leur violation.

**103(4)** Le présent article s'ajoute et ne déroge pas aux autres textes législatifs ou règles de droit concernant les devoirs ou responsabilités des administrateurs ou dirigeants d'une caisse populaire.

### Dissidence

**104(1)** L'administrateur présent à une réunion d'administrateurs est réputé avoir acquiescé à toute résolution adoptée ou toute mesure prise au cours de la réunion, sauf

- a) s'il demande que sa dissidence soit consignée au procès-verbal de la réunion, ou si sa dissidence y est consignée,
- b) s'il envoie sa dissidence écrite au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de celle-ci, ou

(c) sends a dissent by registered mail to the registered office of the credit union immediately after the meeting is adjourned.

**104(2)** A director who votes for or consents to a resolution is not entitled to dissent under subsection (1).

**104(3)** A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or an action was taken shall be deemed to have consented to any resolution passed or action taken, unless within seven days after becoming aware of the resolution the director

(a) causes his or her dissent to be placed with the minutes of the meeting, or

(b) sends a dissent by registered mail to the registered office of the credit union.

**104(4)** A director who relies in good faith on

(a) financial statements of the credit union represented by an officer or the auditor of the credit union to reflect fairly the financial position of the credit union, or

(b) the report of a lawyer, accountant, engineer, appraiser or any other person whose profession lends credibility to any statement made by him or her,

is not liable under section 97.

### Indemnification

**105(1)** Except in relation to an action by or on behalf of the credit union or body corporate to procure a judgment in its favour, or by or on behalf of the Superintendent or the stabilization board under section 251, in which cases the approval of the Court must first be obtained, a credit union may indemnify a director or an officer of the credit union or a person who acts or acted at the credit union's request as a director or an officer of a body corporate of which the credit union is or was a member, shareholder or creditor, and his or her heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including any amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by him or her in relation to any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he or she is made a party by reason of being or having been a director or an officer of the credit union or body corporate, if the director or officer

c) s'il envoie sa dissidence par courrier recommandé au bureau enregistré de la caisse populaire immédiatement après l'ajournement de la réunion.

**104(2)** L'administrateur qui approuve une résolution par vote ou par acquiescement, n'a plus droit à la dissidence aux termes du paragraphe (1).

**104(3)** L'administrateur absent d'une réunion au cours de laquelle une résolution ou une mesure a été adoptée ou prise est réputé y avoir acquiescé, sauf si, dans les sept jours du moment où il en a pris connaissance, l'administrateur

a) fait inscrire sa dissidence au procès-verbal de la réunion, ou

b) envoie sa dissidence par courrier recommandé au bureau enregistré de la caisse populaire.

**104(4)** N'est pas responsable aux termes de l'article 97, l'administrateur qui s'appuie de bonne foi sur

a) les états financiers de la caisse populaire qu'un dirigeant ou vérificateur de la caisse populaire représente comme reflétant fidèlement la situation financière de la caisse populaire, ou

b) le rapport d'un avocat, comptable, ingénieur, estimateur ou de toute autre personne dont la profession permet d'accorder foi à leur déclaration.

### Indemnisation

**105(1)** La caisse populaire peut indemniser ses administrateurs ou dirigeants ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou agissaient en cette qualité pour un corps constitué dont la caisse populaire est ou était membre, actionnaire ou créancière, ainsi que leurs héritiers et représentants successoraux, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour régler une action ou exécuter un jugement, qu'ils ont raisonnablement engagés à propos de toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative à laquelle ils étaient parties en cette qualité, à l'exception des actions intentées par la caisse populaire, ou un corps constitué ou pour leur compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, ou par le surintendant ou l'office de stabilisation, ou pour leur compte, en vertu de l'article 251, auquel cas l'approbation de la Cour doit être obtenue en premier lieu, si ses administrateurs ou dirigeants

(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the credit union, and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, had reasonable grounds for believing the conduct was lawful.

**105(2)** Notwithstanding anything in this section, a person referred to in subsection (1) is entitled to indemnity from the credit union in relation to all costs, charges and expenses reasonably incurred in connection with the defence of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which that person is made a party by reason of being or having been a director or an officer of a credit union or body corporate if the person seeking indemnity

(a) was substantially successful on the merits in defence of the action or proceeding, and

(b) fulfills the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b).

**105(3)** A credit union may purchase and maintain insurance for the benefit of any person referred to in subsection (1) against any liability incurred by that person

(a) as a director or an officer of the credit union, except where the liability relates to the failure of that person to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the credit union, and

(b) as a director or an officer of another body corporate where he or she acts or acted in that capacity at the credit union's request except where the liability relates to the failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the body corporate.

**105(4)** A credit union or a person referred to in subsection (1) may apply to the Court for an order approving an indemnity under this section and the Court may so order and make any further order it thinks fit.

**105(5)** An applicant under subsection (4) shall give the Superintendent and the stabilization board notice of the application and the Superintendent and the stabilization board are entitled to appear or be represented and be heard in person or by counsel.

a) ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la caisse populaire, et

b) dans le cas d'une action ou procédure criminelle ou administrative aboutissant au paiement d'une amende, qu'ils avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était légale.

**105(2)** Nonobstant toute autre disposition du présent article, les personnes visées au paragraphe (1) ont le droit d'être indemnisées par la caisse populaire de tous leurs frais et dépenses raisonnablement engagés à propos de la défense d'une action ou procédure civile, criminelle ou administrative à laquelle elles étaient parties en leur qualité d'administrateur ou de dirigeant d'une caisse populaire ou d'un corps constitué, si elles

a) ont obtenu essentiellement gain de cause sur leurs moyens de défense au fond, et

b) remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b).

**105(3)** La caisse populaire peut souscrire au profit des personnes visées au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent

a) en leur qualité d'administrateur ou de dirigeant de la caisse populaire, à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la caisse populaire, et

b) en leur qualité d'administrateur ou de dirigeant d'un autre corps constitué à la demande de la caisse populaire, à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts du corps constitué.

**105(4)** Une caisse populaire ou une personne visée au paragraphe (1) peut demander à la Cour de rendre une ordonnance approuvant une indemnité aux termes du présent article et la Cour peut rendre cette ordonnance et toute autre ordonnance qu'elle estime pertinente.

**105(5)** Le requérant prévu au paragraphe (4) doit donner au surintendant et à l'office de stabilisation avis de la demande et le surintendant et l'office de stabilisation ont le droit de comparaître ou de se faire représenter et de se faire entendre en personne ou par avocat.

**105(6)** On an application under subsection (4), the Court may order notice to be given to any interested person and that person is entitled to appear or be represented and be heard in person or by counsel.

2016, c.10, s.20

**105(6)** Sur demande présentée en application du paragraphe (4), la Cour peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé et celui-ci a le droit de comparaître ou de se faire représenter et de se faire entendre en personne ou par avocat.

2016, ch. 10, art. 20

## PART VIII

### RETURNS AND FINANCIAL DISCLOSURE

#### Fiscal year

**106** The fiscal year of a credit union ends on December 31 of each year.

2010, c.36, s.9

#### Annual returns

**107(1)** A credit union shall, within four months after the end of each fiscal year, complete and file a return with the Superintendent showing, as of the end of the preceding fiscal year,

- (a) the name of the credit union,
- (b) the address of the registered office of the credit union,
- (c) the date when the latest annual meeting of the members of the credit union was held,
- (d) the names, residence addresses and principal occupations of the directors of the credit union,
- (e) the names and addresses of the officers of the credit union, including the general manager, and
- (f) such other information in relation to the credit union as may be required by this Act or the regulations or the Superintendent.

**107(2)** The return shall be on a form provided by the Superintendent and shall be signed and the contents of it shall be certified to be true by a director or an officer of the credit union.

**107(3)** In addition to the return required under subsection (1), the Superintendent may, at any time, require a credit union to file, within such time as the Superintendent specifies, an additional return containing such other information as the Superintendent may require.

## PARTIE VIII

### RAPPORTS ET DIVULGATIONS FINANCIÈRES

#### Exercice financier

**106** L'exercice financier de la caisse populaire se termine le 31 décembre chaque année.

2010, ch. 36, art. 9

#### Rapports annuels

**107(1)** La caisse populaire doit, dans les quatre mois après la fin de chaque exercice financier, terminer un rapport et le déposer auprès du surintendant indiquant, à la fin de l'exercice financier précédent,

- a) sa dénomination,
- b) l'adresse de son bureau enregistré,
- c) la date de la tenue de sa dernière assemblée annuelle des membres,
- d) les noms, adresses résidentielles et principales occupations de ses administrateurs,
- e) les noms et adresses de ses dirigeants, y compris le directeur général, et
- f) tout autre renseignement relatif à la caisse populaire que la présente loi, les règlements ou le surintendant peuvent exiger.

**107(2)** Le rapport doit être rédigé selon une formule fournie par le surintendant et l'un des administrateurs ou dirigeants de la caisse populaire doit le signer et attester que son contenu est exact.

**107(3)** En plus du rapport qu'exige le paragraphe (1), le surintendant peut exiger à tout moment que la caisse populaire dépose dans le délai qu'il fixe, un rapport complémentaire renfermant tout autre renseignement qu'il peut exiger.

**Annual financial statements**

**108(1)** The directors of a credit union shall place before the members at every annual meeting

- (a) financial statements in relation to the preceding fiscal year,
- (b) the report of the auditor, and
- (c) such other information in relation to the financial position of the credit union and the results of its operations as may be required by this Act or the regulations or the articles or by-laws of the credit union.

**108(2)** The financial statements required under subsection (1) shall, except as otherwise required by this Act or the regulations or as otherwise specified by the Superintendent, be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

**108(3)** A copy of the documents placed before the members under subsection (1) shall be filed with the Superintendent and the stabilization board within fourteen days after the annual meeting.

2016, c.10, s.21

**Condition precedent to issue of financial statements**

**109** A credit union shall not issue, publish or circulate copies of any financial statements referred to in subsection 108(1) unless the financial statements are

- (a) approved by the directors and the approval is evidenced by the signatures of two or more of the directors on the statements, and
- (b) accompanied by the report of the auditor of the credit union.

**Request for documents**

**110** A credit union shall, at any time on the request of a member, provide to the member a copy of the documents referred to in subsection 108(1).

**États financiers annuels**

**108(1)** À chaque assemblée annuelle des membres d'une caisse populaire, les administrateurs doivent leur présenter

- a) les états financiers relatifs à l'exercice financier précédent,
- b) le rapport du vérificateur, et
- c) tout autre renseignement sur la situation financière de la caisse populaire et les résultats de ses opérations tels que la présente loi, les règlements, ou les statuts ou règlements administratifs de la caisse populaire peuvent exiger.

**108(2)** Les états financiers requis en application du paragraphe (1) doivent, sauf d'une autre façon exigée par la présente loi ou les règlements ou précisée par le surintendant, être préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus qui proviennent principalement du Manuel de l'institut canadien des comptables agréés.

**108(3)** Une copie des documents présentés aux membres en application du paragraphe (1) doit être déposée auprès du surintendant et de l'office de stabilisation dans les quatorze jours après l'assemblée annuelle.

2016, ch. 10, art. 21

**Condition préalable à la délivrance des états financiers**

**109** La caisse populaire ne peut délivrer, publier ou diffuser les copies des états financiers visés au paragraphe 108(1), sauf si ces états financiers

- a) sont approuvés par les administrateurs et que l'approbation se manifeste par la signature de deux ou plusieurs administrateurs sur ces états financiers, et
- b) sont accompagnés du rapport du vérificateur de la caisse populaire.

**Demande des documents**

**110** La caisse populaire doit en tout temps, à la demande d'un membre, lui fournir une copie des documents visés au paragraphe 108(1).

**Submission of information to stabilization board**

**111** A credit union shall, at any time on the request of the stabilization board, provide to the stabilization board such information in addition to that required under subsection 108(1) as the stabilization board may reasonably require to enable the stabilization board to discharge its responsibilities under this Act.

2016, c.10, s.22

**Disclosure by directors and officers**

**112(1)** The directors of a credit union shall disclose to the members at every annual meeting

(a) the details of any loans made to directors, officers or employees of the credit union and to any persons in whom directors, officers or employees have a material interest where those loans do not conform to the credit union's loan policies for members who are not directors, officers or employees,

(b) the aggregate amount paid to all directors as remuneration and as reimbursement for expenses incurred in the performance of their duties, and

(c) such other information as may be required to be disclosed by the regulations.

**112(2)** Within fourteen days after the annual meeting of a credit union, the directors of a credit union shall disclose to the Superintendent and the stabilization board such information as they are required to disclose under subsection (1) to the members of the credit union.

2016, c.10, s.23

**Appointment and qualifications of auditors**

**113(1)** At the annual meeting of a credit union, the members shall, subject to subsection (3), appoint an auditor for the credit union.

**113(1.1)** An appointment of an auditor made under subsection (1), on or after the commencement of this subsection, is not effective until approved by the Superintendent.

**113(1.11)** Subject to subsection 115(1) and to the approval of the Superintendent and notwithstanding subsection 113(1), the office of auditor for a credit union re-

**Autres renseignements soumis à l'office de stabilisation**

**111** La caisse populaire doit en tout temps et sur demande fournir à l'office de stabilisation d'autres renseignements en plus de ceux qu'impose le paragraphe 108(1) et que l'office de stabilisation peut raisonnablement exiger pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités aux termes de la présente loi.

2016, ch. 10, art. 22

**Divulgence par les administrateurs et dirigeants**

**112(1)** À chaque assemblée annuelle des membres, les administrateurs d'une caisse populaire doivent leur divulguer

a) les détails sur les prêts consentis aux administrateurs, dirigeants ou employés de la caisse populaire et aux personnes dans lesquelles les administrateurs, dirigeants ou employés ont un intérêt important lorsque ces prêts dérogent aux politiques de crédit de la caisse populaire à l'égard des membres qui ne sont ni administrateurs, ni dirigeants, ni employés,

b) le montant total versé à tous les administrateurs à titre de rémunération et de remboursement des dépenses engagées dans l'exercice de leurs fonctions, et

c) tout autre renseignement dont la divulgation peut être exigée par les règlements administratifs.

**112(2)** Dans les quatorze jours qui suivent l'assemblée annuelle d'une caisse populaire, les administrateurs d'une caisse populaire doivent divulguer au surintendant et à l'office de stabilisation des renseignements qu'ils sont tenus de divulguer aux membres de la caisse populaire en application du paragraphe (1).

2016, ch. 10, art. 23

**Nomination et qualités requises des vérificateurs**

**113(1)** À l'assemblée annuelle d'une caisse populaire, les membres nomment, sous réserve du paragraphe (3), un vérificateur pour la caisse populaire.

**113(1.1)** La nomination d'un vérificateur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ne prend effet qu'une fois que le surintendant l'approuve.

**113(1.11)** Sous réserve du paragraphe 115(1) et de l'approbation du surintendant et malgré le paragraphe 113(1), la charge de vérificateur d'une caisse popu-



sulting from an amalgamation of two or more credit unions under subsection 133(1) shall be held by the person proposed for appointment to the office in the amalgamation agreement adopted under subsection 135(3) from the effective date of the amalgamation until the first annual meeting of the amalgamated credit union.

**113(1.2)** The Superintendent, in determining whether or not to approve an appointment or whether or not to give an approval under subsection (1.11), shall take into account the qualifications referred to in subsection (3) and any other matters that the Superintendent considers relevant.

**113(2)** Subject to subsection (2.01), the remuneration of an auditor may be fixed by ordinary resolution of the members or, if not so fixed, shall be fixed by the directors.

**113(2.01)** The remuneration of an auditor holding office under subsection (1.11) shall be as proposed in the amalgamation agreement adopted under subsection 135(3) or shall be fixed by the directors of the amalgamated credit union in accordance with a proposal to that effect in the amalgamation agreement.

**113(2.1)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.2)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.3)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.4)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.5)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.6)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.7)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.8)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.9)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(2.91)** Repealed: 2016, c.10, s.24

**113(3)** An individual or firm of accountants is qualified to be an auditor of a credit union if

laire qui découle de la fusion d'au moins deux caisses populaires en vertu du paragraphe 133(1) est occupée par la personne projetée pour la nomination à titre de vérificateur dans la convention de fusion adoptée en vertu du paragraphe 135(3) à compter de l'entrée en vigueur de la fusion jusqu'à la première assemblée annuelle de la caisse populaire issue de la fusion.

**113(1.2)** Le surintendant tient compte des qualités requises prévues au paragraphe (3) et de ce qu'il estime pertinent pour lui permettre de décider s'il devrait approuver la nomination ou s'il devrait donner ou non son approbation en vertu du paragraphe (1.11).

**113(2)** Sous réserve du paragraphe (2.01), la rémunération d'un vérificateur peut être fixée par résolution ordinaire des membres ou à défaut, par les administrateurs.

**113(2.01)** La rémunération du vérificateur qui occupe sa charge à ce titre en vertu du paragraphe (1.11) est celle qui est projetée dans la convention de fusion adoptée en vertu du paragraphe 135(3) ou celle que fixent les administrateurs de la caisse populaire issue de la fusion conformément à la proposition énoncée en ce sens dans la convention de fusion.

**113(2.1)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.2)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.3)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.4)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.5)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.6)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.7)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.8)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.9)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(2.91)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 24

**113(3)** Un particulier ou un cabinet d'experts-comptables a les qualités requises pour être vérificateur d'une caisse populaire si

(a) in the case of an individual, the person is an accountant who

(i) is a member in good standing of the Chartered Professional Accountants of New Brunswick or an institute or association of accountants incorporated under an Act of the Legislature of a province,

(ii) has experience at a senior level in performing audits of a financial institution, and

(iii) is independent of the credit union, and

(b) in the case of a firm of accountants, the member of the firm designated by the firm to conduct the audit on behalf of the firm is qualified in accordance with paragraph (a).

**113(4)** For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact, and

(b) a person shall be deemed not to be independent of the credit union if that person or that person's business partner

(i) is a business partner, director, officer or employee of the credit union, Atlantic Central or the stabilization board or the Corporation or of any director, officer or employee of the credit union,

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the shares of the credit union, or

(iii) has been a liquidator, administrator, receiver or trustee in bankruptcy of the credit union at any time within the two years preceding the person's proposed appointment as auditor of the credit union.

**113(5)** A person is not disqualified from being an auditor of a credit union by reason only of the person's membership in the credit union.

**113(6)** An auditor shall disclose to the credit union and to the Superintendent every fact that may raise a question of the auditor's independence under this section

a) dans le cas du particulier, il est un comptable qui

(i) est membre en règle de Comptables professionnels agréés du Nouveau-Brunswick ou d'un institut ou d'une association de comptables constituée en corporation en application d'une loi de la Législature d'une province,

(ii) a de l'expérience à un niveau supérieur dans l'exécution des vérifications d'un établissement financier, et

(iii) est indépendant de la caisse populaire, et

b) dans le cas d'un cabinet d'experts-comptables, le membre que le cabinet a désigné pour diriger la vérification en son nom a les qualités requises conformément à l'alinéa a).

**113(4)** Aux fins du présent article,

a) l'indépendance est une question de fait, et

b) une personne est réputée ne pas être indépendante de la caisse populaire si cette personne ou son associé,

(i) est un associé, administrateur, dirigeant ou employé de la caisse populaire, d'*Atlantic Central*, de l'office de stabilisation ou de la Société, ou de l'un des administrateurs, dirigeants ou employés de la caisse populaire,

(ii) est propriétaire ou contrôle à titre de bénéficiaire, directement ou indirectement, un intérêt important sur les parts sociales de la caisse populaire, ou

(iii) a été un liquidateur, administrateur judiciaire, séquestre ou syndic de faillite de la caisse populaire durant les deux années précédant sa nomination projetée à titre de vérificateur de la caisse populaire.

**113(5)** Une personne n'est pas inhabile à être vérificateur d'une caisse populaire pour le seul motif qu'elle est membre de la caisse populaire.

**113(6)** Le vérificateur doit divulguer à la caisse populaire et au surintendant tous les faits susceptibles de mettre son indépendance en question selon le présent article et, sous réserve du paragraphe (8), il doit démissionner

and shall, subject to subsection (8), resign immediately after becoming aware that the auditor is disqualified.

**113(7)** Notwithstanding subsection (8), an interested person may apply to the Tribunal for an order declaring an auditor to be disqualified under this section and the office of auditor to be vacant.

**113(8)** An interested person may apply to the Superintendent for an order exempting an auditor from disqualification under this section and the Superintendent may, if satisfied that an exemption would not unfairly prejudice the members, make an exemption order on such terms as the Superintendent thinks fit, which order may have retroactive effect.

2014, c.28, s.73; 2016, c.10, s.24

### Removal of auditor

**114(1)** The members of a credit union may at a special meeting remove from office any auditor appointed by them or any auditor holding office under subsection 113(1.11).

**114(2)** A vacancy created by the removal of an auditor may be filled at the meeting at which the auditor is removed, but the appointment of an auditor under this section is not effective until approved by the Superintendent.

**114(3)** Notice of a meeting called for the purpose of removing an auditor from office shall be given to the stabilization board and the Superintendent, and the stabilization board and the Superintendent are entitled to appear or be represented and be heard in person or by counsel.

2008, c.26, s.9; 2010, c.36, s.11; 2016, c.10, s.25

### Ceasing to hold office

**115(1)** An auditor of a credit union ceases to hold office on

- (a) death or resignation, or
- (b) removal from office in accordance with subsection 113(7) or 114(1).

**115(2)** A resignation of an auditor becomes effective at the time a written resignation is sent to the credit union, or at the time specified in the resignation, whichever is later.

immédiatement après avoir pris connaissance de son inhabilité.

**113(7)** Nonobstant le paragraphe (8), tout intéressé peut demander au Tribunal de rendre une ordonnance déclarant le vérificateur inhabile en application du présent article et la vacance de son poste.

**113(8)** À la demande de tout intéressé, si le surintendant est convaincu de ne causer aucun préjudice indu aux membres, il peut, par ordre, exempter, même rétroactivement, le vérificateur de l'inhabilité prévue au présent article aux conditions qu'il estime pertinentes.

2014, ch. 28, art. 73; 2016, ch. 10, art. 24

### Révocation du vérificateur

**114(1)** Les membres de la caisse populaire peuvent, lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer tout vérificateur qu'ils ont nommé ou qui occupe sa charge à ce titre en vertu du paragraphe 113(1.11).

**114(2)** Toute vacance créée par la révocation d'un vérificateur peut être remplie à l'assemblée au cours de laquelle cette révocation a lieu, mais la nomination du vérificateur à laquelle il est procédé en vertu du présent article ne prend effet qu'une fois que le surintendant l'approuve.

**114(3)** L'avis de convocation d'une assemblée aux fins de révoquer un vérificateur doit être donné à l'office de stabilisation et au surintendant, et ceux-ci ont le droit de comparaître ou de se faire représenter et de se faire entendre en personne ou par avocat.

2008, ch. 26, art. 9; 2010, ch. 36, art. 11; 2016, ch. 10, art. 25

### Fin du mandat

**115(1)** Le mandat du vérificateur d'une caisse populaire prend fin

- a) à son décès ou à sa démission, ou
- b) à sa révocation conformément au paragraphe 113(7) ou 114(1).

**115(2)** La démission du vérificateur prend effet à la date d'envoi de sa démission écrite à la caisse populaire ou à une date postérieure précisée dans la démission.

**Vacancy**

**116(1)** Subject to subsection (3), the directors shall immediately fill a vacancy in the office of auditor.

**116(2)** If there is not a quorum of directors, the directors then in office shall, within twenty-one days after a vacancy in the office of auditor occurs, call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors, the meeting may be called by any member.

**116(3)** The by-laws of a credit union may provide that a vacancy in the office of auditor shall only be filled by vote of the members.

**116(3.1)** Notwithstanding anything in this section, an appointment of an auditor, on or after the commencement of this subsection, to fill a vacancy is not effective until approved by the Superintendent.

**116(4)** An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

2008, c.26, s.10

**Auditor appointed by Superintendent**

**117(1)** If a credit union does not have an auditor, the Superintendent may appoint and fix the remuneration of an auditor and the auditor so appointed holds office until an auditor is appointed by the members and that appointment is approved by the Superintendent.

**117(2)** The remuneration of an auditor appointed under subsection (1) shall be paid by the credit union.

2008, c.26, s.11

**Right and duty to attend meetings**

**118(1)** The auditor of a credit union shall receive notice of every meeting of members and of the audit committee and is entitled to attend and be heard at those meetings on matters relating to the auditor's duties.

**118(2)** If a director or member of a credit union gives written notice not less than ten days before a meeting of

**Poste vacant**

**116(1)** Sous réserve du paragraphe (3), les administrateurs doivent combler immédiatement toute vacance du poste de vérificateur.

**116(2)** En l'absence du quorum d'administrateurs, les administrateurs en fonction doivent convoquer, dans les vingt-et-un jours de la vacance du poste de vérificateur, une assemblée extraordinaire des membres en vue de combler cette vacance et, à défaut de cette convocation, ou en l'absence d'administrateurs, tout membre peut le faire.

**116(3)** Les règlements administratifs d'une caisse populaire peuvent prévoir que la vacance du poste de vérificateur ne peut être comblée que par un vote des membres.

**116(3.1)** Malgré les autres dispositions du présent article, la nomination d'un vérificateur en vue de pourvoir à une vacance à laquelle il est procédé à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date ne prend effet qu'une fois que le surintendant l'approuve.

**116(4)** Le vérificateur nommé pour combler une vacance reste en fonction seulement jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

2008, ch. 26, art. 10

**Vérificateur nommé par le surintendant**

**117(1)** Si une caisse populaire n'a pas de vérificateur, le surintendant peut nommer et fixer la rémunération d'un vérificateur et le vérificateur ainsi nommé reste en fonction jusqu'à ce que son successeur soit nommé par les membres et que le surintendant approuve sa nomination.

**117(2)** Il incombe à la caisse populaire de rémunérer le vérificateur qu'elle a nommé en application du paragraphe (1).

2008, ch. 26, art. 11

**Droit et obligation d'assister aux assemblées**

**118(1)** Le vérificateur d'une caisse populaire doit recevoir avis de toute assemblée des membres et réunion du comité de vérification, et il a le droit d'y assister et de s'y faire entendre sur toutes questions relevant de ses fonctions.

**118(2)** Le vérificateur ou l'ancien vérificateur d'une caisse populaire, à qui un administrateur ou membre

members to the auditor or a former auditor of the credit union, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the credit union and answer questions relating to the auditor's or former auditor's duties as auditor of the credit union.

**118(3)** A director or member who gives a notice under subsection (2) shall send concurrently a copy of the notice to the credit union.

**118(4)** No auditor or former auditor of a credit union shall fail to comply with subsection (2) without reasonable cause.

2016, c.36, s.4

### Statement of auditor

**119(1)** An auditor who

- (a) resigns,
- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of members called for the purpose of removing the auditor from office, or
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or members at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire,

may submit to the credit union, the stabilization board and the Superintendent a written statement giving the reasons for the resignation or the reasons why the auditor opposes any proposed action or resolution.

**119(2)** The credit union shall send immediately a copy of the statement referred to in subsection (1) to every member entitled to receive notice of a meeting referred to in subsection 118(1).

**119(3)** No person shall accept an appointment or consent to be appointed as an auditor of a credit union to replace an auditor who has resigned or been removed or whose term has expired or is about to expire until the person has requested and received from the auditor a written statement of the circumstances and the reason why the auditor is to be replaced.

**119(4)** Notwithstanding subsection (3), a person otherwise qualified may accept an appointment or consent to

d'une caisse populaire donne un avis écrit de la tenue d'une assemblée des membres au moins dix jours à l'avance, doit y assister aux frais de la caisse populaire et répondre à titre de vérificateur ou d'ancien vérificateur de la caisse populaire aux questions relevant de ses fonctions.

**118(3)** L'administrateur ou le membre qui envoie l'avis visé au paragraphe (2) doit en envoyer simultanément une copie à la caisse populaire.

**118(4)** Il est interdit au vérificateur ou à tout ancien vérificateur d'une caisse populaire d'omettre de se conformer au paragraphe (2) sans motif raisonnable.

2016, ch. 36, art. 4

### Déclaration du vérificateur

**119(1)** Le vérificateur qui

- a) démissionne,
- b) reçoit un avis ou apprend autrement qu'une assemblée des membres est convoquée aux fins de le convoquer, ou
- c) reçoit un avis ou apprend autrement qu'une réunion des administrateurs ou qu'une assemblée des membres est tenue dans le but de combler le poste de vérificateur par suite de l'expiration effective ou prochaine de son mandat, ou de la démission, de la révocation du vérificateur en fonction,

peut soumettre une déclaration écrite à la caisse populaire, à l'office de stabilisation et au surintendant, donnant les motifs de sa démission ou de son opposition à toute mesure ou résolution projetée.

**119(2)** La caisse populaire doit envoyer immédiatement une copie de la déclaration visée au paragraphe (1) à tout membre habilité à recevoir avis d'une réunion ou assemblée visée au paragraphe 118(1).

**119(3)** Nul ne peut accepter la nomination au poste de vérificateur d'une caisse populaire ou y acquiescer pour remplacer le vérificateur qui a démissionné ou a été révoqué ou dont le mandat est expiré ou sur le point d'expirer, avant d'avoir demandé et reçu du dernier une déclaration écrite des circonstances et le motif justifiant son remplacement.

**119(4)** Nonobstant le paragraphe (3), toute personne, par ailleurs compétente, peut accepter la nomination au

be appointed as auditor of a credit union if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, no reply is received.

**119(5)** Unless subsection (4) applies, the appointment as auditor of a credit union of a person who has not complied with subsection (3) is void.

2016, c.10, s.26

### Examinations by auditor

**120(1)** The auditor of a credit union shall make such examinations as the auditor considers necessary to enable the auditor to report on the financial statements referred to in subsection 108(1) and on any other financial statement required by this Act or the regulations or the articles or by-laws of the credit union to be placed before the members of a credit union.

**120(2)** The auditor's examination referred to in subsection (1) shall, except as otherwise required by this Act or the regulations or as otherwise specified by the Superintendent, be conducted in accordance with generally accepted auditing standards, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

### Right to demand information

**121(1)** On the demand of the auditor of a credit union, the present or former directors, officers, committee members, employees or agents of the credit union shall furnish such

- (a) information and explanations, and
- (b) access to records, documents, books, accounts and vouchers of the credit union,

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under subsection 120(1) and as the directors, officers, committee members, employees or agents are reasonably able to furnish.

**121(2)** On the demand of the auditor of a credit union, the directors of a credit union shall obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the credit union and furnish to the auditor any information or explanations that the present or former directors, officers, employees and agents of the subsidiary are reasonably able to furnish

poste de vérificateur d'une caisse populaire, ou y acquiescer si, dans les quinze jours après avoir fait la demande visée à ce paragraphe, elle ne reçoit pas de réponse.

**119(5)** Sauf le cas prévu au paragraphe (4), l'inobservation du paragraphe (3) entraîne la nullité d'une nomination au poste de vérificateur d'une caisse populaire.

2016, ch. 10, art. 26

### Examens par le vérificateur

**120(1)** Le vérificateur d'une caisse populaire doit faire des examens nécessaires à son avis pour lui permettre de faire rapport sur les états financiers visés au paragraphe 108(1) et sur d'autres états financiers dont la présente loi, les règlements ou les statuts ou règlements administratifs de la caisse populaire peuvent exiger la présentation aux membres d'une caisse populaire.

**120(2)** Les examens du vérificateur visés au paragraphe (1) doivent, sauf d'une autre façon exigée par la présente loi ou les règlements ou précisée par le surintendant, se faire conformément aux normes de vérification généralement reconnues qui proviennent principalement du Manuel de l'institut canadien des comptables agréés.

### Droit à l'information

**121(1)** À la demande du vérificateur d'une caisse populaire, les administrateurs, dirigeants, membres de comité, employés ou mandataires de celle-ci ou leurs prédécesseurs doivent fournir

- a) des renseignements et éclaircissements, et
- b) l'accès aux registres, documents, livres, comptes et pièces justificatives de la caisse populaire,

qui sont, de l'avis du vérificateur, nécessaires pour lui permettre de faire des examens et rapports qu'exige le paragraphe 120(1) et dans la mesure où ceux-ci peuvent raisonnablement les fournir.

**121(2)** À la demande du vérificateur d'une caisse populaire, les administrateurs de la caisse populaire doivent obtenir des administrateurs, dirigeants, employés et mandataires des filiales de la caisse populaire, ou de leurs prédécesseurs, et fournir au vérificateur les renseignements ou éclaircissements que ceux-ci peuvent raisonnablement fournir et que le vérificateur estime nécessaires

and that, in the opinion of the auditor, are necessary to enable the auditor to make the examination and report required under subsection 120(1).

### Auditor's report

**122(1)** The auditor of a credit union shall make a report in writing

- (a) on the financial statements referred to in subsection 108(1), to the members of the credit union not fewer than ten days before the date of the annual meeting of the members, and
- (b) on such other financial statements as may be required by this Act or the regulations or the articles or by-laws of the credit union to be placed before the members on or before the date that the statement is distributed.

**122(2)** In a report required under subsection (1), the auditor shall state whether, in the auditor's opinion, the financial statements referred to in the report present fairly the financial position of the credit union as at the end of the fiscal year or such other period to which it relates and the results of the operation of the credit union and changes in its financial position for that fiscal year or other period and

- (a) whether the auditor has obtained the information and explanations required,
- (b) whether the examination has been made in accordance with generally accepted auditing standards, and
- (c) whether reliance has been placed on the reports of other auditors.

### Errors in financial statements

**123(1)** A director or an officer of a credit union shall immediately on becoming aware of any error or misstatement in a financial statement on which the auditor or a former auditor has reported notify the audit committee and the auditor accordingly.

**123(2)** An auditor or former auditor of a credit union who is notified or becomes aware of an error or misstatement in a financial statement on which the auditor has reported shall, if in the auditor's opinion the error or

pour lui permettre de faire des examens et rapports qu'exige le paragraphe 120(1).

### Rapports du vérificateur

**122(1)** Le vérificateur d'une caisse populaire doit faire un rapport écrit

- a) aux membres de la caisse populaire concernant les états financiers visés au paragraphe 108(1), au moins dix jours avant la date de l'assemblée annuelle des membres, et
- b) concernant tel autre état financier qui peut être requis par la présente loi, les règlements ou les articles ou règlements administratifs de la caisse populaire d'être présenté aux membres, au plus tard au jour de la remise de l'état financier.

**122(2)** Dans le rapport requis en application du paragraphe (1), le vérificateur doit déclarer d'une part si, à son avis, les états financiers visés au rapport présentent fidèlement la situation financière de la caisse populaire à la clôture de l'exercice financier ou d'une autre période prévue ainsi que les résultats de ses opérations et les changements survenus dans sa situation financière durant cet exercice financier ou cette autre période et d'autre part

- a) s'il a obtenu les renseignements et éclaircissements requis,
- b) si l'examen a été effectué conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et
- c) si l'on s'est fié aux rapports d'autres vérificateurs.

### Erreurs dans les états financiers

**123(1)** Dès qu'un administrateur ou dirigeant d'une caisse populaire prend connaissance de toute erreur ou renseignement inexact dans un état financier sur lequel le vérificateur ou l'ancien vérificateur a fondé son rapport, il doit en informer immédiatement le comité de vérification et le vérificateur en conséquence.

**123(2)** Le vérificateur ou l'ancien vérificateur d'une caisse populaire qui est informé ou prend connaissance d'une erreur ou d'un renseignement inexact dans un état financier sur lequel il a fondé son rapport, doit en infor-

misstatement is material, notify each director accordingly.

**123(3)** Where under subsection (2) the auditor or former auditor informs the directors of an error or misstatement in a financial statement, the directors shall

- (a) prepare and issue a revised financial statement, and
- (b) otherwise inform the members of the credit union, the Superintendent and the stabilization board.

**123(4)** No director or officer of a credit union shall knowingly fail to comply with subsection (1) or (3).

2016, c.10, s.27; 2016, c.36, s.4

#### Duty of auditor

**124(1)** It is the duty of the auditor of a credit union to report in writing to the directors of a credit union any transactions or conditions that affect, or could affect, the well-being of the credit union and that, in the opinion of the auditor, are not satisfactory and require rectification and, without limiting the generality of the foregoing, the auditor shall, as occasion requires, make a report to the directors where

- (a) any change occurs in the circumstances of the credit union that might materially and adversely affect the financial position of the credit union or its ability to carry on or transact business as a going concern,
- (b) there has been a violation of this Act or the regulations,
- (c) there has been a violation of the *Criminal Code* (Canada),
- (d) the credit union has entered into any transactions that, in the opinion of the auditor, have not been within the powers of the credit union, or
- (e) the credit union has adopted or implemented any business or financial practices and procedures that, in the opinion of the auditor, may contribute to material losses by the credit union.

mer chaque administrateur en conséquence, s'il estime que l'erreur ou le renseignement inexact est important.

**123(3)** Lorsqu'en application du paragraphe (2), le vérificateur ou l'ancien vérificateur informe les administrateurs de l'existence d'une erreur ou d'un renseignement inexact dans un état financier, les administrateurs doivent

- a) préparer et délivrer un état financier rectifié, et
- b) en informer autrement les membres de la caisse populaire, le surintendant et l'office de stabilisation.

**123(4)** L'administrateur ou le dirigeant d'une caisse populaire ne peut omettre sciemment de se conformer au paragraphe (1) ou (3).

2016, ch. 10, art. 27; 2016, ch. 36, art. 4

#### Obligation du vérificateur

**124(1)** Il incombe au vérificateur d'une caisse populaire de rapporter par écrit aux administrateurs de la caisse populaire, toutes opérations ou circonstances qui portent atteinte ou pourraient porter atteinte à la prospérité de la caisse populaire et qui sont, à son avis, insuffisantes et exigent une correction et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, le vérificateur doit, au besoin, faire un rapport aux administrateurs relativement à

- a) tout changement de circonstances à l'égard de la caisse populaire susceptible de porter sérieusement et défavorablement atteinte à sa situation financière ou à sa capacité d'exercer ses activités ou opérations en permanence,
- b) une contravention à la présente loi ou aux règlements,
- c) une contravention au *Code criminel* (Canada),
- d) toutes opérations de la caisse populaire qui, à son avis, ont excédé les pouvoirs de la caisse populaire, ou
- e) l'adoption ou la mise en oeuvre des pratiques opérationnelles ou des procédures financières qui, à son avis, peuvent exposer la caisse populaire à des pertes importantes.



**124(2)** The auditor shall make a report under subsection (1) immediately upon becoming aware of any circumstances described in that subsection and shall send a copy of the report to the stabilization board and to the Superintendent.

**124(3)** An auditor is not required to make a report under this section unless the auditor becomes aware of the circumstances described in subsection (1) in the ordinary course of the auditor's duties.

2016, c.10, s.28

#### **Additional requirements in relation to auditor**

**125(1)** The stabilization board may, at any time in writing and shall in writing when so required by the Superintendent, require that the auditor of a credit union report to the stabilization board and Superintendent on the extent of the auditor's procedures in the examination of the financial statements of the credit union and may, in writing, require that the auditor enlarge or extend the scope of that examination or direct that any other particular procedure be performed in any particular case.

**125(2)** The stabilization board may, at any time in writing and shall in writing when so required by the Superintendent, require that the auditor of a credit union make a particular examination relating to the adequacy of the procedures adopted by the credit union for the safety of its creditors and members, or any other examination that, in the opinion of the stabilization board and Superintendent, the public interest may require.

**125(3)** The auditor of a credit union shall comply with any requirements of the stabilization board or the Superintendent under subsection (1) or (2) and shall make a report to the stabilization board and to the Superintendent in relation to the requirements immediately after complying with them.

**125(4)** Any costs or expenses incurred in relation to the requirements of the stabilization board or the Superintendent under subsection (1) or (2) shall be borne by the credit union.

#### **Access to working papers**

**126** On the request of the Superintendent, the auditor shall make available to the Superintendent the working papers of the auditor used in conducting an audit or preparing a report under this Act.

**124(2)** Le vérificateur doit faire immédiatement un rapport aux termes du paragraphe (1) dès qu'il a connaissance de l'une des circonstances mentionnées à ce paragraphe et il doit en envoyer une copie au surintendant et à l'office de stabilisation.

**124(3)** Le vérificateur est tenu de faire rapport aux termes du présent article seulement s'il a connaissance des circonstances mentionnées au paragraphe (1) au cours de l'exercice normal de ses fonctions de vérificateur.

2016, ch. 10, art. 28

#### **Rapports complémentaires du vérificateur**

**125(1)** L'office de stabilisation peut, en tout temps par écrit, mais il en est tenu à la demande du surintendant, exiger que le vérificateur d'une caisse populaire fasse rapport à l'office de stabilisation et au surintendant indiquant les procédures que le vérificateur a adoptées pour l'examen des états financiers de la caisse populaire et peut, par écrit, exiger que le vérificateur élargisse ou étende la portée de cet examen ou ordonne qu'une autre procédure particulière soit appliquée à un cas particulier.

**125(2)** L'office de stabilisation peut, en tout temps par écrit, mais il en est tenu à la demande du surintendant, exiger que le vérificateur d'une caisse populaire fasse un examen particulier relatif à la suffisance des procédures adoptées par la caisse populaire pour sauvegarder les intérêts de ses créanciers et membres, ou tout autre examen que, de l'avis de l'office de stabilisation et du surintendant, l'intérêt public peut exiger.

**125(3)** Le vérificateur doit se conformer aux exigences de l'office de stabilisation ou du surintendant aux termes du paragraphe (1) ou (2) et il doit leur faire un rapport à ce sujet immédiatement après s'y être conformé.

**125(4)** Les frais ou dépenses engagés relativement aux exigences de l'office de stabilisation ou du surintendant aux termes du paragraphe (1) ou (2) sont à la charge de la caisse populaire.

#### **Accès aux documents de travail**

**126** À la demande du surintendant, le vérificateur doit mettre à la disposition de celui-ci les documents de travail que le vérificateur a utilisés pour faire une vérification ou préparer un rapport en application de la présente loi.

**Qualified privilege**

**127** An oral or written statement or report made under this Act by the auditor of a credit union has qualified privilege.

**PART IX****FUNDAMENTAL CHANGES****Amendment of articles**

**128(1)** Subject to section 130, a credit union may amend its articles by special resolution of its members.

**128(2)** Notwithstanding subsection (1), the articles of a credit union containing a clerical error may be amended by resolution of the directors or by ordinary resolution of the members to correct the error.

**128(3)** The directors of a credit union may, if authorized by the members in any resolution effecting an amendment under subsection (1), revoke the resolution before it is acted upon without further approval of the members.

**Articles sent to Superintendent**

**129** Subject to any revocation under subsection 128(3), after an amendment is adopted under section 128, articles of amendment in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

2016, c.10, s.29

**Certificate of amendment**

**130** On receipt of articles of amendment, the Superintendent may, if satisfied that the amendment is advisable, file the articles and issue a certificate of amendment in accordance with section 285.

**Effect of certificate of amendment**

**131(1)** An amendment becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.

**131(2)** No amendment to the articles of a credit union affects any existing cause of action, claim or liability to prosecution in favour of or against the credit union or any of its directors, committee members or officers, or any civil, criminal or administrative action or proceeding

**Immunité relative**

**127** Le vérificateur jouit d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites, ou les rapports qu'il fait en application de la présente loi.

**PARTIE IX****MODIFICATIONS DE STRUCTURE****Modification des statuts**

**128(1)** Sous réserve de l'article 130, une caisse populaire peut modifier ses statuts par résolution spéciale de ses membres.

**128(2)** Nonobstant le paragraphe (1), les statuts d'une caisse populaire peuvent être modifiés par résolution des administrateurs ou par résolution ordinaire des membres pour la correction des erreurs d'écriture.

**128(3)** Les administrateurs d'une caisse populaire peuvent, si les membres les autorisent par résolution à effectuer une modification en application du paragraphe (1), révoquer la résolution avant d'y donner suite sans avoir à demander une nouvelle approbation des membres.

**Statuts envoyés au surintendant**

**129** Sous réserve de toute révocation que prévoit le paragraphe 128(3), après l'adoption d'une modification opérée en application de l'article 128, les statuts de modification sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

2016, ch. 10, art. 29

**Certificat de modification**

**130** Sur réception des statuts de modification, le surintendant peut, s'il est convaincu que la modification est souhaitable, déposer les statuts et délivrer un certificat de modification conformément à l'article 285.

**Effet du certificat de modification**

**131(1)** La modification prend effet à la date figurant au certificat de modification et les statuts sont modifiés en conséquence.

**131(2)** Nulle modification des statuts d'une caisse populaire ne porte atteinte à une cause d'action déjà née, une réclamation ou un assujettissement aux poursuites en faveur ou à l'encontre de la caisse populaire, ou de l'un de ses administrateurs, membres de comité ou dirigeants, ni à une action ou procédure civile, criminelle ou

to which the credit union or any of its directors, committee members, or officers is a party.

### Restated articles

**132(1)** The credit union may at any time, and shall when so directed by the Superintendent, restate the articles of incorporation as amended.

**132(2)** Restated articles of incorporation in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**132(3)** On receipt of restated articles of incorporation, the Superintendent shall issue a restated certificate of incorporation in accordance with section 285.

**132(4)** Restated articles of incorporation are effective on the date shown in the restated certificate of incorporation and supersede the original articles of incorporation and all amendments to them.

2016, c.10, s.30

### Amalgamation

**133(1)** Two or more credit unions may amalgamate and continue as one credit union.

**133(2)** A credit union that is placed under supervision in accordance with Part XV shall not amalgamate except in accordance with that Part.

### Amalgamation agreement

**134(1)** Credit unions proposing to amalgamate shall enter into an agreement with each other setting out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular, the agreement shall set out the following:

- (a) the provisions required to be included in articles of incorporation under section 7;
- (b) the address of the registered office of the amalgamated credit union;
- (c) the name, residence address and principal occupation of each proposed director of the amalgamated credit union;
- (d) the manner in which the shares of each amalgamating credit union are to be converted into shares of the amalgamated credit union;

administrative à laquelle la caisse populaire ou l'un de ses administrateurs, membres de comité ou dirigeants est une partie.

### Mise à jour des statuts

**132(1)** La caisse populaire peut en tout temps, et doit si le surintendant le lui ordonne, mettre à jour les statuts constitutifs tels que modifiés.

**132(2)** Les statuts constitutifs mis à jour sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

**132(3)** Sur réception des statuts constitutifs mis à jour, le surintendant doit délivrer un certificat de constitution mis à jour conformément à l'article 285.

**132(4)** Les statuts constitutifs mis à jour prennent effet à la date figurant au certificat de constitution mis à jour et se substituent aux statuts constitutifs d'origine et à leurs modifications.

2016, ch. 10, art. 30

### Fusion

**133(1)** Deux ou plusieurs caisses populaires peuvent fusionner et subsister en une seule caisse populaire.

**133(2)** La caisse populaire qui est sous surveillance conformément à la Partie XV ne peut fusionner que conformément à cette partie.

### Convention de fusion

**134(1)** Les caisses populaires qui se proposent de fusionner concluent entre elles une convention qui énonce les conditions, les modalités et les moyens nécessaires pour réaliser la fusion, notamment :

- a) les dispositions qui doivent être insérées dans les statuts constitutifs en vertu de l'article 7;
- b) l'adresse du bureau enregistré de la caisse populaire issue de la fusion;
- c) le nom, l'adresse personnelle et la profession principale de chacun des administrateurs projetés de la caisse populaire issue de la fusion;
- d) le mode de conversion des parts sociales de chaque caisse populaire fusionnante en parts sociales de la caisse populaire issue de la fusion;

- (e) if any shares of an amalgamating credit union are not to be converted into shares of the amalgamated credit union, the amount of money that the holders of those shares are to receive in addition to or instead of shares of the amalgamated credit union;
- (f) the proposed effective date of the amalgamation;
- (g) subject to subsection 113(3), the name of a person proposed for appointment as auditor for the amalgamated credit union for the purposes of subsection 113(1.11), and
- (i) the proposed remuneration of the auditor, or
- (ii) a proposal that the remuneration of the auditor be fixed by the directors of the amalgamated credit union;
- (h) whether any further annual meetings of any of the amalgamating credit unions are to be held before the effective date of the amalgamation;
- (i) whether any special meetings of the amalgamated credit union are to be held before its first annual meeting;
- (j) Repealed: 2016, c.10, s.31
- (k) if patronage refunds or dividends on shares are to be paid or are to be declared and paid, the details of the proposed payments and declarations;
- (l) a provision authorizing the directors of each of the amalgamating credit unions to take any action reasonably necessary to perfect the amalgamation;
- (m) the proposed by-laws of the amalgamated credit union; and
- (n) details of any arrangements necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated credit union.
- 134(2)** Repealed: 2016, c.10, s.31  
2010, c.36, s.12; 2016, c.10, s.31
- e) au cas où des parts sociales d'une caisse populaire fusionnante ne doivent pas être converties en parts sociales de la caisse populaire issue de la fusion, la somme d'argent que leurs détenteurs recevront en plus ou à la place des parts sociales de la caisse populaire issue de la fusion;
- f) la date d'entrée en vigueur projetée de la fusion;
- g) sous réserve du paragraphe 113(3), le nom de la personne projetée pour la nomination à titre de vérificateur de la caisse populaire issue de la fusion aux fins d'application du paragraphe 113(1.11), ainsi que :
- (i) ou bien la rémunération projetée du vérificateur,
- (ii) ou bien la proposition portant que les administrateurs de la caisse populaire issue de la fusion fixeront la rémunération du vérificateur;
- h) la question de savoir si d'autres assemblées annuelles seront tenues par les caisses populaires fusionnantes avant l'entrée en vigueur de la fusion;
- i) la question de savoir si des assemblées extraordinaires de la caisse populaire issue de la fusion auront lieu avant sa première assemblée annuelle;
- j) Abrogé : 2016, ch. 10, art. 31
- k) si des ristournes ou des dividendes sur des parts sociales doivent être versés ou être déclarés et versés, les modalités de ces versements et déclarations projetés;
- l) une disposition autorisant les administrateurs de chaque caisse populaire fusionnante à prendre les mesures raisonnablement nécessaires pour parfaire la fusion;
- m) les règlements administratifs projetés de la caisse populaire issue de la fusion;
- n) les détails des arrangements jugés nécessaires pour parfaire la fusion et pour assurer subséquemment la gestion et l'exploitation de la caisse populaire issue de la fusion.
- 134(2)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 31  
2010, ch. 36, art. 12; 2016, ch. 10, art. 31

**Approval of amalgamation agreement**

**135(1)** The directors of each amalgamating credit union shall submit the amalgamation agreement for approval at a meeting of the members of the amalgamating credit unions.

**135(2)** A notice of a meeting of members shall be sent in accordance with section 70 to each member of each amalgamating credit union and shall include or be accompanied by a copy or summary of the amalgamation agreement.

**135(3)** An amalgamation agreement is adopted when the members of each amalgamating credit union have approved the amalgamation by a special resolution.

**135(4)** An amalgamation agreement may provide that at any time before the issue of a certificate of amalgamation the agreement may be terminated by the directors of any of the amalgamating credit unions.

**Articles of amalgamation**

**136(1)** Subject to subsection 135(4), after an amalgamation agreement has been adopted under subsection 135(3), articles of amalgamation in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**136(2)** The articles of amalgamation shall have attached to them a statutory declaration of a director or an officer of each amalgamating credit union that establishes to the satisfaction of the Superintendent that

- (a) there are reasonable grounds for believing that
  - (i) each amalgamating credit union is and the amalgamated credit union will be able to pay its liabilities as they become due, and
  - (ii) the realizable value of the assets of the amalgamated credit union upon completion of the amalgamation will not be less than the aggregate of its liabilities and its equity other than retained earnings, and
- (b) there are reasonable grounds for believing that
  - (i) no creditor or member of the amalgamating credit unions will be prejudiced by the amalgamation, or
  - (ii) adequate notice has been given to all known creditors of the amalgamating credit unions and no

**Approbation de la convention de fusion**

**135(1)** Les administrateurs de chaque caisse populaire fusionnante doivent soumettre la convention de fusion à l'assemblée des membres des caisses populaires fusionnantes pour approbation.

**135(2)** L'avis d'une assemblée des membres doit être envoyé conformément à l'article 70 à chaque membre d'une caisse populaire fusionnante, assorti ou accompagné d'une copie ou d'un résumé de la convention de fusion.

**135(3)** La convention de fusion est adoptée lorsque les membres de chaque caisse populaire fusionnante ont approuvé la fusion par résolution spéciale.

**135(4)** La convention de fusion peut prévoir qu'à tout moment antérieur à la délivrance du certificat de fusion, les administrateurs de l'une des caisses populaires fusionnantes peuvent la résilier.

**Statuts de fusion**

**136(1)** Sous réserve du paragraphe 135(4), les statuts de fusion sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit, après qu'a été adoptée la convention de fusion en vertu du paragraphe 135(3).

**136(2)** Les statuts de fusion doivent comporter en annexe une déclaration statutaire d'un administrateur ou dirigeant de chaque caisse populaire fusionnante établissant, à la satisfaction du surintendant,

- a) qu'il existe des motifs raisonnables de croire que
  - (i) chaque caisse populaire fusionnante peut, et la caisse populaire issue de la fusion pourra acquitter son passif à échéance, et
  - (ii) la valeur de réalisation de l'actif de la caisse populaire issue de la fusion ne sera pas, au moment où celle-ci sera achevée, inférieure au total de son passif et de son avoir des membres autre que les bénéficiaires non répartis, et
- b) qu'il existe des motifs raisonnables de croire que
  - (i) la fusion ne portera préjudice à aucun créancier, ni membre des caisses populaires fusionnantes, ou
  - (ii) tous les créanciers connus des caisses populaires fusionnantes ont reçu un avis adéquat et au-

creditor objects to the amalgamation except on grounds that are frivolous or vexatious.

**136(3)** The Superintendent may exempt a credit union from the requirements of paragraph (2)(a) if the stabilization board consents to the amalgamation.

**136(4)** For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if

- (a) a notice in writing is sent to each known creditor having a claim against the credit union in an amount that exceeds one thousand dollars,
- (b) a notice is given in *The Royal Gazette*,
- (c) a notice is given once in a newspaper published or distributed in a place where each amalgamating credit union has its registered office, and
- (d) each notice states that the credit union proposes to amalgamate with one or more specified other credit unions in accordance with this Act unless a creditor of the credit union objects to the amalgamation within thirty days after the date of the notice.

2016, c.10, s.32

### Compulsory amalgamation

**137** Where a credit union that is under supervision is ordered by its supervisor to amalgamate in accordance with section 273, the provisions of section 135 and subsection 136(2) do not apply to the credit union which is ordered to amalgamate.

### Certificate and effect of amalgamation

**138(1)** On receipt of articles of amalgamation, the Superintendent may, if satisfied that the amalgamation is advisable, file the articles and issue a certificate of amalgamation in accordance with section 285.

**138(2)** On the date shown in the certificate of amalgamation,

- (a) the amalgamation of the amalgamating credit unions and their continuance as one credit union becomes effective,
- (b) the property of each amalgamating credit union continues to be the property of the amalgamated credit union,

cun créancier ne s'oppose à la fusion, sauf pour des motifs futiles ou vexatoires.

**136(3)** Le surintendant peut exempter une caisse populaire des exigences de l'alinéa (2)a si l'office de stabilisation consent à la fusion.

**136(4)** Aux fins du paragraphe (2), l'avis adéquat est donné si

- a) l'avis écrit est envoyé à chaque créancier connu de la caisse populaire dont la créance est supérieure à mille dollars,
- b) l'avis est donné dans la *Gazette royale*,
- c) l'avis est donné une fois dans un journal publié ou diffusé au lieu où se trouve le bureau enregistré de chacune des caisses populaires fusionnantes, et
- d) chaque avis indique que la caisse populaire se propose de fusionner conformément à la présente loi avec l'une ou plusieurs autres caisses populaires mentionnées, à moins qu'un créancier de cette caisse populaire ne s'oppose à la fusion dans les trente jours après la date de l'avis.

2016, ch. 10, art. 32

### Fusion obligatoire

**137** Les dispositions de l'article 135 et du paragraphe 136(2) ne s'appliquent pas à la caisse populaire sous surveillance à laquelle le superviseur a ordonné de fusionner conformément à l'article 273.

### Certificat et effet de la fusion

**138(1)** Sur réception des statuts de fusion, le surintendant peut, s'il est convaincu que la fusion est souhaitable, déposer les statuts et délivrer un certificat de fusion conformément à l'article 285.

**138(2)** À la date figurant au certificat de fusion,

- a) la fusion des caisses populaires fusionnantes et leur prorogation en une seule caisse populaire prend effet,
- b) la caisse populaire issue de la fusion se substitue aux caisses populaires fusionnantes à titre de propriétaire de leurs biens,

- (c) the amalgamated credit union continues to be liable for the obligations of each amalgamating credit union,
- (d) an existing cause of action, claim or liability to prosecution remains unaffected,
- (e) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against any of the amalgamating credit unions may be continued by or against the amalgamated credit union,
- (f) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against an amalgamating credit union may be enforced by or against the amalgamated credit union,
- (g) the articles of amalgamation shall be deemed to be the articles of incorporation of the amalgamated credit union and the certificate of amalgamation shall be deemed to be the certificate of incorporation of the amalgamated credit union,
- (h) on the filing of a copy of the certificate of amalgamation, certified as a true copy by the Superintendent, in any land titles, registry or other recording office, all the lands, charges on land, estates, real, personal or mixed real and personal property, effects, rights, credits, judgments, assignments and choses in action of every description belonging to the amalgamating credit unions are transferred and vested in the amalgamated credit union without further act, conveyance or other deed, and
- (i) the members of the amalgamating credit unions become members of the amalgamated credit union and the shares held in the amalgamating credit unions become shares in the amalgamated credit union subject to the terms of the amalgamation agreement.

### Declarations and payments

**138.1** Notwithstanding sections 36 and 37 but subject to section 39, declarations or payments of patronage refunds or dividends on shares may be made, in accordance with the by-laws of the amalgamating credit unions, if authorized in an amalgamation agreement adopted under subsection 135(3).

2010, c.36, s.13

- c) la caisse populaire issue de la fusion devient responsable des obligations de chaque caisse populaire fusionnante,
- d) une cause d'action déjà née, une réclamation ou un assujettissement aux poursuites reste inchangé,
- e) la caisse populaire issue de la fusion se substitue aux caisses populaires fusionnantes dans une action ou procédure civile, criminelle ou administrative en instance, intentée par ou contre celles-ci,
- f) toute déclaration de culpabilité contre une caisse populaire fusionnante ou toute décision, ordonnance ou jugement en faveur ou à l'encontre d'une caisse populaire fusionnante est exécutoire à l'égard de la caisse populaire issue de la fusion,
- g) les statuts de fusion sont réputés être les statuts constitutifs de la caisse populaire issue de la fusion, et le certificat de fusion est réputé être le certificat de constitution en corporation de la caisse populaire issue de la fusion,
- h) sur dépôt dans un bureau d'enregistrement foncier, un bureau de l'enregistrement ou autre bureau d'inscription, d'une copie du certificat de fusion certifiée conforme par le surintendant, tous les biens-fonds, les charges grevant les biens-fonds, les droits de tenure, les biens réels, personnels ou mixtes, les effets, les droits, les crédits, les jugements, les cessions et les choses incorporelles de toute nature appartenant aux caisses populaires fusionnantes sont transférés et dévolus à la caisse populaire issue de la fusion sans la nécessité de tout autre acte, acte de transfert ou acte translatif de propriété, et
- i) les membres des caisses populaires fusionnantes deviennent membres de la caisse populaire issue de la fusion et les parts sociales détenues par les caisses populaires fusionnantes deviennent parts sociales de la caisse populaire issue de la fusion, sous réserve des modalités de la convention de fusion.

### Versements avant la fusion

**138.1** Malgré les articles 36 et 37, mais sous réserve de l'article 39, les déclarations ou les versements de ristournes ou de dividendes sur les parts sociales peuvent être faits en conformité avec les règlements administratifs des caisses populaires fusionnantes, s'ils sont autori-

sés dans la convention de fusion adoptée en vertu du paragraphe 135(3).

2010, ch. 36, art. 13

### **Extraordinary sale, lease or exchange**

**139(1)** A sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of a credit union requires the approval of the members in accordance with this section.

**139(2)** Where a sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of a credit union is proposed, a notice of a meeting of members shall be sent in accordance with section 70 to each member and shall include or be accompanied by a copy or summary of the agreement of sale, lease or exchange.

**139(3)** At the meeting held in accordance with a notice referred to in subsection (2), the members may by special resolution approve the sale, lease or exchange and may fix or authorize the directors to fix any of the terms and conditions of it.

**139(4)** A sale, lease or exchange referred to in subsection (1) is adopted when the members have approved the sale, lease or exchange.

**139(5)** The directors of a credit union may, if so authorized by the members approving a proposed sale, lease or exchange, and subject to the rights of third parties, abandon the sale, lease or exchange without further approval of the members.

### **Approval of Superintendent**

**140(1)** The credit union shall, before the completion of a sale, lease or exchange referred to in section 139, obtain the approval of the Superintendent.

### **Approval of Superintendent**

**140(2)** An approval shall not be granted under subsection (1) unless the Superintendent has received a statutory declaration of a director or an officer of the credit union proposing to sell, lease or exchange its property that establishes to the satisfaction of the Superintendent that there are reasonable grounds for believing that

(a) the sale, lease or exchange of the property will not increase the risk that the credit union would re-

### **Vente, bail ou échange hors du cours normal des activités de la caisse populaire**

**139(1)** Les ventes, baux ou échanges de la totalité ou quasi-totalité des biens d'une caisse populaire sont soumis à l'approbation des membres conformément au présent article.

**139(2)** Lorsqu'une vente, un bail ou un échange de la totalité ou quasi-totalité des biens d'une caisse populaire est proposé, l'avis d'une assemblée des membres doit être envoyé conformément à l'article 70 à chacun des membres, assorti ou accompagné d'une copie ou d'un résumé du contrat de vente, de bail ou d'échange.

**139(3)** Lors de l'assemblée tenue conformément à un avis visé au paragraphe (2), les membres peuvent, par résolution spéciale, approuver la vente, le bail ou l'échange, en fixer les modalités et conditions, ou autoriser les administrateurs à le faire.

**139(4)** La vente, le bail ou l'échange visé au paragraphe (1) est adopté lorsque les membres l'ont approuvé.

**139(5)** Sous réserve des droits des tiers, les administrateurs d'une caisse populaire peuvent, si les membres les ont autorisés à approuver une vente, un bail ou un échange projeté, renoncer à la vente, au bail ou à l'échange sans avoir à demander une nouvelle approbation des membres.

### **Approbation du surintendant**

**140(1)** La caisse populaire doit obtenir l'approbation du surintendant avant de conclure une vente, un bail ou un échange visé à l'article 139.

### **Approbation du surintendant**

**140(2)** Le surintendant ne peut pas donner l'approbation en application du paragraphe (1) à moins qu'il n'ait reçu une déclaration statutaire d'un administrateur ou dirigeant de la caisse populaire qui se propose de vendre, de donner à bail ou d'échanger les biens de celles-ci, laquelle déclaration doit établir à la satisfaction du surintendant qu'il existe des motifs raisonnables de croire que

a) la vente, le bail ou l'échange des biens n'accroîtra pas le risque d'une demande d'aide financière à



quire financial assistance from the stabilization board or the risk of a claim against the Corporation,

(b) no creditor or member of the credit union will be prejudiced by the sale, lease or exchange of the property, and

(c) adequate notice has been given to all known creditors of the credit union and no creditor objects to the sale, lease or exchange of the property except on grounds that are frivolous or vexatious.

### Approval of Superintendent

**140(3)** For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if

(a) a notice is given in *The Royal Gazette*,

(b) a notice is given once in a newspaper published or distributed in the place where the credit union has its registered office, and

(c) each notice states that the credit union proposes to sell, lease or exchange all or substantially all of its property in accordance with section 139, unless a creditor of the credit union objects to the sale, lease or exchange within thirty days after the date of the notice.

### Repealed

**140(4)** Repealed: 2004, c.23, s.4  
2004, c.23, s.4; 2016, c.10, s.33

### Reorganization

**141(1)** In this section

“reorganization” means the reorganization of a credit union in accordance with a court order made under

(a) section 239,

(b) the *Bankruptcy Act* (Canada), approving a proposal, or

(c) any other Act of the Legislature that affects the rights of the credit union, its members or creditors. (*réorganisation*)

**141(2)** If a credit union is subject to a reorganization, its articles may be amended by the order to effect any

l’office de stabilisation ou le risque d’une réclamation à la Société,

b) la vente, le bail ou l’échange des biens ne portera préjudice à aucun créancier ni membre de la caisse populaire, et

c) tous les créanciers connus de la caisse populaire ont reçu un avis adéquat, et aucun créancier ne s’oppose à la vente, au bail ou à l’échange des biens, sauf pour des motifs futiles ou vexatoires.

### Approbation du surintendant

**140(3)** Aux fins du paragraphe (2), l’avis adéquat est donné si

a) l’avis est donné dans la *Gazette royale*,

b) l’avis est donné une fois dans un journal publié ou diffusé au lieu où se trouve le bureau enregistré de la caisse populaire, et

c) chaque avis indique que la caisse populaire se propose de vendre, de donner à bail ou d’échanger la totalité ou quasi-totalité de ses biens conformément à l’article 139, à moins qu’un de ses créanciers ne s’y oppose dans les trente jours après la date de l’avis.

### Abrogé

**140(4)** Abrogé : 2004, ch. 23, art. 4  
2004, ch. 23, art. 4; 2016, ch. 10, art. 33

### Réorganisation

**141(1)** Dans le présent article

« réorganisation » désigne la réorganisation d’une caisse populaire conformément à une ordonnance judiciaire rendue en application

a) de l’article 239,

b) de la *Loi sur la faillite* (Canada), approuvant une proposition, ou

c) de toute autre loi de la Législature touchant aux droits de la caisse populaire, de ses membres ou de ses créanciers. (*reorganization*)

**141(2)** En cas de réorganisation, les statuts d’une caisse populaire peuvent être modifiés par ordonnance

change that might lawfully have been made by an amendment under section 128.

**141(3)** Where a reorganization is made, the Court may also

- (a) authorize the issue of debt obligations of the credit union and fix the terms of them, and
- (b) appoint directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office.

**141(4)** After a reorganization has been made, articles of reorganization in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**141(5)** On receipt of articles of reorganization, the Superintendent shall file the articles and issue a certificate of amendment in accordance with section 285.

**141(6)** A reorganization becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles of incorporation are amended accordingly.

2016, c.10, s.34

## PART X

### DISSOLUTION, LIQUIDATION AND REVIVAL

#### Voluntary dissolution

**142(1)** A credit union that has not issued any shares may be dissolved at any time by resolution of all the directors.

**142(2)** A credit union that has no property and no liabilities may be dissolved by special resolution of the members.

**142(3)** A credit union that has property or liabilities or both may be dissolved by special resolution of the members if

- (a) by the special resolution the members authorize the directors to cause the credit union to distribute any property and discharge any liabilities, and
- (b) the credit union has, under section 139, sold its property, distributed any residual property and discharged all of its liabilities.

afin d'effectuer tout changement qui pouvait avoir été fait légalement par une modification aux termes de l'article 128.

**141(3)** Lors d'une réorganisation, la Cour peut également

- a) autoriser l'émission des titres de créance de la caisse populaire et fixer leurs modalités, et
- b) nommer des administrateurs pour augmenter ou remplacer l'ensemble ou l'un des administrateurs en fonction.

**141(4)** Dès qu'il a été procédé à une réorganisation, les statuts de réorganisation sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

**141(5)** Sur réception des statuts de réorganisation, le surintendant doit les déposer et délivrer un certificat de modification conformément à l'article 285.

**141(6)** La réorganisation prend effet à la date figurant au certificat de modification et les statuts constitutifs sont modifiés en conséquence.

2016, ch. 10, art. 34

## PARTIE X

### DISSOLUTION, LIQUIDATION ET RECONSTITUTION

#### Dissolution volontaire

**142(1)** La caisse populaire n'ayant émis aucune part sociale peut être dissoute à tout moment par résolution de tous les administrateurs.

**142(2)** La caisse populaire sans biens ni dettes peut être dissoute par résolution spéciale des membres.

**142(3)** La caisse populaire, qui a des biens ou des dettes ou les deux, peut être dissoute par résolution spéciale des membres si

- a) par résolution spéciale, les membres autorisent les administrateurs à effectuer la répartition des biens et le règlement des dettes, et
- b) la caisse populaire a, en vertu de l'article 139, vendu ses biens, réparti tout bien résiduel et réglé toutes ses dettes.

**142(4)** A credit union which is being dissolved under this section shall prepare articles of dissolution in accordance with section 144 and that section applies in relation to the dissolution.

### **Voluntary liquidation and dissolution**

**143(1)** The directors, or a member in accordance with section 72, may propose the voluntary liquidation and dissolution of a credit union.

**143(2)** Notice of any meeting of members at which voluntary liquidation and dissolution is to be proposed shall set out the terms of the liquidation and dissolution.

**143(3)** A credit union may be liquidated and dissolved by special resolution of the members.

**143(4)** A statement of intent to dissolve in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**143(5)** On receipt of a statement of intent to dissolve, the Superintendent, if satisfied that the credit union will be able to discharge all of its obligations and liabilities before dissolution, shall issue a certificate of intent to dissolve in accordance with section 285.

**143(6)** On issue of a certificate of intent to dissolve, the credit union shall cease to carry on business except to the extent necessary for the liquidation, but its legal existence continues until the Superintendent issues a certificate of dissolution.

**143(7)** After issue of a certificate of intent to dissolve, the credit union shall

(a) immediately cause notice of the dissolution to be sent to each known creditor of the credit union,

(b) immediately give notice in *The Royal Gazette* and once in a newspaper published or distributed in the place where the credit union has its registered office and take reasonable steps to give notice of the dissolution in every jurisdiction where the credit union carries on business,

(c) proceed to collect its property, to dispose of properties that are not to be distributed in kind to its

**142(4)** La caisse populaire dissoute en vertu du présent article doit préparer les statuts de dissolution conformément à l'article 144 qui s'applique également à la dissolution.

### **Liquidation et dissolution volontaire**

**143(1)** La liquidation et dissolution volontaire d'une caisse populaire peut être proposée par ses administrateurs, ou par l'un de ses membres conformément à l'article 72.

**143(2)** L'avis de l'assemblée des membres qui devra statuer sur la proposition de liquidation et dissolution volontaire doit en exposer les modalités.

**143(3)** La caisse populaire peut être liquidée et dissoute par résolution spéciale des membres.

**143(4)** Une déclaration d'intention de dissolution est envoyée au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

**143(5)** Sur réception d'une déclaration d'intention de dissolution, le surintendant doit délivrer un certificat d'intention de dissolution conformément à l'article 285, s'il est convaincu que la caisse populaire sera capable de régler toutes ses obligations et dettes avant la dissolution.

**143(6)** Dès la délivrance d'un certificat d'intention de dissolution, la caisse populaire doit cesser toutes ses activités, sauf dans la mesure nécessaire à la liquidation; toutefois, son existence légale ne prend fin qu'avec la délivrance d'un certificat de dissolution par le surintendant.

**143(7)** Après la délivrance du certificat d'intention de dissolution, la caisse populaire doit

a) faire envoyer immédiatement un avis de dissolution à chacun des créanciers connus de la caisse populaire,

b) en donner immédiatement avis dans la *Gazette royale* et dans un numéro d'un journal publié ou diffusé au lieu où se trouve son bureau enregistré et prendre des mesures raisonnables pour donner avis de la dissolution dans chaque autorité législative où la caisse populaire exerce ses activités,

c) procéder à recouvrer ses biens, à disposer des biens non destinés à être répartis en nature à ses mem-

members, to discharge all its obligations and to do all other acts required to liquidate its business, and

(d) after giving the notice required under paragraphs (a) and (b) and adequately providing for the payment or discharge of all its obligations, distribute its remaining property, either in money or in kind, in accordance with the provisions of the special resolution authorizing the dissolution.

**143(8)** At any time after issue of a certificate of intent to dissolve and before issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Superintendent a statement of revocation of intent to dissolve in the form provided by the Superintendent, if the revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

**143(9)** On receipt of a statement of revocation of intent to dissolve, the Superintendent shall issue a certificate of revocation of intent to dissolve in accordance with section 285.

**143(10)** On the date shown in the certificate of revocation of intent to dissolve, the revocation is effective and the credit union may continue to carry on its business.

**143(11)** If a certificate of intent to dissolve has not been revoked and the credit union has complied with subsection (7), the credit union shall prepare articles of dissolution.

2016, c.10, s.35

#### Articles of dissolution and certificate

**144(1)** Articles of dissolution in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**144(2)** On receipt of articles of dissolution, the Superintendent shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 285.

**144(3)** The credit union ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

2016, c.10, s.36

#### Dissolution by Superintendent

**145(1)** Subject to subsections (2) and (3),

bres, à exécuter toutes ses obligations, et à accomplir tous les autres actes nécessaires pour mettre fin à ses activités, et

d) après avoir donné les avis exigés aux alinéas a) et b) et constitué une provision suffisante pour le paiement ou l'exécution de toutes ses obligations, répartir ses biens restants, en numéraire ou en nature, conformément aux dispositions de la résolution spéciale autorisant la dissolution.

**143(8)** À tout moment après sa délivrance, mais avant la délivrance du certificat de dissolution, le certificat d'intention de dissolution peut être révoqué par l'envoi, au surintendant, au moyen de la formule qu'il fournit, d'une déclaration de révocation de l'intention de dissolution, si la révocation est approuvée de la même manière que la résolution prévue au paragraphe (3).

**143(9)** Le surintendant doit délivrer un certificat de révocation d'intention de dissolution conformément à l'article 285, sur réception d'une déclaration à cet effet.

**143(10)** La révocation prend effet à la date figurant au certificat de révocation d'intention de dissolution et la caisse populaire peut continuer à exercer ses activités.

**143(11)** La caisse populaire qui s'est conformée au paragraphe (7) doit préparer les statuts de dissolution si le certificat d'intention de dissolution n'a pas été révoqué.

2016, ch. 10, art. 35

#### Statuts de dissolution et certificat

**144(1)** Les statuts de dissolution sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

**144(2)** Sur réception des statuts de dissolution, le surintendant doit délivrer un certificat de dissolution en la forme prescrite conformément à l'article 285.

**144(3)** La caisse populaire cesse d'exister à la date figurant au certificat de dissolution.

2016, ch. 10, art. 36

#### Dissolution par le surintendant

**145(1)** Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le surintendant peut dissoudre une caisse populaire en délivrant un certificat de dissolution conformément à l'article 285,

(a) where a credit union is in default for a period of two consecutive years in sending to the Superintendent any notice or document required by this Act,

(b) where a credit union is in default in sending to the Superintendent any fee or assessment required by this Act or the regulations, or

(c) where the Superintendent has reasonable cause to believe that a credit union is not carrying on business,

the Superintendent may dissolve the credit union by issuing a certificate of dissolution in accordance with section 285.

**145(2)** The Superintendent shall not dissolve a credit union under this section until

(a) the credit union has been given one hundred and twenty days notice of the Superintendent's decision to dissolve the credit union, and

(b) a notice of the decision to dissolve the credit union has been given not less than thirty days before the date the Superintendent may dissolve the credit union in *The Royal Gazette* and in such other publications as the Superintendent considers appropriate.

**145(3)** Where a credit union notifies the Superintendent in writing that it is not carrying on business or is not in operation, paragraph (2)(a) does not apply and the Superintendent may give a notice in compliance with paragraph (2)(b).

**145(4)** Unless the credit union remedies the default, cause is shown as to why the credit union should not be dissolved or an order is made by a Court under section 247, the credit union shall be deemed to be dissolved on the date specified in the notice under paragraph (2)(b) and the Superintendent shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 285.

#### **Application to Court to liquidate or dissolve**

**146(1)** A member of a credit union or the Superintendent may apply to the Court for an order to liquidate and dissolve a credit union and if

(a) the Court is satisfied that

a) lorsque celle-ci omet d'envoyer au surintendant pendant deux années consécutives tout avis ou document exigé par la présente loi,

b) lorsque celle-ci omet d'envoyer au surintendant tout droit ou cotisation exigé par la présente loi ou les règlements, ou

c) lorsque le surintendant a des motifs raisonnables de croire que celle-ci n'exerce aucune activité.

**145(2)** Le surintendant ne peut pas dissoudre une caisse populaire en application du présent article avant

a) que celle-ci n'ait reçu un préavis de cent-vingt jours de sa décision de la dissoudre, et

b) qu'un avis de sa décision de dissoudre la caisse populaire n'ait été donné dans la *Gazette royale* ou dans toute autre publication qu'il estime à propos, au moins trente jours avant la date à laquelle il peut la dissoudre.

**145(3)** L'alinéa (2)a) ne s'applique pas lorsque la caisse populaire avise le surintendant par écrit qu'elle n'exerce aucune activité ni ne fonctionne, et le surintendant peut donner un avis conformément à l'alinéa (2)b).

**145(4)** À moins que la caisse populaire ne remédie à son omission ou que la raison expliquant pourquoi la caisse populaire ne devrait pas être dissoute ne soit établie ou qu'une ordonnance judiciaire ne soit rendue aux termes de l'article 247, la caisse populaire est réputée être dissoute à la date précisée dans l'avis prévu à l'alinéa (2)b), et le surintendant doit délivrer un certificat de dissolution conformément à l'article 285.

#### **Demande de liquidation ou de dissolution à la Cour**

**146(1)** Un membre d'une caisse populaire ou le surintendant peut demander à la Cour de rendre une ordonnance de liquidation et dissolution de la caisse populaire,

a) si la Cour est convaincue

- (i) any act or omission of the credit union effects a result,
- (ii) the business or the affairs of the credit union are or have been carried on or conducted in a manner, or
- (iii) the powers of the directors of the credit union have been exercised in a manner,

that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of any depositor, shareholder, creditor, director or officer,

- (b) the Court is satisfied that the credit union is
  - (i) not fulfilling the purpose of a credit union generally,
  - (ii) carrying on business in violation of the restrictions contained in its articles or this Act, or
  - (iii) not organized or operated in accordance with this Act and the regulations, or
- (c) the Court is satisfied it is just and equitable that the credit union should be liquidated and dissolved,

the Court may order that the credit union be placed under the supervision of a supervisor for the purposes of liquidation and dissolution.

**146(2)** On an application under this section, the Court may make such order, in addition to the order under subsection (1), as it thinks fit.

**146(3)** On receipt of an order under subsection (1), the Superintendent shall

- (a) give notice of the order in *The Royal Gazette*, and
- (b) issue a certificate of dissolution in accordance with section 285 after
  - (i) all obligations of the credit union are discharged and all its property distributed or disposed of, and

- (i) que tout acte ou toute omission de la caisse populaire produit un résultat,
- (ii) que des activités ou affaires internes de la caisse populaire sont ou ont été dirigées d'une manière, ou
- (iii) que les administrateurs de la caisse populaire ont exercé leurs pouvoirs d'une manière

qui est oppressive, injustement préjudiciable ou qui porte injustement atteinte aux intérêts de tout déposant, détenteur de parts sociales, créancier, administrateur ou dirigeant,

- b) si la Cour est convaincue que la caisse populaire
  - (i) ne réalise pas ses objets d'une façon générale,
  - (ii) exerce ses activités en contravention des restrictions prévues dans ses statuts ou la présente loi, ou
  - (iii) n'est pas organisée ni exploitée conformément à la présente loi et aux règlements, ou
- c) si la Cour est convaincue qu'il est juste et équitable que la caisse populaire soit liquidée et dissoute,

la Cour peut ordonner que la caisse populaire soit placée sous la surveillance d'un superviseur aux fins de liquidation et dissolution.

**146(2)** Saisie d'une demande aux termes du présent article, la Cour peut rendre, en plus de l'ordonnance visée au paragraphe (1), toute ordonnance qu'elle estime pertinente.

**146(3)** Sur réception d'une ordonnance prévue au paragraphe (1), le surintendant doit

- a) en donner avis dans la *Gazette royale*, et
- b) délivrer un certificat de dissolution conformément à l'article 285 après
  - (i) que la caisse populaire a exécuté toutes ses obligations et que tous ses biens ont été répartis ou qu'il en a été disposé, et

(ii) the supervisor has rendered a final report to the Court.

### Custody of records

**147** The stabilization board shall retain custody of the documents and records of a dissolved credit union for a period of six years after the effective date of the dissolution of the credit union.

2016, c.10, s.37

### Effect of dissolution

**148(1)** In this section

“member” includes the heirs and legal representatives of a member. (*membre*)

**148(2)** Notwithstanding the dissolution of a credit union under this Act,

(a) a civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or against the credit union before its dissolution may be continued as if the credit union had not been dissolved,

(b) a civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the credit union within two years after its dissolution as if the credit union had not been dissolved, and

(c) any property that would have been available to satisfy any judgment or order if the credit union had not been dissolved remains available for that purpose.

**148(3)** Service of a document on a credit union after its dissolution may be effected by serving the document on a person named as a director in the most recent notice sent to the Superintendent under this Act.

**148(4)** Notwithstanding the dissolution of a credit union, a member to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (2) to the extent of the amount received by that member on the distribution, and an action to enforce that liability may be brought within two years after the date of the dissolution of the credit union.

**148(5)** A Court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were members, subject to such conditions as the Court thinks fit and, if the plaintiff's claim is established, the Court

(ii) que le superviseur a remis son rapport définitif à la Cour.

### Garde des documents

**147** L'office de stabilisation doit garder les documents et les livres de toute caisse populaire dissoute pendant une période de six ans à partir de la date à laquelle la dissolution de la caisse populaire prend effet.

2016, ch. 10, art. 37

### Effet de la dissolution

**148(1)** Dans le présent article

« membre » s'entend également des héritiers et des représentants légaux d'un membre. (*member*)

**148(2)** Nonobstant la dissolution d'une caisse populaire aux termes de la présente loi,

a) une action ou procédure civile, criminelle ou administrative engagée par ou contre la caisse populaire avant sa dissolution peut être poursuivie comme si elle n'avait pas été dissoute,

b) une action ou procédure civile, criminelle ou administrative peut être intentée contre la caisse populaire dans les deux ans après sa dissolution comme si elle n'avait pas été dissoute, et

c) les biens qui auraient servi à satisfaire tout jugement ou ordonnance si la caisse populaire n'avait pas été dissoute, restent disponibles à cette fin.

**148(3)** La signification d'un document à une caisse populaire après sa dissolution peut se faire en signifiant le document à toute personne nommée administrateur dans le plus récent avis envoyé au surintendant en vertu de la présente loi.

**148(4)** Nonobstant la dissolution d'une caisse populaire, les membres auxquels les biens ont été répartis sont responsables envers tout réclamant se fondant sur le paragraphe (2) jusqu'à concurrence du montant qu'ils ont reçu à la répartition, et toute action en recouvrement peut être intentée dans les deux ans après la date de dissolution de la caisse populaire.

**148(5)** La Cour peut, sous réserve des conditions qu'elle juge pertinentes, ordonner que l'action visée au paragraphe (4) soit intentée collectivement contre les personnes qui étaient membres, et peut, si le demandeur

may refer the proceedings to a referee or other officer of the Court who may

- (a) add as a party to the proceedings each person found by the plaintiff who was a member or shareholder,
- (b) determine, subject to subsection (4), the amount that each person who was a member or shareholder shall contribute towards satisfaction of the plaintiff's claim, and
- (c) direct payment of the amounts so determined.

### Unclaimed property

**149(1)** On the dissolution of a credit union, the portion of the property distributable to a creditor or member who cannot be found shall be converted into money and paid to the stabilization board.

**149(2)** A payment under subsection (1) shall be deemed to be in satisfaction of the debt to or claim of the creditor or member.

**149(3)** If at any time it is established that a person is entitled to any money paid to the stabilization board under this section, the stabilization board shall pay an equivalent amount to that person.

**149(4)** If at any time after the dissolution of a credit union, it is established that a person is entitled to receive, for registration in a land titles, registry or other recording office, a document duly executed by that credit union, the stabilization board shall execute the document on behalf of the dissolved credit union.

**149(5)** A document executed by the stabilization board in accordance with subsection (4) shall be accepted for registration in any land titles, registry or other recording office, as the case may be, if the stabilization board has placed an explanation for its actions on the document and the stabilization board has otherwise complied with the requirements of that office.

**149(6)** Subject to this section and subsection 148(2), property of a credit union that has not been disposed of

établit le bien-fondé de sa demande, renvoyer les procédures devant un arbitre ou un autre officier de justice qui peut

- a) ajouter à titre de partie aux procédures chaque personne retrouvée par le demandeur, qui était membre ou détenteur de parts sociales,
- b) déterminer, sous réserve du paragraphe (4), la part contributive de chaque personne qui était membre ou détenteur de parts sociales pour régler la réclamation du demandeur, et
- c) ordonner le paiement des montants ainsi déterminés.

### Biens non réclamés

**149(1)** À la suite de la dissolution d'une caisse populaire, la part des biens destinés à un créancier ou membre introuvable doit être réalisée en numéraire, et le produit doit être versé à l'office de stabilisation.

**149(2)** Un paiement en application du paragraphe (1) est réputé régler la créance ou la réclamation du créancier ou du membre.

**149(3)** S'il est établi à un moment quelconque qu'une personne a droit au montant versé à l'office de stabilisation en application du présent article, ce dernier doit payer un montant équivalent à cette personne.

**149(4)** Si à un moment quelconque après la dissolution d'une caisse populaire, il est établi qu'une personne a le droit de recevoir un document dûment signé par la caisse populaire à des fins d'enregistrement dans un bureau d'enregistrement foncier, un bureau de l'enregistrement ou autre bureau d'inscription, l'office de stabilisation doit signer le document au nom de la caisse populaire dissoute.

**149(5)** Un document signé par l'office de stabilisation conformément au paragraphe (4) doit être accepté à des fins d'enregistrement dans tout bureau d'enregistrement foncier, bureau de l'enregistrement ou autre bureau d'inscription, selon le cas, si l'office de stabilisation a inscrit une explication de ses actions sur le document et qu'il s'est par ailleurs conformé aux exigences de ce bureau.

**149(6)** Sous réserve du présent article et du paragraphe 148(2), les biens d'une caisse populaire dont il n'a



at the date of its dissolution vests in the stabilization board.

2016, c.10, s.38

### Revival of credit union

**150(1)** Where a credit union is dissolved under section 142, 143 or 145, an interested person may apply to the Superintendent to have the credit union revived.

**150(2)** Articles of revival in the form provided by the Superintendent shall be sent to the Superintendent.

**150(3)** Where a credit union is dissolved on the order of the Court, any interested person may apply to the Court to have the credit union revived.

2016, c.10, s.39

### Certificate of revival and effect

**151(1)** On receipt of articles of revival or an order of the Court to revive the credit union, the Superintendent shall issue a certificate of revival in accordance with section 285.

**151(2)** A credit union is revived as a credit union under this Act on the date shown on the certificate of revival, and after that date the credit union, subject to such reasonable terms as may be imposed by the Court or the Superintendent and to the rights acquired by any person after its dissolution, has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved.

### Return of property on revival

**152** If a credit union is revived under section 151, any property other than money that vested in the stabilization board under section 149 and that has not been disposed of shall be returned to the credit union and there shall be paid to the credit union by the stabilization board

(a) an amount equal to any money received by the stabilization board under section 149, and

(b) where property other than money vested in the stabilization board in accordance with section 149 and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of

(i) the value of the property at the date it vested in the stabilization board, and

pas été disposé à la date de sa dissolution sont dévolus à l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 38

### Reconstitution de la caisse populaire

**150(1)** Tout intéressé peut demander au surintendant la reconstitution d'une caisse populaire qui a été dissoute sous le régime de l'article 142, 143 ou 145.

**150(2)** Les statuts de reconstitution sont envoyés au surintendant au moyen de la formule qu'il fournit.

**150(3)** Lorsqu'une caisse populaire a été dissoute par une ordonnance de la Cour, tout intéressé peut demander la reconstitution de la caisse populaire à la Cour.

2016, ch. 10, art. 39

### Certificat de reconstitution et effet

**151(1)** Sur réception des statuts de reconstitution ou d'une ordonnance de reconstitution de la Cour, le surintendant doit délivrer un certificat de reconstitution conformément à l'article 285.

**151(2)** Une caisse populaire est reconstituée à ce titre en application de la présente loi à la date figurant au certificat de reconstitution et, sous réserve des conditions raisonnables que la Cour ou le surintendant peut imposer et des droits acquis après sa dissolution par toute personne, la caisse populaire recouvre à partir de cette date tous ses droits, privilèges et obligations comme si elle n'avait jamais été dissoute.

### Restitution des biens à la reconstitution

**152** Si une caisse populaire est reconstituée en application de l'article 151, tous biens autres que le numéraire dévolu à l'office de stabilisation en application de l'article 149 et dont il n'a pas été disposé, doivent être restitués à la caisse populaire et l'office de stabilisation doit verser à la caisse populaire

a) un montant égal à celui que l'office de stabilisation a reçu en application de l'article 149, et

b) en cas de disposition de biens autres que le numéraire dévolu à l'office de stabilisation conformément à l'article 149, un montant égal au moins élevé

(i) de la valeur de ces biens à la date de leur dissolution à l'office de stabilisation, ou

(ii) the amount realized by the stabilization board from the disposition of the property.

#### **Effect of *Bankruptcy Act***

**153(1)** This Part does not apply to a credit union that is bankrupt within the meaning of the *Bankruptcy Act* (Canada).

**153(2)** Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a credit union shall be stayed if at any time a credit union becomes subject to or takes a proceeding under the *Bankruptcy Act* (Canada).

### **PART X.1**

#### **FEDERAL CONTINUANCE**

2015, c.45, s.2

#### **Definition of “federal continuance”**

2015, c.45, s.2

**153.1** In sections 153.2 to 153.4, “federal continuance” means continuance as a federal credit union under the *Bank Act* (Canada).

2015, c.45, s.2

#### **Statement of intent to apply for federal continuance**

2015, c.45, s.2

**153.2(1)** A credit union that satisfies the requirements of this Part may apply to the Minister of Finance of Canada for federal continuance.

**153.2(2)** The directors of a credit union that is proposing to apply for federal continuance shall submit to the Superintendent a statement of intent to apply for federal continuance in a form provided by the Superintendent at least 60 days before sending a notice of a meeting of the members of the credit union for the purpose of seeking their approval of the application for federal continuance.

**153.2(3)** A notice of a meeting of members shall be sent in accordance with section 70 and shall include

(a) the text of the resolution approving the application for federal continuance,

(ii) du montant réalisé par l’office de stabilisation à la suite de leur disposition.

#### **Effet de la *Loi sur la faillite***

**153(1)** La présente partie ne s’applique pas à une caisse populaire déclarée en faillite au sens de la *Loi sur la faillite* (Canada).

**153(2)** Toutes procédures engagées en application de la présente partie pour dissoudre, ou liquider et dissoudre une caisse populaire, doivent rester en suspens si, à un moment quelconque, la caisse populaire est assujettie à la *Loi sur la faillite* (Canada) ou engage une procédure sous le régime de cette loi.

### **PARTIE X.1**

#### **PROROGATION FÉDÉRALE**

2015, ch. 45, art. 2

#### **Définition de « prorogation fédérale »**

2015, ch. 45, art. 2

**153.1** Dans les articles 153.2 à 153.4, « prorogation fédérale » s’entend de la prorogation en tant que coopérative de crédit fédérale opérée sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada).

2015, ch. 45, art. 2

#### **Déclaration d’intention de présenter une demande de prorogation fédérale**

2015, ch. 45, art. 2

**153.2(1)** Toute caisse populaire qui satisfait aux exigences de la présente partie peut présenter au ministre des Finances du Canada une demande de prorogation fédérale.

**153.2(2)** Les administrateurs de la caisse populaire qui se propose de présenter une demande de prorogation fédérale adressent au surintendant une déclaration d’intention à cet effet en la forme qu’il établit au moins soixante jours avant d’envoyer un avis d’assemblée des membres en vue d’obtenir leur approbation concernant pareille demande.

**153.2(3)** L’avis d’assemblée est envoyé conformément à l’article 70 et comprend :

a) le texte de la résolution approuvant la demande de prorogation fédérale;

(b) a copy of the statement of intent to apply for federal continuance,

(c) either of the following documents:

(i) a statement

(A) setting out that if the credit union is continued federally, the insurance of deposits under section 220 will not continue, and

(B) setting out the details of the deposit insurance under the *Canada Deposit Insurance Act* (Canada), or

(ii) a notice referring to documents already sent to the members on the matters in subparagraph (i).

2015, c.45, s.2

#### **Authorization of an application for federal continuance**

2015, c.45, s.2

**153.3(1)** An application for federal continuance is not authorized until it is approved

(a) by the members of the credit union by special resolution, and

(b) by the Superintendent in writing.

**153.3(2)** The Superintendent may approve an application for federal continuance only if

(a) the Superintendent is satisfied that the federal continuance is advisable and will not adversely affect

(i) the members, shareholders or creditors of the credit union, or

(ii) the credit union system, and

(b) the *Bank Act* (Canada) provides that

(i) the continued federal credit union becomes the owner of the property of the credit union,

b) copie de la déclaration d'intention de présenter la demande de prorogation fédérale;

c) l'un ou l'autre des documents suivants :

(i) soit une déclaration :

(A) portant que, si la prorogation fédérale est accordée, l'assurance-dépôts prévue à l'article 220 cessera,

(B) énonçant les détails relatifs à l'assurance-dépôts prévue par la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (Canada),

(ii) soit un avis faisant renvoi aux documents qui ont déjà été envoyés aux membres au titre du sous-alinéa (i).

2015, ch. 45, art. 2

#### **Autorisation de la demande de prorogation fédérale**

2015, ch. 45, art. 2

**153.3(1)** La demande de prorogation fédérale n'est autorisée que lorsque l'approuvent à la fois :

a) les membres par voie de résolution spéciale;

b) le surintendant par écrit.

**153.3(2)** Le surintendant ne peut approuver la demande de prorogation fédérale que si sont réunies les conditions suivantes :

a) il est convaincu que la prorogation est souhaitable et qu'elle ne portera atteinte :

(i) ni aux membres de la caisse populaire, à ses détenteurs de parts sociales ou à ses créanciers,

(ii) ni au système des caisses populaires;

b) la *Loi sur les banques* (Canada) prévoit ce qui suit :

(i) la coopérative de crédit fédérale issue de la prorogation devient propriétaire des biens de la caisse populaire,

- (ii) the continued federal credit union becomes liable for the obligations of the credit union,
- (iii) an existing cause of action or claim by or against the credit union or any liability of the credit union to prosecution is unaffected,
- (iv) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the credit union may be continued by or against the continued federal credit union, and
- (v) a conviction against or ruling, order or judgment in favour of or against the credit union may be enforced by or against the continued federal credit union.

**153.3(3)** At any time before the issuance of letters patent continuing the credit union as a federal credit union under the *Bank Act* (Canada), the Superintendent may revoke his or her approval of the application for federal continuance if he or she is advised of a material change in the circumstances that supported his or her approval.

**153.3(4)** If authorized by the members of the credit union at the time they approved the application for federal continuance, the directors of the credit union may abandon the application without further approval of the members.

2015, c.45, s.2

#### **Certificate of discontinuance**

2015, c.45, s.2

**153.4(1)** On receipt of a notice that establishes to the satisfaction of the Superintendent that letters patent continuing a credit union as a federal credit union under the *Bank Act* (Canada) have been issued, the Superintendent shall file the notice and issue a certificate of discontinuance in accordance with section 285.

**153.4(2)** A notice referred to in subsection (1) shall be deemed to be articles required to be sent to the Superintendent for the purposes of section 285.

**153.4(3)** A credit union is deemed to have been discontinued and this Act ceases to apply to it on the date set out in the certificate of discontinuance which, despite subsection 285(3), shall be the same date as the effective

(ii) la coopérative de crédit fédérale issue de la prorogation assume les obligations de la caisse populaire,

(iii) aucune atteinte n'est portée aux causes d'actions déjà nées à l'égard de la caisse populaire,

(iv) les actions ou les instances civiles, criminelles ou administratives engagées par ou contre la caisse populaire peuvent se poursuivre par ou contre la coopérative de crédit fédérale issue de la prorogation,

(v) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de la caisse populaire ou contre elle est exécutoire à l'égard de la coopérative de crédit fédérale issue de la prorogation.

**153.3(3)** À tout moment avant la délivrance de lettres patentes prorogeant la caisse populaire en tant que coopérative de crédit fédérale sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada), le surintendant peut révoquer son approbation de la demande de prorogation, s'il est informé d'un changement important survenu dans les circonstances justifiant son approbation.

**153.3(4)** S'ils y sont autorisés par les membres au moment où ils approuvent la demande de prorogation fédérale, les administrateurs peuvent renoncer à la demande sans avoir à demander aux membres une nouvelle approbation.

2015, ch. 45, art. 2

#### **Certificat de changement de régime**

2015, ch. 45, art. 2

**153.4(1)** Sur réception d'un avis le convainquant que des lettres patentes prorogeant la caisse populaire en tant que coopérative de crédit fédérale sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada) ont été délivrées, le surintendant dépose l'avis et délivre un certificat de changement de régime conformément à l'article 285.

**153.4(2)** L'avis mentionné au paragraphe (1) est assimilé à des statuts devant être envoyés au surintendant aux fins d'application de l'article 285.

**153.4(3)** La caisse populaire est réputée avoir changé de régime et la présente loi cesse de s'appliquer à son égard à la date figurant sur le certificat de changement de régime, laquelle doit, malgré ce que prévoit le para-

date of the federal continuance of the credit union set out in the letters patent issued to the credit union.

2015, c.45, s.2; 2016, c.10, s.40

**PART XI  
FEDERATIONS**

Repealed: 2016, c.10, s.41

2016, c.10, s.41

**Repealed**

**154** Repealed: 2010, c.36, s.14

2010, c.36, s.14

**Division A  
General**

2010, c.36, s.15

**Repealed**

**154.1** Repealed: 2016, c.10, s.41

2010, c.36, s.15; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**154.2** Repealed: 2016, c.10, s.41

2010, c.36, s.15; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**154.3** Repealed: 2016, c.10, s.41

2010, c.36, s.15; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**154.4** Repealed: 2016, c.10, s.41

2010, c.36, s.15; 2016, c.10, s.41

**Division B**

***The Fédération des Caisses Populaires Acadiennes  
Limitée***

2010, c.36, s.15

**Repealed**

**155** Repealed: 2016, c.10, s.41

2010, c.36, s.16; 2016, c.10, s.41

graphe 285(3), être celle de la prise d'effet de sa prorogation fédérale telle qu'elle figure sur les lettres patentes qui lui ont été délivrées.

2015, ch. 45, art. 2; 2016, ch. 10, art. 40

**PARTIE XI  
FÉDÉRATIONS**

Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**154** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 14

2010, ch. 36, art. 14

**Section A  
Dispositions générales**

2010, ch. 36, art. 15

**Abrogé**

**154.1** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2010, ch. 36, art. 15; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**154.2** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2010, ch. 36, art. 15; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**154.3** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2010, ch. 36, art. 15; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**154.4** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2010, ch. 36, art. 15; 2016, ch. 10, art. 41

**Section B**

***La Fédération des Caisses Populaires Acadiennes  
Limitée***

2010, ch. 36, art. 15

**Abrogé**

**155** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41

2010, ch. 36, art. 16; 2016, ch. 10, art. 41

**Repealed**

**156** Repealed: 2010, c.36, s.17  
2010, c.36, s.17

**Repealed**

**157** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.18; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**158** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.19; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**159** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.20; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**160** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.21; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**161** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.22; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**162** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.23; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**163** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.24; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**164** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.25; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**165** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.26; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**166** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.27; 2016, c.10, s.41

**Abrogé**

**156** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 17  
2010, ch. 36, art. 17

**Abrogé**

**157** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 18; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**158** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 19; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**159** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 20; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**160** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 21; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**161** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 22; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**162** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 23; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**163** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 24; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**164** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 25; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**165** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 26; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**166** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 27; 2016, ch. 10, art. 41

**Repealed**

**167** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.28; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**168** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.29; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**169** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.30; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**170** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.31; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**171** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.32; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**172** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.33; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**173** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.34; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**174** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.35; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**175** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.36; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**176** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.37; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**177** Repealed: 2010, c.36, s.38  
2010, c.36, s.38

**Abrogé**

**167** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 28; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**168** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 29; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**169** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 30; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**170** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 31; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**171** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 32; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**172** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 33; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**173** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 34; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**174** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 35; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**175** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 36; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**176** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 37; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**177** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 38  
2010, ch. 36, art. 38

**Repealed**

**178** Repealed: 2010, c.36, s.39  
2010, c.36, s.39

**Repealed**

**179** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.40; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**180** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.41; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**181** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.42; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**182** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.43; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**183** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.44; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**184** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.45; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**185** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.46; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**186** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.47; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**187** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.48; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**188** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.49; 2016, c.10, s.41

**Abrogé**

**178** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 39  
2010, ch. 36, art. 39

**Abrogé**

**179** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 40; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**180** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 41; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**181** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 42; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**182** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 43; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**183** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 44; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**184** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 45; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**185** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 46; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**186** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 47; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**187** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 48; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**188** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 49; 2016, ch. 10, art. 41



**Repealed**

**189** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.50; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**190** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.51; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**191** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2008, c.26, s.12; 2010, c.36, s.52; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**192** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.53; 2016, c.10, s.41

**Division C**  
**Atlantic Central**

2010, c.36, s.54

**Repealed**

**192.1** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.54; 2016, c.10, s.41

**Repealed**

**192.2** Repealed: 2016, c.10, s.41  
2010, c.36, s.54; 2016, c.10, s.41

**PART XI.1**  
**ATLANTIC CENTRAL**

2016, c.10, s.42

**Carrying on business as a federation**

2016, c.10, s.42

**192.21** No person other than Atlantic Central shall carry on business as a federation in New Brunswick.

2016, c.10, s.42

**Abrogé**

**189** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 50; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**190** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 51; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**191** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2008, ch. 26, art. 12; 2010, ch. 36, art. 52; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**192** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 53; 2016, ch. 10, art. 41

**Section C**  
**Atlantic Central**

2010, ch. 36, art. 54

**Abrogé**

**192.1** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 54; 2016, ch. 10, art. 41

**Abrogé**

**192.2** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 41  
2010, ch. 36, art. 54; 2016, ch. 10, art. 41

**PARTIE XI.1**  
**ATLANTIC CENTRAL**

2016, ch. 10, art. 42

**Exercice d'activités à titre de fédération**

2016, ch. 10, art. 42

**192.21** Seule *Atlantic Central* peut exercer au Nouveau-Brunswick les activités d'une fédération.

2016, ch. 10, art. 42

**Membership in Atlantic Central is compulsory**

2016, c.10, s.42

**192.22** No credit union shall carry on business in New Brunswick unless it is a member of Atlantic Central.

2016, c.10, s.42

**Limit of liability of member credit unions**

2016, c.10, s.42

**192.23** Subject to this Act, Atlantic Central's member credit unions are not responsible for any act, default or liability of Atlantic Central or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing relating to or connected with Atlantic Central.

2016, c.10, s.42

**Member credit unions bound by articles and by-laws**

2016, c.10, s.42

**192.24** The articles and by-laws of Atlantic Central bind it and its member credit unions.

2016, c.10, s.42

**Purposes**

2016, c.10, s.42

**192.25** The purposes of Atlantic Central are

- (a) to receive and manage deposits made by its member credit unions for the purpose of meeting the liquidity requirements of its member credit unions,
- (b) to receive and manage deposits made by its member credit unions in addition to those deposits referred to in paragraph (a),
- (c) to develop and provide to its member credit unions financial services and any other services which, by their nature, can be most effectively provided by a federation, including advisory, educational and research services,
- (d) to develop and promote sound business and financial policies and procedures, including those relat-

**Adhésion obligatoire à *Atlantic Central***

2016, ch. 10, art. 42

**192.22** Les caisses populaires ne peuvent exercer leurs activités au Nouveau-Brunswick que si elles sont membres d'*Atlantic Central*.

2016, ch. 10, art. 42

**Responsabilité restreinte des caisses populaires membres**

2016, ch. 10, art. 42

**192.23** Sous réserve de la présente loi, les caisses populaires membres d'*Atlantic Central* ne sont pas responsables des actes, défauts ou obligations d'*Atlantic Central*, ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, préjudices, transactions, questions ou choses s'y rapportant ou y reliés.

2016, ch. 10, art. 42

**Caractère obligatoire des statuts et des règlements administratifs**

2016, ch. 10, art. 42

**192.24** Lient *Atlantic Central* et ses caisses populaires membres tant ses statuts que ses règlements administratifs.

2016, ch. 10, art. 42

**Objets**

2016, ch. 10, art. 42

**192.25** Les objets d'*Atlantic Central* sont les suivants :

- a) recevoir et gérer les dépôts qu'effectuent ses caisses populaires membres afin de satisfaire à leurs exigences en matière de liquidité;
- b) recevoir et gérer les dépôts qu'effectuent ses caisses populaires membres en plus de ceux que vise l'alinéa a);
- c) établir et fournir à ses caisses populaires membres des services, notamment financiers, qui, en raison de leur nature, peuvent être le plus efficacement fournis par une fédération, y compris des services consultatifs, éducatifs et de recherche;
- d) élaborer et promouvoir, au profit de ses caisses populaires membres, des pratiques opérationnelles

ing to lending activities, for the benefit of its member credit unions and to assist those credit unions in the implementation of those policies and procedures,

(e) to promote the organization, development and welfare of credit unions in New Brunswick,

(f) to encourage co-operation among co-operatives and credit unions in New Brunswick, and

(g) to do any other things that may be required or authorized by this Act or the regulations.

2016, c.10, s.42

### **Powers**

2016, c.10, s.42

**192.26** Atlantic Central may do all things necessary or incidental to the attainment of its purposes, and may, in addition,

(a) carry out any other duties and activities in relation to credit unions that are agreed on by it and its member credit unions or that are set out in its by-laws,

(b) carry out on behalf of the stabilization board any other duties and activities agreed on by it and the stabilization board, and

(c) assist its member credit unions in carrying out any recommendations or orders made by the stabilization board or by the Superintendent in regards to the member credit unions.

2016, c.10, s.42

### **Limitation on powers**

2016, c.10, s.42

**192.27** Atlantic Central shall not carry on any business or exercise any power if it is restricted by its articles or this Act from carrying on that business or exercising that power and shall not exercise any of its powers in a manner contrary to its articles or this Act.

2016, c.10, s.42

ainsi que des politiques et des procédures financières saines, y compris celles qui se rapportent aux activités de crédit, et les aider à réaliser ces pratiques, ces politiques et ces procédures;

e) promouvoir l'organisation, l'expansion et la prospérité des caisses populaires au Nouveau-Brunswick;

f) encourager la coopération entre coopératives et caisses populaires au Nouveau-Brunswick;

g) effectuer toutes autres choses que la présente loi ou les règlements peuvent exiger ou autoriser.

2016, ch. 10, art. 42

### **Pouvoirs**

2016, ch. 10, art. 42

**192.26** *Atlantic Central* peut accomplir tout ce qui s'avère nécessaire ou accessoire à la réalisation de ses objets et, en outre :

a) exercer toutes autres fonctions et activités relatives aux caisses populaires dont ses caisses populaires membres et elle sont convenus ou qui sont énoncées dans ses règlements administratifs;

b) exercer toutes autres fonctions et activités pour le compte de l'office de stabilisation dont ils sont tous deux convenus;

c) aider ses caisses populaires membres à donner suite aux recommandations ou aux ordres émanant à leur égard de l'office de stabilisation ou du surintendant.

2016, ch. 10, art. 42

### **Restrictions relatives aux pouvoirs**

2016, ch. 10, art. 42

**192.27** *Atlantic Central* ne peut exercer une activité ou un pouvoir dont ses statuts ou la présente loi limitent l'exercice, ni exercer l'un quelconque de ses pouvoirs contrairement à ses statuts ou à la présente loi.

2016, ch. 10, art. 42

**Information to be provided to stabilization board**

2016, c.10, s.42

**192.28** Atlantic Central shall provide to the stabilization board any information concerning Atlantic Central and its member credit unions that the stabilization board reasonably requires to enable the stabilization board to carry out its purposes under this Act.

2016, c.10, s.42

**Levies**

2016, c.10, s.42

**192.29** Subject to any terms and conditions specified in its by-laws, Atlantic Central may levy and collect from its member credit unions the amount of money in the form of dues that it requires to enable it to carry out its purposes under this Act and the regulations.

2016, c.10, s.42

**Shares**

2016, c.10, s.42

**192.291** A credit union that is a member of Atlantic Central shall purchase and hold the number of shares in Atlantic Central that Atlantic Central's by-laws require.

2016, c.10, s.42

**Information to be provided**

2016, c.10, s.42

**192.292(1)** In this section, "relevant authority" means

- (a) the Superintendent of Financial Institutions appointed under the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act* (Canada), or
- (b) the Superintendent of Credit Unions of Nova Scotia appointed under the *Credit Union Act* (Nova Scotia).

**192.292(2)** Without delay after providing to a relevant authority financial statements or a return required to be provided, Atlantic Central shall provide a copy of the financial statements or return to the Superintendent.

**Renseignements à fournir à l'office de stabilisation**

2016, ch. 10, art. 42

**192.28** *Atlantic Central* fournit à l'office de stabilisation des renseignements sur elle-même et sur ses caisses populaires membres dont l'office de stabilisation a raisonnablement besoin pour se permettre de réaliser les objets que lui confie la présente loi.

2016, ch. 10, art. 42

**Contributions**

2016, ch. 10, art. 42

**192.29** Sous réserve des modalités et des conditions que précisent ses règlements administratifs, *Atlantic Central* peut prélever et percevoir auprès de ses caisses populaires membres des sommes d'argent sous forme de cotisations qu'elle fixe pour se permettre de réaliser les objets que lui confie la présente loi et les règlements.

2016, ch. 10, art. 42

**Parts sociales**

2016, ch. 10, art. 42

**192.291** Les caisses populaires qui sont membres d'*Atlantic Central* achètent et détiennent le nombre de parts sociales dans celle-ci qu'exigent ses règlements administratifs.

2016, ch. 10, art. 42

**Renseignements à fournir**

2016, ch. 10, art. 42

**192.292(1)** Dans le présent article, « autorité compétente » s'entend, selon le cas :

- a) du surintendant des institutions financières nommé en vertu de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (Canada);
- b) du surintendant des caisses populaires de la Nouvelle-Écosse nommé en vertu du *Credit Union Act* (Nouvelle-Écosse).

**192.292(2)** Dès qu'elle présente à l'autorité compétente les états financiers ou un rapport qu'elle est tenue de fournir, *Atlantic Central* en fournit copie au surintendant.

**192.292(3)** If a relevant authority makes an order or direction to which Atlantic Central is subject, Atlantic Central shall provide a copy of the order or direction to the Superintendent without delay after Atlantic Central is served with or receives the order or direction.

**192.292(4)** Without delay after being served with or receiving a report resulting from an inspection, examination or inquiry made or caused to be made by a relevant authority in relation to the business and affairs of Atlantic Central, Atlantic Central shall provide a copy of the report to the Superintendent.

**192.292(5)** In addition to any copies of financial statements, returns, orders, directions or reports required to be provided under subsection (2), (3) or (4), the Superintendent may, at any time, require Atlantic Central to file, within the time specified by the Superintendent, an additional return containing any other information that the Superintendent requires.

**192.292(6)** This section does not apply to any document the disclosure of which is prohibited by any other law.

2016, c.10, s.42

## PART XII

### STABILIZATION BOARD

2016, c.10, s.43

#### Application

**193** This Part applies to the stabilization board.

2016, c.10, s.44

#### Continuance

**194(1)** Repealed: 2016, c.10, s.45

**194(2)** Brunswick Credit Union Federation Stabilization Board Limited is continued as a body corporate subject to the provisions of this Act under the name Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited.

**194(3)** On the commencement of subsection (2),

- (a) the stabilization board
  - (i) continues as a stabilization board to which this Act applies,

**192.292(3)** Si l'autorité compétente lui donne un ordre ou une directive, *Atlantic Central* en fournit copie au surintendant dès sa signification ou sa réception.

**192.292(4)** Dès signification ou réception d'un rapport faisant suite à une inspection, à un examen ou à une enquête que l'autorité compétente a mené ou qu'elle a fait mener au sujet des activités et des affaires internes d'*Atlantic Central*, cette dernière en fournit copie au surintendant.

**192.292(5)** Outre les copies des états financiers, rapports, ordres ou directives dont le paragraphe (2), (3) ou (4) exige la production, le surintendant peut exiger à tout moment qu'*Atlantic Central* dépose dans le délai qu'il impartit un rapport supplémentaire comportant les renseignements qu'il exige.

**192.292(6)** Le présent article ne s'applique pas au document dont la divulgation est interdite par toute autre loi.

2016, ch. 10, art. 42

## PARTIE XII

### OFFICE DE STABILISATION

2016, ch. 10, art. 43

#### Application

**193** La présente partie s'applique à l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 44

#### Prorogation

**194(1)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 45

**194(2)** *Brunswick Credit Union Federation Stabilization Board Limited* est prorogée à titre de corps constitué assujetti aux dispositions de la présente loi sous la dénomination de *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited*.

**194(3)** À l'entrée en vigueur du paragraphe (2) :

- a) l'office de stabilisation continue d'être :
  - (i) un office de stabilisation assujetti à la présente loi,

(ii) continues to be the owner of its property, and

(iii) continues to be liable for its obligations,

(b) an existing cause of action, claim or liability to prosecution involving the stabilization board is unaffected,

(c) a civil, criminal, or administrative action or proceeding pending by or against the stabilization board may be continued by or against it, and

(d) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against the stabilization board may be enforced by or against it.

2010, c.36, s.55; 2016, c.10, s.45

### Operation

**194.1** Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited shall operate in relation to Atlantic Central.

2010, c.36, s.56; 2016, c.10, s.46

### Membership

**195** A credit union shall be a member of the stabilization board.

2010, c.36, s.57; 2016, c.10, s.47

### Purposes

**196** The purposes of the stabilization board are

(a) to protect its member credit unions against financial losses and insolvency

(i) by promoting the development and implementation of sound business and financial policies and procedures by credit unions,

(ii) by establishing and implementing loss prevention programs and other controls, and

(iii) by establishing and maintaining a stabilization fund in accordance with this Act,

(ii) propriétaire de ses biens,

(iii) redevable de ses obligations;

b) une cause d'action existante, une réclamation ou un assujettissement aux poursuites mettant en cause l'office de stabilisation reste inchangé;

c) l'office de stabilisation peut continuer à titre de demandeur ou de défendeur une action ou une procédure civile, criminelle ou administrative en instance intentée par lui ou contre lui;

d) une déclaration de culpabilité contre l'office de stabilisation, une décision, une ordonnance ou un jugement en sa faveur ou à son encontre demeure exécutoire à son égard.

2010, ch. 36, art. 55; 2016, ch. 10, art. 45

### Activité de l'office de stabilisation

**194.1** *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited* exerce ses activités par rapport à *Atlantic Central*.

2010, ch. 36, art. 56; 2016, ch. 10, art. 46

### Adhésion

**195** Les caisses populaires sont membres de l'office de stabilisation.

2010, ch. 36, art. 57; 2016, ch. 10, art. 47

### Objets

**196** L'office de stabilisation a pour objets

a) de protéger ses caisses populaires membres contre les pertes financières et l'insolvabilité,

(i) en encourageant l'expansion et la réalisation des pratiques opérationnelles, des procédures et des politiques financières saines par les caisses populaires,

(ii) en établissant et en réalisant des programmes de prévention contre les pertes et d'autres contrôles, et

(iii) en établissant et en maintenant un fonds de stabilisation conformément à la présente loi,

(b) to provide financial assistance to its member credit unions in accordance with paragraph 198(1)(c) or the regulations, and

(c) to do such other things as may be required or authorized by this Act or the regulations.

2008, c.26, s.13; 2016, c.10, s.48

### Capacity

**197** The stabilization board has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

2016, c.10, s.49

### Powers

**198(1)** Subject to this Act, the stabilization board may

(a) establish terms, conditions, restrictions and limitations in relation to the lending activities of its member credit unions and the loan policies to be established by those credit unions,

(b) in consultation with the Superintendent and Atlantic Central, issue directives in relation to sound business and financial policies and procedures to be followed by its member credit unions including, without limiting the generality of the foregoing, directives in relation to those matters referred to in paragraph (a),

(c) make available to a member credit union whose level of equity has fallen below the amount required under section 55 and the regulations for reasons other than an increase in the total assets of the credit union, subject to the regulations, any form of financial assistance for the purposes of stabilization that the stabilization board considers appropriate on such terms and conditions as it considers appropriate,

(d) assume the costs of the supervision and winding up of its member credit unions in accordance with Part XV,

(e) raise or borrow money and charge the whole or any part of the stabilization board's assets as security,

(f) enter into any agreement or arrangement with any person or body relating to

b) de fournir de l'aide financière à ses caisses populaires membres conformément à l'alinéa 198(1)c) ou aux règlements, et

c) d'effectuer toutes autres choses que la présente loi ou les règlements peuvent exiger ou autoriser.

2008, ch. 26, art. 13; 2016, ch. 10, art. 48

### Capacité

**197** L'office de stabilisation a la capacité et, sous réserve de la présente loi, les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique.

2016, ch. 10, art. 49

### Pouvoirs

**198(1)** Sous réserve de la présente loi, l'office de stabilisation peut

a) établir des modalités, conditions, restrictions et limites relatives aux activités de crédit de ses caisses populaires membres et aux politiques de crédit à établir par ces caisses populaires,

b) donner, en consultation avec le surintendant et *Atlantic Central*, des instructions relatives aux pratiques opérationnelles et aux politiques et procédures financières saines à suivre par ses caisses populaires membres, y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, des instructions relatives aux questions visées à l'alinéa a),

c) sous réserve des règlements, rendre disponible à une caisse populaire membre dont le montant de l'avoir est devenu inférieur à celui qu'exigent l'article 55 et les règlements pour des raisons étrangères à une augmentation de son actif total toute forme d'aide financière aux fins de stabilisation qu'il considère appropriée selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées,

d) assumer les frais de surveillance et de liquidation de ses caisses populaires membres conformément à la Partie XV,

e) mobiliser des capitaux ou emprunter de l'argent et donner en garantie la totalité ou une partie de l'actif de l'office de stabilisation,

f) conclure des accords ou arrangements avec toute personne ou organisme relativement

- (i) the prevention of insolvency of its member credit unions, or
- (ii) financial assistance that it considers necessary to meet the requirements of its operations,
- (g) arrange compulsory insurance programs for its member credit unions or insurance coverage on behalf of those credit unions,
- (h) enter into an agreement with Atlantic Central in which Atlantic Central is authorized to carry out any duties and activities on behalf of the stabilization board that are specified in the agreement,
- (i) engage any employees, enter into any agreements or arrangements and incur any costs and expenses that are required to carry out the purposes of the stabilization board,
- (j) collect and compile statistics related to credit unions as may be necessary for insurance purposes or for the purposes of credit unions, Atlantic Central or the Superintendent,
- (j.1) require its member credit unions to take any measure or implement any procedure that it considers necessary to assess the risk that a member credit union may require financial assistance from the stabilization board or the risk of a claim against the Corporation,
- (k) require its member credit unions to make reports and specify the contents, frequency and form of such reports, and
- (l) do such other things as may be necessary or incidental to the attainment of its purposes.

**198(2)** When Atlantic Central carries out any duties and activities on behalf of the stabilization board in accordance with paragraph (1)(h), the stabilization board continues to be responsible for those duties and activities and shall ensure they are carried out in accordance with this Act.

2008, c.26, s.14; 2010, c.36, s.58; 2016, c.10, s.50

#### **Additional powers in relation to the Corporation**

**199** The stabilization board shall, on the request of the Corporation,

- (i) à la prévention de l'insolvabilité de ses caisses populaires membres, ou
- (ii) à l'aide financière, nécessaire à son avis, pour faire face aux exigences relatives à ses opérations,
- g) arranger des programmes d'assurance obligatoire pour ses caisses populaires membres ou des couvertures d'assurance pour leur compte,
- h) conclure un accord avec *Atlantic Central* l'autorisant à exercer pour le compte de l'office de stabilisation les fonctions et les activités qui y sont précisées,
- i) embaucher des employés, conclure des accords ou arrangements et engager des frais et dépenses nécessaires à la réalisation de ses objets,
- j) recueillir et compiler les statistiques reliées aux caisses populaires qui peuvent être nécessaires aux fins des caisses populaires, d'*Atlantic Central* ou du surintendant,
- j.1) exiger que ses caisses populaires membres prennent les mesures et les moyens qu'il estime nécessaires pour évaluer le risque que représente une demande d'aide financière présentée par une caisse populaire membre à l'office de stabilisation ou une réclamation faite à la Société,
- k) exiger que ses caisses populaires membres fassent des rapports et préciser leur contenu, forme et fréquence, et
- l) effectuer toutes autres choses qui peuvent être nécessaires ou accessoires à la réalisation de ses objets.

**198(2)** Lorsqu'*Atlantic Central* exerce des fonctions et des activités pour le compte de l'office de stabilisation conformément à l'alinéa (1)h), ce dernier continue d'être responsable de ces fonctions et activités et il doit s'assurer que leur exécution est conforme à la présente loi.

2008, ch. 26, art. 14; 2010, ch. 36, art. 58; 2016, ch. 10, art. 50

#### **Pouvoirs additionnels relatifs à la Société**

**199** L'office de stabilisation doit, à la demande de la Société,



(a) provide such services and assistance as may be required by the Corporation for its purposes,

(b) carry out such duties and activities on behalf of the Corporation as the Corporation may direct,

(b.1) pay into the deposit insurance fund, out of its stabilization fund, in the case of a liquidation of a member credit union, an amount equal to the amount required for the Corporation to pay out claims of depositors of the credit union in accordance with section 220,

(c) assume or purchase such liabilities or assets of a member credit union on its liquidation as the Corporation may direct, and

(d) assume such costs and expenses in relation to the duties and activities of the Corporation as the Corporation may direct.

2008, c.26, s.15; 2016, c.10, s.51

### Restrictions on investments

**200** The stabilization board may make investments only in accordance with the regulations.

2016, c.10, s.52

### Stabilization fund

**201** The stabilization board shall establish and maintain a stabilization fund which may be used for the following purposes:

(a) to provide financial assistance to credit unions in accordance with this Act and the regulations for the purposes of stabilization;

(a.1) to make payments into the deposit insurance fund in accordance with paragraph 199(b.1); and

(b) to pay any costs or expenses incurred in doing such other things as may be necessary for or incidental to the attainment of the purposes of the stabilization board under this Act or the regulations.

2008, c.26, s.16; 2016, c.10, s.53

### Annual levies

**202(1)** The stabilization board shall levy and collect from each of its member credit unions such amount of money in relation to annual levies as may be determined by the stabilization board.

a) fournir les services et l'aide que la Société peut exiger pour réaliser ses objets,

b) exercer des fonctions et activités pour le compte de la Société selon ses instructions,

b.1) au moment de la liquidation d'une caisse populaire membre, verser dans le fonds d'assurance-dépôts sur son fonds de stabilisation les sommes qui permettent à la Société de régler les réclamations des déposants de la caisse populaire conformément à l'article 220,

c) assumer ou acheter le passif ou l'actif d'une caisse populaire membre à sa liquidation selon les instructions de la Société, et

d) assumer les frais et dépenses relatifs aux fonctions et activités de la Société, selon ses instructions.

2008, ch. 26, art. 15; 2016, ch. 10, art. 51

### Restrictions relatives aux placements

**200** L'office de stabilisation ne peut faire des placements qu'en conformité avec les règlements.

2016, ch. 10, art. 52

### Fonds de stabilisation

**201** L'office de stabilisation doit établir et maintenir un fonds de stabilisation qui peut servir aux fins suivantes :

a) fournir de l'aide financière aux caisses populaires aux fins de stabilisation conformément à la présente loi et aux règlements;

a.1) effectuer des versements dans le fonds d'assurance-dépôts conformément à l'alinéa 199b.1);

b) payer les frais ou dépenses engagés pour effectuer d'autres choses qui peuvent être nécessaires ou accessoires à la réalisation de ses objets en application de la présente loi ou des règlements.

2008, ch. 26, art. 16; 2016, ch. 10, art. 53

### Contributions annuelles

**202(1)** L'office de stabilisation doit lever et percevoir de chaque caisse populaire des sommes d'argent relatives aux contributions annuelles qu'il peut déterminer.

**202(2)** A credit union shall, within thirty days after the receipt of written notification of a levy imposed under subsection (1), pay to the stabilization board the total amount of the levy.

**202(3)** The stabilization board shall pay into its stabilization fund the amount paid to it in accordance with subsection (2).

**202(4)** Repealed: 2008, c.26, s.17  
2008, c.26, s.17; 2016, c.10, s.54

#### **Excluded amounts**

**202.1** For the purposes of sections 202.3 and 202.4, the amounts prescribed are excluded in determining the total amount of the stabilization fund of the stabilization board.

2008, c.26, s.18; 2016, c.10, s.55

#### **Repealed**

**202.2** Repealed: 2016, c.10, s.56  
2008, c.26, s.18; 2016, c.10, s.56

#### **Order fixing minimum amount to be maintained in stabilization fund**

**202.3(1)** Repealed: 2016, c.10, s.57

**202.3(2)** On or before May 31, 2015 and on or before May 31 of every third year after 2015, the Corporation shall review its existing order made under this section in respect of a stabilization fund and make a new order that continues, modifies or replaces the existing order.

**202.3(3)** A minimum amount fixed in an order under subsection (2) may be

- (a) a specified amount, or
- (b) an amount expressed as a percentage of the amount of the total assets of the member credit unions of the stabilization board in relation to which the order is made.

**202.3(4)** Without delay after an order is made under subsection (2) in respect of the stabilization fund of the stabilization board, the Corporation shall give written notice of the order to the stabilization board.

2008, c.26, s.18; 2016, c.10, s.57

**202(2)** Une caisse populaire doit, dans les trente jours après la réception d'un avis écrit d'une contribution imposée en vertu du paragraphe (1), payer à l'office de stabilisation le montant total de la contribution.

**202(3)** L'office de stabilisation doit verser dans son fonds de stabilisation ce qu'il a reçu conformément au paragraphe (2).

**202(4)** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 17  
2008, ch. 26, art. 17; 2016, ch. 10, art. 54

#### **Sommes exclues**

**202.1** Pour l'application des articles 202.3 et 202.4, sont exclues les sommes qui correspondent aux postes prescrits lorsqu'il s'agit de déterminer le solde du fonds de stabilisation de l'office de stabilisation.

2008, ch. 26, art. 18; 2016, ch. 10, art. 55

#### **Abrogé**

**202.2** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 56  
2008, ch. 26, art. 18; 2016, ch. 10, art. 56

#### **Ordre relatif au solde minimal d'un fonds de stabilisation**

**202.3(1)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 57

**202.3(2)** Au plus tard le 31 mai 2015, la Société revoit l'ordre actuel qu'elle a donné sous le régime du présent article relatif à un fonds de stabilisation et ordonne son maintien, sa modification ou son remplacement. Par la suite, elle procède à cette révision tous les trois ans au plus tard le 31 mai.

**202.3(3)** Le solde minimal que prévoit l'ordre donné en vertu du paragraphe (2) peut être :

- a) ou bien un montant déterminé;
- b) ou bien un montant exprimé en pourcentage correspondant à l'actif total des caisses populaires membres de l'office de stabilisation visé par l'ordre.

**202.3(4)** Lorsque, relativement au fonds de stabilisation de l'office de stabilisation, elle donne un ordre en vertu du paragraphe (2), la Société donne sans délai à l'office de stabilisation un avis écrit de cet ordre.

2008, ch. 26, art. 18; 2016, ch. 10, art. 57

**Minimum amount of stabilization fund**

**202.4(1)** On or before May 31 of each year, beginning in the year 2012, the Corporation shall review the stabilization board's most recent financial statements referred to in subsection 211(2) for the previous fiscal year of the stabilization board and give written notice to the stabilization board with respect to the sufficiency or insufficiency of its stabilization fund.

**202.4(2)** Repealed: 2016, c.10, s.58

**202.4(3)** Beginning in the year 2013, if the Corporation determines on a review under subsection (1) that the total amount of the stabilization fund on December 31 of the previous fiscal year was less than the minimum amount that was required to be maintained in the stabilization fund on that date by order of the Corporation under section 202.3, the Corporation shall, subject to subsection (6), make an order requiring the stabilization board, within the time specified in the order, to submit to the Corporation a plan, satisfactory to the Corporation, to replenish the stabilization fund on or before December 31 of the year in which the order is made, to the amount described in subsection (4).

**202.4(4)** The amount to which a stabilization fund must be replenished under an order under subsection (3) is an amount equal to the minimum amount that must be maintained in the stabilization fund, as required by the most recent order of the Corporation made under section 202.3 in relation to that stabilization fund.

**202.4(5)** If the Corporation makes an order under subsection (3), a copy of the order shall accompany the written notice given under subsection (1).

**202.4(6)** An order shall not be made under subsection (3) in respect of the stabilization fund of the stabilization board if the stabilization board is under supervision in accordance with Part XV.

**202.4(7)** Repealed: 2016, c.10, s.58

**202.4(8)** If the stabilization board fails to replenish its stabilization fund, as required by an order made under subsection (3), to the amount described in subsection (4) by December 31 of the year in which the order was made, the Corporation shall, on or before May 31 of the following year, provide financial assistance to the stabilization board in an amount equal to the difference between the amount described in subsection (4) and the total amount of the stabilization fund on December 31 of

**Solde minimal d'un fonds de stabilisation**

**202.4(1)** Au plus tard le 31 mai de chaque année à compter de 2012, la Société examine les états financiers de l'office de stabilisation visés au paragraphe 211(2) qui sont les plus récents pour son exercice financier précédent. L'examen terminé, elle lui donne un avis écrit concernant la suffisance ou l'insuffisance de son fonds de stabilisation.

**202.4(2)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 58

**202.4(3)** À compter de 2013, si elle juge à la suite de l'examen prévu au paragraphe (1) que le solde du fonds de stabilisation au 31 décembre de l'exercice financier précédent était inférieur au solde minimal qui devait être maintenu à cette date dans le fonds de stabilisation, selon l'ordre donné en vertu de l'article 202.3, la Société, sous réserve du paragraphe (6), exige par ordre que l'office de stabilisation lui présente dans le délai y imparti un plan de redressement qu'elle estime satisfaisant pour renflouer le fonds de stabilisation au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'ordre a été donné. Les sommes nécessaires à cette fin correspondent à celles qui sont mentionnées au paragraphe (4).

**202.4(4)** Afin de renflouer le fonds de stabilisation conformément à l'ordre prévu au paragraphe (3), les sommes à verser au fonds de stabilisation sont celles qui lui permettent d'atteindre le solde minimal prévu dans l'ordre le plus récent de la Société donné en vertu de l'article 202.3 par rapport à ce fonds de stabilisation.

**202.4(5)** La Société joint à l'avis écrit prévu au paragraphe (1) copie de tout ordre qu'elle a donné en vertu du paragraphe (3).

**202.4(6)** L'ordre que prévoit le paragraphe (3) ne peut être donné relativement au fonds de stabilisation de l'office de stabilisation qui a été mis sous surveillance conformément à la partie XV.

**202.4(7)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 58

**202.4(8)** Si l'office de stabilisation ne renfloue pas son fonds de stabilisation conformément à l'ordre donné en vertu du paragraphe (3) afin de maintenir le solde minimal prévu au paragraphe (4) au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'ordre a été donné, la Société lui fournit, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, une aide financière dont le montant correspond à l'écart constaté entre le solde minimal prévu au paragraphe (4) et le solde du fonds de stabilisation en date du

the year in which the order under subsection (3) was made.

**202.4(9)** Financial assistance provided under subsection (8) by the Corporation shall be subject to the terms and conditions determined by the Corporation.

2008, c.26, s.18; 2016, c.10, s.58

### Revocation of plans and orders

**202.5** If the stabilization board is placed under supervision in accordance with Part XV, any order of the Corporation under subsection 202.4(3), or any plan made under the order, that is in effect in relation to the stabilization board immediately before it is placed under supervision is revoked.

2008, c.26, s.18; 2016, c.10, s.59

### Directors

**203(1)** The business and affairs of the stabilization board shall be managed by a board of directors consisting of eight persons, namely

- (a) three persons who shall be elected by the delegates of its member credit unions at a regional meeting of those delegates held during the annual meeting of *Atlantic Central*,
- (b) two persons with proven financial ability to the satisfaction of the Superintendent who shall be appointed by the Commission, on the recommendation of the Superintendent,
- (c) two persons who shall be appointed by the board of directors of *Atlantic Central* who, notwithstanding paragraph 204(1)(d), may be directors of a credit union, other than a credit union that is under supervision in accordance with Part XV, and
- (d) the Superintendent who shall not have the right to vote and who shall not be counted in the quorum.

**203(2)** A person elected under paragraph (1)(a) or appointed under paragraph (1)(b) or (1)(c) shall be elected or appointed for a term not to exceed three years and is eligible for reappointment or re-election.

**203(3)** Notwithstanding subsection (2), a person is not eligible to serve as a director for more than nine consecutive years.

31 décembre de l'année au cours de laquelle a été donné l'ordre prévu au paragraphe (3).

**202.4(9)** L'aide financière que fournit la Société en vertu du paragraphe (8) est assujettie aux modalités et aux conditions qu'elle fixe.

2008, ch. 26, art. 18; 2016, ch. 10, art. 58

### Révocation de plans et d'ordres

**202.5** Si l'office de stabilisation est mis sous surveillance conformément à la partie XV, est révoqué tout ordre que donne la Société en vertu du paragraphe 202.4(3) ou tout plan de redressement établi en vertu de cet ordre qui est en vigueur par rapport à l'office immédiatement avant sa mise sous surveillance.

2008, ch. 26, art. 18; 2016, ch. 10, art. 59

### Administrateurs

**203(1)** Les activités et les affaires internes de l'office de stabilisation doivent être gérées par un conseil d'administration composé de huit personnes, à savoir

- a) trois personnes qui sont élues par les délégataires de ses caisses populaires membres à leur assemblée régionale tenue au cours de l'assemblée annuelle d'*Atlantic Central*,
- b) deux personnes nommées par la Commission sur la recommandation du surintendant qui ont une compétence financière reconnue que le surintendant juge satisfaisante,
- c) deux personnes nommées par le conseil d'administration d'*Atlantic Central* qui, malgré l'alinéa 204(1)d), peuvent être administrateurs d'une caisse populaire, sauf une caisse populaire mise sous surveillance conformément à la partie XV, et
- d) le surintendant qui n'a pas droit de vote et qui n'est pas inclus dans le calcul du quorum.

**203(2)** La personne élue en application de l'alinéa (1)a) ou nommée en application de l'alinéa (1)b) ou (1)c) doit être élue ou nommée pour un mandat d'au plus trois ans, qui est renouvelable.

**203(3)** Nonobstant le paragraphe (2), une personne ne peut pas servir à titre d'administrateur plus de neuf années consécutives.

**203(4)** Notwithstanding subsections (2) and (3) but subject to subsections (5), (6) and (6.1), a director shall remain in office until the director dies, resigns or is re-elected, reappointed or replaced.

**203(4.1)** Notwithstanding subsection (2), a person who has served as a director elected or appointed under subsection (1) for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (4), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be elected or appointed under subsection (1) for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

**203(5)** A person shall cease to be a director on ceasing to be qualified to serve as a director.

**203(6)** Repealed: 2016, c.10, s.60

**203(6.1)** A director of Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited elected under subparagraph (1)(a)(ii) may be removed from office by resolution of the delegates of its member credit unions at a regional meeting of those delegates.

**203(7)** Where a vacancy occurs during the term of office of a director elected under paragraph (1)(a), a quorum of directors may fill the vacancy until the next annual meeting of Atlantic Central.

**203(8)** Where a vacancy occurs during the term of office of a director appointed under paragraph (1)(b) or (c), the vacancy may be filled for the remainder of the term of the director by an appointment made under that paragraph.

2008, c.26, s.19; 2010, c.36, s.59; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.60

### Qualifications of directors

**204(0.1)** In this section, “officer” includes

- (a) in respect of a credit union,
  - (i) a chairperson, vice-chairperson or secretary of the credit union or a person who holds an equivalent office in the credit union, or

**203(4)** Malgré les paragraphes (2) et (3), mais sous réserve des paragraphes (5), (6) et (6.1), un administrateur doit rester en fonction jusqu’à son décès, sa démission, sa renomination, sa réélection ou son remplacement.

**203(4.1)** Malgré le paragraphe (2), ne peut être élue ou nommée en vertu du paragraphe (1) pour un autre mandat à titre d’administrateur la personne qui a été ainsi élue ou nommée et qui a exercé cette fonction pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l’application du paragraphe (4), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si une année au moins s’est écoulée depuis la fin de son mandat.

**203(5)** Une personne cesse d’être administrateur dès qu’elle n’a plus les qualités requises pour servir à ce titre.

**203(6)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 60

**203(6.1)** L’administrateur de *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited* élu en vertu du sous-alinéa (1)a)(ii) peut être destitué par résolution des délégués de ses caisses populaires membres à une assemblée régionale de ces délégués.

**203(7)** Lorsqu’il se produit une vacance au cours du mandat d’un administrateur élu en vertu de l’alinéa (1)a), les administrateurs peuvent, s’il y a quorum, y pourvoir jusqu’à la prochaine assemblée annuelle d’*Atlantic Central*.

**203(8)** Il peut être pourvu à la vacance qui se produit au cours du mandat d’un administrateur nommé en vertu de l’alinéa (1)b) ou c) pour le reste du mandat de l’administrateur par une nomination à laquelle il est procédé en vertu de cet alinéa.

2008, ch. 26, art. 19; 2010, ch. 36, art. 59; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 60

### Qualités requises pour être administrateur

**204(0.1)** Au présent article, « dirigeant » s’entend notamment des personnes suivantes :

- a) s’agissant d’une caisse populaire :
  - (i) son président, son vice-président ou son secrétaire ou le titulaire d’une charge équivalente relevant de celle-ci,

(ii) a chairperson of the credit committee, if any, of the credit union or of the audit committee of the credit union, and

(b) in respect of Atlantic Central or the stabilization board, a chairperson, vice-chairperson or secretary of Atlantic Central or the stabilization board or a person who holds an equivalent office in Atlantic Central or the stabilization board.

**204(1)** The following persons are disqualified from being a director of the stabilization board:

- (a) anyone who is less than nineteen years of age;
- (b) anyone who is not an individual;
- (c) a person who has the status of a bankrupt;
- (d) an employee, director or officer of a credit union or Atlantic Central or an employee of the Corporation;
- (d.1) a former employee of any of the following entities unless at least two years have passed since the person last ceased to be an employee of the entity:

- (i) a credit union;
- (ii) the *Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée*;
- (iii) Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited;
- (iv) the *Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée*;
- (v) Atlantic Central; and
- (vi) the Corporation;

(d.2) a person who has a loan with a credit union that is more than 3 months in arrears;

(e) an auditor of

- (i) a credit union which is a member of the stabilization board,

(ii) le président du comité de crédit, le cas échéant, ou du comité de vérification;

b) s'agissant d'*Atlantic Central* ou de l'office de stabilisation, leur président, leur vice-président ou leur secrétaire ou le titulaire d'une charge équivalente relevant de ceux-ci.

**204(1)** Les personnes suivantes n'ont pas les qualités requises pour être administrateurs de l'office de stabilisation :

- a) quiconque âgé de moins de dix-neuf ans;
- b) quiconque n'est pas un particulier;
- c) quiconque a le statut de failli;
- d) soit un employé, un administrateur ou un dirigeant d'une caisse populaire ou d'*Atlantic Central*, soit un employé de la Société;
- d.1) tout ancien employé de l'une quelconque des entités ci-dessous énumérées, sauf si au moins deux années se sont écoulées depuis la date à laquelle il a cessé pour la dernière fois d'occuper son emploi :

- (i) une caisse populaire,
- (ii) l'Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée,
- (iii) *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited*,
- (iv) la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée,
- (v) *Atlantic Central*,
- (vi) la Société;

d.2) un emprunteur d'une caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de trois mois;

e) les vérificateurs :

- (i) des caisses populaires qui sont membres de l'office de stabilisation,

(ii) the stabilization board, or

(iii) Atlantic Central;

(f) a solicitor of a credit union, the stabilization board or Atlantic Central; or

(g) any person who does not meet such requirements as may be set out in the by-laws of the stabilization board.

**204(2)** Subsection (1) does not apply to a director referred to in paragraph 203(1)(d).

2008, c.26, s.20; 2016, c.10, s.61

### Officers

**205(1)** The directors shall appoint from among themselves a chairperson and vice-chairperson.

**205(2)** The directors shall appoint a secretary who may or may not be a director and such other officers as they consider appropriate.

**205(3)** In the absence of the chairperson and vice-chairperson, the directors present at a duly constituted meeting of the directors may appoint from among themselves a person to preside at the meeting.

### Quorum

**206** A majority of the directors constitutes a quorum.

### Repealed

**207** Repealed: 2016, c.10, s.62

2010, c.36, s.60; 2016, c.10, s.62

### Remuneration and expenses of directors

**207.1(1)** Subject to the by-laws of Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited, its directors, other than the Superintendent, shall be paid the remuneration approved by delegates of its member credit unions at a regional meeting of those delegates held during the annual meeting of Atlantic Central.

**207.1(2)** Subject to the by-laws of Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited, its directors, other than the Superintendent, shall be reimbursed for any reasonable expenses incurred in the performance of their duties that are approved by delegates of its member

(ii) de l'office de stabilisation,

(iii) d'*Atlantic Central*;

f) les avocats d'une caisse populaire, de l'office de stabilisation ou d'*Atlantic Central*;

g) quiconque ne satisfait pas aux exigences énoncées dans les règlements administratifs de l'office de stabilisation.

**204(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'administrateur visé à l'alinéa 203(1)d).

2008, ch. 26, art. 20; 2016, ch. 10, art. 61

### Dirigeants

**205(1)** Les administrateurs doivent nommer un président et un vice-président choisis parmi eux.

**205(2)** Les administrateurs doivent nommer un secrétaire qui peut avoir ou non la qualité d'administrateur et d'autres dirigeants de la manière qu'ils estiment à propos.

**205(3)** En l'absence du président et du vice-président, les administrateurs présents à une réunion d'administrateurs régulièrement constituée peuvent élire parmi eux une personne pour présider la réunion.

### Quorum

**206** La majorité des administrateurs constitue le quorum.

### Abrogé

**207** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 62

2010, ch. 36, art. 60; 2016, ch. 10, art. 62

### Rémunération et dépenses des administrateurs

**207.1(1)** Sous réserve des règlements administratifs de *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited*, ses administrateurs, le surintendant excepté, reçoivent la rémunération qu'approuvent les délégués de ses caisses populaires membres à l'assemblée régionale des délégués tenue à l'assemblée annuelle d'*Atlantic Central*.

**207.1(2)** Sous réserve des règlements administratifs de *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited*, ses administrateurs, le surintendant excepté, reçoivent au titre des dépenses raisonnables qu'ils ont exposées dans l'exercice de leurs fonctions le remboursement qu'ap-

credit unions at a regional meeting of those delegates held during the annual meeting of Atlantic Central.

2010, c.36, s.61; 2016, c.10, s.63

### By-laws

**208(1)** The directors of the stabilization board may by resolution make, amend or repeal any by-law in relation to the business and affairs of the stabilization board.

**208(2)** The directors shall submit a by-law and an amendment or a repeal of a by-law to the Superintendent.

**208(3)** No by-law and no amendment or repeal of a by-law is effective until it is approved by the Superintendent.

### Fiscal year

**209** The fiscal year of the stabilization board ends on the thirty-first day of December of each year.

2016, c.10, s.64

### Records

**210** The stabilization board shall maintain records in relation to the business and affairs of the stabilization board in accordance with sound business practices.

2016, c.10, s.65

### Audit and annual report

**211(1)** The books and accounts of the stabilization board shall be audited at least once each year by an auditor appointed by the stabilization board and approved by the Superintendent.

**211(2)** On or before the thirtieth day of April of each year, the stabilization board shall prepare and submit to the Superintendent a report which is to include

- (a) the financial statements of the stabilization board in relation to the preceding fiscal year of the stabilization board,
- (b) the report of the auditor, and
- (c) such further information respecting the financial position of the stabilization board and the results of its operation as may be required by the Superintendent or this Act or the regulations.

prouvent les délégués de ses caisses populaires membres à l'assemblée régionale des délégués tenue à l'assemblée annuelle d'*Atlantic Central*.

2010, ch. 36, art. 61; 2016, ch. 10, art. 63

### Règlements administratifs

**208(1)** Les administrateurs de l'office de stabilisation peuvent, par résolution, établir, modifier ou abroger des règlements administratifs relatifs aux activités et aux affaires internes de l'office de stabilisation.

**208(2)** Les administrateurs doivent soumettre les règlements administratifs, leurs modifications ou leur abrogation au surintendant.

**208(3)** Les règlements administratifs, leurs modifications ou leur abrogation ne prennent effet qu'après approbation du surintendant.

### Exercice financier

**209** L'exercice financier de l'office de stabilisation se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

2016, ch. 10, art. 64

### Livres

**210** L'office de stabilisation doit tenir des livres relatifs à ses activités et affaires internes conformément aux pratiques opérationnelles saines.

2016, ch. 10, art. 65

### Vérification et rapport annuel

**211(1)** Les livres et les comptes de l'office de stabilisation doivent être vérifiés au moins une fois annuellement par un vérificateur nommé par l'office de stabilisation et approuvé par le surintendant.

**211(2)** Au plus tard, le trente avril de chaque année, l'office de stabilisation doit préparer et soumettre au surintendant un rapport qui doit comprendre

- a) les états financiers de l'office de stabilisation se rapportant à l'exercice financier précédent de l'office de stabilisation,
- b) le rapport du vérificateur, et
- c) tout autre renseignement sur la situation financière de l'office de stabilisation et les résultats de ses opérations que le surintendant, la présente loi ou les règlements peuvent exiger.



**211(3)** The financial statements referred to in paragraph (2)(a) shall be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

**211(4)** At the same time as the stabilization board submits a report to the Superintendent under subsection (2), it shall submit a copy of the report to the Corporation.

2008, c.26, s.21; 2016, c.10, s.66

#### **Report to Superintendent by auditor**

**212** The Superintendent may require the auditor of the stabilization board to report to the Superintendent

- (a) on the adequacy of the business and financial policies and procedures adopted by the stabilization board, and
- (b) on the scope of the audit and the nature of the procedures followed in auditing the books and accounts of the stabilization board.

2016, c.10, s.67

#### **Application of other provisions in relation to the auditor**

**213** Subsection 113(3), except subparagraph (a)(ii), and subsections 113(4), (5) and (6) apply with the necessary modifications in relation to the auditor of the stabilization board.

2016, c.10, s.68

### **PART XIII**

#### **NEW BRUNSWICK CREDIT UNION DEPOSIT INSURANCE CORPORATION**

##### **Application**

**214** This Part applies to the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation.

##### **Establishment of the Corporation**

**215** There is hereby established a body corporate to be known as the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation.

**211(3)** Les états financiers visés à l'alinéa (2)a) doivent être préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus qui proviennent principalement du Manuel de l'institut canadien des comptables agréés.

**211(4)** Lorsqu'il remet son rapport au surintendant conformément au paragraphe (2), l'office de stabilisation en remet en même temps copie à la Société.

2008, ch. 26, art. 21; 2016, ch. 10, art. 66

#### **Rapport au surintendant par le vérificateur**

**212** Le surintendant peut exiger que le vérificateur de l'office de stabilisation lui fasse rapport

- a) sur la suffisance des pratiques opérationnelles et des politiques et procédures financières adoptées par l'office de stabilisation, et
- b) sur la portée de la vérification et la nature des procédures suivies au cours de la vérification des livres et des comptes de l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 67

#### **Application d'autres dispositions relatives au vérificateur**

**213** Le paragraphe 113(3), sauf le sous-alinéa a)(ii), et les paragraphes 113(4), (5) et (6) s'appliquent au vérificateur de l'office de stabilisation avec les adaptations nécessaires.

2016, ch. 10, art. 68

### **PARTIE XIII**

#### **SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DES CAISSES POPULAIRES DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

##### **Application**

**214** La présente partie s'applique à la Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick.

##### **Établissement de la Société**

**215** Il est établi par la présente un corps constitué appelé la Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick.

### Agent of Crown

**215.1** The Corporation is, for all purposes, an agent of Her Majesty in right of the Province.

2009, c.37, s.1

### Purposes of the Corporation

**216** The purposes of the Corporation are

(a) to provide, for the benefit of persons having deposits with credit unions in New Brunswick, deposit insurance against loss of part or all of such deposits by making payment to the persons to the extent and in the manner authorized by this Act and the regulations,

(b) in such circumstances as the Corporation considers appropriate, to assist the stabilization board in providing financial assistance to credit unions under paragraph 198(1)(c) or the regulations, and

(c) to do such other things as may be required or authorized by this Act or the regulations.

2008, c.26, s.22; 2016, c.10, s.69

### Powers of the Corporation

**217** The Corporation may

(a) determine the amounts of money to be levied and collected from credit unions for the purposes of sections 224 and 225,

(b) borrow money on the credit of the Corporation or on bills of exchange or promissory notes drawn, made, accepted or endorsed by or on behalf of the Corporation and may pledge as security any or all of the assets of the Corporation,

(c) enter into any agreement or arrangement with the stabilization board or any other person or body as it considers appropriate for the attainment of its purposes,

(d) apply to the Minister for grants, loans or guarantees of loans to assist it in carrying out its purposes,

(e) make or cause to be made such inspections, examinations and inquiries in relation to credit unions and such actuarial or similar studies as the Corporation considers appropriate,

### Mandataire de la Couronne

**215.1** La Société est, à toutes fins, mandataire de Sa Majesté du chef de la province.

2009, ch. 37, art. 1

### Objets de la Société

**216** La Société a pour objets

a) de fournir, au bénéfice des déposants auprès des caisses populaires au Nouveau-Brunswick, l'assurance-dépôts contre les pertes totales ou partielles de ces dépôts en leur remboursant dans les limites et de la manière autorisées par la présente loi et les règlements,

b) d'aider l'office de stabilisation à fournir de l'aide financière aux caisses populaires en vertu de l'alinéa 198(1)c) ou des règlements dans les circonstances que la Société estime appropriées, et

c) d'effectuer toutes autres choses que la présente loi ou les règlements peuvent exiger ou autoriser.

2008, ch. 26, art. 22; 2016, ch. 10, art. 69

### Pouvoirs de la Société

**217** La Société peut

a) déterminer les sommes d'argent à lever et à percevoir des caisses populaires aux fins des articles 224 et 225,

b) emprunter de l'argent sur le crédit de la Société ou au moyen des billets ou lettres de change tirés, faits, acceptés ou endossés par la Société ou pour son compte et donner en garantie la totalité ou une partie de l'actif de la Société,

c) conclure des accords ou arrangements avec l'office de stabilisation ou toute autre personne ou organisme qu'elle estime à propos pour la réalisation de ses objets,

d) demander au Ministre des subventions, des prêts ou des garanties de prêts pour l'aider dans la réalisation de ses objets,

e) effectuer ou faire effectuer des inspections, examens et enquêtes relatifs aux caisses populaires et des études actuarielles ou similaires que la Société estime à propos,

(f) make loans and advances to the stabilization board and to take security for such loans and advances,

(f.1) make grants to the stabilization board and credit unions,

(g) guarantee loans made by third parties to credit unions or the stabilization board and to take security for such guarantees,

(g.1) guarantee loans made by credit unions to third parties,

(h) make investments in relation to the deposit insurance fund or cause such investments to be made,

(h.1) assume, in whole or in part, the liabilities, including contingent liabilities, of a credit union,

(i) assume or purchase the liabilities or assets of credit unions or the stabilization board on their liquidation or dissolution,

(j) request the stabilization board to do any thing for the purposes of section 199, and

(k) do such other things as may be necessary for or incidental to the attainment of its purposes.

2007, c.48, s.1; 2016, c.10, s.70

### Information to be provided to the Corporation

**217.1(1)** On the request of the Corporation, the Superintendent shall provide to the Corporation such information concerning the exercise or performance of his or her powers or duties under this Act or the regulations as the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

**217.1(2)** On the request of the Corporation, the Superintendent shall provide to the Corporation such information concerning a credit union, the stabilization board or Atlantic Central as the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

f) effectuer des prêts et avances à l'office de stabilisation et prendre des garanties y afférentes,

f.1) verser des subventions à l'office de stabilisation et aux caisses populaires,

g) garantir des prêts accordés par les tierces parties aux caisses populaires ou à l'office de stabilisation et prendre des garanties y afférentes,

g.1) garantir des prêts accordés par les caisses populaires à des tierces parties,

h) effectuer ou faire effectuer des placements relatifs au fonds d'assurance-dépôts,

h.1) assumer, en tout ou en partie, les responsabilités, y compris des responsabilités éventuelles, d'une caisse populaire,

i) assumer ou acheter les passifs ou les actifs des caisses populaires ou de l'office de stabilisation à leur liquidation ou dissolution,

j) demander à l'office de stabilisation de faire quelque chose aux fins de l'article 199, et

k) effectuer toutes autres choses qui peuvent être nécessaires ou accessoires à la réalisation de ses objets.

2007, ch. 48, art. 1; 2016, ch. 10, art. 70

### Obligation de communiquer des renseignements à la Société

**217.1(1)** À la demande de la Société, le surintendant lui fournit les renseignements relatifs à l'exercice des pouvoirs et des fonctions qui lui sont conférés sous le régime de la présente loi et de son règlement d'application et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour lui permettre de réaliser ses objets en vertu de la présente loi.

**217.1(2)** À la demande de la Société, le surintendant lui fournit les renseignements relatifs à une caisse populaire, à l'office de stabilisation ou à *Atlantic Central* et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour lui permettre de réaliser ses objets en vertu de la présente loi.

**217.1(3)** On the request of the Corporation, the stabilization board shall provide to the Corporation any information concerning the stabilization board, the stabilization board's member credit unions or Atlantic Central that the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

2008, c.26, s.23; 2010, c.36, s.62; 2016, c.10, s.71

#### **Assessment and analysis by independent expert**

**217.2(1)** On or before April 30, 2012 and on or before April 30 of every third year after 2012, the Corporation shall cause an independent expert to make an assessment and analysis of the sufficiency of the stabilization fund.

**217.2(2)** An individual or firm is qualified to be an independent expert for the purposes of subsection (1) if

(a) in the case of an individual, the person is independent and

(i) is a member in good standing of the Chartered Professional Accountants of New Brunswick or an institute or association of accountants incorporated under an Act of the Legislature of a province or is a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries, and

(ii) has experience and expertise in performing assessments and analyses in relation to financial institutions sufficient to meet the requirements of the Corporation, and

(b) in the case of a firm, the member of the firm designated by the firm to make the assessment and analysis under subsection (1) on behalf of the firm is qualified in accordance with paragraph (a).

**217.2(3)** For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact, and

(b) a person shall be deemed not to be independent if that person or that person's business partner

(i) is a business partner, director, officer or employee of a credit union, Atlantic Central or the stabilization board or the Corporation, or

**217.1(3)** À la demande de la Société, l'office de stabilisation lui fournit les renseignements qui le concernent ou qui concernent ses caisses populaires membres ou *Atlantic Central* et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour se permettre de réaliser les objets que lui confie la présente loi.

2008, ch. 26, art. 23; 2010, ch. 36, art. 62; 2016, ch. 10, art. 71

#### **Évaluation et analyse par un expert indépendant**

**217.2(1)** Au plus tard le 30 avril 2012, la Société fait procéder à une évaluation et à une analyse de la suffisance du fonds de stabilisation par un expert indépendant. Par la suite, elle fait procéder à l'évaluation et à l'analyse tous les trois ans au plus tard le 30 avril.

**217.2(2)** Pour l'application du paragraphe (1), un particulier ou un cabinet possède les qualités requises pour faire fonction d'expert indépendant, si sont réunies les conditions suivantes :

a) s'agissant du particulier, il est indépendant et satisfait aux exigences suivantes :

(i) il est membre en règle de Comptables professionnels agréés du Nouveau-Brunswick ou d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi de la Législature d'une province ou est *fellow* de l'Institution canadien des actuaires,

(ii) il compte de l'expérience professionnelle et possède une expertise en matière d'évaluation et d'analyse financière des institutions financières que la Société juge suffisantes;

b) s'agissant du cabinet, le membre qu'il a désigné pour procéder pour son compte à l'évaluation et à l'analyse que prévoit le paragraphe (1) possède les qualités requises prévues à l'alinéa a).

**217.2(3)** Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait;

b) une personne est réputée ne pas être indépendante dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) la personne ou son associé est associé, administrateur, dirigeant ou employé d'une caisse populaire, d'*Atlantic Central*, de l'office de stabilisation ou de la Société,

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the shares of a credit union.

**217.2(4)** A person is not disqualified from being an independent expert by reason only of the person's membership in a credit union.

2014, c.28, s.73; 2016, c.10, s.72

### By-laws

**218** The Corporation may make by-laws

- (a) respecting the administration, management and control of the property and affairs of the Corporation,
- (b) respecting the functions, duties and remuneration of the officers, agents and employees of the Corporation, if any,
- (c) respecting the appointment or disposition of any special committees from time to time created by the Corporation,
- (d) respecting the appointment of an auditor,
- (e) determining the seal of the Corporation,
- (f) respecting the time and place for the holding of meetings of the directors and the procedure at such meetings,
- (g) respecting the manner in which a credit union may represent that it is a contributor to the deposit insurance fund,
- (h) authorizing and controlling the use by credit unions, Atlantic Central and the stabilization board of marks, signs, advertisements or other devices indicating that deposits with credit unions are insured by the Corporation,
- (i) defining the word "deposit" for the purposes of deposit insurance, and
- (j) respecting the conduct in all other particulars of the affairs of the Corporation.

2016, c.10, s.73

(ii) la personne ou son associé est propriétaire, même indirectement, d'un intérêt important sur les parts sociales d'une caisse populaire ou il en a le contrôle, même indirectement.

**217.2(4)** Une personne n'est pas inhabile à agir comme expert indépendant du seul fait de son statut de membre d'une caisse populaire.

2014, ch. 28, art. 73; 2016, ch. 10, art. 72

### Règlements administratifs

**218** La Société peut établir des règlements administratifs

- a) concernant l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens et affaires internes,
- b) concernant la rémunération, les fonctions et devoirs de ses dirigeants, mandataires et employés, le cas échéant,
- c) concernant la nomination ou l'élimination de tout comité spécial qu'elle a créé à l'occasion,
- d) concernant la nomination d'un vérificateur,
- e) établissant le sceau de la Société,
- f) concernant les date, heure et lieu où se tiennent les réunions des administrateurs ainsi que la procédure qui s'y déroule,
- g) concernant la manière dont une caisse populaire peut signaler qu'elle contribue au fonds d'assurance-dépôts,
- h) autorisant et contrôlant l'utilisation des marques, signes, publicités ou autres dispositifs par les caisses populaires, *Atlantic Central* et l'office de stabilisation indiquant que les dépôts dans les caisses populaires sont assurés par la Société,
- i) définissant le terme « dépôt » aux fins de l'assurance-dépôts, et
- j) concernant la conduite des affaires internes de la Société pour tous les autres détails.

2016, ch. 10, art. 73

**Repealed**

**219** Repealed: 2013, c.31, s.13  
2013, c.31, s.13

**Deposit insurance**

**220(1)** Subject to the by-laws of the Corporation, the Corporation shall insure deposits placed with a credit union to an amount determined in accordance with the regulations.

**220(2)** Where the Corporation is obliged to make payment in accordance with paragraph 223(a) in relation to any deposit insured by it, the Corporation, as soon as possible after the obligation arises, shall, in relation to such deposit, make payment, or cause such payment to be made to such person as appears entitled to it by the records of the credit union with whom the deposit was made, by paying, or causing to be paid to such person an amount in money equal to so much of the person's outstanding claim against the credit union as is insured by the Corporation.

**220(3)** Payment under this section by or on behalf of the Corporation in relation to any deposit insured by deposit insurance discharges the Corporation from all liability in relation to that deposit.

**220(4)** Where the Corporation makes a payment, or causes a payment to be made, under this section in relation to any deposit with a credit union, the Corporation is subrogated to the extent of the payment made to all the rights and interests of the depositor as against that credit union.

**Interest of Superintendent**

**221** The Superintendent shall be deemed to have an interest in the deposit insurance fund as representative of all persons who may be claimants against credit unions, and the directors of the Corporation shall furnish the Superintendent with such financial statements and other information in relation to the fund and the Corporation as the Superintendent may require.

**Prohibition on advertising**

**222(1)** No credit union shall advertise or hold out by any written or oral representation that its deposits are insured by the Corporation otherwise than by such marks, signs, advertisements or other devices as are authorized by the by-laws of the Corporation and used in the manner and on the occasions specified by the by-laws.

**Abrogé**

**219** Abrogé : 2013, ch. 31, art. 13  
2013, ch. 31, art. 13

**Assurance-dépôts**

**220(1)** Sous réserve de ses règlements administratifs, la Société doit assurer les dépôts dans une caisse populaire jusqu'à concurrence d'un montant déterminé conformément aux règlements.

**220(2)** Lorsque la Société est obligée de faire un paiement conformément à l'alinéa 223a), relatif à tout dépôt qu'elle a assuré, elle doit, aussitôt que l'obligation survient par rapport à ce dépôt, verser ou faire verser le paiement à la personne qui apparaît y avoir droit selon les livres de la caisse populaire dépositaire du dépôt en versant ou en faisant verser à cette personne un montant égal à la réclamation non réglée que celle-ci a contre la caisse populaire jusqu'à concurrence du montant assuré par la Société.

**220(3)** Le paiement fait en application du présent article par la Société ou pour son compte relativement à tout dépôt assuré par l'assurance-dépôts libère la Société de toute responsabilité vis-à-vis de ce dépôt.

**220(4)** Lorsque la Société effectue ou fait effectuer un paiement en application du présent article relativement à tout dépôt dans une caisse populaire, la Société est subrogée dans les limites de son paiement au déposant dans tous ses droits et intérêts contre cette caisse populaire.

**Intérêt du surintendant**

**221** Le surintendant est réputé avoir un intérêt dans le fonds d'assurance-dépôts comme représentant de toutes les personnes qui peuvent être des réclamants contre les caisses populaires, et les administrateurs de la Société doivent fournir au surintendant les états financiers et autres renseignements relatifs au fonds et à la Société que le surintendant peut exiger.

**Prohibition relative à la publicité**

**222(1)** Nulle caisse populaire ne peut faire de la publicité ou prétendre par toute représentation écrite ou orale que ses dépôts sont assurés par la Société autrement que par les marques, signes, publicités ou autres dispositifs autorisés par les règlements administratifs de la Société

**222(2)** Repealed: 2016, c.36, s.4  
2016, c.36, s.4

### **Deposit insurance fund**

**223** The Corporation shall establish and maintain a deposit insurance fund which may be used for the following purposes:

- (a) to pay out claims of depositors in accordance with section 220 on the liquidation of a credit union;
- (b) to assist the stabilization board in providing financial assistance to credit unions under paragraph 198(1)(c) or the regulations; and
- (c) to pay any costs or expenses incurred in doing such other things as may be necessary for or incidental to the attainment of the purposes of the Corporation.

2008, c.26, s.24; 2016, c.10, s.74

### **Levies to be determined by the Corporation**

**224** The Corporation shall determine the amount of money to be levied and collected from credit unions from time to time to enable the Corporation to provide its services and to carry out its purposes in accordance with this Act and the regulations.

### **Levies to be collected by the stabilization board**

**225(1)** On the direction of the Corporation, the stabilization board shall, on behalf of the Corporation, levy and collect from its member credit unions such amounts as may be determined by the Corporation, in such manner and at such times as the Corporation may direct.

**225(2)** A credit union shall pay to the stabilization board such amounts as may be levied under subsection (1) at such times as may be required by the stabilization board.

**225(3)** The stabilization board shall pay into the deposit insurance fund the amounts paid to it in accordance with subsection (2).

2016, c.10, s.75

et utilisés de la manière et dans les circonstances y précisées.

**222(2)** Abrogé : 2016, ch. 36, art. 4  
2016, ch. 36, art. 4

### **Fonds d'assurance-dépôts**

**223** La Société doit établir et maintenir un fonds d'assurance-dépôts qui peut servir aux fins suivantes :

- a) régler les réclamations des déposants conformément à l'article 220 lors de la liquidation d'une caisse populaire;
- b) aider l'office de stabilisation à fournir de l'aide financière aux caisses populaires en vertu de l'alinéa 198(1)c) ou des règlements;
- c) payer les frais ou dépenses engagés en effectuant d'autres choses qui peuvent s'avérer nécessaires ou accessoires à la réalisation de ses objets.

2008, ch. 26, art. 24; 2016, ch. 10, art. 74

### **Contributions à déterminer par la Société**

**224** La Société doit déterminer les sommes d'argent à lever et à percevoir des caisses populaires à l'occasion afin qu'elle puisse fournir ses services et réaliser ses objets conformément à la présente loi et aux règlements.

### **Contributions à percevoir par l'office de stabilisation**

**225(1)** Selon les instructions de la Société, l'office de stabilisation doit, pour le compte de la Société, lever et percevoir de ses caisses populaires membres des montants que la Société peut déterminer de la manière et aux moments que la Société peut fixer.

**225(2)** Une caisse populaire doit payer à l'office de stabilisation des montants qui peuvent être levés en vertu du paragraphe (1) aux moments que l'office de stabilisation peut imposer.

**225(3)** L'office de stabilisation doit verser au fonds d'assurance-dépôts des montants qui lui ont été payés conformément au paragraphe (2).

2016, ch. 10, art. 75

**Repealed**

**226** Repealed: 2016, c.10, s.76  
2016, c.10, s.76

**Repealed**

**227** Repealed: 2008, c.26, s.25  
2008, c.26, s.25

**Deposit insurance fund to be maintained as single account**

**227.1(1)** The deposit insurance fund referred to in section 223 shall be maintained as a single account held in the name of the Corporation and administered and invested by the Corporation.

**227.1(2)** Repealed: 2016, c.10, s.77  
2008, c.26, s.26; 2016, c.10, s.77

**Government loans and guarantees**

**228(1)** On the application of the Corporation, the Minister may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council and subject to such terms and conditions as the Minister considers appropriate,

- (a) make loans, advances or grants to the Corporation, and
- (b) guarantee any loans or advances made to the Corporation by others.

**228(2)** The amount of any loan or advance made to the Corporation under paragraph (1)(a) shall be paid out of the Consolidated Fund.  
2007, c.48, s.2

**Directors**

**229(1)** The business and affairs of the Corporation shall be administered by a board of directors consisting of six persons, namely

- (a) four persons who shall be appointed in accordance with subsection (2),
  - (a.1) the Deputy Minister of Finance or his or her designate, and
  - (a.2) Repealed: 2016, c.37, s.41
- (b) the Superintendent.

**Abrogé**

**226** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 76  
2016, ch. 10, art. 76

**Abrogé**

**227** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 25  
2008, ch. 26, art. 25

**Compte unique relatif au fonds d'assurance-dépôts**

**227.1(1)** Le fonds d'assurance-dépôts que vise l'article 223 est maintenu comme compte unique détenu au nom de la Société, laquelle le gère et peut s'en servir pour faire des placements.

**227.1(2)** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 77  
2008, ch. 26, art. 26; 2016, ch. 10, art. 77

**Prêts et garanties du gouvernement**

**228(1)** À la demande de la Société, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des modalités et conditions que le Ministre estime à propos, ce dernier peut

- a) faire des prêts ou des avances à la Société ou lui verser des subventions, et
- b) garantir des prêts ou avances faits à la Société par d'autres créanciers.

**228(2)** Le montant de tout prêt ou avance faits à la Société aux termes de l'alinéa (1)a) doit être prélevé du Fonds consolidé.  
2007, ch. 48, art. 2

**Administrateurs**

**229(1)** Les activités et les affaires internes de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de six personnes, à savoir

- a) quatre personnes nommées conformément au paragraphe (2);
  - a.1) le sous-ministre des Finances ou la personne qu'il désigne;
  - a.2) Abrogé : 2016, ch. 37, art. 41
- b) le surintendant.



**229(2)** The Minister shall appoint 4 persons to the board of directors of the Corporation.

**229(3)** A person appointed under subsection (2) shall be appointed for a term not to exceed three years and is eligible for reappointment.

**229(3.1)** Notwithstanding subsection (3), a director appointed under subsection (2) is not eligible to serve as a director for more than 9 consecutive years.

**229(4)** Notwithstanding subsections (3) and (3.1) but subject to subsections (5) and (5.1), a director appointed under subsection (2) shall remain in office until the director dies, resigns or is reappointed or replaced.

**229(4.1)** Notwithstanding subsection (3), a person who has served as a director appointed under subsection (2) for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (4), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be appointed under subsection (2) for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

**229(5)** A person shall cease to be a director on ceasing to be qualified to serve as a director.

**229(5.1)** The Minister may at any time remove a director appointed under subsection (2) from office.

**229(6)** Where a vacancy occurs during the term of office of a director, the vacancy shall be filled for the remainder of the term of the director by an appointment made under subsection (2) by the Minister.

2008, c.26, s.27; 2012, c.39, s.57; 2016, c.37, s.41

### Qualifications of directors

**229.1(1)** In this section, “officer” includes

- (a) in respect of a credit union,
  - (i) a chairperson, vice-chairperson or secretary of the credit union or a person who holds an equivalent office in the credit union, or
  - (ii) a chairperson of the credit committee, if any, of the credit union or of the audit committee of the credit union, and

**229(2)** Le Ministre nomme quatre personnes au conseil d’administration de la Société.

**229(3)** Le mandat des personnes nommées en vertu du paragraphe (2) est de trois ans au plus et est renouvelable.

**229(3.1)** Malgré le paragraphe (3), l’administrateur nommé en vertu du paragraphe (2) ne peut agir à ce titre pendant plus de neuf années consécutives.

**229(4)** Malgré les paragraphes (3) et (3.1), mais sous réserve des paragraphes (5) et (5.1), l’administrateur nommé en vertu du paragraphe (2) reste en fonction jusqu’à son décès, sa démission, sa renomination ou son remplacement.

**229(4.1)** Malgré le paragraphe (3), ne peut être nommée en vertu du paragraphe (2) pour un autre mandat à titre d’administrateur la personne qui a été ainsi nommée et qui a exercé cette fonction pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l’application du paragraphe (4), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si au moins une année s’est écoulée depuis la fin de son mandat.

**229(5)** Une personne cesse d’être administrateur dès qu’elle devient inhabile à agir à ce titre.

**229(5.1)** Le Ministre peut à tout moment destituer un administrateur nommé en vertu du paragraphe (2).

**229(6)** Lorsqu’une vacance se produit au cours du mandat d’un administrateur, le Ministre y pourvoit pour le reste du mandat par une nomination à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (2).

2008, ch. 26, art. 27; 2012, ch. 39, art. 57; 2016, ch. 37, art. 41

### Qualités requises pour être administrateur

**229.1(1)** Au présent article, « dirigeant » s’entend notamment des personnes suivantes :

- a) s’agissant d’une caisse populaire :
  - (i) son président, son vice-président ou son secrétaire ou le titulaire d’une charge équivalente relevant de celle-ci,
  - (ii) le président du comité de crédit, le cas échéant, ou du comité de vérification,

(b) in respect of Atlantic Central or the stabilization board, a chairperson, vice-chairperson or secretary of Atlantic Central or the stabilization board or a person who holds an equivalent office in Atlantic Central or the stabilization board.

**229.1(2)** The following persons are disqualified from being a director of the Corporation:

- (a) anyone who is less than 19 years of age;
- (b) anyone who is not an individual;
- (c) a person who has the status of a bankrupt;
- (d) an employee, director or officer of a credit union, the stabilization board or Atlantic Central or an employee of the Corporation;
- (e) an auditor of a credit union, the stabilization board, Atlantic Central or the Corporation;
- (f) a solicitor of a credit union, the stabilization board, Atlantic Central or the Corporation;
- (g) a former employee of any of the following entities unless at least two years have passed since the person last ceased to be an employee of the entity:
  - (i) a credit union;
  - (ii) the *Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée*;
  - (iii) Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited;
  - (iv) the *Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée*;
  - (v) Atlantic Central; and
  - (vi) the Corporation; or
- (h) a person who has a loan with a credit union that is more than 3 months in arrears.

b) s'agissant d'*Atlantic Central* ou de l'office de stabilisation, leur président, leur vice-président ou leur secrétaire ou le titulaire d'une charge équivalente relevant de ceux-ci.

**229.1(2)** Ne peut être administrateur de la Société :

- a) une personne âgée de moins de 19 ans;
- b) une personne qui n'est pas un particulier;
- c) une personne qui a le statut de failli;
- d) soit un employé, un administrateur ou un dirigeant d'une caisse populaire, de l'office de stabilisation ou d'*Atlantic Central*, soit un employé de la Société;
- e) le vérificateur d'une caisse populaire, de l'office de stabilisation, d'*Atlantic Central* ou de la Société;
- f) l'avocat d'une caisse populaire, de l'office de stabilisation, d'*Atlantic Central* ou de la Société;
- g) tout ancien employé de l'une quelconque des entités ci-dessous énumérées, sauf si au moins deux années se sont écoulées depuis la date à laquelle il a cessé pour la dernière fois d'occuper son emploi :
  - (i) une caisse populaire,
  - (ii) l'Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée,
  - (iii) *Brunswick Credit Union Stabilization Board Limited*,
  - (iv) la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée,
  - (v) *Atlantic Central*,
  - (vi) la Société;
- h) un emprunteur d'une caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de trois mois.

**229.1(3)** Subsection (2) does not apply to a director referred to in paragraph 229(1)(a.1), (a.2) or (b).

2008, c.26, s.28; 2016, c.10, s.78

### Officers

**230(1)** The Minister shall appoint from among the directors appointed by the Minister under subsection 229(2), a chairperson of the board of directors of the Corporation.

**230(2)** The chairperson shall preside at all meetings of the Corporation.

**230(3)** In the absence of the chairperson, the directors present at a duly constituted meeting of the directors may elect from among themselves a person to preside at the meeting.

**230(4)** The directors may appoint a secretary and such other officers as they consider appropriate.

2008, c.26, s.29

### Quorum

**231** A majority of the directors constitutes a quorum.

### Voting

**232** All directors, including the chairperson, shall have a vote.

2008, c.26, s.30

### Remuneration and expenses of directors

**233** While acting as a director of the Corporation, a director appointed under subsection 229(2) shall be paid such remuneration and shall be reimbursed for such expenses as the Corporation determines.

2008, c.26, s.31

### Fiscal year

**234** The fiscal year of the Corporation ends on the thirty-first day of December of each year.

### Annual report to the Commission

**235** The Corporation shall, within four months after the end of each fiscal year, submit to the Commission an annual report in relation to its operations in the preceding fiscal year, containing

**229.1(3)** Le paragraphe (2) ne s'applique pas à un administrateur visé à l'alinéa 229(1)a.1), a.2) ou b).

2008, ch. 26, art. 28; 2016, ch. 10, art. 78

### Dirigeants

**230(1)** Le Ministre nomme le président du conseil d'administration de la Société parmi les administrateurs qu'il a nommés en vertu du paragraphe 229(2).

**230(2)** Le président doit présider toutes les réunions de la Société.

**230(3)** En l'absence du président, les administrateurs présents à une réunion d'administrateurs régulièrement constituée peuvent élire l'un d'entre eux pour présider la réunion.

**230(4)** Les administrateurs peuvent nommer un secrétaire et d'autres dirigeants de la manière qu'ils estiment à propos.

2008, ch. 26, art. 29

### Quorum

**231** La majorité des administrateurs constitue le quorum.

### Vote

**232** Tous les administrateurs y compris le président ont le droit de vote.

2008, ch. 26, art. 30

### Rémunération et dépenses des administrateurs

**233** Lorsqu'il sert à titre d'administrateur de la Société, un administrateur nommé en vertu du paragraphe 229(2) est rémunéré et remboursé de ses dépenses au taux que fixe la Société.

2008, ch. 26, art. 31

### Exercice financier

**234** L'exercice financier de la Société se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

### Rapport annuel à la Commission

**235** La Société doit, dans les quatre mois après la clôture de chaque exercice financier, soumettre à la Commission un rapport annuel concernant ses opérations durant l'exercice financier précédent, comportant

- (a) the financial statements of the Corporation,
- (b) the report of the auditor, and
- (c) such other information as the Commission may require.

2013, c.31, s.13

- a) les états financiers de la Société,
- b) le rapport du vérificateur, et
- c) tels autres renseignements que la Commission peut exiger.

2013, ch. 31, art. 13

**PART XIV****REMEDIES, OFFENCES AND PENALTIES****Definitions of “action” and “complainant”****236** In this Part“action” means an action under this Act; (*action*)

“complainant” means

- (a) a member of a credit union,
- (b) a registered owner or beneficial owner, or former registered owner or beneficial owner, of a share of a credit union or Atlantic Central,
- (c) a director or an officer or a former director or officer of a credit union, Atlantic Central or the stabilization board,
- (d) a creditor of a credit union, Atlantic Central or the stabilization board,
- (e) the Superintendent,
- (f) a credit union,
- (g) Atlantic Central,
- (h) the stabilization board, or
- (i) any other person who, in the discretion of the Court, is a proper person to make an application under this Part. (*plaignant*)

2016, c.10, s.79

**Derivative action**

**237(1)** Subject to subsection (2), a complainant may apply to the Court for leave to bring an action in the name and on behalf of a credit union, or for leave to intervene in an action to which the credit union is a party,

**PARTIE XIV****RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES****Définitions de « action » et « plaignant »****236** Dans la présente partie« action » désigne une action intentée en application de la présente loi; (*action*)

« plaignant » désigne

- a) un membre d’une caisse populaire,
- b) un propriétaire ou un propriétaire à titre de bénéficiaire inscrit, ancien ou actuel, d’une part sociale d’une caisse populaire ou d’*Atlantic Central*,
- c) un administrateur ou un dirigeant, ancien ou actuel, d’une caisse populaire, d’*Atlantic Central* ou de l’office de stabilisation,
- d) un créancier d’une caisse populaire, d’*Atlantic Central* ou de l’office de stabilisation,
- e) le surintendant,
- f) une caisse populaire,
- g) *Atlantic Central*,
- h) l’office de stabilisation, ou
- i) toute autre personne qui, à la discrétion de la Cour, a qualité pour faire une demande en application de la présente partie. (*complainant*)

2016, ch. 10, art. 79

**Action indirecte**

**237(1)** Sous réserve du paragraphe (2), un plaignant peut demander à la Cour l’autorisation d’intenter une action au nom et pour le compte d’une caisse populaire, ou d’intervenir dans une action à laquelle la caisse populaire est une partie, afin de faire des poursuites, de pré-

for the purpose of prosecuting, defending or discontinuing the action on behalf of the credit union.

**237(2)** A complainant who applies to the Court under subsection (1) shall give the Superintendent notice of the application and the Superintendent is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

**237(3)** No action may be brought and no intervention in an action may be made under subsection (1) unless the Court is satisfied that

- (a) the complainant has given reasonable notice to the directors of the credit union of the complainant's intention to apply to the Court under subsection (1) if the directors of the credit union do not bring, diligently prosecute or defend or discontinue the action,
- (b) the complainant is acting in good faith, and
- (c) it appears to be in the interest of the credit union that the action be brought, prosecuted, defended or discontinued.

#### **Powers of Court**

**238** In connection with an action brought or intervened in under section 237, the Court may at any time make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order authorizing the complainant or any other person to control the conduct of the action,
- (b) an order giving directions for the conduct of the action,
- (c) an order directing that any amount adjudged payable by the defendant in the action shall be paid, in whole or in part, directly to former and present members of the credit union,
- (d) an order requiring the credit union to pay reasonable legal fees incurred by the complainant in connection with the action, and
- (e) an order requiring the credit union to furnish to the complainant or to any other person all material or information relevant to the action including, without limiting the generality of the foregoing,

senter une défense ou d'y mettre fin pour le compte de cette caisse populaire.

**237(2)** Le plaignant visé au paragraphe (1) doit donner avis de sa demande au surintendant et celui-ci est habilité à comparaître et à se faire entendre en personne ou par avocat.

**237(3)** Nulle action ne peut être intentée et nulle intervention ne peut être faite en application du paragraphe (1), à moins que la Cour ne soit convaincue

- a) que le plaignant a donné aux administrateurs de la caisse populaire un avis raisonnable de son intention de faire une demande à la Cour en application du paragraphe (1) si les administrateurs n'intentent pas l'action, n'agissent pas avec diligence dans les poursuites ou la défense, ou ne mettent pas fin à l'action,
- b) que le plaignant agit de bonne foi, et
- c) qu'il semble être dans l'intérêt de la caisse populaire d'intenter l'action, de faire des poursuites, de présenter une défense ou de mettre fin à l'action.

#### **Pouvoirs de la Cour**

**238** La Cour peut, relativement à une action ou une intervention aux termes de l'article 237, rendre toute ordonnance qu'elle estime pertinente y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, une ordonnance

- a) autorisant le plaignant ou toute autre personne à assumer la conduite de l'action,
- b) donnant des instructions sur la conduite de l'action,
- c) ordonnant le versement total ou partiel des sommes que le défendeur dans l'action est condamné à payer, directement aux anciens ou actuels membres de la caisse populaire,
- d) mettant à la charge de la caisse populaire les frais judiciaires raisonnables supportés par le plaignant relativement à l'action, et
- e) enjoignant à la caisse populaire de fournir au plaignant ou à toute autre personne les documents ou renseignements pertinents à l'action y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède,

- (i) the financial statements of the credit union,
- (ii) the name and address of each member of the credit union, and
- (iii) the name and address of each creditor of the credit union, including any creditor with unliquidated, future or contingent claims and any person with whom the credit union has a contract.

### Application to Court by complainant

**239(1)** A complainant may apply to the Court for an order under this section.

**239(2)** If, on an application under subsection (1) in relation to a credit union or the stabilization board, the Court is satisfied that

- (a) any act or omission of the credit union or the stabilization board effects a result,
- (b) the business or affairs of the credit union or the stabilization board are or have been carried on or conducted in a manner, or
- (c) the powers of the directors of the credit union or the stabilization board are or have been exercised in a manner,

that is unlawful or unfairly prejudicial or that unreasonably disregards the interests of any complainant, the Court may make an order to rectify the matters complained of.

**239(3)** In connection with an application under this section, the Court may make any interim or final order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order restraining the conduct complained of,
- (b) an order placing a credit union or the stabilization board under supervision in accordance with Part XV,
- (c) an order placing a credit union under supervision in accordance with Part XV for the purposes of liquidation and dissolution,

- (i) les états financiers de la caisse populaire,
- (ii) le nom et l'adresse de chaque membre de la caisse populaire, et
- (iii) le nom et l'adresse de chaque créancier de la caisse populaire, y compris des créanciers munis de réclamations futures ou éventuelles non réglées et toute personne avec laquelle la caisse populaire a un contrat.

### Demande à la Cour par le plaignant

**239(1)** Tout plaignant peut demander à la Cour de rendre une ordonnance en application du présent article.

**239(2)** Saisie d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1) concernant une caisse populaire ou l'office de stabilisation, la Cour peut, par ordonnance, redresser la situation incriminée si elle est convaincue que

- a) tout acte ou toute omission de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation produit un résultat,
- b) les activités ou les affaires internes de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation sont ou ont été effectuées ou conduites d'une manière, ou
- c) les pouvoirs des administrateurs de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation sont ou ont été exercés d'une manière

qui est illégale ou injustement préjudiciable ou qui néglige d'une façon déraisonnable les intérêts du plaignant.

**239(3)** La Cour peut, relativement à une demande faite en application du présent article, rendre toute ordonnance provisoire ou définitive qu'elle estime pertinente y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, une ordonnance

- a) empêchant la conduite incriminée,
- b) plaçant une caisse populaire ou l'office de stabilisation sous surveillance conformément à la Partie XV,
- c) plaçant une caisse populaire sous surveillance conformément à la Partie XV aux fins de liquidation et dissolution,

- (d) an order to regulate the affairs of a credit union or the stabilization board by amending its articles or by-laws,
- (e) an order directing an issue or exchange of shares,
- (f) in the case of a credit union, an order appointing directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office,
- (g) an order varying or setting aside a transaction or contract to which a credit union or the stabilization board is a party, and compensating it or any other party to the transaction or contract,
- (h) an order directing rectification of the registers or other records of a credit union or the stabilization board in accordance with section 241,
- (i) Repealed: 2010, c.36, s.63
- (j) an order requiring the trial of any issue, and
- (k) an order compensating a complainant or any other person.

**239(4)** If an order made under this section directs an amendment of the articles or by-laws of a credit union,

- (a) in the case of an amendment to the articles, the directors shall immediately comply with subsection 141(4), and
- (b) in the case of an amendment to the by-laws, the directors shall send immediately to the Superintendent the amended by-laws together with a certified copy of the Court order,

and no other amendment to the articles or by-laws shall be made without the consent of the Court, until the Court otherwise orders.

2010, c.36, s.63; 2016, c.10, s.80

#### **Application made or action brought or intervened in**

**240(1)** An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed or dismissed by reason only that it is shown that an alleged

- d) réglementant les affaires internes d'une caisse populaire ou de l'office de stabilisation, en modifiant ses statuts ou ses règlements administratifs,
- e) ordonnant l'émission ou l'échange de parts sociales,
- f) nommant les administrateurs pour remplacer l'ensemble ou l'un des administrateurs en fonction ou pour en augmenter le nombre, dans le cas d'une caisse populaire,
- g) modifiant ou résiliant une transaction ou un contrat auquel est partie une caisse populaire ou l'office de stabilisation et l'indemnisant ou indemnisant toute autre partie à la transaction ou au contrat,
- h) ordonnant la rectification des registres ou autres livres de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation, conformément à l'article 241,
- i) Abrogé : 2010, ch. 36, art. 63
- j) exigeant qu'une question soit réglée par voie judiciaire, et
- k) indemnisant un plaignant ou toute autre personne.

**239(4)** Lorsqu'une ordonnance rendue en vertu du présent article ordonne des modifications aux statuts ou aux règlements administratifs d'une caisse populaire,

- a) les administrateurs doivent, dans le cas d'une modification aux statuts, se conformer sans délai au paragraphe 141(4), et
- b) les administrateurs doivent, dans le cas d'une modification aux règlements administratifs, envoyer sans délai au surintendant les règlements administratifs modifiés, assortis d'une copie certifiée conforme de l'ordonnance de la Cour,

et nulle autre modification aux statuts ou aux règlements administratifs ne peut se faire sans l'autorisation de la Cour, jusqu'à ce qu'elle ordonne le contraire.

2010, ch. 36, art. 63; 2016, ch. 10, art. 80

#### **Demande, action ou intervention**

**240(1)** Les demandes, actions ou interventions prévues à la présente partie ne peuvent être suspendues ni rejetées pour le seul motif qu'il est prouvé que les membres

breach of a right or duty owed to a credit union has been or may be approved by the members of it, but evidence of approval by the members may be taken into account by the Court in making an order under this Part.

**240(2)** An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed, discontinued, settled or dismissed for want of prosecution without the approval of the Court given on such terms as the Court thinks fit and, if the Court determines that the interest of any complainant may be substantially affected by the stay, discontinuance, settlement or dismissal, the Court may order any party to the application or action to give notice to that complainant.

**240(3)** A complainant is not required to give security for costs in an application made or an action brought or intervened in under this Part.

**240(4)** In an application made or an action brought or intervened in under this Part, the Court may at any time order the credit union or the stabilization board to pay to the complainant interim costs, including legal fees and disbursements, but the complainant may be held accountable for such interim costs on final disposition of the application or action.

2010, c.36, s.64; 2016, c.10, s.81

#### **Application to Tribunal to rectify records**

**241** A credit union or the stabilization board, any of its members or any complainant may apply to the Tribunal for an order that the registers or other records of the credit union or the stabilization board be rectified if the name of a person is alleged to be or to have been wrongly registered or retained in, or wrongly deleted or omitted from, the registers or records.

2010, c.36, s.65; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.82

#### **Repealed**

**242** Repealed: 2010, c.36, s.66  
2007, c.48, s.3; 2010, c.36, s.66

#### **Repealed**

**242.1** Repealed: 2016, c.10, s.83  
2007, c.48, s.4; 2010, c.36, s.67; 2016, c.10, s.83

ont approuvé, ou peuvent approuver, la prétendue violation d'un droit ou d'une obligation dû à la caisse populaire; toutefois la Cour peut tenir compte de la preuve de l'approbation des membres en rendant les ordonnances en application de la présente partie.

**240(2)** Les demandes, actions ou interventions prévues à la présente partie ne peuvent être suspendues, abandonnées, réglées ni rejetées pour défaut de poursuites sans l'approbation de la Cour selon les modalités qu'elle estime pertinentes, et si la Cour décide que les intérêts d'un plaignant peuvent être sérieusement atteints par la suspension, l'abandon, le règlement ou le rejet, la Cour peut ordonner à toute partie à la demande ou à l'action d'en donner avis à ce plaignant.

**240(3)** Les plaignants ne sont pas tenus de fournir caution pour les frais des demandes, actions ou interventions prévues à la présente partie.

**240(4)** Dans les demandes, actions ou interventions prévues à la présente partie, la Cour peut ordonner à tout moment à la caisse populaire ou à l'office de stabilisation de verser aux plaignants des frais provisoires, y compris les frais et débours judiciaires; toutefois le plaignant peut être tenu responsable de ces frais provisoires lors de la décision définitive sur la demande ou l'action.

2010, ch. 36, art. 64; 2016, ch. 10, art. 81

#### **Demande de rectification au Tribunal**

**241** La caisse populaire ou l'office de stabilisation ou l'un de ses membres ou tout plaignant peut demander au Tribunal d'ordonner que soient rectifiés les registres ou autres livres de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation si, prétendument à tort, le nom d'une personne y est ou y a été inscrit ou maintenu ou en a été supprimé ou omis.

2010, ch. 36, art. 65; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 82

#### **Abrogé**

**242** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 66  
2007, ch. 48, art. 3; 2010, ch. 36, art. 66

#### **Abrogé**

**242.1** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 83  
2007, ch. 48, art. 4; 2010, ch. 36, art. 67; 2016, ch. 10, art. 83



**Powers of Tribunal**

**243** On an application under section 241, the Tribunal may make any order it considers appropriate, including

- (a) an order requiring the registers and records of the credit union or the stabilization board to be rectified,
- (b) an order restraining the credit union from calling or holding a meeting of members or declaring or paying a patronage refund or dividend on shares before rectification of the registers or records,
- (c) an order determining the right of a party to the proceedings to have that party's name entered or retained in, or deleted or omitted from the registers or records of the credit union or the stabilization board whether the issue arises between two or more members or alleged members, or between the credit union or the stabilization board and any member or alleged member, and
- (d) an order compensating a party who has incurred a loss by reason of the wrongful entry, retention, deletion or omission.
- (e) Repealed: 2010, c.36, s.68

2010, c.36, s.68; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.84

**Application for compliance or restraining order**

**244** If a credit union or the stabilization board, or any director, officer, member, employee, agent, auditor, trustee, or supervisor of any of them violates or does not comply with

- (a) a provision of this Act or the regulations,
- (b) the articles or by-laws of the credit union, or
- (c) an order of the Superintendent or stabilization board made under this Act,

a complainant, in addition to any other remedy the complainant has, may apply to the Tribunal for an order directing the person to comply with, or restraining the per-

**Pouvoirs du Tribunal**

**243** Saisi d'une demande prévue à l'article 241, le Tribunal peut rendre toute ordonnance qu'il juge appropriée, notamment

- a) exigeant la rectification des registres et des livres de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation,
- b) empêchant la caisse populaire de convoquer ou de tenir une assemblée de membres, de déclarer ou de payer une ristourne ou un dividende sur des parts sociales avant la rectification des registres ou des livres,
- c) en ce qui a trait aux registres ou aux livres de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation, déterminant le droit d'une partie à l'instance à l'inscription ou au maintien de son nom dans ceux-ci ou à la suppression ou à l'omission de son nom de ceux-ci, que la question survienne soit entre deux ou plusieurs membres ou prétendus membres, soit entre la caisse populaire ou l'office de stabilisation et l'un d'entre eux, et
- d) indemnisant toute partie qui a subi une perte par suite de l'inscription, du maintien, de la suppression ou de l'omission à tort.
- e) Abrogé : 2010, ch. 36, art. 68

2010, ch. 36, art. 68; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 84

**Demande d'ordonnance de conformité ou d'empêchement**

**244** Si une caisse populaire ou l'office de stabilisation ou l'un de ses administrateurs, dirigeants, membres, employés, mandataires, vérificateurs, fiduciaires ou superviseurs n'observe pas ou enfreint

- a) une disposition de la présente loi ou des règlements,
- b) des statuts ou des règlements administratifs de la caisse populaire, ou
- c) un ordre du surintendant ou de l'office de stabilisation donné en application de la présente loi,

tout plaignant peut, en plus d'autres recours à sa disposition, demander au Tribunal d'ordonner à cette personne de les observer ou de s'abstenir de les enfreindre, et saisi

son from violating, the provision, articles, by-laws or order, and the Tribunal may make that order and any further order it considers appropriate.

2008, c.26, s.32; 2010, c.36, s.69; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.85

### Application for directions

**245** The Superintendent may apply to the Tribunal for directions in relation to any matter concerning the Superintendent's duties and powers under this Act or the regulations and, on an application, the Tribunal may give those directions and may make any other order it considers appropriate.

2013, c.31, s.13

### Appeal to Court

**246(1)** In this section and section 247, "decision", where used in relation to the Superintendent, includes an order of the Superintendent.

**246(2)** A person may appeal a decision of the Superintendent to the Tribunal within 30 days after the date of the decision.

**246(2.1)** Despite subsection (2), the Tribunal may extend the period for appealing a decision, before or after the expiration of the time, if it is satisfied that there are reasonable grounds for an extension.

**246(3)** An appeal from a decision of the Superintendent does not stay the operation of the decision unless the Tribunal orders otherwise, but the Superintendent may suspend the operation of his or her decision until the Tribunal has rendered its decision.

2008, c.26, s.33; 2013, c.31, s.13; 2017, c.48, s.6

### Questions of law or fact

**247** An appeal under section 246 may be made on a question of law or fact or both and the Tribunal, after hearing the appeal, may

- (a) affirm or reverse the decision,
- (b) direct the Superintendent to make any other decision that the Superintendent is authorized to make under this Act, or

d'une telle demande, le Tribunal peut ainsi ordonner et rendre toute autre ordonnance qu'il juge appropriée.

2008, ch. 26, art. 32; 2010, ch. 36, art. 69; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 85

### Demande d'instructions

**245** Le surintendant peut demander au Tribunal de lui donner des instructions relatives à toute question portant sur les fonctions et les pouvoirs que lui confèrent la présente loi ou les règlements, et saisi d'une telle demande, le Tribunal peut donner de telles instructions et rendre toute autre ordonnance qu'il juge appropriée.

2013, ch. 31, art. 13

### Appel

**246(1)** Au présent article et à l'article 247, le mot décision employé à l'égard du surintendant s'entend notamment d'un ordre qu'il a donné.

**246(2)** Quiconque peut interjeter appel devant le Tribunal dans les trente jours de la date de la décision que rend le surintendant.

**246(2.1)** Malgré ce que prévoit le paragraphe (2), le Tribunal peut proroger le délai imparti pour appeler d'une décision avant ou après son expiration, s'il constate que la prorogation se fonde sur des motifs raisonnables.

**246(3)** L'appel d'une décision du surintendant n'en suspend pas l'application, sauf si le Tribunal en décide autrement. Le surintendant peut toutefois décider d'en suspendre l'application jusqu'à ce que le Tribunal se soit prononcé.

2008, ch. 26, art. 33; 2013, ch. 31, art. 13; 2017, ch. 48, art. 6

### Question de droit ou de fait

**247** L'appel interjeté en vertu de l'article 246 peut porter sur une question de droit ou de fait ou sur une question mixte de droit et de fait, et le Tribunal peut, après avoir entendu l'appel :

- a) confirmer ou infirmer la décision;
- b) ordonner au surintendant de rendre une autre décision qu'il est autorisé à rendre en vertu de la présente loi;

(c) substitute its decision for that of the Superintendent.

2008, c.26, s.34; 2013, c.31, s.13

### No stay of decision or order

**247.1** An application for judicial review does not stay the operation of any decision or order made under this Act or the regulations unless the judge hearing the application orders otherwise, but the person who made the decision or order may suspend its operation until the judge has rendered his or her decision.

2008, c.26, s.35

### Repealed

**248** Repealed: 2016, c.36, s.4

2016, c.36, s.4

### Offences generally

**249(1)** A person who does any of the following commits an offence, and is liable on conviction, for each offence, if an individual, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both, and if a person other than an individual, to a fine of not more than \$250,000:

(a) makes a statement in any information or material submitted, provided, produced, delivered or given to or filed with the Commission, the Superintendent, an investigator or any person acting under the authority of the Commission or the Superintendent that is misleading or untrue or does not state a fact that is required to be stated or that is necessary to make the statement not misleading;

(b) makes a statement in any information or material required to be submitted, provided, produced, delivered, given or filed under this Act or the regulations that is misleading or untrue or does not state a fact that is required to be stated or that is necessary to make the statement not misleading;

(c) withholds, destroys, conceals, alters or refuses to produce any information or thing reasonably required for the purposes of an administrative proceeding under this Act or the regulations;

c) substituer sa décision à celle du surintendant.

2008, ch. 26, art. 34; 2013, ch. 31, art. 13

### Non-suspension des effets d'une décision ou d'un ordre

**247.1** Une requête en révision judiciaire n'a pas pour effet de suspendre l'application d'une décision rendue ou d'un ordre donné en vertu de la présente loi ou de son règlement d'application, sauf si le juge saisi de la requête n'en décide autrement. Toutefois l'auteur de la décision ou de l'ordre peut décider d'en suspendre l'application jusqu'à ce que le juge se soit prononcé.

2008, ch. 26, art. 35

### Abrogé

**248** Abrogé : 2016, ch. 36, art. 4

2016, ch. 36, art. 4

### Infractions – dispositions générales

**249(1)** Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, à l'égard de chaque infraction, d'une amende maximale de 50 000 \$ ou d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de ces deux peines, dans le cas d'un particulier et d'une amende maximale de 250 000 \$ dans le cas d'une personne autre qu'un particulier la personne qui :

a) fait une déclaration trompeuse ou erronée ou ne relate pas un fait dont la présentation est requise ou nécessaire pour que la déclaration ne soit pas trompeuse dans tous renseignements ou documents qui sont déposés ou produits auprès de la Commission, du surintendant, d'un enquêteur ou de toute personne qui relève de la Commission ou du surintendant, ou qui leur sont fournis, remis ou donnés;

b) fait une déclaration trompeuse ou erronée ou ne relate pas un fait dont la présentation est requise ou nécessaire pour que la déclaration ne soit pas trompeuse dans tous renseignements ou documents qui doivent être fournis, produits, remis, donnés ou déposés en vertu de la présente loi ou des règlements;

c) retient, détruit, cache, falsifie ou refuse de fournir tout renseignement ou objet raisonnablement exigé pour les besoins d'une instance administrative que prévoient la présente loi ou les règlements;

(d) violates or fails to comply with a provision of this Act that is listed in Schedule A;

(e) violates or fails to comply with a decision, ruling, order, interim order or direction of the Commission, the Superintendent or the Tribunal made or given under this Act or the regulations;

(f) violates or fails to comply with a written undertaking made by that person to the Commission, the Superintendent or the Tribunal under this Act or the regulations; or

(g) violates or fails to comply with any provision of the regulations.

**249(2)** Without limiting the availability of other defences, no person commits an offence under paragraph (1)(a) or (b) if

(a) the person did not know and in the exercise of reasonable diligence could not have known that the statement was misleading or untrue or that it omitted to state a fact that was required to be stated or that was necessary to make the statement not misleading in light of the circumstances in which it was made, and

(b) on becoming aware that the statement was misleading or untrue or that it omitted to state a fact that was required to be stated or that was necessary to make the statement not misleading, the person notified the Commission.

2016, c.36, s.4

### **Misleading or untrue statements**

**249.1** In carrying on a regulated activity, no person shall make a statement that the person knows or reasonably ought to know is misleading or untrue or does not state a fact that is required to be stated or that is necessary to make the statement not misleading.

2016, c.36, s.4

### **False or misleading advertisement**

**249.11(1)** No credit union shall make any false, misleading or deceptive statements in any advertisement,

d) contrevient ou omet de se conformer aux dispositions de la présente loi dont la liste figure à l'annexe A;

e) contrevient ou omet de se conformer à une décision, à un ordre, à une ordonnance, à un ordre provisoire, à une ordonnance provisoire ou à une directive que rend ou donne la Commission, le surintendant ou le Tribunal en vertu de la présente loi ou des règlements;

f) contrevient ou omet de se conformer à un engagement écrit qu'elle a fait en vertu de la présente loi ou des règlements à la Commission, au surintendant ou au Tribunal;

g) contrevient ou omet de se conformer à toute disposition des règlements.

**249(2)** Sans que soit limitée toute ouverture à d'autres moyens de défense, une personne ne commet pas l'infraction que prévoit l'alinéa (1)a) ou b) si sont réunies les conditions suivantes :

a) elle ne savait pas et, en faisant preuve d'une diligence raisonnable, n'aurait pas pu savoir que sa déclaration était trompeuse ou erronée ou qu'elle omettait de relater un fait dont la présentation était requise ou nécessaire pour qu'elle ne soit pas trompeuse, compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite;

b) dès qu'elle en a eu connaissance, elle en a avisé la Commission.

2016, ch. 36, art. 4

### **Déclarations trompeuses ou erronées**

**249.1** En exerçant l'une quelconque des activités réglementées, il est interdit à une personne de faire une déclaration dont elle sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elle est trompeuse ou erronée ou de ne pas relater un fait dont la présentation est requise ou nécessaire pour qu'elle ne soit pas trompeuse.

2016, ch. 36, art. 4

### **Publicité fausse ou trompeuse**

**249.11(1)** Aucune caisse populaire ne peut faire de déclaration fausse, trompeuse ou mensongère dans une an-

circular, pamphlet or similar material prepared or used in respect of a regulated activity.

**249.11(2)** If, in the opinion of the Superintendent, a credit union has made a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or similar material referred to in subsection (1), the Superintendent may order the credit union to stop using that material immediately.

2016, c.36, s.4

### Interim preservation of property

**249.2(1)** On the application of the Commission, the Tribunal may make one or more of the following orders if the Tribunal considers it expedient for the administration of this Act or the regulations or to assist in the administration of similar legislation of another jurisdiction:

- (a) an order directing a person having on deposit or under control or for safekeeping any funds, securities or property to retain the funds, securities or property and to hold them;
- (b) an order directing a person to refrain from withdrawing the person's funds, securities or property from any other person having any of them on deposit or under control or for safekeeping; or
- (c) an order directing a person to hold all funds, securities or property of clients or others in the person's possession or control in trust for any interim receiver, custodian, trustee, receiver, receiver and manager or liquidator appointed under the *Business Corporations Act*, the *Companies Act*, the *Judicature Act*, this Act, the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), the *Winding-up and Restructuring Act* (Canada) or any other Act of the Legislature or of Canada.

**249.2(2)** An order under subsection (1) that names a financial institution shall apply only to the branches of the financial institution identified in the order.

**249.2(3)** An order under subsection (1) is effective for seven days after its making, but the Commission may apply to the Court to continue the order or for any other order that the Court considers appropriate.

nonce publicitaire, une circulaire, une brochure, un dépliant ou un document similaire préparés ou utilisés par rapport à une activité réglementée.

**249.11(2)** S'il est d'avis qu'une caisse populaire a fait une déclaration fautive, trompeuse ou mensongère dans une annonce publicitaire, une circulaire, une brochure, un dépliant ou un document similaire visé au paragraphe (1), le surintendant peut lui ordonner de cesser immédiatement de l'utiliser.

2016, ch. 36, art. 4

### Conservation provisoire de biens

**249.2(1)** Sur demande de la Commission et s'il le juge opportun pour l'application de la présente loi ou des règlements ou en vue d'aider à l'application de dispositions législatives similaires édictées par une autre autorité législative, le Tribunal peut rendre une ou plusieurs des ordonnances ci-dessous visant à enjoindre à une personne :

- a) de retenir les fonds, les valeurs mobilières ou les biens dont elle est dépositaire ou dont elle a la responsabilité ou la garde;
- b) de s'abstenir de retirer ses fonds, ses valeurs mobilières ou ses biens d'une autre personne qui en est le dépositaire ou qui en a la responsabilité ou la garde;
- c) de retenir tous fonds, toutes valeurs mobilières ou tous biens de ses clients ou d'autres personnes dont elle a la possession ou la responsabilité en fiducie pour un séquestre intérimaire, un dépositaire, un syndic, un séquestre, un administrateur-séquestre ou un liquidateur nommé en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales*, la *Loi sur les compagnies*, la *Loi sur l'organisation judiciaire*, la présente loi, la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), la *Loi sur les liquidations et les restructurations* (Canada) ou toute autre loi de la Législature ou toute autre loi du Canada.

**249.2(2)** L'ordonnance que prévoit le paragraphe (1) qui désigne une institution financière ne s'applique qu'aux succursales qui y sont désignées.

**249.2(3)** L'ordonnance que prévoit le paragraphe (1) n'est valide que pendant une période de sept jours après qu'elle a été rendue. La Commission peut toutefois de-

**249.2(4)** An order under subsection (1) may be made *ex parte* but, in that event, copies of the order shall be sent without delay by any means that the Tribunal determines to all persons named in the order.

**249.2(5)** A person in receipt of an order under subsection (1) who is in doubt as to the application of the order to any funds, securities or property or as to a claim being made to that person by any person not named in the order may apply to the Tribunal for direction or clarification.

**249.2(6)** The Tribunal, on the application of the Commission or of a person directly affected by the order, may revoke an order under subsection (1) or permit the release of any funds, securities or property in respect of which the order was made.

**249.2(7)** A notice of an order under subsection (1) may be registered or recorded against the lands or claims identified in the order by submitting the notice to the appropriate registry office established under the *Registry Act* or to the appropriate land titles office established under the *Land Titles Act*.

**249.2(8)** The Tribunal may order a notice submitted under subsection (7) to be revoked or modified and, if an order is made, the Commission shall submit a copy of the revocation or modification to the appropriate registry office or land titles office.

**249.2(9)** On submission of a notice under subsection (7) or a copy of a written revocation or modification under subsection (8), the notice or the copy of the revocation or modification shall be registered or recorded in the registry office or land titles office, as the case may be, by the registrar and has the same effect as the registration or recording of a certificate of pending litigation.

2016, c.36, s.4

### Orders in the public interest

**249.21(1)** On the application of the Commission, the Tribunal, if in its opinion it is in the public interest to do so, may make one or more of the following orders:

mander à la Cour de proroger l'ordonnance ou de rendre toute autre ordonnance que celle-ci estime appropriée.

**249.2(4)** L'ordonnance prévue au paragraphe (1) peut être rendue *ex parte*, auquel cas des copies de l'ordonnance sont immédiatement envoyées, par les moyens que fixe le Tribunal, à toutes les personnes qui y sont nommées.

**249.2(5)** Toute personne qui a reçu l'ordonnance que prévoit le paragraphe (1) peut demander au Tribunal des directives ou des précisions si elle entretient des doutes quant à son application à des fonds, à des valeurs mobilières ou à des biens ou à une réclamation qui lui a été faite par une personne qui n'y est pas nommée.

**249.2(6)** Sur demande de la Commission ou d'une personne directement touchée par l'ordonnance que prévoit le paragraphe (1), le Tribunal peut la révoquer ou autoriser le déblocage des fonds, des valeurs mobilières ou des biens relativement auxquels elle a été rendue.

**249.2(7)** L'avis d'une ordonnance que prévoit le paragraphe (1) peut être enregistré ou inscrit à l'encontre des biens-fonds ou des réclamations y mentionnés en le présentant au bureau d'enregistrement concerné établi en vertu de la *Loi sur l'enregistrement* ou au bureau d'enregistrement foncier concerné établi en vertu de la *Loi sur l'enregistrement foncier*.

**249.2(8)** Le Tribunal peut, par ordonnance, révoquer ou modifier l'avis présenté en vertu du paragraphe (7) et, le cas échéant, la Commission présente une copie de la révocation ou de la modification au bureau d'enregistrement ou au bureau d'enregistrement foncier concerné.

**249.2(9)** Dès qu'est présenté soit l'avis que prévoit le paragraphe (7), soit une copie de la révocation ou de la modification écrites prévue au paragraphe (8), l'avis ou la copie est enregistré ou inscrit au bureau d'enregistrement ou au bureau d'enregistrement foncier, selon le cas, par le registraire et, une fois enregistré ou inscrit, produit le même effet qu'un certificat d'affaire en instance.

2016, ch. 36, art. 4

### Ordonnances rendues dans l'intérêt public

**249.21(1)** Sur demande de la Commission et s'il est d'avis que l'intérêt public le commande, le Tribunal peut rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

(a) an order that any exemptions contained in this Act or the regulations do not apply to a person permanently or for any period specified in the order;

(b) an order that a person cease conducting all or any regulated activities;

(c) an order that a person submit to a review of the person's practices and procedures relating to regulated activities and institute any changes directed by the Tribunal;

(d) if the Tribunal is satisfied that this Act or the regulations have not been complied with, an order that any document or statement described in the order

(i) be provided by a person,

(ii) not be provided to a person, or

(iii) be amended to the extent that amendment is practicable;

(e) an order that a person be reprimanded;

(f) an order that a person amend, in the manner specified in the order, any information or material of any kind described in the order that is disseminated to the public;

(g) an order that a person cease violating or comply with, and that the directors and officers of the person cause the person to cease violating or to comply with, this Act and the regulations;

(h) if a person has not complied with this Act or the regulations, an order requiring the person to disgorge to the Commission any amounts obtained as a result of the non-compliance.

**249.21(2)** The Tribunal may impose any terms and conditions that the Tribunal considers appropriate on an order under this section.

**249.21(3)** A person who is the subject of an order made under this section shall comply with any terms and conditions imposed on the order.

a) une ordonnance portant que toute exemption que prévoient la présente loi ou les règlements ne s'applique pas à une personne de façon permanente ou pendant la période y précisée;

b) une ordonnance interdisant à une personne d'exercer l'une ou l'ensemble des activités réglementées;

c) une ordonnance enjoignant à une personne de se prêter à un examen de ses pratiques et de ses procédures relatives aux activités réglementées et d'effectuer les changements qu'il ordonne;

d) s'il est convaincu que la présente loi ou les règlements n'ont pas été respectés, une ordonnance portant que tout document ou toute déclaration y mentionné :

(i) soit fourni par une personne,

(ii) ne soit pas fourni à une personne,

(iii) soit modifié dans la mesure du possible;

e) une ordonnance réprimandant une personne;

f) une ordonnance enjoignant à une personne de modifier, de la manière y précisée, tout genre de renseignements ou de documents y mentionnés qui sont diffusés publiquement;

g) une ordonnance enjoignant à une personne soit de cesser de contrevenir à la présente loi et aux règlements, soit de s'y conformer et enjoignant à ses administrateurs et à ses dirigeants de la faire cesser d'y contrevenir ou de la faire s'y conformer;

h) une ordonnance enjoignant à la personne de remettre à la Commission les sommes d'argent obtenues par suite de son défaut de se conformer à la présente loi ou aux règlements.

**249.21(2)** Le Tribunal peut assortir l'ordonnance que prévoit le présent article des modalités et des conditions qu'il estime appropriées.

**249.21(3)** La personne visée par une ordonnance que prévoit le présent article se conforme aux modalités et aux conditions dont elle est assortie.

**249.21(4)** Unless the parties and the Tribunal consent, no order shall be made under this section without a hearing.

**249.21(5)** Despite subsection (4), if in the opinion of the Tribunal the length of time required to hold a hearing could be prejudicial to the public interest, the Tribunal, without a hearing, may make an interim order under paragraph (1)(a), (b) or (e).

**249.21(6)** The interim order shall take effect immediately and shall expire on the fifteenth day after its making unless extended by the Tribunal.

**249.21(7)** The Tribunal may extend an interim order until the hearing is concluded if a hearing is commenced within the 15-day period.

**249.21(8)** The Commission shall without delay give written notice of an order or interim order made under this section to any person directly affected by the order or interim order.

2016, c.36, s.4

### **Administrative penalty**

**249.3(1)** On the application of the Commission and after conducting a hearing, the Tribunal may order a person to pay an administrative penalty of, in the case of an individual, not more than \$25,000, and in the case of a person other than an individual, not more than \$100,000, if the Tribunal

(a) determines that the person has violated or failed to comply with this Act or the regulations, and

(b) is of the opinion that it is in the public interest to make the order.

**249.3(2)** The Tribunal may make an order under this section despite the imposition of any other penalty on the person or the making of any other order by the Tribunal, the Commission or the Superintendent related to the same matter.

2016, c.36, s.4

### **Directors and officers**

**249.4** If a person other than an individual violates or has not complied with this Act or the regulations, a director or officer of the person who authorized, permitted

**249.21(4)** Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du présent article sans la tenue d'une audience, à moins que les parties et le Tribunal n'y consentent.

**249.21(5)** Par dérogation au paragraphe (4), s'il estime que la période nécessaire pour tenir une audience pourrait être préjudiciable à l'intérêt public, le Tribunal peut rendre une ordonnance provisoire en vertu de l'alinéa (1)a), b) ou e) sans tenir d'audience.

**249.21(6)** L'ordonnance provisoire prend effet immédiatement et, à moins que le Tribunal ne la proroge, elle expire au bout de quinze jours.

**249.21(7)** Si l'audience débute pendant la période de quinze jours, le Tribunal peut proroger l'ordonnance provisoire jusqu'à ce que l'audience prenne fin.

**249.21(8)** La Commission donne immédiatement avis écrit de toute ordonnance ou de toute ordonnance provisoire rendue en vertu du présent article à toute personne qu'elle touche directement.

2016, ch. 36, art. 4

### **Pénalité administrative**

**249.3(1)** Sur demande de la Commission et à la suite d'une audience tenue devant lui, le Tribunal peut ordonner à une personne de verser une pénalité administrative maximale de 25 000 \$ dans le cas d'un particulier et de 100 000 \$ dans le cas d'une personne autre qu'un particulier si sont réunies les conditions suivantes :

a) il conclut que la personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée à la présente loi ou aux règlements;

b) il estime que l'intérêt public le commande.

**249.3(2)** Le Tribunal peut rendre une ordonnance en vertu du présent article en dépit de toute autre pénalité que la personne peut se voir infliger à l'égard de la même affaire et de tout ordre du surintendant ou de toute autre ordonnance que le Tribunal ou la Commission peut rendre à cet égard.

2016, ch. 36, art. 4

### **Administrateurs et dirigeants**

**249.4** Si une personne autre qu'un particulier a contrevenu à la présente loi ou aux règlements ou ne s'y est pas conformée, l'administrateur ou le dirigeant de la per-



or acquiesced in the violation or non-compliance shall be deemed also to have violated or not complied with this Act or the regulations, whether or not any proceeding has been commenced against the person under this Act or the regulations or any order has been made against the person under section 249.21.

2016, c.36, s.4

### Resolution of administrative proceedings

**249.5(1)** Despite any other provision of this Act or the regulations, an administrative proceeding conducted by the Commission, the Tribunal or the Superintendent under this Act or the regulations may be disposed of by

- (a) an agreement approved by the Commission, the Tribunal or the Superintendent, as the case may be,
- (b) a written undertaking made by a person to the Commission, the Tribunal or the Superintendent that has been accepted by the Commission, the Tribunal or the Superintendent, as the case may be, or
- (c) a decision of the Commission, the Tribunal or the Superintendent, as the case may be, made without a hearing or without compliance with a requirement of this Act or the regulations, if the parties have waived the hearing or compliance with the requirement.

**249.5(2)** An agreement, written undertaking or decision made, accepted or approved under subsection (1) may be enforced in the same manner as a decision made by the Commission, the Tribunal or the Superintendent under any other provision of this Act or under the regulations.

2016, c.36, s.4

### Limitation period

**249.6** Unless otherwise provided in this Act, no proceeding under this Act or the regulations shall be commenced more than six years after the date of the occurrence of the last event on which the proceeding is based.

2016, c.36, s.4

### Prosecutions generally

**250(1)** Where a person is convicted of an offence under this Act or the regulations, the Court in which proceedings in relation to the offence are taken may, in ad-

sonne qui a autorisé ou permis la contravention ou la non-conformité ou qui y a acquiescé est réputé avoir contrevenu lui aussi à la présente loi ou aux règlements ou ne pas s'y être conformé, qu'une instance ait été introduite ou non contre elle en vertu de la présente loi ou des règlements ou qu'une ordonnance ait été rendue ou non contre elle en vertu de l'article 249.21.

2016, ch. 36, art. 4

### Règlement d'une instance administrative

**249.5(1)** Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou des règlements, il peut être mis fin à toute instance administrative qu'introduit la Commission, le Tribunal ou le surintendant en vertu de la présente loi ou des règlements par les moyens suivants :

- a) une entente entérinée par la Commission, le Tribunal ou le surintendant, selon le cas;
- b) un engagement par écrit que donne une personne à la Commission, au Tribunal ou au surintendant et qui est accepté par la Commission, le Tribunal ou le surintendant, selon le cas;
- c) une décision de la Commission, du Tribunal ou du surintendant, selon le cas, qui est rendue sans tenir d'audience ou sans se conformer à toute exigence de la présente loi ou des règlements, si les parties ont renoncé à l'audience ou à la conformité à pareille exigence.

**249.5(2)** Toute entente entérinée, tout engagement par écrit accepté ou toute décision rendue que prévoit le paragraphe (1) peut être exécuté de la même manière qu'une décision que rend la Commission ou le Tribunal ou que prend le surintendant en vertu de toute autre disposition de la présente loi ou des règlements.

2016, ch. 36, art. 4

### Délai de prescription

**249.6** Sauf disposition contraire de la présente loi, sont irrecevables les instances introduites en vertu de la présente loi ou des règlements plus de six ans après la date de survenance du dernier événement y donnant lieu.

2016, ch. 36, art. 4

### Poursuites en général

**250(1)** Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, la Cour saisie de l'affaire peut, en plus des peines qu'elle

dition to any punishment it may impose, order the person to comply with the provisions of the Act or the regulations for the violation of which that person has been convicted.

**250(2)** Repealed: 2016, c.36, s.4

**250(3)** No civil remedy for an act or omission under this Act or the regulations is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or the regulations.

2016, c.36, s.4

### **Suit at instance of Superintendent or stabilization board**

**251(1)** Despite anything in this Part to the contrary, when an action could be brought against a person by a credit union or Atlantic Central for any loss or damage suffered by or any accounting due to the credit union or Atlantic Central by reason of the negligence of the person or the failure of the person to comply with this Act or the regulations, the articles or by-laws of the credit union or Atlantic Central or any orders, directions or notices of the Superintendent or the stabilization board,

(a) if the action has not been brought, the Superintendent or, in the case of a credit union, the stabilization board may, without leave, bring and maintain the action, or

(b) if the action has been brought, the Superintendent or, in the case of a credit union, the stabilization board may apply to the Court to be added as a plaintiff and to be given the conduct of the action.

**251(2)** Any money recovered by the Superintendent or the stabilization board under subsection (1) shall be held for the benefit of the credit union or Atlantic Central or, where a grant, loan or advance has been made by the stabilization board, shall be held for the benefit of the stabilization board.

2016, c.10, s.86

peut imposer, ordonner à cette personne de se conformer aux dispositions de la loi ou des règlements qu'elle a enfreint.

**250(2)** Abrogé : 2016, ch. 36, art. 4

**250(3)** Les recours civils nés d'un acte ou d'une omission prévu dans la présente loi ou les règlements ne sont ni suspendus ni atteints pour le seul motif que l'acte ou l'omission constitue une infraction à la présente loi ou aux règlements.

2016, ch. 36, art. 4

### **Action à la demande du surintendant ou de l'office de stabilisation**

**251(1)** Par dérogation à toute disposition contraire de la présente partie, lorsqu'une caisse populaire ou *Atlantic Central* pourrait intenter une action contre une personne pour toute perte ou tout dommage subi, ou pour toute reddition de comptes à la caisse populaire ou à *Atlantic Central* par suite soit de sa négligence, soit de son défaut de se conformer à la présente loi ou aux règlements, aux statuts ou aux règlements administratifs de la caisse populaire ou d'*Atlantic Central* ou encore aux ordres, aux instructions ou aux avis du surintendant ou de l'office de stabilisation,

a) si l'action n'a pas été intentée, le surintendant ou, dans le cas d'une caisse populaire, l'office de stabilisation peut, sans autorisation, intenter et maintenir l'action, ou

b) si l'action a été intentée, le surintendant ou, dans le cas d'une caisse populaire, l'office de stabilisation peut demander à la Cour de s'y joindre à titre de demandeur et de se voir confier la conduite de l'action.

**251(2)** Toute somme que le surintendant ou l'office de stabilisation recouvre en application du paragraphe (1) doit être gardée au bénéfice de la caisse populaire ou d'*Atlantic Central* ou, lorsque l'office de stabilisation a accordé une subvention, un prêt ou une avance, au bénéfice de l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 86

**PART XV****COMPLIANCE AND SUPERVISION****Inspections, examinations and inquiries by stabilization board**

**252(1)** Subject to section 252.1, the stabilization board shall make, or cause to be made, inspections and examinations in relation to the business and affairs of each of its member credit unions

- (a) at least every eighteen months or at such shorter intervals as the stabilization board considers necessary or as the Superintendent may require, and
- (b) at such other times as the stabilization board considers necessary or as the Superintendent may require.

**252(2)** The stabilization board may make such inquiries of its member credit unions as it considers necessary to determine whether the credit union is complying with this Act and the regulations or any order made by the stabilization board or the Superintendent.

2008, c.26, s.36; 2016, c.10, s.87

**Inspections and examinations of credit unions under supervision of stabilization board**

**252.1(1)** Where a credit union has, for one year or more, been under the supervision of the stabilization board, the Superintendent shall cause a person qualified under subsection (2) to make an inspection or examination in relation to the business and affairs of the credit union

- (a) within 18 months after the date the supervision commenced and within at least every 18 months after that date, or at such shorter intervals as the Superintendent may require, and
- (b) at such other times as the Superintendent may require.

**252.1(2)** An individual or firm of accountants is qualified for the purposes of subsection (1) if

- (a) in the case of an individual, the person is an accountant who
  - (i) is a member in good standing of the Chartered Professional Accountants of New Brunswick or an

**PARTIE XV****CONFORMITÉ ET SUPERVISION****Inspections, examens et enquêtes par l'office de stabilisation**

**252(1)** Sous réserve de l'article 252.1, l'office de stabilisation effectue ou fait effectuer des inspections et des examens relatifs aux activités et aux affaires internes de chacune de ses caisses populaires membres

- a) au moins tous les dix-huit mois ou à des intervalles plus courts s'il les estime nécessaires ou que le surintendant peut exiger, et
- b) à tout autre moment s'il l'estime nécessaire ou que le surintendant peut exiger.

**252(2)** L'office de stabilisation peut, s'il l'estime nécessaire, faire des enquêtes sur ses caisses populaires membres pour déterminer si celles-ci se conforment à la présente loi et aux règlements, ou à tout ordre que l'office de stabilisation ou le surintendant a donné.

2008, ch. 26, art. 36; 2016, ch. 10, art. 87

**Inspections et examens d'une caisse populaire mise sous la surveillance d'un office de stabilisation**

**252.1(1)** Lorsqu'une caisse populaire demeure sous la surveillance de l'office de stabilisation pendant au moins un an, le surintendant demande à une personne qualifiée au titre du paragraphe (2) de procéder à une inspection ou à un examen relatif aux activités et aux affaires internes de la caisse populaire :

- a) au plus tard dans les dix-huit mois de la date de mise sous surveillance et, par la suite, au moins tous les dix-huit mois ou à des intervalles plus courts, s'il l'estime nécessaire;
- b) à tout autre moment qu'il estime nécessaire.

**252.1(2)** Pour l'application du paragraphe (1), un particulier ou un cabinet d'experts-comptables possède les qualités requises si sont réunies les conditions suivantes :

- a) s'agissant du particulier, il est comptable et satisfait aux exigences suivantes :
  - (i) il est membre en règle de Comptables professionnels agréés du Nouveau-Brunswick ou d'un institut ou d'une association de comptables consti-

institute or association of accountants incorporated under an Act of the Legislature of a province,

(ii) has experience at a senior level in performing audits of a financial institution sufficient to meet the requirements of the Superintendent, and

(iii) is independent of the credit union, and

(b) in the case of a firm of accountants, the member of the firm designated by the firm to conduct the inspection or examination under subsection (1) on behalf of the firm is qualified in accordance with paragraph (a).

**252.1(3)** For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact, and

(b) a person shall be deemed not to be independent of the credit union if that person or that person's business partner

(i) is a business partner, director, officer or employee of the credit union, Atlantic Central, the stabilization board or the Corporation, or

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the shares of the credit union.

**252.1(4)** A person is not disqualified under subsection (2) by reason only of the person's membership in the credit union.

**252.1(5)** The costs of an inspection or examination made under subsection (1) shall be borne by the stabilization board.

2014, c.28, s.73; 2016, c.10, s.88

### **Purposes of inspections and examinations**

**253** The inspections and examinations referred to in subsection 252(1) or 252.1(1) shall be made for the purposes

(a) of determining whether the member credit union is complying with this Act and the regulations or any order made by the stabilization board or the Superintendent,

tués en personne morale sous le régime d'une loi de la Législature d'une province,

(ii) il compte à un échelon supérieur dans l'exécution des vérifications d'un établissement financier l'expérience professionnelle suffisante pour satisfaire aux exigences du surintendant,

(iii) il est indépendant de la caisse populaire;

b) s'agissant d'un cabinet d'experts-comptables, le membre que le cabinet a désigné afin de procéder pour son compte à l'inspection ou à l'examen en vertu du paragraphe (1) possède les qualités requises que prévoit l'alinéa a).

**252.1(3)** Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait;

b) une personne est réputée ne pas être indépendante de la caisse populaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) la personne ou son associé est associé, administrateur, dirigeant ou employé de la caisse populaire, d'*Atlantic Central*, de l'office de stabilisation ou de la Société,

(ii) la personne ou son associé est propriétaire, même indirectement, d'un intérêt important sur les parts sociales de la caisse populaire ou il en a le contrôle, même indirectement.

**252.1(4)** Une personne n'est pas inhabile en vertu du paragraphe (2) du seul fait de son statut de membre de la caisse populaire.

**252.1(5)** Les frais afférents à une inspection ou à un examen auquel il est procédé en vertu du paragraphe (1) sont supportés par l'office de stabilisation.

2014, ch. 28, art. 73; 2016, ch. 10, art. 88

### **Objets des inspections et des examens**

**253** Les inspections et les examens visés au paragraphe 252(1) ou 252.1(1) doivent être effectués dans le but

a) de déterminer si la caisse populaire membre se conforme à la présente loi et aux règlements ou à tout ordre que l'office de stabilisation ou le surintendant a donné,

(b) of determining whether the member credit union is following sound business and financial policies and procedures, including its loan policies established in relation to its lending activities, and

(c) of assessing generally the financial condition of the credit union and, in particular, determining whether the stated value of the assets of the credit union fairly represents their realizable value.

2008, c.26, s.38

### **Powers in relation to inspections, examinations and inquiries**

**254** A person making an inspection or examination under subsection 252(1) or 252.1(1) or an inquiry under subsection 252(2) may

(a) enter, during normal business hours, the place of business of the credit union in relation to which the inspection, examination or inquiry is being made,

(b) examine and make copies of the books, registers, accounts, records and other documents relating to the activities of that credit union, and

(c) require the provision of any information or document in relation to the business and affairs of that credit union.

2008, c.26, s.39

### **Report in relation to inspection or examination under section 252.1**

**254.1(1)** Within 30 days after an inspection or examination is made under subsection 252.1(1) or at such later time as may be authorized by the Superintendent, the person who made the inspection or examination shall prepare a report in relation to the inspection or examination and shall send a copy of the report to

(a) the directors of the credit union,

(b) the auditor of the credit union,

(c) the directors of the stabilization board and Atlantic Central, and

(d) the Superintendent.

b) de déterminer si la caisse populaire membre poursuit des pratiques opérationnelles et des politiques et procédures financières saines, y compris ses politiques de crédit établies relativement à ses activités de crédit, et

c) d'évaluer dans l'ensemble la situation financière générale de la caisse populaire et déterminer, en particulier, si la valeur déclarée de l'actif de la caisse populaire représente fidèlement sa valeur de réalisation.

2008, ch. 26, art. 38

### **Pouvoirs concernant les infractions, les examens et les enquêtes**

**254** La personne qui effectue une inspection ou un examen en vertu du paragraphe 252(1) ou 252.1(1) ou une enquête en vertu du paragraphe 252(2) peut

a) entrer, durant les heures normales d'ouverture, dans l'établissement de toute caisse populaire qui fait l'objet d'une inspection, d'un examen ou d'une enquête,

b) examiner les livres, registres, comptes, dossiers et autres documents se rapportant aux activités de cette caisse populaire et en faire des copies, et

c) exiger que tout renseignement ou document se rapportant aux activités et affaires internes de cette caisse populaire lui soit fourni.

2008, ch. 26, art. 39

### **Rapport relatif à l'inspection ou à l'examen prévu à l'article 252.1**

**254.1(1)** Dans les trente jours de la fin de l'inspection ou de l'examen prévu au paragraphe 252.1(1) ou à toute date ultérieure qu'autorise le surintendant, l'auteur de l'inspection ou de l'examen prépare son rapport et en envoie copie :

a) aux administrateurs de la caisse populaire;

b) au vérificateur de la caisse populaire;

c) aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*;

d) au surintendant.

**254.1(2)** The report referred to in subsection (1) shall, if the Superintendent directs, be presented to the members of the credit union at a meeting called for that purpose.

2008, c.26, s.40; 2016, c.10, s.89

#### **Report in relation to inspection or examination**

**255(1)** The stabilization board shall, within thirty days after an inspection or examination is made under subsection 252(1) or at such later time as may be authorized by the Superintendent, prepare a report in relation to the inspection or examination and shall send a copy of the report to

- (a) the directors of the credit union,
- (b) the auditor of the credit union,
- (c) the directors of Atlantic Central, and
- (d) the Superintendent.

**255(2)** The report referred to in subsection (1) shall, if the Superintendent directs, be presented to the members of the credit union at a meeting called for that purpose.

2016, c.10, s.90

#### **Response**

**256** The directors of the credit union shall, within sixty days after receiving the report sent to them under subsection 255(1) or at such later time as may be authorized by the Superintendent, prepare a response to the report and shall send a copy of the response to

- (a) the auditor of the credit union,
- (b) the directors of the stabilization board,
- (c) the directors of Atlantic Central, and
- (d) the Superintendent.

2016, c.10, s.91

#### **Role of Superintendent in relation to inspections, examinations and inquiries**

**257** The Superintendent

- (a) shall review, or cause to be reviewed, all information provided to, and reports, responses and returns

**254.1(2)** Si le surintendant l'ordonne, le rapport visé au paragraphe (1) est présenté aux membres de la caisse populaire au cours d'une assemblée convoquée à cette fin.

2008, ch. 26, art. 40; 2016, ch. 10, art. 89

#### **Rapport concernant l'inspection ou l'examen**

**255(1)** L'office de stabilisation doit, dans les trente jours après la fin d'une inspection ou d'un examen en vertu du paragraphe 252(1) ou à toute date ultérieure que le surintendant peut autoriser, préparer un rapport relatif à l'inspection ou l'examen et en envoyer une copie

- a) aux administrateurs de la caisse populaire,
- b) au vérificateur de la caisse populaire,
- c) aux administrateurs d'*Atlantic Central*, et
- d) au surintendant.

**255(2)** Le rapport visé au paragraphe (1) doit, si le surintendant l'ordonne, être présenté aux membres de la caisse populaire au cours d'une assemblée convoquée à cette fin.

2016, ch. 10, art. 90

#### **Réponse**

**256** Les administrateurs de la caisse populaire doivent, dans les soixante jours de la réception du rapport qui leur a été envoyé en vertu du paragraphe 255(1) ou à toute date ultérieure que le surintendant peut autoriser, préparer une réponse au rapport et en envoyer une copie

- a) au vérificateur de la caisse populaire,
- b) aux administrateurs de l'office de stabilisation,
- c) aux administrateurs d'*Atlantic Central*, et
- d) au surintendant.

2016, ch. 10, art. 91

#### **Rôle du surintendant concernant les inspections, examens et enquêtes**

**257** Le surintendant

- a) doit réviser ou faire réviser tous les renseignements qui lui sont fournis, ainsi que les rapports et les

received by, the Superintendent in relation to credit unions, Atlantic Central and the stabilization board,

(b) may, at any time the Superintendent considers necessary, make or cause to be made, inspections or examinations in relation to the business and affairs of a credit union,

(c) shall make, or cause to be made, annually or at such other intervals as the Superintendent considers necessary, inspections and examinations in relation to the business and affairs of the stabilization board, and

(d) may make any inquiries of a credit union or the stabilization board that the Superintendent considers necessary to determine whether it is complying with this Act and the regulations or any order made by the stabilization board, the Corporation or the Superintendent.

2008, c.26, s.41; 2010, c.36, s.70; 2016, c.10, s.92

#### **Powers in relation to inspections**

**258** The Superintendent or a person acting on behalf of the Superintendent may do any of the following when making an inspection, examination or inquiry under section 257 in relation to a credit union or the stabilization board:

(a) enter its place of business during normal business hours;

(b) examine and make copies of the books, registers, accounts, records and other documents relating to its activities; and

(c) require the provision of any information or document in relation to its business and affairs.

2010, c.36, s.71; 2016, c.10, s.93

#### **Report by Superintendent**

**259** The Superintendent shall, within thirty days after an inspection or examination is made under paragraph 257(b) or as soon thereafter as is practicable, prepare a report in relation to the inspection or examination and shall send a copy of the report to

(a) the directors of the credit union,

(b) the auditor of the credit union,

réponses qu'il a reçus concernant les caisses populaires, *Atlantic Central* et l'office de stabilisation,

b) peut, à tout moment s'il l'estime nécessaire, effectuer ou faire effectuer les inspections ou les examens se rapportant aux activités et affaires internes d'une caisse populaire,

c) doit effectuer ou faire effectuer, annuellement ou à d'autres intervalles que le surintendant peut estimer nécessaires, les inspections et les examens se rapportant aux activités et affaires internes de l'office de stabilisation, et

d) peut faire des enquêtes, s'il les estime nécessaires, pour déterminer si une caisse populaire ou l'office de stabilisation se conforme à la présente loi et aux règlements ou à tout ordre que donne l'office de stabilisation, la Société ou le surintendant.

2008, ch. 26, art. 41; 2010, ch. 36, art. 70; 2016, ch. 10, art. 92

#### **Pouvoirs concernant les inspections**

**258** Lors d'une inspection, d'un examen ou d'une enquête à laquelle il est procédé en vertu de l'article 257 relativement à une caisse populaire ou à l'office de stabilisation, le surintendant ou son représentant peut :

a) entrer dans son établissement pendant les heures normales d'ouverture;

b) examiner des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents se rapportant à ses activités et en faire des copies;

c) exiger que lui soit fourni tout renseignement ou document se rapportant à ses activités et à ses affaires internes.

2010, ch. 36, art. 71; 2016, ch. 10, art. 93

#### **Rapport par le surintendant**

**259** Le surintendant doit, dans les trente jours d'une inspection ou d'un examen effectué en application de l'alinéa 257b) ou aussitôt que possible, préparer un rapport relatif à l'inspection ou l'examen et en envoyer une copie

a) aux administrateurs de la caisse populaire,

b) au vérificateur de la caisse populaire,

(c) the directors of Atlantic Central, and

(d) the directors of the stabilization board.

2016, c.10, s.94

### Report may be presented to members

**260** The report referred to in section 259 shall, if the Superintendent directs, be presented to the members of the credit union at a meeting called for that purpose.

### Response

**261** The directors of the credit union shall, within sixty days after receiving the report sent to it under section 259 or at such later time as may be authorized by the Superintendent, prepare a response to the report and shall send a copy of the response to

(a) the auditor of the credit union,

(b) the directors of Atlantic Central,

(c) the directors of the stabilization board, and

(d) the Superintendent.

2016, c.10, s.95

### Costs

**262** The costs of an inspection or examination made under paragraph 257(b) shall, if the Superintendent directs, be borne by the credit union in relation to which the inspection or examination was made.

### Report by Superintendent

**263** The Superintendent shall, within 30 days after an inspection or examination is made under paragraph 257(c) or as soon as practicable, prepare a report in relation to the inspection or examination and shall send a copy of the report to the directors of the stabilization board and to its auditor.

2010, c.36, s.72; 2016, c.10, s.96

### Response

**264** The directors of the stabilization board, shall, within 60 days after receiving the report sent under section 263 or at any later time authorized by the Superintendent, prepare a response to the report and shall send a

c) aux administrateurs d'*Atlantic Central*, et

d) aux administrateurs de l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 94

### Rapport présenté aux membres

**260** Le rapport visé à l'article 259 doit, si le surintendant l'ordonne, être présenté aux membres de la caisse populaire au cours d'une assemblée convoquée à cette fin.

### Réponse

**261** Les administrateurs de la caisse populaire doivent, dans les soixante jours de la réception du rapport qui leur a été envoyé en application de l'article 259 ou à une date ultérieure que le surintendant peut autoriser, préparer une réponse au rapport et en envoyer une copie

a) au vérificateur de la caisse populaire,

b) aux administrateurs d'*Atlantic Central*,

c) aux administrateurs de l'office de stabilisation, et

d) au surintendant.

2016, ch. 10, art. 95

### Frais

**262** Les frais d'une inspection ou d'un examen effectué en application de l'alinéa 257b) doivent, si le surintendant l'ordonne, être à la charge de la caisse populaire qui a fait l'objet de l'inspection ou de l'examen.

### Rapport du surintendant

**263** Dans les trente jours qui suivent la fin de l'inspection ou de l'examen effectué en application de l'alinéa 257c) ou dès que l'occasion se présente par la suite, le surintendant prépare un rapport à ce sujet et en envoie copie aux administrateurs de l'office de stabilisation et à son vérificateur.

2010, ch. 36, art. 72; 2016, ch. 10, art. 96

### Réponse.

**264** Dans les soixante jours de la réception du rapport envoyé en application de l'article 263 ou à une date ultérieure que le surintendant autorise, les administrateurs de l'office de stabilisation préparent une réponse au rapport



copy of the response to the Superintendent and to the auditor of the stabilization board.

2010, c.36, s.73; 2016, c.10, s.97

### Compliance orders in relation to credit unions

**265(1)** Where, in the opinion of the stabilization board, a member credit union

- (a) is committing any act or pursuing any course of conduct
  - (i) that violates or does not comply with this Act or the regulations,
  - (ii) that constitutes an unsound business practice, or
  - (iii) that might otherwise prejudice the interests of the members of the credit union,
- (b) is violating or is not complying with the operating standards established under Part V, or
- (c) has failed to file a report or document required to be filed with the stabilization board or the Superintendent, or to provide information required to be provided to the stabilization board or the Superintendent,

the stabilization board may order the credit union

- (d) to cease doing any act or to cease pursuing any course of conduct identified by the stabilization board, or
- (e) to perform such acts, as in the opinion of the stabilization board, are necessary to remedy the situation,

within the time specified by the stabilization board.

**265(2)** Where, in the opinion of the stabilization board, the making of an order under paragraph (1)(d) or (e) is not sufficient to remedy the situation giving rise to the order, it may order the credit union to cease carrying on such business activities or exercising such powers as it considers necessary, for such period of time as it considers necessary.

**265(3)** The stabilization board shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection

et en envoient copie au surintendant et au vérificateur de l'office de stabilisation.

2010, ch. 36, art. 73; 2016, ch. 10, art. 97

### Ordres de conformité envers les caisses populaires

**265(1)** Lorsque l'office de stabilisation est d'avis qu'une caisse populaire membre

- a) commet un acte ou adopte une conduite
  - (i) qui enfreint la présente loi ou les règlements ou n'y est pas conforme,
  - (ii) qui constitue une mauvaise pratique opérationnelle, ou
  - (iii) qui pourrait autrement nuire aux intérêts des membres de la caisse populaire,
- b) enfreint les normes d'exploitation établies selon la Partie V ou ne s'y conforme pas, ou
- c) a omis de déposer un rapport ou document dont le dépôt auprès de l'office de stabilisation ou du surintendant est requis, ou a omis de fournir des renseignements requis à l'office de stabilisation ou au surintendant,

l'office de stabilisation peut ordonner à la caisse populaire

- d) de cesser d'accomplir l'acte ou de cesser d'adopter la conduite qu'il a identifié, ou
- e) d'exécuter des actes qui sont, de l'avis de l'office de stabilisation, nécessaires pour redresser la situation,

dans le délai que précise l'office de stabilisation.

**265(2)** Lorsque l'office de stabilisation est d'avis que l'ordre donné en application de l'alinéa (1)d) ou e) ne suffit pas pour redresser la situation qui a engendré l'ordre, l'office de stabilisation peut ordonner à la caisse populaire de cesser de continuer de telles activités opérationnelles ou d'exercer de tels pouvoirs de la manière et dans un délai qu'il estime nécessaires.

**265(3)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (1) ou (2), l'office de stabilisation en avise la caisse popu-

(1) or (2) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union, the directors of Atlantic Central and the Superintendent.

**265(4)** Where, in the opinion of the Superintendent, the stabilization board should make an order under paragraph (1)(d) or (e) or subsection (2) in relation to a credit union but the stabilization board has not done so, the Superintendent may

- (a) direct the stabilization board to make such order in relation to the credit union, or
- (b) make any order in relation to the credit union as the Superintendent considers appropriate.

**265(4.1)** The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under paragraph (4)(b) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and Atlantic Central.

**265(5)** A credit union in relation to which an order is made under subsection (1) or (2) or paragraph (4)(b) may, within 15 days after notice of the order is given to the credit union, make a request in writing to the Superintendent that the Superintendent review the order.

**265(5.1)** If a credit union requests, in accordance with subsection (5), a review of an order, not later than 30 days after notice of the order was given to the credit union or within such longer period as the Superintendent may allow, the credit union shall make a written submission to the Superintendent containing the grounds for the request for review.

**265(6)** The Superintendent may, after considering the credit union's written submission under subsection (5.1),

- (a) make an order affirming, revoking or varying an order made under this section, or
- (b) make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

**265(7)** The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (6) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor

laire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs d'*Atlantic Central* et au surintendant.

**265(4)** Lorsque le surintendant est d'avis que l'office de stabilisation devrait donner un ordre en application de l'alinéa (1)d) ou e) ou du paragraphe (2) concernant une caisse populaire mais que l'office de stabilisation ne l'a pas fait, le surintendant peut

- a) enjoindre à l'office de stabilisation de donner un tel ordre à la caisse populaire, ou
- b) donner tout ordre à la caisse populaire qu'il estime à propos.

**265(4.1)** S'il donne un ordre en vertu de l'alinéa (4)b), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*.

**265(5)** La caisse populaire visée par un ordre donné en vertu du paragraphe (1) ou (2) ou de l'alinéa (4)b) peut demander au surintendant de le réviser. La demande est présentée par écrit dans les quinze jours de la réception de l'avis de l'ordre donné.

**265(5.1)** La caisse populaire qui a demandé que soit révisé un ordre conformément au paragraphe (5) présente au surintendant ses observations écrites, appuyées des motifs de la demande, dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis de l'ordre donné ou dans le délai plus long qu'accorde le surintendant.

**265(6)** Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées en vertu du paragraphe (5.1), le surintendant peut,

- a) donner un ordre confirmant, révoquant ou modifiant un ordre donné en application du présent article, ou
- b) donner d'autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime à propos.

**265(7)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (6), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire ainsi

of the credit union and to the directors of the stabilization board and Atlantic Central.

**265(8)** On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

**265(9)** An order made under subsection (1) or (2) or paragraph (4)(b) is stayed until the earliest of the following dates:

- (a) the date on which the time for requesting a review has expired, if the credit union does not, in accordance with subsection (5), request a review of the order;
- (b) the date on which the time for making a written submission under subsection (5.1) has expired, if the credit union has requested a review but does not, in accordance with subsection (5.1), make a written submission to the Superintendent;
- (c) the date on which the Superintendent makes a determination under subsection (6) with respect to the review.

2008, c.26, s.42; 2010, c.36, s.74; 2016, c.10, s.98

#### **Compliance orders in relation to the stabilization board**

**266(1)** Where, in the opinion of the Superintendent, the stabilization board

- (a) is committing any act or pursuing any course of conduct
  - (i) that violates or does not comply with this Act or the regulations,
  - (ii) that constitutes an unsound business practice, or
  - (iii) that might otherwise prejudice the interests of its member credit unions or the members of those credit unions, or
- (b) has failed to file a report or document required to be filed with the Superintendent or to provide information required to be provided to the Superintendent,

the Superintendent may order the stabilization board

qu'aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*.

**265(8)** Dans le cadre d'une révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

**265(9)** L'ordre donné en vertu du paragraphe (1) ou (2) ou de l'alinéa (4)b est suspendu jusqu'à la première des dates suivantes :

- a) si la caisse populaire n'a pas demandé que soit révisé l'ordre conformément au paragraphe (5), la date d'expiration du délai imparti pour demander la révision;
- b) si elle a demandé que l'ordre soit révisé mais n'a pas présenté d'observations écrites au surintendant conformément au paragraphe (5.1), la date d'expiration du délai imparti pour les présenter;
- c) la date à laquelle le surintendant prend en vertu du paragraphe (6) sa décision relative à la révision.

2008, ch. 26, art. 42; 2010, ch. 36, art. 74; 2016, ch. 10, art. 98

#### **Ordres de conformité se rapportant à l'office de stabilisation**

**266(1)** Lorsque le surintendant est d'avis que l'office de stabilisation

- a) commet un acte ou adopte une conduite
  - (i) qui enfreint la présente loi ou les règlements ou n'y est pas conforme,
  - (ii) qui constitue une mauvaise pratique opérationnelle, ou
  - (iii) qui pourrait autrement nuire aux intérêts de ses caisses populaires membres ou aux membres de ces caisses populaires, ou
- b) a omis de déposer un rapport ou un document dont le dépôt auprès du surintendant est requis, ou a omis de fournir les renseignements requis au surintendant,

ce dernier peut ordonner à l'office de stabilisation

(c) to cease doing any act or to cease pursuing any course of conduct identified by the Superintendent, or

(d) to perform such acts, as in the opinion of the Superintendent, are necessary to remedy the situation,

within the time specified by the Superintendent.

**266(1.1)** The Superintendent shall give the stabilization board notice of any order made with respect to it under subsection (1), together with the reasons for the order.

**266(2)** Within 15 days after notice of an order is given to the stabilization board under subsection (1.1), it may make a request in writing to the Superintendent that the Superintendent review the order.

**266(2.1)** If the stabilization board requests, in accordance with subsection (2), a review of an order, not later than 30 days after it was given notice of the order or within any longer period that the Superintendent allows, it shall make a written submission to the Superintendent containing the grounds for the request for review.

**266(3)** The Superintendent may, after considering the written submission made under subsection (2.1) by the stabilization board,

(a) make an order confirming, revoking or varying an order made under this section, or

(b) make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

**266(3.1)** The Superintendent shall give the stabilization board notice of any order made with respect to it under subsection (3), together with the reasons for the order.

**266(3.2)** On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

**266(3.3)** An order made under subsection (1) is stayed until the earliest of the following dates:

(a) the date on which the time for requesting a review has expired, if the stabilization board does not, in accordance with subsection (2), request a review of the order;

c) de cesser d'accomplir l'acte ou de cesser d'adopter la conduite qu'il a identifié, ou

d) d'exécuter des actes qui sont, à son avis, nécessaires pour redresser la situation,

dans le délai que précise le surintendant.

**266(1.1)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (1), le surintendant envoie un avis motivé à l'office de stabilisation y visé.

**266(2)** Dans les quinze jours de la réception de l'avis portant qu'un ordre lui a été donné en vertu du paragraphe (1.1), l'office de stabilisation peut demander par écrit au surintendant de le réviser.

**266(2.1)** S'il demande qu'un ordre soit révisé conformément au paragraphe (2), l'office de stabilisation présente au surintendant ses observations écrites, appuyées des motifs de la demande, dans les trente jours de la réception de l'avis de l'ordre donné ou dans le délai plus long qu'accorde le surintendant.

**266(3)** Après avoir étudié les observations écrites que l'office de stabilisation lui a présentées en vertu du paragraphe (2.1), le surintendant peut :

a) donner un ordre confirmant, révoquant ou modifiant l'ordre donné en vertu du présent article;

b) donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime indiqués.

**266(3.1)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (3), le surintendant donne un avis motivé à l'office de stabilisation y visé.

**266(3.2)** Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

**266(3.3)** L'ordre donné en vertu du paragraphe (1) est suspendu jusqu'à la première des dates suivantes :

a) si l'office de stabilisation n'a pas demandé que soit révisé l'ordre conformément au paragraphe (2), la date d'expiration du délai imparti pour demander la révision;

(b) the date on which the time for making a written submission under subsection (2.1) has expired, if the stabilization board has requested a review but does not, in accordance with subsection (2.1), make a written submission to the Superintendent;

(c) the date on which the Superintendent makes a determination under subsection (3) with respect to the review.

**266(4)** Repealed: 2008, c.26, s.43  
2008, c.26, s.43; 2010, c.36, s.75; 2016, c.10, s.99

### **Interim orders by stabilization board in relation to credit unions**

**266.1(1)** If the stabilization board is of the opinion that the interests of the depositors of a credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the stabilization board proposes to make under paragraph 265(1)(d) or (e) or subsection 265(2) in relation to the credit union, the stabilization board may, instead of that order, make an interim order under that provision.

**266.1(2)** An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

**266.1(3)** Subsections 265(3), (5), (5.1), (6), (7) and (9) do not apply to an interim order.

**266.1(4)** If the stabilization board makes an interim order in respect of a credit union, the stabilization board shall give the credit union, together with a copy of the order, a notice in writing advising the credit union

(a) of the reasons why the interim order was made, and

(b) that the credit union may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

**266.1(5)** The stabilization board shall send a copy of the interim order and of the notice referred to in subsection (4) to the auditor of the credit union, the directors of Atlantic Central and the Superintendent.

b) si l'office de stabilisation a demandé que l'ordre soit révisé mais n'a pas présenté d'observations écrites au surintendant conformément au paragraphe (2.1), la date d'expiration du délai imparti pour les présenter;

c) la date à laquelle le surintendant prend en vertu du paragraphe (3) sa décision relative à la révision.

**266(4)** Abrogé : 2008, ch. 26, art. 43  
2008, ch. 26, art. 43; 2010, ch. 36, art. 75; 2016, ch. 10, art. 99

### **Ordre provisoire de l'office de stabilisation visant une caisse populaire**

**266.1(1)** S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à la caisse populaire en vertu de l'alinéa 265(1)d) ou e) ou du paragraphe 265(2), l'office de stabilisation peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cette disposition.

**266.1(2)** L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si, au cours de ce délai, des observations écrites sont présentées au surintendant conformément à l'alinéa (4)b).

**266.1(3)** Les paragraphes 265(3), (5), (5.1), (6), (7) et (9) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

**266.1(4)** S'il donne un ordre provisoire, l'office de stabilisation en remet copie à la caisse populaire y visée accompagnée d'un avis écrit l'informant :

a) des motifs à l'appui;

b) du fait qu'elle peut présenter des observations écrites au surintendant, accompagnées d'une demande de révision et des motifs de la demande, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

**266.1(5)** L'office de stabilisation envoie copie de l'ordre provisoire et de l'avis prévu au paragraphe (4) au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs d'*Atlantic Central* et au surintendant.

**266.1(6)** If, in accordance with paragraph (4)(b), the credit union makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (7).

**266.1(7)** After considering the credit union's written submission, the Superintendent

- (a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,
- (b) may, by order, revoke the interim order, or
- (c) may substitute his or her own order for that of the stabilization board.

**266.1(8)** The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (7) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and Atlantic Central.

**266.1(9)** On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

2008, c.26, s.44; 2016, c.10, s.100

#### **Interim orders by Superintendent in relation to credit unions**

**266.2(1)** If the Superintendent is of the opinion that the interests of the depositors of a credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the Superintendent proposes to make under paragraph 265(4)(b) in relation to the credit union, the Superintendent may, instead of that order, make an interim order under that paragraph.

**266.2(2)** An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

**266.2(3)** Subsections 265(4.1), (5), (5.1), (6), (7) and (9) do not apply to an interim order.

**266.1(6)** Si la caisse populaire présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b), l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (7).

**266.1(7)** Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées, le surintendant peut :

- a) par ordre, rendre permanent l'ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu'il estime indiqué;
- b) par ordre, révoquer l'ordre provisoire;
- c) substituer son propre ordre à celui de l'office de stabilisation.

**266.1(8)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (7), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire et aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*.

**266.1(9)** Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

2008, ch. 26, art. 44; 2016, ch. 10, art. 100

#### **Ordre provisoire du surintendant visant une caisse populaire**

**266.2(1)** S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à la caisse populaire en vertu de l'alinéa 265(4)b), le surintendant peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cet alinéa.

**266.2(2)** L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si, au cours de ce délai, des observations écrites sont présentées au surintendant conformément à l'alinéa (4)b).

**266.2(3)** Les paragraphes 265(4.1), (5), (5.1), (6), (7) et (9) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

**266.2(4)** If the Superintendent makes an interim order in respect of a credit union, the Superintendent shall give the credit union, together with a copy of the order, a notice in writing advising the credit union

- (a) of the reasons why the interim order was made, and
- (b) that the credit union may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

**266.2(5)** The Superintendent shall send a copy of the interim order and of the notice referred to in subsection (4) to the auditor of the credit union and the directors of the stabilization board and Atlantic Central.

**266.2(6)** If, in accordance with paragraph (4)(b), the credit union makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (7).

**266.2(7)** After considering the credit union's written submission, the Superintendent

- (a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,
- (b) may, by order, revoke the interim order, or
- (c) may make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

**266.2(8)** The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (7) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and Atlantic Central.

**266.2(9)** On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

2008, c.26, s.44; 2016, c.10, s.101

**266.2(4)** S'il donne un ordre provisoire, le surintendant en donne copie à la caisse populaire y visée accompagnée d'un avis écrit l'informant :

- a) des motifs à l'appui;
- b) du fait qu'elle peut présenter des observations écrites au surintendant, accompagnées d'une demande de révision et des motifs de la demande, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

**266.2(5)** Le surintendant envoie copie de l'ordre provisoire et de l'avis prévu au paragraphe (4) au vérificateur de la caisse populaire et aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*.

**266.2(6)** Si la caisse populaire présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b), l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (7).

**266.2(7)** Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées, le surintendant peut :

- a) par ordre, rendre permanent l'ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu'il estime indiqué;
- b) par ordre, révoquer l'ordre provisoire;
- c) donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime indiqués.

**266.2(8)** S'il donne un avis en vertu du paragraphe (7), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire et aux administrateurs de l'office de stabilisation et d'*Atlantic Central*.

**266.2(9)** Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

2008, ch. 26, art. 44; 2016, ch. 10, art. 101

**Interim orders by Superintendent in relation to the stabilization board**

**266.3(1)** If the Superintendent is of the opinion that the interests of the depositors of any credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the Superintendent proposes to make under paragraph 266(1)(c) or (d) in relation to the stabilization board, the Superintendent may, instead of that order, make an interim order under that paragraph.

**266.3(2)** An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

**266.3(3)** Subsections 266(1.1), (2), (2.1), (3), (3.1) and (3.3) do not apply to an interim order.

**266.3(4)** If the Superintendent makes an interim order in respect of the stabilization board, the Superintendent shall, together with a copy of the order, give the stabilization board notice in writing advising it

(a) of the reasons why the interim order was made, and

(b) that it may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

**266.3(5)** If, in accordance with paragraph (4)(b), the stabilization board makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (6).

**266.3(6)** After considering the written submission made by the stabilization board, the Superintendent

(a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,

(b) may, by order, revoke the interim order, or

**Ordres provisoires du surintendant se rapportant à l'office de stabilisation**

**266.3(1)** S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à l'office de stabilisation en vertu de l'alinéa 266(1)c) ou d), le surintendant peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cet alinéa.

**266.3(2)** L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si des observations écrites sont présentées au surintendant au cours de ce délai conformément à l'alinéa (4)b).

**266.3(3)** Les paragraphes 266(1.1), (2), (2.1), (3), (3.1) et (3.3) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

**266.3(4)** S'il donne un ordre provisoire, le surintendant en remet copie à l'office de stabilisation accompagnée d'un avis écrit l'informant :

a) des motifs à l'appui;

b) du fait qu'il peut lui présenter des observations écrites, accompagnées d'une demande de révision et des motifs à l'appui, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

**266.3(5)** Si l'office de stabilisation présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b), l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (6).

**266.3(6)** Après avoir étudié les observations écrites que l'office de stabilisation lui a présentées, le surintendant peut :

a) par ordre, rendre permanent l'ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu'il estime indiqué;

b) par ordre, révoquer l'ordre provisoire;



(c) may make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

**266.3(7)** The Superintendent shall give the stabilization board notice of any order made with respect to it under subsection (6), together with the reasons for the order.

**266.3(8)** On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

2008, c.26, s.44; 2010, c.36, s.76; 2016, c.10, s.102

### Repealed

**266.4** Repealed: 2016, c.36, s.4

2008, c.26, s.44; 2016, c.36, s.4

### Supervision of a credit union

**267(1)** Where, in the opinion of the stabilization board, a member credit union

- (a) is committing any act or pursuing any course of conduct
  - (i) that violates or does not comply with this Act or the regulations,
  - (ii) that constitutes an unsound business practice, or
  - (iii) that might otherwise prejudice the interests of the members of the credit union,
- (b) is violating or is not complying with the operating standards established under Part V,
- (c) requires financial assistance from the stabilization board and the stabilization board has decided to provide such assistance, or where the financial condition of the credit union is such that it might prejudice the interests of its members,
- (d) has failed to file a report or document required to be filed with the stabilization board or the Superintendent or to provide information required to be provided to the stabilization board or the Superintendent, or

c) donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime indiqués.

**266.3(7)** S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (6), le surintendant envoie un avis motivé à l'office de stabilisation y visé.

**266.3(8)** Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

2008, ch. 26, art. 44; 2010, ch. 36, art. 76; 2016, ch. 10, art. 102

### Abrogé

**266.4** Abrogé : 2016, ch. 36, art. 4

2008, ch. 26, art. 44; 2016, ch. 36, art. 4

### Surveillance d'une caisse populaire

**267(1)** Lorsque l'office de stabilisation est d'avis qu'une caisse populaire membre

- a) commet un acte ou adopte une conduite
  - (i) qui enfreint la présente loi ou les règlements ou n'y est pas conforme,
  - (ii) qui constitue une mauvaise pratique opérationnelle, ou
  - (iii) qui pourrait autrement nuire aux intérêts des membres de la caisse populaire,
- b) enfreint les normes d'exploitation établies selon la Partie V ou ne s'y conforme pas,
- c) a besoin d'une aide financière de la part de l'office de stabilisation et celui-ci a décidé de le lui accorder, ou lorsque la situation financière générale de la caisse populaire est telle qu'elle pourrait nuire aux intérêts de ses membres,
- d) a omis de déposer un rapport ou un document dont le dépôt auprès de l'office de stabilisation ou du surintendant est requis, ou de fournir des renseignements requis à l'office de stabilisation ou au surintendant, ou

(e) has failed to comply with an order of the stabilization board or the Superintendent,

the stabilization board may place the credit union under its supervision and shall give notice to the credit union and the auditor of the credit union accordingly.

**267(2)** The stabilization board shall give notice to the Superintendent if it places a credit union under its supervision under subsection (1).

#### **Failure of stabilization board to act**

**268(1)** Where, in the opinion of the Superintendent, the stabilization board should place a credit union under supervision under subsection 267(1) but the stabilization board has not done so, the Superintendent may

- (a) direct the stabilization board to place the credit union under its supervision, or
- (b) place the credit union under the supervision of a supervisor appointed by the Superintendent.

**268(2)** The Superintendent shall give notice to the credit union and the auditor of the credit union if it places the credit union under the supervision of a supervisor under paragraph (1)(b).

2016, c.10, s.103

#### **Supervision of the stabilization board**

**269(1)** The Superintendent may place the stabilization board under the supervision of a supervisor appointed by the Superintendent and shall give the stabilization board and its auditor notice accordingly if, in the opinion of the Superintendent, the stabilization board

- (a) is committing any act or pursuing any course of conduct
  - (i) that violates or does not comply with this Act or the regulations,
  - (ii) that constitutes an unsound business practice, or
  - (iii) that might otherwise prejudice the interests of its member credit unions or the members of those credit unions,

e) a omis de se conformer à un ordre de l'office de stabilisation ou du surintendant,

l'office de stabilisation peut placer la caisse populaire sous sa surveillance, auquel cas il doit en donner avis à la caisse populaire et au vérificateur de celle-ci en conséquence.

**267(2)** L'office de stabilisation doit donner avis au surintendant s'il place une caisse populaire sous sa surveillance aux termes du paragraphe (1).

#### **Défaut d'agir de l'office de stabilisation**

**268(1)** Lorsque le surintendant est d'avis que l'office de stabilisation devrait placer une caisse populaire sous sa surveillance en application du paragraphe 267(1) mais que l'office de stabilisation ne l'a pas fait, le surintendant peut

- a) enjoindre à l'office de stabilisation de placer la caisse populaire sous sa surveillance, ou
- b) placer la caisse populaire sous la surveillance d'un superviseur qu'il nomme.

**268(2)** Le surintendant doit donner avis à la caisse populaire et au vérificateur de la caisse populaire s'il place celle-ci sous la surveillance d'un superviseur aux termes de l'alinéa (1)b).

2016, ch. 10, art. 103

#### **Surveillance de l'office de stabilisation**

**269(1)** Le surintendant peut mettre l'office de stabilisation sous la surveillance d'un superviseur qu'il nomme, auquel cas il lui en donne avis ainsi qu'à son vérificateur, lorsqu'il estime que l'office de stabilisation

- a) commet un acte ou adopte une conduite
  - (i) qui enfreint la présente loi ou les règlements ou n'y est pas conforme,
  - (ii) qui constitue une mauvaise pratique opérationnelle, ou
  - (iii) qui pourrait nuire aux intérêts de ses caisses populaires membres ou aux membres de ces caisses populaires,

(b) Repealed: 2016, c.10, s.104

(c) is unable to meet its obligations in relation to solvency requirements, or where the financial condition of the stabilization board is such that it might prejudice the interests of its member credit unions,

(d) has failed to file a report or document required to be filed with the Superintendent or to provide information required to be provided to the Superintendent, or

(e) has failed to comply with an order of the Superintendent.

**269(2)** An appointment of a supervisor under subsection (1) may be made from within the Civil Service or from outside the Civil Service.

**269(3)** If the stabilization board is placed under supervision, it shall bear the costs of the supervision unless the supervisor is a person employed within the Civil Service.

2008, c.26, s.45; 2010, c.36, s.77; 2016, c.10, s.104

#### **Supervision of stabilization board provided with financial assistance**

**269.1(1)** If the Corporation has provided financial assistance to the stabilization board under subsection 202.4(8), the Superintendent shall place the stabilization board under the supervision of a supervisor appointed by the Superintendent and shall give notice to the stabilization board and to the auditor of the stabilization board accordingly.

**269.1(2)** An appointment of a supervisor under subsection (1) may be made from within the Civil Service or from outside the Civil Service.

**269.1(3)** Except where the supervisor is a person employed within the Civil Service, the costs of the supervision shall be borne by the stabilization board placed under supervision.

2008, c.26, s.46; 2016, c.10, s.105

#### **Definition of “supervisor”**

**270** In sections 271 to 277

b) Abrogé : 2016, ch. 10, art. 104

c) est incapable de faire face à ses obligations relatives aux exigences de solvabilité, ou lorsque la situation financière générale de l'office de stabilisation est telle qu'elle pourrait nuire aux intérêts de ses caisses populaires membres,

d) a omis de déposer un rapport ou un document dont le dépôt auprès du surintendant est requis ou de fournir les renseignements requis au surintendant, ou

e) a omis de se conformer à un ordre du surintendant.

**269(2)** La nomination d'un superviseur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) peut être faite au sein des fonctionnaires ou des personnes qui ne sont pas fonctionnaires.

**269(3)** Les frais de surveillance sont supportés par l'office de stabilisation mis sous surveillance, sauf si le superviseur est un fonctionnaire.

2008, ch. 26, art. 45; 2010, ch. 36, art. 77; 2016, ch. 10, art. 104

#### **Mise sous surveillance à la suite de la fourniture d'aide financière**

**269.1(1)** Si l'office de stabilisation reçoit de l'aide financière de la part de la Société en application du paragraphe 202.4(8), le surintendant le met sous la surveillance du superviseur qu'il nomme et en avise l'office de stabilisation et son vérificateur.

**269.1(2)** La nomination d'un superviseur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) peut être faite au sein des fonctionnaires ou des personnes qui ne sont pas fonctionnaires.

**269.1(3)** Les frais de surveillance sont supportés par l'office de stabilisation qui est mis sous surveillance sauf si un fonctionnaire est superviseur.

2008, ch. 26, art. 46; 2016, ch. 10, art. 105

#### **Définition de « superviseur »**

**270** Dans les articles 271 à 277

“supervisor” means

- (a) the stabilization board, where a credit union is placed under its supervision under section 267,
- (b) a person appointed as supervisor by the Superintendent under paragraph 268(1)(b) or section 269,
- (b.1) a person appointed as supervisor by the Superintendent under section 269.1, and
- (c) a person appointed as supervisor by the Court in accordance with this Act. (*superviseur*)

2008, c.26, s.47

### Term of supervision

**271** Subject to section 271.1, if a credit union or the stabilization board is placed under supervision, it shall remain subject to the supervision until

- (a) the supervisor applies in writing to the Superintendent to have the credit union or the stabilization board released from supervision, stating reasons in support of the application, and the Superintendent approves the application,
- (b) the credit union or the stabilization board applies in writing to the Superintendent, with notice to its supervisor, to be released from supervision, stating reasons in support of its application, and the Superintendent approves the application,
- (c) the Superintendent, by notice to the credit union or the stabilization board and to its supervisor, releases it from supervision,
- (d) in the case of a credit union, it is liquidated, dissolved or amalgamated, or
- (e) if the credit union or the stabilization board has been placed under supervision by the Court, an order of the Court has been made releasing it from supervision.

2008, c.26, s.48; 2010, c.36, s.78; 2016, c.10, s.106

« superviseur » désigne

- a) l’office de stabilisation, lorsqu’une caisse populaire est placée sous sa surveillance en application de l’article 267,
- b) une personne nommée à titre de superviseur par le surintendant en application de l’alinéa 268(1)b) ou de l’article 269,
- b.1) une personne que le surintendant nomme superviseur en application de l’article 269.1, et
- c) une personne nommée à titre de superviseur par la Cour conformément à la présente loi. (*supervisor*)

2008, ch. 26, art. 47

### Durée de la surveillance

**271** Sous réserve de l’article 271.1, la caisse populaire ou l’office de stabilisation qui est mis sous surveillance le demeure :

- a) jusqu’à ce que le superviseur présente par écrit au surintendant une demande motivée afin que la caisse populaire ou l’office de stabilisation soit libéré de la surveillance et que le surintendant approuve cette demande;
- b) jusqu’à ce que la caisse populaire ou l’office de stabilisation présente par écrit au surintendant une demande motivée et envoie un avis au superviseur afin d’être libéré de la surveillance et que le surintendant approuve cette demande;
- c) jusqu’à ce que le surintendant, au moyen d’un avis à la caisse populaire ou à l’office de stabilisation et à son superviseur, le libère de la surveillance;
- d) s’agissant d’une caisse populaire, jusqu’à ce qu’elle soit liquidée, dissoute ou qu’elle fusionne;
- e) jusqu’à ce que la Cour ait rendu une ordonnance libérant la caisse populaire ou l’office de stabilisation de la surveillance, si la mise sous surveillance a été ordonnée par la Cour.

2008, ch. 26, art. 48; 2010, ch. 36, art. 78; 2016, ch. 10, art. 106

**Term of supervision under section 269.1**

**271.1** If the stabilization board is placed under the supervision of a supervisor referred to in paragraph (b.1) of the definition “supervisor”, as defined in section 270, the stabilization board shall remain subject to the supervision until

- (a) the supervisor applies in writing to the Superintendent to have the stabilization board released from supervision, stating reasons in support of the application, and the Superintendent and the Corporation approve the application,
- (b) the stabilization board applies in writing to the Superintendent, with notice to the supervisor, to be released from supervision, stating reasons in support of its application, and the Superintendent and the Corporation approve the application, or
- (c) the Superintendent, by notice to the stabilization board and its supervisor and with the approval of the Corporation, releases the stabilization board from supervision.

2008, c.26, s.49; 2016, c.10, s.107

**Report of supervisor**

**272(1)** A supervisor referred to in paragraph (a), (b) or (b.1) of the definition “supervisor” as defined in section 270, shall, within thirty days after being appointed, submit to the Superintendent a report containing

- (a) the nature and extent of the circumstances giving rise to the supervision of the credit union or the stabilization board, as the case may be, and an assessment of its financial condition,
- (b) a statement of the proposed course of action in relation to the supervision, and
- (c) such other information as the Superintendent may require.

**272(2)** A supervisor referred to in paragraph (a), (b) or (b.1) of the definition “supervisor” as defined in section 270, shall, after submitting the report required under subsection (1), submit to the Superintendent, at the end of each month or at such other intervals as the Superintendent may require, a report containing

**Durée de la surveillance**

**271.1** S’il est mis sous la surveillance du superviseur visé à l’alinéa b.1) de la définition « superviseur » à l’article 270, l’office de stabilisation le demeure jusqu’à la survenance de l’un des faits suivants :

- a) le superviseur présente une demande écrite au surintendant, motifs à l’appui, afin de libérer l’office de stabilisation de la surveillance et le surintendant et la Société approuvent la demande;
- b) l’office de stabilisation présente une demande écrite au surintendant, motifs à l’appui et avis au superviseur, afin d’être libéré de la surveillance et le surintendant et la Société approuvent la demande;
- c) le surintendant, par avis envoyé à l’office de stabilisation et à son superviseur et avec l’approbation de la Société, libère l’office de stabilisation de la surveillance.

2008, ch. 26, art. 49; 2016, ch. 10, art. 107

**Rapport du superviseur**

**272(1)** Dans les trente jours de sa nomination, le superviseur visé à l’alinéa a), b) ou b.1) de la définition « superviseur » à l’article 270 doit soumettre au surintendant un rapport comportant

- a) la nature et l’étendue des circonstances qui donnent lieu à la surveillance de la caisse populaire ou de l’office de stabilisation, selon le cas, et une évaluation de sa situation financière,
- b) une mention des mesures projetées relativement à la surveillance, et
- c) tout autre renseignement que le surintendant peut exiger.

**272(2)** Le superviseur visé à l’alinéa a), b) ou b.1) de la définition « superviseur » à l’article 270 doit, après avoir soumis le rapport requis aux termes du paragraphe (1), soumettre au surintendant à la fin de chaque mois ou à d’autres intervalles que le surintendant peut exiger, un rapport comportant

- (a) a financial statement in relation to the previous month or such other period as the Superintendent may require,
- (b) a statement of any changes proposed to the statement of the course of action contained in the report submitted under subsection (1), and
- (c) such other information as the Superintendent may require.

**272(3)** A supervisor referred to in paragraph (a), (b) or (b.1) of the definition “supervisor” as defined in section 270, shall not pursue any course of action without the approval of the Superintendent.

2008, c.26, s.50; 2010, c.36, s.79; 2016, c.10, s.108

### **Powers of supervisor**

**273(1)** Subject to the approval of the Superintendent or to any order of the Court, if a credit union or the stabilization board has been placed under the supervision of a supervisor, the supervisor may

- (a) exercise, or cause to be exercised, any powers of the credit union or the stabilization board,
- (b) make, or cause to be made, inspections or examinations in relation to the business and affairs of the credit union or the stabilization board and make inquiries of it,
- (c) order the credit union or the stabilization board to correct any practices that, in the opinion of the supervisor, are contributing to the unsound financial condition of the credit union or the stabilization board or are likely to contribute to the unsound conduct of its business and affairs,
- (d) order the credit union or the stabilization board to cease carrying on any business activities or exercising any powers specified in the order unless the carrying on of those business activities or the exercising of those powers is specifically approved by the supervisor,
- (e) in the case of a credit union, order it not to declare or pay patronage refunds or dividends on shares or to restrict the amount of patronage refunds or dividends on shares to be paid to a rate or an amount fixed by the supervisor,

- a) un état financier relatif au mois précédent ou à toute autre période que le surintendant peut exiger,
- b) une mention de tout changement proposé à la mention des mesures contenues dans le rapport soumis en application du paragraphe (1), et
- c) tout autre renseignement que le surintendant peut exiger.

**272(3)** Le superviseur visé à l’alinéa a), b) ou b.1) de la définition « superviseur » à l’article 270, ne peut appliquer une mesure qu’avec l’approbation du surintendant.

2008, ch. 26, art. 50; 2010, ch. 36, art. 79; 2016, ch. 10, art. 108

### **Pouvoirs du superviseur**

**273(1)** Sous réserve de l’approbation du surintendant ou d’une ordonnance de la Cour, lorsqu’une caisse populaire ou l’office de stabilisation a été mis sous la surveillance d’un superviseur, celui-ci peut :

- a) exercer ou faire exercer l’un quelconque de ses pouvoirs;
- b) effectuer ou faire effectuer les inspections ou les examens se rapportant à ses activités et à ses affaires internes et se renseigner auprès de lui;
- c) lui ordonner de corriger les pratiques qui, à son avis, contribuent à sa mauvaise situation financière générale ou contribuent probablement à la mauvaise gestion de ses activités et de ses affaires internes;
- d) lui ordonner de cesser de poursuivre les activités opérationnelles ou d’exercer les pouvoirs précisés dans l’ordre, sauf s’il approuve expressément la poursuite de ces activités opérationnelles ou l’exercice de ces pouvoirs;
- e) s’agissant d’une caisse populaire, lui ordonner de ne déclarer ni de verser des ristournes ou des dividendes sur des parts sociales, ou de limiter au taux ou au montant qu’il fixe le montant des ristournes ou des dividendes sur des parts sociales à verser;

- (f) conduct the business and affairs of the credit union or the stabilization board, and in its name,
- (i) preserve, maintain, realize, dispose of and add to its property,
  - (ii) receive its incomes and revenues, and
  - (iii) exercise any of its powers,
- (g) exclude the directors of the credit union or the stabilization board and its officers, committee members, employees and agents from its property and business,
- (h) in the case of a credit union, amalgamate, dissolve, wind-up, liquidate or otherwise dispose of its business, and
- (i) exercise any other powers granted to the supervisor by order of the Court.

**273(2)** Except where they are inconsistent with this Act, sections 148 and 149 of the *Business Corporations Act* apply with the necessary modifications in relation to a supervisor appointed to liquidate the assets of a credit union.

2010, c.36, s.80; 2016, c.10, s.109

#### **Duty of supervisor on liquidation**

**274** If a credit union or the stabilization board is placed under supervision, the supervisor shall ensure that the interests of all the creditors of the credit union or the stabilization board and of the Corporation are properly and lawfully provided for.

2010, c.36, s.81; 2016, c.10, s.110

#### **Application for directions**

**275** A supervisor may apply to the Court for directions in the exercise of any of the supervisor's powers.

#### **Accounting to Superintendent**

**276** A supervisor shall, on discharge and at such other times as the Superintendent may require, fully account to the Superintendent for the supervision of the credit union or the stabilization board, as the case may be.

2010, c.36, s.82; 2016, c.10, s.111

- f) diriger ses activités et ses affaires internes et, en son nom :
- (i) préserver, conserver, réaliser ses biens, les aliéner ou y ajouter,
  - (ii) percevoir ses profits et ses revenus,
  - (iii) exercer l'un quelconque de ses pouvoirs;
- g) exclure ses administrateurs, dirigeants, membres de comités, employés et mandataires de ses biens et de ses activités;
- h) s'agissant d'une caisse populaire, la fusionner, la dissoudre, la liquider ou régler autrement ses activités;
- i) exercer tous autres pouvoirs que la Cour lui confère par ordonnance.

**273(2)** Sauf s'ils sont incompatibles avec la présente loi, les articles 148 et 149 de la *Loi sur les corporations commerciales* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au superviseur nommé pour liquider l'actif d'une caisse populaire.

2010, ch. 36, art. 80; 2016, ch. 10, art. 109

#### **Devoir du superviseur à la liquidation**

**274** Si une caisse populaire ou l'office de stabilisation est mis sous surveillance, le superviseur s'assure que les intérêts de tous ses créanciers et de ceux de la Société sont convenablement et légalement protégés.

2010, ch. 36, art. 81; 2016, ch. 10, art. 110

#### **Demande d'instructions à la Cour**

**275** Le superviseur peut demander à la Cour de lui donner des instructions relatives à l'exercice de ses pouvoirs.

#### **Reddition de comptes au surintendant**

**276** Le superviseur doit, à sa décharge et à d'autres moments que le surintendant peut exiger, rendre entièrement compte au surintendant de sa surveillance de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation, selon le cas.

2010, ch. 36, art. 82; 2016, ch. 10, art. 111

**Discharge**

**277** Unless the Superintendent or the Court otherwise orders within thirty days after completion of the final accounting under section 276, the supervisor is released from all claims by the credit union or the stabilization board, as the case may be, or any member or any creditor of it other than claims arising out of fraud or dishonesty.

2010, c.36, s.83; 2016, c.10, s.112

**PART XV.1  
INVESTIGATIONS**

2016, c.36, s.4

**Provision of information to the Superintendent**

**277.1(1)** The Superintendent may make an order under subsection (2)

- (a) for the administration of this Act or the regulations, or
- (b) to assist in the administration of similar legislation of another jurisdiction.

**277.1(2)** By an order applicable generally or to one or more persons named or otherwise described in the order, the Superintendent may require any of the following persons to provide information or to produce books, registers, accounts, records or other documents or classes of books, registers, accounts, records or other documents specified or otherwise described in the order within the time or at the intervals specified in the order:

- (a) the stabilization board; or
- (b) a credit union.

**277.1(3)** The Superintendent may require that the authenticity, accuracy or completeness of information provided or of a book, register, account, record or other document or a class of books, registers, accounts, records or other documents produced pursuant to an order under subsection (2) be verified by affidavit.

**277.1(4)** The Superintendent may require that the information provided or that the books, registers, accounts, records or other documents or classes of books, registers,

**Décharge**

**277** Sauf décision contraire du surintendant ou de la Cour, le superviseur est, dans les trente jours de la reddition de comptes définitive aux termes de l'article 276, libéré de toutes les réclamations de la caisse populaire ou de l'office de stabilisation, selon le cas, ou de l'un de ses membres ou créanciers, autres que les réclamations résultant de la fraude ou de la malhonnêteté.

2010, ch. 36, art. 83; 2016, ch. 10, art. 112

**PARTIE XV.1  
ENQUÊTES**

2016, ch. 36, art. 4

**Communication de renseignements au surintendant**

**277.1(1)** Le surintendant peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2) :

- a) soit pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- b) soit en vue d'aider à l'application de dispositions législatives similaires édictées par une autre autorité législative.

**277.1(2)** Le surintendant peut, au moyen d'une ordonnance applicable généralement ou à une seule ou à plusieurs personnes qui y sont nommées ou autrement décrites, enjoindre à l'une ou l'autre des personnes ci-dessous de lui fournir des renseignements ou de lui remettre des livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou catégories de livres, de registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents y précisés ou autrement décrits dans le délai ou aux intervalles qui y sont également fixés :

- a) l'office de stabilisation;
- b) une caisse populaire.

**277.1(3)** Le surintendant peut exiger que l'authenticité, l'exactitude ou la complétude des renseignements fournis ou des livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou catégories de livres, de registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents remis en application de l'ordonnance prévue au paragraphe (2) soient attestées par affidavit.

**277.1(4)** Le surintendant peut exiger que les renseignements fournis ou les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou catégories de livres, de



accounts, records or other documents produced pursuant to an order made under subsection (2) be delivered in electronic form, if the information or the books, registers, accounts, records or other documents or classes of books, registers, accounts, records or other documents are already available in that form.

2016, c.36, s.4

### Investigation order

**277.2(1)** The Commission may, by order, appoint a person as an investigator to make any investigation that the Commission considers expedient

- (a) for the administration of this Act or the regulations, or
- (b) to assist in the administration of similar legislation of another jurisdiction.

**277.2(2)** In its order, the Commission shall specify the scope of an investigation to be carried out under subsection (1).

2016, c.36, s.4

### Powers of investigator

**277.3(1)** An investigator may, with respect to the person who is the subject of the investigation, investigate, inspect and examine

- (a) the business or affairs of that person,
- (b) any books, registers, accounts, records or other documents or any communications connected with that person, and
- (c) any property or assets owned, acquired or disposed of, in whole or in part, by that person or by a person acting on behalf of or as agent for that person.

**277.3(2)** For the purposes of an investigation under this Part, an investigator may inspect and examine any book, register, account, record or other document or thing, whether in possession or control of the person in respect of whom the investigation is ordered or any other person.

registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents remis en application de l'ordonnance prévue au paragraphe (2) soient remis sur support électronique s'ils existent déjà sous cette forme.

2016, ch. 36, art. 4

### Ordonnance d'enquête

**277.2(1)** La Commission peut, par ordonnance, nommer une personne à titre d'enquêteur chargé de procéder à l'enquête qu'elle juge opportune visant :

- a) soit l'application de la présente loi ou des règlements;
- b) soit l'aide apportée dans l'application de dispositions législatives similaires édictées par une autre autorité législative.

**277.2(2)** La Commission délimite dans son ordonnance la portée de l'enquête à laquelle il y a lieu de procéder en vertu du paragraphe (1).

2016, ch. 36, art. 4

### Pouvoirs de l'enquêteur

**277.3(1)** L'enquêteur peut, relativement à la personne faisant l'objet de l'enquête, procéder à toute enquête, à toute inspection et à tout examen concernant :

- a) ses activités ou ses affaires internes;
- b) les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou les communications qui se rapportent à elle;
- c) les biens ou l'actif qui appartiennent, en tout ou en partie, à elle ou à toute autre personne agissant pour son compte ou comme son mandataire ou qui ont été acquis ou aliénés, en tout ou en partie, par elle ou par toute autre personne agissant pour son compte ou comme son mandataire.

**277.3(2)** Pour les besoins de l'enquête tenue en vertu de la présente partie, l'enquêteur peut inspecter et examiner les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets, qu'ils soient en la possession ou sous la responsabilité de la personne qui fait l'objet de l'enquête ou d'une autre personne.

**277.3(3)** An investigator making an investigation under this Part may, on production of the order appointing him or her,

- (a) enter the business premises of any person named in the order during normal business hours and inspect and examine any book, register, account, record or other document or thing that is used in the business of that person and that relates to the order,
- (b) require the production of any book, register, account, record or other document or thing referred to in paragraph (a) for inspection or examination, and
- (c) on giving a receipt, remove the book, register, account, record or other document or thing inspected or examined under paragraph (a) or (b) for the purpose of further inspection or examination.

**277.3(4)** Inspection or examination under this section shall be completed as soon as possible and the books, registers, accounts, records or other documents or things shall be returned promptly to the person who produced them.

**277.3(5)** No person shall withhold, destroy, conceal, alter or refuse to give any information or withhold, destroy, conceal, alter or refuse to produce any book, register, account, record or other document or thing reasonably required under subsection (3) by an investigator.

2016, c.36, s.4

#### **Power to compel evidence**

**277.4(1)** An investigator making an investigation under this Part has the same power to summon and enforce the attendance of witnesses, to compel witnesses to give evidence under oath or in any other manner and to compel witnesses to produce books, registers, accounts, records or other documents or things or classes of books, registers, accounts, records or other documents or things as the Court has for the trial of civil actions.

**277.4(2)** On the application of an investigator to the Court, the failure or refusal of a person to attend, to take an oath, to answer questions or to produce books, registers, accounts, records or other documents or things or classes of books, registers, accounts, records or other documents or things in the custody, possession or con-

**277.3(3)** L'enquêteur chargé de tenir une enquête en vertu de la présente partie peut, sur production de l'ordonnance le nommant à ce titre, exercer les pouvoirs suivants :

- a) pénétrer pendant les heures normales d'ouverture dans les locaux commerciaux de toute personne nommée dans l'ordonnance et inspecter et examiner les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets qu'elle utilise dans ses activités et qui se rapportent à l'ordonnance;
- b) exiger la production de tous livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets visés à l'alinéa a) afin de les inspecter ou de les examiner;
- c) sur remise d'un récépissé, prendre les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets inspectés ou examinés en vertu de l'alinéa a) ou b) afin de poursuivre son inspection ou son examen.

**277.3(4)** L'inspection ou l'examen effectué en vertu du présent article doit être achevé aussitôt que possible et les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets doivent être restitués dans les plus brefs délais à la personne qui les a produits.

**277.3(5)** Nul ne peut retenir, détruire, cacher, falsifier ou refuser de fournir des renseignements ni retenir, détruire, cacher, falsifier ou refuser de produire des livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets qu'un enquêteur exige raisonnablement en vertu du paragraphe (3).

2016, ch. 36, art. 4

#### **Pouvoir de contraindre à témoigner**

**277.4(1)** L'enquêteur chargé de tenir une enquête en vertu de la présente partie est investi des mêmes pouvoirs que ceux conférés à la Cour en matière d'actions civiles pour ce qui est d'assigner un témoin et de le contraindre à comparaître ainsi que de l'obliger à témoigner sous serment ou autrement et à produire des livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets ou des catégories de livres, de registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents ou d'objets.

**277.4(2)** Sur demande que présente un enquêteur à la Cour, la personne qui refuse ou qui omet de comparaître, de prêter serment, de répondre à des questions ou de produire les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets ou catégories de livres, de registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents ou d'ob-

trol of the person makes the person liable to be committed for contempt as if in breach of an order or judgment of the Court.

**277.4(3)** A person giving evidence at an investigation conducted under this section may be represented by legal counsel.

**277.4(4)** Testimony given by a person under this section shall not be admitted into evidence against that person in any prosecution other than for perjury in the giving of that testimony or the giving of evidence contradictory to that testimony.

2016, c.36, s.4

#### **Investigators authorized as peace officers**

**277.5** Every investigator in carrying out his or her duties under this Act and the regulations is a person employed for the preservation and maintenance of the public peace and has and may exercise all the powers, authorities and immunities of a peace officer as defined in the *Criminal Code* (Canada).

2016, c.36, s.4

#### **Seized property**

**277.6(1)** On request to the investigator by the person who, at the time of the seizure, was in lawful possession of books, registers, accounts, records or other documents or things seized under this Part, the books, registers, accounts, records or other documents or things seized shall, at a time and place mutually convenient to the person who was in lawful possession of them at the time of the seizure and the investigator, be made available for consultation and copying by the person.

**277.6(2)** If books, registers, accounts, records or other documents or things are seized under this Part and the matter for which they were seized is concluded, the investigator shall return those books, registers, accounts, records or other documents or things to the person who was in lawful possession of them at the time of the seizure within 60 days after the day that the matter is concluded.

**277.6(3)** If books, registers, accounts, records or other documents or things are seized under this Part and the person who was in lawful possession of the books, registers, accounts, records or other documents or things at the time of the seizure alleges that they are not relevant

jets dont elle a la garde, la possession ou la responsabilité peut être citée pour outrage au même titre que si elle avait omis de se conformer à une ordonnance ou à un jugement de la Cour.

**277.4(3)** La personne qui témoigne dans le cadre d'une enquête effectuée en vertu du présent article peut être représentée par ministère d'avocat.

**277.4(4)** Le témoignage que rend une personne en vertu du présent article ne peut être admis en preuve contre elle dans une poursuite, sauf dans le cas d'une poursuite pour parjure en rendant ce témoignage ou pour témoignage contradictoire.

2016, ch. 36, art. 4

#### **Habilitation des enquêteurs à titre d'agents de la paix**

**277.5** Dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées en vertu de la présente loi et des règlements, l'enquêteur est une personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique et possède et peut exercer l'intégralité des pouvoirs, des autorités et des immunités d'un agent de la paix selon la définition que donne de ce terme le *Code criminel* (Canada).

2016, ch. 36, art. 4

#### **Biens saisis**

**277.6(1)** Sur demande que présente à l'enquêteur la personne qui en avait la possession légale au moment de la saisie, les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets saisis en vertu de la présente partie sont, aux date, heure et lieu convenus par eux, mis à la disposition de cette personne pour leur consultation et leur reproduction.

**277.6(2)** Les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets qui, relativement à une affaire, ont été saisis en vertu de la présente partie sont restitués par l'enquêteur à la personne qui en avait la possession légale au moment de la saisie dans les soixante jours qui suivent la date de la conclusion définitive de l'affaire.

**277.6(3)** En cas de saisie de livres, de registres, de comptes, de dossiers ou d'autres documents ou d'objets effectuée en vertu de la présente partie, la personne qui en avait la possession légale au moment de la saisie et qui prétend qu'ils ne sont pas pertinents quant à l'affaire

in respect of the matter for which they were seized, that person may apply by notice of motion to the Court for the return of the books, registers, accounts, records or other documents or things.

**277.6(4)** On a motion under subsection (3), the Court shall order the return of any books, registers, accounts, records or other documents or things that it determines are not relevant to the matter for which they were seized to the person who was in lawful possession of them at the time of the seizure.

2016, c.36, s.4

### **Report of investigation**

**277.7(1)** If an investigation has been made under this Part, the investigator shall, at the request of the Commission, provide a report of the investigation to the Commission or any transcripts of evidence or any material or other things in the investigator's possession relating to the investigation.

**277.7(2)** A report that is provided to the Commission under this section is privileged and is inadmissible in evidence in any action or proceeding.

2016, c.36, s.4

### **Prohibition against disclosure**

**277.8(1)** For the purpose of protecting the integrity of an investigation under this Part, the Commission may make an order that applies for the duration of the investigation, prohibiting a person from disclosing to any person other than the person's lawyer the following information:

- (a) the fact that an investigation is being conducted;
- (b) the name of any person examined or sought to be examined;
- (c) the nature or content of any questions asked;
- (d) the nature or content of any demands for the production of any document or other thing; or
- (e) the fact that any document or other thing was produced.

**277.8(2)** An order under subsection (1) does not apply to disclosures authorized by the regulations or by the Superintendent in writing.

motivant leur saisie peut présenter un avis de motion à la Cour pour leur restitution.

**277.6(4)** Sur motion présentée en vertu du paragraphe (3), la Cour doit ordonner que soient restitués les livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents ou objets qui, selon elle, ne sont pas pertinents quant à l'affaire pour laquelle ils ont été saisis à la personne qui en avait la possession légale au moment de la saisie.

2016, ch. 36, art. 4

### **Rapport d'enquête**

**277.7(1)** Ayant mené une enquête en vertu de la présente partie et à la demande de la Commission, l'enquêteur lui fournit un rapport d'enquête ou les transcriptions des témoignages rendus ainsi que les documents ou autres objets en sa possession qui se rapportent à l'enquête.

**277.7(2)** Le rapport qui est fourni à la Commission en vertu du présent article est privilégié et est inadmissible en preuve dans toute action ou toute instance.

2016, ch. 36, art. 4

### **Interdiction de communication**

**277.8(1)** Afin d'assurer l'intégrité de l'enquête que prévoit la présente partie, la Commission peut rendre une ordonnance qui s'applique pendant toute la durée de l'enquête interdisant à toute personne de communiquer à une autre, sauf à son avocat, les renseignements suivants :

- a) le fait que l'enquête se déroule;
- b) le nom de la personne ayant fait ou devant faire l'objet d'un interrogatoire;
- c) la nature ou la teneur des questions posées;
- d) la nature ou la teneur des demandes de production de tout document ou objet;
- e) le fait qu'a été produit tout document ou objet.

**277.8(2)** L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne s'applique pas aux communications qu'autorisent les règlements ou le surintendant par écrit.

**277.8(3)** An investigator making an investigation under this Part may make, or authorize the making of, any disclosure of information that may be required for the effectual conduct of the investigation.

2016, c.36, s.4

### Non-compellability

**277.9** None of the following persons is compellable to give evidence in any court or in any proceeding of a judicial nature concerning any information that comes to the knowledge of the person in the exercise of the powers or performance of the duties of that person in relation to an investigation under this Part:

- (a) an investigator;
- (b) the Commission;
- (c) a member of the Commission;
- (d) an employee of the Commission;
- (e) a member of the Tribunal; and
- (f) a person engaged by the Commission under section 18 of the *Financial and Consumer Services Commission Act*.

2016, c.36, s.4

## PART XVI GENERAL

### Notice

**278(1)** A notice or document required by this Act, the regulations, the articles or the by-laws of a credit union to be sent to a person entitled to receive notice from it may be given in accordance with the by-laws or, in the absence of a provision in the by-laws, may be sent by prepaid mail addressed to, or may be delivered personally to,

- (a) the person, at the person's latest address as shown in the records of the credit union, and
- (b) in the case of a director, at the director's latest address as shown in the records of the credit union, or in the last notice sent to the Superintendent under section 90.

**277.8(3)** Tout enquêteur chargé de tenir une enquête en vertu de la présente partie peut communiquer des renseignements ou en autoriser la communication selon ce qui peut s'avérer nécessaire pour la conduite efficace de l'enquête.

2016, ch. 36, art. 4

### Non-contraignabilité

**277.9** Ne peut être contrainte de témoigner en justice ni dans toute instance de nature judiciaire concernant tout renseignement dont elle prend connaissance lorsqu'elle exerce ses attributions dans le cadre d'une enquête tenue en vertu de la présente partie aucune des personnes suivantes :

- a) un enquêteur;
- b) la Commission;
- c) un membre de la Commission;
- d) un employé de la Commission;
- e) un membre du Tribunal;
- f) une personne engagée par la Commission en vertu de l'article 18 de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*.

2016, ch. 36, art. 4

## PARTIE XVI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Avis

**278(1)** Les avis ou documents dont la présente loi, les règlements, les statuts ou les règlements administratifs d'une caisse populaire exigent l'envoi aux personnes qui y ont droit, peuvent s'effectuer conformément aux règlements administratifs ou, en cas de silence des règlements administratifs à ce sujet, peuvent être envoyés par courrier affranchi ou remis personnellement

- a) aux personnes, à leur dernière adresse figurant aux livres de la caisse populaire, et
- b) dans le cas des administrateurs, à leur dernière adresse figurant soit aux livres de la caisse populaire, soit dans le dernier avis envoyé au surintendant en application de l'article 90.

**278(2)** A notice or document sent in accordance with subsection (1) shall be deemed to have been received by the person entitled to receive notice at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the person did not receive the notice or document at that time or at all.

**278(3)** If a credit union sends a notice or document to a person in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on two consecutive occasions because the person cannot be found, the credit union is not required to send any further notices or documents to the person until it is informed in writing of that person's new address.

**278(4)** If the by-laws of a credit union provide for the giving of a notice to its members under subsection (1) by insertion of the notice in a newspaper or other publication, the notice shall be deemed to have been received by the members at the time the publication containing the notice is distributed in the ordinary course.

**278(5)** If the by-laws of a credit union provide for the giving of a notice to its members under subsection (1) by posting the notice in a specified place, the notice shall be deemed to have been received by the members at the time the notice is posted.

2010, c.36, s.84; 2016, c.10, s.113

#### **Notice to and service on a credit union**

**279** A notice or document required to be sent to or served on a credit union may be sent by registered mail to its registered office as shown in the last notice filed with the Superintendent and, if so sent, shall be deemed to have been received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the credit union did not receive the notice or document at that time or at all.

2010, c.36, s.85; 2016, c.10, s.114

#### **Waiver of notice**

**280** Where a notice or document is required by this Act to be given or sent, the giving or sending of it may be waived or the time for the giving or sending of it may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person entitled to it.

#### **Certificate of Superintendent**

**281(1)** Where this Act requires or authorizes the Superintendent to issue a certificate or to certify any fact,

**278(2)** La personne à laquelle est envoyée un avis ou document conformément au paragraphe (1) est réputée l'avoir reçu à la date normale de livraison par la poste, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle ne l'a pas reçu à ce moment, ni plus tard.

**278(3)** Si elle envoie un avis ou un document conformément au paragraphe (1), lequel lui est retourné deux fois de suite parce que le destinataire reste introuvable, la caisse populaire n'est alors plus tenue d'en envoyer de nouveaux à ce destinataire tant qu'elle n'est pas informée par écrit de sa nouvelle adresse.

**278(4)** Si les règlements administratifs de la caisse populaire prévoient l'envoi d'un avis à ses membres en application du paragraphe (1) par voie d'insertion dans un journal ou une autre publication, les membres sont réputés l'avoir reçu à la date où la publication contenant l'avis est régulièrement distribuée.

**278(5)** Si les règlements administratifs de la caisse populaire prévoient l'envoi d'un avis à ses membres en application du paragraphe (1) par voie d'affichage de l'avis en un endroit déterminé, les membres sont réputés l'avoir reçu à la date où l'avis est affiché.

2010, ch. 36, art. 84; 2016, ch. 10, art. 113

#### **Avis et signification à une caisse populaire**

**279** Les avis ou les documents à envoyer ou à signifier à la caisse populaire peuvent être envoyés par courrier recommandé à son bureau enregistré indiqué dans le dernier avis déposé auprès du surintendant et, s'ils lui sont ainsi envoyés, la caisse populaire est réputée les avoir reçus ou en avoir reçu signification à la date normale de livraison par la poste, sauf si des motifs raisonnables donnent lieu de croire qu'elle ne les a pas reçus à ce moment ni plus tard.

2010, ch. 36, art. 85; 2016, ch. 10, art. 114

#### **Renonciation à l'avis**

**280** Lorsque la présente loi exige la remise ou l'envoi d'un avis ou d'un document, la personne qui y a droit peut, par écrit, renoncer à la remise ou à l'envoi, ou au délai d'avis ou d'envoi, ou encore consentir à l'abrégé à tout moment.

#### **Certificat du surintendant**

**281(1)** Les certificats ou les attestations de faits que le surintendant peut ou doit délivrer aux termes de la pré-

the certificate shall be signed by the Superintendent or a person appointed under subsection 290(2) to act in the Superintendent's absence.

**281(2)** A certificate referred to in subsection (1) or a certified copy of it, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding, is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts so certified without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

### **Certificate of credit union**

**282(1)** A certificate issued on behalf of a credit union stating any fact set out in its articles or by-laws, in the minutes of the meetings of its members or directors or in a trust indenture or other contract to which it is a party may be signed by a director or an officer of the credit union.

**282(1.1)** A certificate issued on behalf of a credit union stating any fact set out in the minutes of the meetings of a committee appointed by its directors may be signed by a director or an officer of the credit union.

**282(2)** When introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding,

- (a) a certificate referred to in subsection (1) or (1.1),
- (b) a certified extract from any register of a credit union, or
- (c) a certified copy of minutes or extracts from minutes of a meeting of the members or directors of a credit union or of a committee appointed by the directors of a credit union,

is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts so certified without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

**282(3)** An entry in a members register of, or a share certificate issued by, a credit union is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person in whose name the share is registered is the owner of the share described in the register or in the certificate.

2010, c.36, s.86; 2016, c.10, s.115

sente loi doivent être signés par lui ou par une personne nommée en application du paragraphe 290(2) pour agir en son absence.

**281(2)** Un certificat visé au paragraphe (1) ou une copie conforme de ce certificat fait foi jusqu'à preuve contraire de son contenu d'une manière décisive dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature, ni la qualité officielle du présumé signataire.

### **Certificat de la caisse populaire**

**282(1)** L'administrateur ou le dirigeant de la caisse populaire peut signer un certificat délivré pour le compte de celle-ci énonçant tout fait figurant dans ses statuts ou dans ses règlements administratifs, dans les procès-verbaux des assemblées de ses membres ou des réunions de ses administrateurs ou dans un acte formaliste bilatéral de fiducie ou autre contrat auquel elle est partie.

**282(1.1)** L'administrateur ou le dirigeant de la caisse populaire peut signer un certificat délivré pour le compte de celle-ci relatant tout fait énoncé dans les procès-verbaux des assemblées d'un comité que nomment ses administrateurs.

**282(2)** Dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative,

- a) un certificat visé au paragraphe (1) ou (1.1),
- b) un extrait certifié conforme de tout registre d'une caisse populaire, ou
- c) une copie certifiée conforme ou un extrait des procès-verbaux des assemblées des membres ou des réunions des administrateurs d'une caisse populaire ou d'un comité que nomment ces administrateurs,

fait foi jusqu'à preuve contraire de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature, ni la qualité officielle du présumé signataire.

**282(3)** Une mention dans un registre des membres ou un certificat de part sociale délivré par la caisse populaire établit, en l'absence de preuve contraire, que la personne au nom de laquelle la part sociale est inscrite est propriétaire de la part sociale mentionnée au registre ou au certificat.

2010, ch. 36, art. 86; 2016, ch. 10, art. 115

**Copies**

**283** Where a notice or document is required to be sent to the Superintendent under this Act, the Superintendent may accept a photostatic or photographic copy of it.

**Verification and authentication**

**284(1)** The Superintendent may require that a document or a fact stated in a document required by this Act to be sent to the Superintendent shall be verified in accordance with subsection (2).

**284(2)** A document or fact required by the Superintendent to be verified may be verified by affidavit or statutory declaration.

**284(3)** The Superintendent may require a credit union, Atlantic Central or the stabilization board to authenticate a document, and the authentication may be signed by the secretary, any director or authorized person or by the solicitor for the credit union, Atlantic Central or the stabilization board.

2016, c.10, s.116

**Filing of articles and statements**

**285(1)** In this section

“statement” means a statement of intent to dissolve and a statement of revocation of intent to dissolve referred to in section 143. (*déclaration*)

**285(2)** Where this Act requires that articles or a statement in relation to a credit union be sent to the Superintendent, unless otherwise specifically provided,

(a) two duplicate originals of the articles or the statement shall be signed by a director or an officer of the credit union or, in the case of articles of incorporation, by the applicants, and

(b) if the articles or statement conform to law and are accompanied by all the required by-laws or other documents and any fees in relation to them are paid, the Superintendent shall, subject, where required by this Act, to being satisfied that it is advisable,

(i) endorse on each of the two duplicate originals of the articles or statement a certificate indicating the date on which the articles or statement become effective,

**Copies**

**283** Le surintendant peut accepter une photocopie de tout avis ou document qui, aux termes de la présente loi, doit lui être envoyé.

**Vérification et authentification**

**284(1)** Le surintendant peut exiger la vérification de l'authenticité d'un document qui doit lui être envoyé aux termes de la présente loi ou de l'exactitude d'un fait y mentionné conformément au paragraphe (2).

**284(2)** La vérification d'un document ou d'un fait y mentionné exigée par le surintendant, peut s'effectuer par voie d'affidavit ou de déclaration statutaire.

**284(3)** Le surintendant peut exiger qu'une caisse populaire, *Atlantic Central* ou l'office de stabilisation authentifie un document, l'authentification pouvant être signée par le secrétaire, par l'un quelconque des administrateurs ou des personnes autorisées ou par l'avocat de la caisse populaire, d'*Atlantic Central* ou de l'office de stabilisation.

2016, ch. 10, art. 116

**Dépôts des statuts et des déclarations**

**285(1)** Dans le présent article

« déclaration » désigne une déclaration d'intention de dissolution et une déclaration de révoquer l'intention de dissolution visées à l'article 143. (*statement*)

**285(2)** Sauf disposition contraire expresse, lorsque la présente loi exige l'envoi au surintendant des statuts ou d'une déclaration relatifs à la caisse populaire,

a) deux doubles originaux des statuts ou de la déclaration doivent être signés par l'un des administrateurs ou dirigeants de la caisse populaire, ou dans le cas des statuts constitutifs, par les requérants, et

b) si les statuts ou la déclaration sont conformes à la loi et accompagnés de tous les règlements administratifs ou autres documents requis, et des droits prescrits, le surintendant doit, si la présente loi l'exige et s'il est convaincu que cela est souhaitable,

(i) endosser sur chacun des doubles originaux des statuts ou de la déclaration, un certificat indiquant la date à laquelle les statuts ou la déclaration prennent effet,



(ii) file one duplicate original of the articles or statement endorsed in accordance with subparagraph (i),

(iii) send the other duplicate original of the articles or statement, endorsed in accordance with subparagraph (i), to the credit union or its representative, and

(iv) give notice in *The Royal Gazette* of the issue of the certificate and the date the articles or statement to which it relates become effective.

(ii) déposer l'un de ces doubles originaux endossés conformément au sous-alinéa (i),

(iii) envoyer à la caisse populaire ou à son représentant cet autre double original endossé conformément au sous-alinéa (i), et

(iv) donner dans la *Gazette royale*, avis de la délivrance du certificat et la date à laquelle les statuts ou la déclaration auxquels le certificat se rapporte prennent effet.

**285(3)** The date indicated on a certificate issued under subsection (2) as the date the articles or statement becomes effective shall not be earlier than the date on which the Superintendent received the articles or statement or Court order under which the certificate is issued.

**285(3)** La date indiquée sur le certificat délivré en application du paragraphe (2) comme date à laquelle les statuts ou la déclaration prennent effet ne peut être antérieure à la date de réception des statuts, de la déclaration ou d'une ordonnance de la Cour par le surintendant, au sujet desquels le certificat est délivré.

**285(4)** The Superintendent may furnish any person

**285(4)** Le surintendant peut fournir à toute personne

(a) with a certificate that a credit union or other person has or has not filed with the Superintendent a document required to be filed under this Act or any former Credit Unions Act of New Brunswick, or

a) un certificat attestant qu'une caisse populaire ou une autre personne a ou n'a pas déposé auprès du surintendant un document dont le dépôt est requis par la présente loi ou par toute loi antérieure sur les caisses populaires du Nouveau-Brunswick, ou

(b) with a certified copy of any document in the custody and control of the Superintendent.

b) une copie certifiée conforme de tout document dont il a la garde et le contrôle.

2010, c.36, s.87; 2016, c.10, s.117

2010, ch. 36, art. 87; 2016, ch. 10, art. 117

### Alteration

**286** The Superintendent may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if so authorized by the person who sent the notice or document to the Superintendent.

### Modification

**286** Le surintendant peut modifier un avis ou un document autre qu'un affidavit ou une déclaration statutaire, s'il y est autorisé par la personne qui lui a envoyé l'avis ou le document.

### Corrections

**287(1)** If a certificate or order containing an error is issued by the Superintendent, the Superintendent shall issue a corrected certificate or order and may

### Rectifications

**287(1)** En cas d'erreur dans un certificat ou un ordre délivré par le surintendant, celui-ci doit délivrer un ordre ou un certificat rectifié et il peut

(a) demand the surrender of the certificate or order containing the error, and

a) exiger la restitution du certificat ou de l'ordre contenant l'erreur, et

(b) request the directors or members of the credit union

b) demander aux administrateurs ou aux membres de la caisse populaire

(i) to pass resolutions,

(i) d'adopter des résolutions,

(ii) to send to the Superintendent the documents required to comply with this Act, and

(iii) to take such other steps as the Superintendent reasonably requires.

**287(2)** A certificate or order issued under subsection (1) shall have effect from the date of the certificate or order it replaces.

**287(3)** If a certificate or order issued under subsection (1) materially amends the terms of the original certificate or order, the Superintendent shall give notice of the correction in *The Royal Gazette*.

### Examination of records

**288(1)** A member of a credit union who has paid the appropriate fee is entitled during normal business hours to examine the annual returns, notices, articles or by-laws of a credit union or any order or declaration of the Superintendent, Court or Tribunal filed with the Superintendent.

**288(2)** The Superintendent shall furnish, on receipt of the appropriate fee, any person with a copy or a certified copy of any document referred to in subsection (1).

2010, c.36, s.88; 2013, c.31, s.13; 2016, c.10, s.118

### Form of records of Superintendent

**289(1)** Documents required by this Act to be filed and records required by this Act to be prepared and maintained by the Superintendent may be in bound or loose-leaf form or in photographic film form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**289(2)** Where documents filed with the Superintendent or records maintained by the Superintendent are maintained in other than written form,

(a) the Superintendent shall furnish any copy required to be furnished under subsection 288(2) in intelligible written form, and

(ii) de lui envoyer les documents nécessaires à l'observation de la présente loi, et

(iii) de prendre d'autres mesures selon ses instructions raisonnables.

**287(2)** Le certificat ou l'ordre délivré en application du paragraphe (1) prend effet à la date de celui qu'il remplace.

**287(3)** Si un certificat ou un ordre délivré en application du paragraphe (1) modifie sérieusement les modalités du certificat ou de l'ordre original, le surintendant doit donner avis de la rectification dans la *Gazette royale*.

### Examens des documents

**288(1)** La personne qui a payé le droit approprié a le droit d'examiner, pendant les heures normales d'ouverture, les rapports annuels, avis, statuts ou règlements administratifs de la caisse populaire ou tout ordre ou déclaration du surintendant ou toute ordonnance de la Cour ou du Tribunal déposée auprès du surintendant.

**288(2)** Le surintendant doit fournir à toute personne, sur paiement du droit approprié, une copie ou une copie certifiée conforme des documents visés au paragraphe (1).

2010, ch. 36, art. 88; 2013, ch. 31, art. 13; 2016, ch. 10, art. 118

### Forme des livres du surintendant

**289(1)** Les documents dont le dépôt est requis par la présente loi et les livres que le surintendant est tenu d'établir et tenir en vertu de la présente loi peuvent être reliés ou conservés soit sous forme de feuilles mobiles ou de films, ou être inscrits ou transposés, soit à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire informatique susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.

**289(2)** En cas de dépôt des documents auprès du surintendant ou de tenue des livres par le surintendant sous une forme non écrite,

a) il doit fournir les copies exigées aux termes du paragraphe 288(2) sous une forme écrite compréhensible, et

(b) a report reproduced from those documents or records, if it is certified by the Superintendent, is admissible in evidence to the same extent as the original documents or records would have been if they had been in written form.

**289(3)** The Superintendent is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 285, after six years after the date the Superintendent receives it.

### Forms

**289.1(1)** The Superintendent may establish forms for the purposes of any provision of this Act or the regulations.

**289.1(2)** The Superintendent may require that a form required to be filed with the Superintendent under this Act or the regulations be accompanied by other documents.

**289.1(3)** The Superintendent may establish the form and content of a form.

**289.1(4)** The Superintendent may determine whether a form established under subsection (1) or a document required to be filed under subsection (2) is required to be signed, certified or made under oath or solemn declaration and any additional requirements respecting signatures.

**289.1(5)** The Superintendent may, in forms, collect personal information either directly from an individual to whom the information relates, or indirectly, from any other person authorized to complete the form.

**289.1(6)** The *Regulations Act* does not apply to the forms established by the Superintendent or to the requirements set out in this section.

**289.1(7)** If there is a conflict or an inconsistency between a form established by the Superintendent and this Act or a regulation made under this Act, this Act or the regulation made under this Act prevails.

2016, c.10, s.119

### Commission responsible for administration of Act

**290(1)** The Commission is responsible for the general administration of this Act and the regulations.

b) un rapport extrait de ces documents ou livres et certifié conforme par le surintendant est admissible en preuve dans la même mesure que les originaux l'auraient été s'ils avaient été sous la forme écrite.

**289(3)** Le surintendant n'est pas tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts ou déclarations annexés, déposés en vertu de l'article 285, six ans après leur date de réception.

### Formules et documents

**289.1(1)** Le surintendant peut établir des formules aux fins d'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements.

**289.1(2)** S'agissant d'une formule devant être déposée auprès de lui en application de la présente loi ou des règlements, le surintendant peut exiger qu'elle soit accompagnée d'autres documents.

**289.1(3)** Le surintendant peut préciser le libellé et la teneur des formules qu'il établit.

**289.1(4)** Le surintendant peut déterminer si les formules qu'il établit en vertu du paragraphe (1) ou les documents dont il exige le dépôt en vertu du paragraphe (2) doivent être signés, certifiés ou établis sous serment ou par déclaration solennelle et prescrire des exigences supplémentaires ayant trait à leur signature.

**289.1(5)** Au moyen des formules qu'il établit, le surintendant peut recueillir des renseignements personnels, que ce soit directement de la personne physique concernée ou indirectement par l'entremise de toute autre personne autorisée à remplir la formule.

**289.1(6)** La *Loi sur les règlements* ne s'applique ni aux formules qu'établit le surintendant ni aux exigences énoncées au présent article.

**289.1(7)** La présente loi et ses règlements l'emportent sur toute formule incompatible qu'établit le surintendant.

2016, ch. 10, art. 119

### Commission responsable de l'application de la Loi

**290(1)** La Commission est responsable de l'application de la présente loi et des règlements.

**Appointment and role of Superintendent**

**290(2)** Repealed: 2013, c.31, s.13

**Appointment and role of Superintendent**

**290(3)** The Superintendent shall act under the instructions of the Commission, shall have general supervision over all matters relating to this Act and the regulations and shall carry out such duties and may exercise such powers as may be required or authorized by this Act or the regulations.

2013, c.31, s.13

**Review of Act**

**290.1(1)** A review of the provisions and the operation of this Act shall be completed by the Commission every five years after October 31, 2008.

**290.1(1.1)** When the Commission has completed a review, it shall prepare a report on the review and shall file it with the Minister.

**290.1(2)** When the Minister receives a report under this section, the Minister shall

(a) if the Legislature is in session when the report is completed, lay the report before the Legislative Assembly, or

(b) if the Legislature is not in session when the report is completed, lay the report before the Legislative Assembly within 15 days after the commencement of the next session.

2008, c.26, s.51; 2013, c.31, s.13

**Assessments**

**291(1)** The costs and expenses in relation to the administration of this Act and the regulations, including the costs and expenses in relation to the Tribunal, that the Commission determines shall be borne by and recovered from credit unions by means of assessments.

**291(2)** For the purposes of subsection (1), the Commission shall assess, in accordance with the regulations, an amount determined in accordance with the regulations against each credit union.

**291(3)** An assessment bears interest in accordance with the regulations.

**Nomination et rôle du surintendant**

**290(2)** Abrogé : 2013, ch. 31, art. 13

**Nomination et rôle du surintendant**

**290(3)** Le surintendant qui doit agir selon les instructions de la Commission doit veiller d'une manière générale à toutes les questions reliées à la présente loi et aux règlements et il doit exercer les fonctions et les pouvoirs que la présente loi ou les règlements peuvent exiger ou autoriser.

2013, ch. 31, art. 13

**Examen de la Loi**

**290.1(1)** À compter du 31 octobre 2008, la Commission procède à un examen quinquennal de l'application de la présente loi.

**290.1(1.1)** Lorsqu'elle complète son examen, la Commission en fait un rapport qu'elle dépose auprès du Ministre.

**290.1(2)** Lorsque le Ministre reçoit le rapport visé au présent article :

a) il le dépose devant l'Assemblée législative, si elle siège;

b) si elle ne siège pas, il le dépose dans les quinze premiers jours de la session suivante.

2008, ch. 26, art. 51; 2013, ch. 31, art. 13

**Cotisations**

**291(1)** Les frais et dépenses engagés relativement à l'application de la présente loi et des règlements que fixe la Commission, notamment ceux engagés relativement au Tribunal, sont à la charge des caisses populaires qui doivent les payer par voie de cotisations.

**291(2)** Aux fins du paragraphe (1), la Commission doit se conformer aux règlements pour évaluer et fixer le montant de la cotisation de chaque caisse populaire.

**291(3)** Une cotisation porte intérêt conformément aux règlements.

**291(4)** An assessment made under this Act and the regulations and any interest payable in relation to the assessment constitutes a debt due by the credit union against which it is made to the Commission, is payable on demand by the Commission and may be recovered as a debt in any court of competent jurisdiction.

**291(5)** In any claim or action under this section, a certificate purporting to be signed by the Superintendent setting out the amount of an assessment and any interest payable in relation to the assessment is, without proof of the appointment, authority or signature of the person purporting to have signed the certificate, admissible in evidence and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the amount of the assessment and the amount of any interest payable in relation to the assessment set out in the certificate.

2013, c.31, s.13

#### **Conflict with the *Right to Information and Protection of Privacy Act***

**291.1** If a provision of this Act is inconsistent or in conflict with a provision of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, the provision of this Act prevails.

2016, c.36, s.4

#### **Regulations**

**292** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (b) requiring the payment of fees for the purposes of this Act or the regulations including, without limiting the generality of the foregoing, fees in relation to
  - (i) applications made under this Act,
  - (ii) the incorporation of a credit union under this Act,
  - (iii) the filing, late filing, examination or copying and certification of any document under this Act,
  - (iv) any action that the Superintendent is required or authorized to take under this Act or the regulations, or

**291(4)** La cotisation établie aux termes de la présente loi et des règlements et tout intérêt qui s'y rattache constituent une dette due par la caisse populaire à la Commission, et est payable à la demande de celle-ci et recouvrable à ce titre devant tout tribunal compétent.

**291(5)** Dans toute réclamation ou action fondée sur le présent article, un certificat présumé être signé par le surintendant indiquant le montant d'une cotisation et de tout intérêt qui s'y rattache est admissible en preuve et fait foi, en l'absence de preuve contraire, de l'existence du montant de la cotisation et de tout intérêt qui s'y rattache indiqué au certificat, sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, l'autorité ou la signature du présumé signataire.

2013, ch. 31, art. 13

#### **Incompatibilité avec la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée***

**291.1** Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*.

2016, ch. 36, art. 4

#### **Règlements**

**292** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) prescrivant toute question requise ou autorisée par la présente loi à être prescrite;
- b) exigeant le paiement des droits aux fins de la présente loi ou des règlements y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, les droits relatifs
  - (i) aux applications effectuées en vertu de la présente loi,
  - (ii) à la constitution en corporation d'une caisse populaire en vertu de la présente loi,
  - (iii) au dépôt ou au dépôt tardif, à l'examen ou à la copie et à l'authentification de tout document en vertu de la présente loi,
  - (iv) à toute mesure que le surintendant est tenu ou permis de prendre en vertu de la présente loi ou des règlements, ou

(v) any service that the Superintendent is required or authorized to provide under this Act or the regulations,

and prescribing the amount of such fees;

(c) respecting the designation of classes of shares of a credit union;

(d) respecting the preferences, rights, conditions, restrictions, limitations or prohibitions attaching to shares or classes of shares of a credit union;

(e) respecting arrangements for the provision of any service or services in accordance with subsection 18(4);

(f) restricting the business and activities which may be carried on by a credit union, Atlantic Central or the stabilization board and respecting those restrictions;

(g) respecting the manner in which a deposit account is to be dealt with for the purposes of section 43;

(h) respecting the lending activities of a credit union generally, the loans that may be made by a credit union and the kinds and amounts of such loans, the loan policies to be established by a credit union and any terms, conditions, restrictions or limitations in relation to those lending activities, loans or loan policies;

(i) respecting the circumstances in which a member of a credit union may be permitted to make overdrafts on deposit accounts of the member and requiring or respecting the establishment of policies of credit unions in relation to overdrafts;

(j) respecting liquid assets to be maintained by a credit union;

(k) respecting the making of investments by a credit union, including, without limiting the generality of the foregoing,

(i) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by a credit union, and

(ii) providing that different investments or classes of investments by a credit union are subject

(v) à tout service que le surintendant est tenu ou permis de fournir en vertu de la présente loi ou des règlements,

et prescrivant le montant de tels droits;

c) concernant la désignation des catégories de parts sociales d'une caisse populaire;

d) concernant les privilèges, droits, conditions, restrictions, limites ou prohibitions rattachés aux parts sociales ou catégories de parts sociales d'une caisse populaire;

e) concernant les arrangements pour fournir un ou des services conformément au paragraphe 18(4);

f) limitant les activités et les affaires internes d'une caisse populaire, d'*Atlantic Central* ou de l'office de stabilisation et concernant ces restrictions;

g) concernant la manière de disposer d'un compte de dépôts aux fins de l'article 43;

h) concernant les activités de crédit d'une caisse populaire en général, les prêts qu'elle peut faire et les genres et les montants de ces prêts, les politiques de crédit à établir par une caisse populaire et les modalités, conditions, restrictions ou limites y afférentes;

i) concernant les circonstances dans lesquelles il peut être permis aux membres d'une caisse populaire de faire des découverts sur leurs comptes de dépôts et exigeant ou concernant l'établissement des politiques de crédit des caisses populaires relativement aux découverts;

j) concernant les liquidités à maintenir par une caisse populaire;

k) concernant les placements qu'effectue une caisse populaire, y compris, notamment :

(i) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites y afférentes,

(ii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'elle effectue

- to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;
- (l) respecting an allowance for doubtful accounts to be maintained by a credit union;
- (m) respecting the equity to be maintained by a credit union, including, without limiting the generality of the foregoing,
- (i) respecting exemptions from equity requirements for certain classes of credit unions, and
- (ii) authorizing the Superintendent to approve any matter in relation to classes of credit unions referred to in subparagraph (i);
- (n) respecting the amount that may be borrowed by a credit union under section 56;
- (o) respecting matching under section 57;
- (p) respecting insurance and bonding coverage to be maintained by a credit union;
- (q) respecting the manner in which a member of a credit union may appeal a termination of membership;
- (r) respecting the terms and conditions on which a member may withdraw from a credit union;
- (s) respecting the establishment of an audit committee by a credit union and the duties and powers of an audit committee;
- (t) Repealed: 2008, c.26, s.52
- (u) respecting information to be shown in the return of a credit union for the purposes of paragraph 107(1)(f);
- (v) respecting financial statements and auditors' reports for the purposes of this Act and the regulations;
- (w) respecting information to be placed before the members of a credit union for the purposes of paragraph 108(1)(c);
- sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;
- l) concernant la provision pour créances douteuses à maintenir par une caisse populaire;
- m) concernant l'avoir des membres que doit maintenir une caisse populaire, y compris, notamment :
- (i) les exemptions au titre des exigences relatives à l'avoir des membres pour certaines catégories de caisses populaires,
- (ii) autorisant le surintendant à donner son approbation quant à toute question touchant les catégories de caisses populaires mentionnées au sous-alinéa (i);
- n) concernant le montant qu'une caisse populaire peut emprunter en vertu de l'article 56;
- o) concernant l'appariement entre les placements et les dépôts prévu à l'article 57;
- p) concernant les couvertures d'assurance et de caution à maintenir par une caisse populaire;
- q) concernant la façon dont une personne peut interjeter appel d'une révocation de la qualité de membre;
- r) concernant les modalités et conditions selon lesquelles un membre peut se retirer d'une caisse populaire;
- s) concernant l'établissement d'un comité de vérification par une caisse populaire et les fonctions et pouvoirs du comité de vérification;
- t) Abrogé : 2008, ch. 26, art. 52
- u) concernant les renseignements à mentionner dans le rapport d'une caisse populaire aux fins de l'alinéa 107(1)f);
- v) concernant les états financiers et les rapports des vérificateurs aux fins de la présente loi et des règlements;
- w) concernant les renseignements à présenter aux membres d'une caisse populaire aux fins de l'alinéa 108(1)c);

- (x) respecting information to be disclosed to the members of a credit union for the purposes of paragraph 112(1)(c);
- (y) requiring or authorizing Atlantic Central to do certain things for the purposes of paragraph 192.25(g);
- (z) Repealed: 2016, c.10, s.120
- (aa) Repealed: 2010, c.36, s.89
- (bb) requiring or authorizing the stabilization board to do certain things for the purposes of paragraph 196(c);
- (cc) respecting the making of investments by the stabilization board, including, without limiting the generality of the foregoing,
- (i) respecting investments for the purposes of providing financial assistance to credit unions and the approval by the Superintendent of agreements in relation to such investments,
- (ii) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by the stabilization board, and
- (iii) providing that different investments or classes of investments by the stabilization board are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;
- (dd) Repealed: 2008, c.26, s.52
- (ee) respecting, for the purposes of subsection 202.2(1), the determination of the minimum amount to be maintained in a stabilization fund;
- (ee.1) for the purposes set out in sections 202.3 and 202.4, prescribing the amounts that are excluded in determining the total amount of the stabilization fund of the stabilization board;
- (ff) respecting information to be included in the report of the stabilization board for the purposes of paragraph 211(2)(c);
- (gg) respecting, for the purposes of paragraph 216(a), the extent of payments and the manner in which such payments are made;
- x) concernant les renseignements à divulguer aux membres d'une caisse populaire aux fins de l'alinéa 112(1)c);
- y) exigeant qu'*Atlantic Central* fasse certaines choses aux fins d'application de l'alinéa 192.25g) ou l'autorisant à les faire;
- z) Abrogé : 2016, ch. 10, art. 120
- aa) Abrogé : 2010, ch. 36, art. 89
- bb) exigeant que l'office de stabilisation fasse certaines choses aux fins d'application de l'alinéa 196c) ou l'autorisant à les faire;
- cc) concernant les placements qu'effectue l'office de stabilisation, y compris, notamment :
- (i) les placements effectués pour fournir de l'aide financière aux caisses populaires et l'approbation par le surintendant des ententes relatives à ces placements,
- (ii) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites relatives aux placements qu'il effectue,
- (iii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'il effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;
- dd) Abrogé : 2008, ch. 26, art. 52
- ee) concernant, pour l'application du paragraphe 202.2(1), la détermination du solde minimal qui doit être maintenu dans un fonds de stabilisation;
- ee.1) aux fins énoncées aux articles 202.3 et 202.4, prescrivant les postes à exclure lorsqu'il s'agit de déterminer le solde du fonds de stabilisation de l'office de stabilisation;
- ff) concernant les renseignements à inclure dans le rapport de l'office de stabilisation aux fins de l'alinéa 211(2)c);
- gg) concernant, aux fins de l'alinéa 216a), l'étendue des paiements et la manière de les payer;



- (hh) requiring or authorizing the Corporation to do certain things for the purposes of paragraph 216(c);
- (ii) respecting the making of investments by the Corporation, including, without limiting the generality of the foregoing,
- (i) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by the Corporation, and
- (ii) providing that different investments or classes of investments by the Corporation are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;
- (jj) respecting the amount of deposit insurance coverage for the purposes of subsection 220(1);
- (kk) Repealed: 2016, c.10, s.120
- (ll) Repealed: 2010, c.36, s.89
- (mm) respecting the duties and powers of the Superintendent;
- (mm.1) authorizing disclosures for the purposes of subsection 277.8(2);
- (nn) respecting assessments for the purposes of subsection 291(2) including, without limiting the generality of the foregoing, the amount of the assessment in relation to each credit union, the manner, time and frequency of assessments and payments and the use of different methods of assessment in relation to different credit unions;
- (oo) respecting interest for the purposes of subsection 291(3);
- (pp) Repealed: 2010, c.36, s.89
- (qq) respecting forms for the purposes of this Act and the regulations;
- (rr) defining any word or phrase used in this Act but not defined in this Act.
- 2008, c.26, s.52; 2010, c.36, s.89; 2016, c.10, s.120; 2016, c.36, s.4
- hh) exigeant ou permettant que la Société fasse certaines choses aux fins de l'alinéa 216c);
- ii) concernant les placements qu'effectue la Société, y compris, notamment :
- (i) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites y afférentes,
- (ii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'elle effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;
- jj) concernant le montant d'assurance-dépôts pour l'application du paragraphe 220(1);
- kk) Abrogé : 2016, ch. 10, art. 120
- ll) Abrogé : 2010, ch. 36, art. 89
- mm) concernant les fonctions et pouvoirs du surintendant;
- mm.1) autorisant certaines communications pour l'application du paragraphe 277.8(2);
- nn) concernant les cotisations aux fins du paragraphe 291(2) y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, le montant de la cotisation relative à chaque caisse populaire, la manière, le délai et la fréquence des cotisations et des paiements et l'utilisation de différentes méthodes d'évaluation relatives aux différentes caisses populaires;
- oo) concernant l'intérêt aux fins du paragraphe 291(3);
- pp) Abrogé : 2010, ch. 36, art. 89
- qq) concernant les formes ou formules pour l'application de la présente loi et des règlements;
- rr) définissant les termes ou expressions utilisés dans la présente loi mais qui n'y sont pas définis.
- 2008, ch. 26, art. 52; 2010, ch. 36, art. 89; 2016, ch. 10, art. 120; 2016, ch. 36, art. 4

**PART XVII**  
**TRANSITIONAL,**  
**CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,**  
**REPEAL AND COMMENCEMENT**

**Continuance of credit unions**

**293** Every credit union that

(a) was incorporated under the *Credit Unions Act*, chapter C-32.1 of the Acts of New Brunswick, 1977, any former Credit Unions Act of New Brunswick or any other Act of the Legislature before the commencement of this section, and

(b) is in existence on the commencement of this section,

is hereby continued as a credit union subject to the provisions of this Act.

**Repealed**

**294** Repealed: 2010, c.36, s.90  
 2010, c.36, s.90

**Repealed**

**295** Repealed: 2016, c.10, s.121  
 2016, c.10, s.121

**Repealed**

**296** Repealed: 2016, c.10, s.122  
 2016, c.10, s.122

**Repealed**

**297** Repealed: 2010, c.36, s.91  
 2010, c.36, s.91

**Repealed**

**298** Repealed: 2010, c.36, s.92  
 2010, c.36, s.92

**Effect of continuance**

**299** On the commencement of section 293,

(a) a credit union referred to in section 293

**PARTIE XVII**

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES,**  
**MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,**  
**ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

**Prorogation des caisses populaires**

**293** Sous réserve des dispositions de la présente loi, est prorogée par la présente toute caisse populaire

a) qui a été constituée en corporation en application de la *Loi sur les caisses populaires*, chapitre C-32.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1977, de toute loi antérieure sur les caisses populaires du Nouveau-Brunswick ou de toute autre loi de la Législature avant l'entrée en vigueur du présent article, et

b) qui existe à l'entrée en vigueur du présent article.

**Abrogé**

**294** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 90  
 2010, ch. 36, art. 90

**Abrogé**

**295** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 121  
 2016, ch. 10, art. 121

**Abrogé**

**296** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 122  
 2016, ch. 10, art. 122

**Abrogé**

**297** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 91  
 2010, ch. 36, art. 91

**Abrogé**

**298** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 92  
 2010, ch. 36, art. 92

**Effet de la prorogation**

**299** À l'entrée en vigueur de l'article 293,

a) une caisse populaire y visée

- (i) continues as a credit union to which this Act applies,
  - (ii) continues to be the owner of its property, and
  - (iii) continues to be liable for its obligations,
- (b) an existing cause of action, claim or liability to prosecution involving the credit union is unaffected,
- (c) a civil, criminal, or administrative action or proceeding pending by or against the credit union may be continued by or against the credit union, and
- (d) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against the credit union may be enforced by or against the credit union.

- (i) est prorogée à titre de caisse populaire soumise à la présente loi,
  - (ii) continue d'être propriétaire de ses biens, et
  - (iii) continue d'être responsable de ses obligations,
- b) une cause d'action déjà née, une réclamation ou un assujettissement aux poursuites impliquant la caisse populaire reste inchangé,
- c) la caisse populaire peut continuer à titre de demandeur ou de défendeur, une action ou procédure civile, criminelle ou administrative en instance engagée par elle ou contre elle, et
- d) une déclaration de culpabilité contre la caisse populaire, une décision, une ordonnance ou un jugement en faveur ou à l'encontre de la caisse populaire reste exécutoire à son égard.

**Repealed**

**300** Repealed: 2010, c.36, s.93  
2010, c.36, s.93

**Repealed**

**301** Repealed: 2010, c.36, s.94  
2010, c.36, s.94

**Repealed**

**302** Repealed: 2010, c.36, s.95  
2010, c.36, s.95

**Repealed**

**303** Repealed: 2010, c.36, s.96  
2010, c.36, s.96

**Repealed**

**304** Repealed: 2010, c.36, s.97  
2010, c.36, s.97

**Repealed**

**305** Repealed: 2010, c.36, s.98  
2010, c.36, s.98

**Abrogé**

**300** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 93  
2010, ch. 36, art. 93

**Abrogé**

**301** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 94  
2010, ch. 36, art. 94

**Abrogé**

**302** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 95  
2010, ch. 36, art. 95

**Abrogé**

**303** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 96  
2010, ch. 36, art. 96

**Abrogé**

**304** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 97  
2010, ch. 36, art. 97

**Abrogé**

**305** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 98  
2010, ch. 36, art. 98

**Repealed**

**306** Repealed: 2010, c.36, s.99  
2010, c.36, s.99

**Repealed**

**307** Repealed: 2010, c.36, s.100  
2010, c.36, s.100

**Repealed**

**308** Repealed: 2016, c.10, s.123  
2016, c.10, s.123

**Repealed**

**309** Repealed: 2016, c.10, s.124  
2016, c.10, s.124

**Repealed**

**310** Repealed: 2016, c.10, s.125  
2016, c.10, s.125

**Repealed**

**311** Repealed: 2016, c.10, s.126  
2016, c.10, s.126

**Repealed**

**312** Repealed: 2016, c.10, s.127  
2016, c.10, s.127

**Repealed**

**313** Repealed: 2016, c.10, s.128  
2016, c.10, s.128

**Repealed**

**314** Repealed: 2016, c.10, s.129  
2016, c.10, s.129

**Repealed**

**315** Repealed: 2016, c.10, s.130  
2016, c.10, s.130

**Abrogé**

**306** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 99  
2010, ch. 36, art. 99

**Abrogé**

**307** Abrogé : 2010, ch. 36, art. 100  
2010, ch. 36, art. 100

**Abrogé**

**308** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 123  
2016, ch. 10, art. 123

**Abrogé**

**309** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 124  
2016, ch. 10, art. 124

**Abrogé**

**310** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 125  
2016, ch. 10, art. 125

**Abrogé**

**311** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 126  
2016, ch. 10, art. 126

**Abrogé**

**312** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 127  
2016, ch. 10, art. 127

**Abrogé**

**313** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 128  
2016, ch. 10, art. 128

**Abrogé**

**314** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 129  
2016, ch. 10, art. 129

**Abrogé**

**315** Abrogé : 2016, ch. 10, art. 130  
2016, ch. 10, art. 130

**SCHEDULE A****ANNEXE A****Number of provision****Disposition**

5	5
12(5)	12(5)
18(3)	18(3)
19(1)	19(1)
20	20
21(2)	21(2)
27(4)	27(4)
28(2)	28(2)
35(1)	35(1)
35(2)	35(2)
39	39
48(3)	48(3)
52(1)	52(1)
52(2)	52(2)
53	53
55	55
56	56
98	98
100(1)	100(1)
103(1)	103(1)
103(2)	103(2)
109	109
112(1)	112(1)
113(6)	113(6)
118(4)	118(4)
123(4)	123(4)
192.21	192.21
192.22	192.22
222(1)	222(1)
249.1	249.1
249.11(1)	249.11(1)
249.21(3)	249.21(3)
277.3(5)	277.3(5)
2008, c.26, s.53; 2010, c.36, s.101; 2016, c.10, s.131; 2016, c.36, s.4	2008, ch. 26, art. 53; 2010, ch. 36, art. 101; 2016, ch. 10, art. 131; 2016, ch. 36, art. 4

**N.B.** This Act was proclaimed and came into force January 31, 1994.

**N.B.** La présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 31 janvier 1994.

**N.B.** This Act is consolidated to July 15, 2018.

**N.B.** La présente loi est refondue au 15 juillet 2018.